SERIE GENERALE

Spediz. abb. post. 45% - art. 2, comma 20/b
Legge 23-12-1996, n. 662 - Filiale di Roma

Anno 147° — Numero 60

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Lunedì, 13 marzo 2006** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 06 85081

La **Gazzetta Ufficiale,** *oltre alla* **Serie generale,** *pubblica quattro Serie speciali, ciascuna contraddistinta con autonoma numerazione:*

1ª Serie speciale: *Corte costituzionale* (pubblicata il mercoledì)
2ª Serie speciale: *Comunità europee* (pubblicata il lunedì e il giovedì)
3ª Serie speciale: *Regioni* (pubblicata il sabato)
4ª Serie speciale: *Concorsi ed esami* (pubblicata il martedì e il venerdì)

SOMMARIO

SUPPLEMENTO ORDINARIO N. 59/L

LEGGE 20 febbraio 2006, n. **82.**

Disposizioni di attuazione della normativa comunitaria concernente l'Organizzazione comune di mercato (OCM) del vino.

06G0093

LEGGI ED ALTRI ATTI NORMATIVI

LEGGE 13 febbraio 2006, n. **83.**

Adesione della Repubblica italiana all'Accordo sui privilegi e le immunità del Tribunale internazionale del diritto del mare, adottato a New York il 23 maggio 1997 ed aperto alla firma il 1° luglio 1997.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

(Autorizzazione all'adesione)

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire all'Accordo sui privilegi e le immunità del Tribunale internazionale del diritto del mare, adottato a New York il 23 maggio 1997 ed aperto alla firma il 1° luglio 1997.

Art. 2.

(Ordine di esecuzione)

1. Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 30, paragrafo 2, dell'Accordo stesso.

Art. 3.

(Entrata in vigore)

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 13 febbraio 2006

CIAMPI

BERLUSCONI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

FINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* CASTELLI

ACCORD SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DU TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER

NATIONS UNIES
1997

ACCORD SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DU TRIBUNAL INTERNATIONAL DU DROIT DE LA MER

Les États Parties au présent Accord,

Considérant que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer porte création du Tribunal international du droit de la mer,

Considérant que le Tribunal doit jouir, sur le territoire de chaque État Partie, de la capacité juridique et des privilèges et immunités qui lui sont nécessaires pour exercer ses fonctions,

Rappelant que le Statut du Tribunal stipule en son article 10 que, dans l'exercice de leurs fonctions, les membres du Tribunal jouissent de privilèges et immunités diplomatiques,

Considérant que les personnes participant à la procédure ainsi que les fonctionnaires du Tribunal doivent jouir des privilèges et immunités qui leur sont nécessaires pour exercer en toute indépendance leurs fonctions auprès du Tribunal,

Ont convenu de ce qui suit :

Article premier

Emploi des termes

Aux fins du présent Accord :

a) On entend par "Convention" la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982;

b) On entend par "Statut" le Statut du Tribunal international du droit de la mer, reproduit dans l'annexe VI de la Convention;

c) On entend par "États Parties" les États Parties au présent Accord;

d) On entend par "Tribunal" le Tribunal international du droit de la mer;

e) On entend par "membres du Tribunal" les membres élus du Tribunal ou toute personne choisie conformément à l'article 17 du Statut aux fins d'une affaire déterminée;

f) On entend par "Greffier" le Greffier du Tribunal ou tout fonctionnaire du Tribunal qui assure les fonctions de greffier;

g) On entend par "fonctionnaires du Tribunal" le Greffier et les autres membres du personnel du Greffe;

h) On entend par "Convention de Vienne" la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961.

Article 2

Personnalité juridique du Tribunal

Le Tribunal possède la personnalité juridique. Il a la capacité :

a) De contracter;

b) D'acquérir et d'aliéner des biens immobiliers et mobiliers;

c) D'ester en justice.

Article 3

Inviolabilité des locaux du Tribunal

Les locaux du Tribunal sont inviolables, sous réserve des conditions qui pourraient être arrêtées d'un commun accord avec l'État Partie concerné.

Article 4

Drapeau et emblème

Le Tribunal a le droit d'arborer son drapeau et son emblème dans ses locaux et sur les véhicules affectés à son usage officiel.

Article 5

Immunité du Tribunal et de ses biens, avoirs et fonds

1. Le Tribunal jouit de l'immunité de toute forme de poursuites, sauf dans la mesure où il y renonce expressément dans un cas particulier. Il est toutefois entendu qu'une renonciation à l'immunité ne saurait s'appliquer à des mesures d'exécution.

2. Les biens, avoirs et fonds du Tribunal, où qu'ils se trouvent et quel qu'en soit le détenteur, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, saisie, expropriation et de toute autre forme de contrainte procédant d'une mesure des pouvoirs exécutif, administratif, judiciaire ou législatif.

3. Les biens, avoirs et fonds du Tribunal sont exempts de toute restriction, réglementation, contrôle et de tout moratoire de quelque nature que ce soit dans la mesure nécessaire pour lui permettre de s'acquitter de ses fonctions.

4. Le Tribunal souscrit une assurance au tiers pour les véhicules dont il est propriétaire ou qui sont utilisés pour son compte, comme l'exigent les lois et règlements de l'État dans lequel lesdits véhicules sont utilisés.

Article 6

Archives

Les archives du Tribunal et tous les documents lui appartenant ou en sa possession sont inviolables en toutes circonstances où qu'ils se trouvent. L'État Partie dans lequel se trouvent ces archives et documents est informé de l'endroit où ils sont entreposés.

Article 7

Cas dans lesquels le Tribunal exerce ses fonctions en dehors du siège

Lorsque le Tribunal juge souhaitable de siéger ou d'exercer autrement ses fonctions en dehors du siège, il peut conclure avec l'État concerné un accord en vue de la fourniture des installations qui lui permettront de s'acquitter de ses fonctions.

Article 8

Communications

1. Aux fins de ses communications et de sa correspondance officielles, le Tribunal bénéficie, sur le territoire de chaque État Partie dans la mesure compatible avec les obligations internationales à la charge de l'État concerné, d'un traitement au moins aussi favorable que celui qui est accordé par cet État à toute autre organisation intergouvernementale ou mission diplomatique en ce qui concerne les priorités, tarifs et taxes s'appliquant au courrier et aux diverses formes de communications et correspondance.

2. Le Tribunal peut utiliser tous les moyens de communication appropriés et employer des codes ou un chiffre pour ses communications ou sa correspondance officielles. Les communications et la correspondance officielles du Tribunal sont inviolables.

3. Le Tribunal a le droit d'expédier et de recevoir de la correspondance et d'autres documents ou communications par courrier ou valises scellées, qui bénéficient des mêmes privilèges, immunités et facilités que les courriers et valises diplomatiques.

Article 9

Exonération d'impôts et de droits de douane et des restrictions à l'importation ou à l'exportation

1. Le Tribunal, ses avoirs, revenus et autres biens, de même que ses opérations et transactions, sont exonérés de tout impôt direct. Il

demeure entendu, toutefois, que le Tribunal ne demandera pas l'exonération d'impôts qui représentent, en fait, la rémunération de services d'utilité publique.

2. Le Tribunal est exonéré de tous droits de douane et impôts sur le chiffre d'affaires à l'importation et exempté de toutes prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation à l'égard d'objets importés ou exportés par lui pour son usage officiel.

3. Les articles ainsi importés ou achetés en franchise ne seront pas vendus ou autrement aliénés sur le territoire d'un État Partie, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le gouvernement de cet État Partie. Le Tribunal est en outre exempté de tout droit de douane et impôts sur le chiffre d'affaires à l'importation et de toutes prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation touchant ses publications.

Article 10

Remboursement des droits et/ou taxes

1. Le Tribunal ne revendique pas, en principe, l'exonération des droits et taxes entrant dans le prix des biens mobiliers ou immobiliers et des taxes perçues pour services fournis. Cependant, quand il effectue pour son usage officiel des achats importants de biens et d'articles ou de services dont le prix comprend des droits et taxes de cette nature, les États Parties prendront les dispositions administratives appropriées en vue de l'exonérer de ces droits et taxes ou lui rembourser le montant des droits et/ou taxes acquittés.

2. Les articles ainsi achetés en franchise ou faisant l'objet de remboursement ne sont pas vendus ou autrement aliénés, si ce n'est aux conditions énoncées par l'État Partie qui a accordé l'exonération ou le remboursement. Il n'est accordé aucune exonération ni aucun remboursement à raison de la rémunération de services d'utilité publique fournis au Tribunal.

Article 11

Régime fiscal

1. Les traitements, émoluments et indemnités versés aux membres et aux fonctionnaires du Tribunal sont exemptés de tout impôt.

2. Dans le cas où l'incidence d'un impôt quelconque est subordonnée à la résidence de l'assujetti, les périodes pendant lesquelles les membres ou fonctionnaires du Tribunal se trouvent sur le territoire d'un État pour l'exercice de leurs fonctions ne sont pas considérées comme des périodes de résidence, si ces membres ou fonctionnaires jouissent de privilèges, immunités et facilités diplomatiques.

3. Les Parties au présent Accord ne sont pas tenues d'exempter de l'impôt sur le revenu les pensions ou rentes versées aux anciens membres et aux anciens fonctionnaires du Tribunal.

Article 12

Levée de toutes restrictions en matière de change

1. Sans être astreint à aucun contrôle, réglementation ou moratoire financiers, et dans l'exercice de ses activités :

a) Le Tribunal peut détenir des fonds, des devises quelconques ou de l'or et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie;

b) Le Tribunal peut transférer librement ses fonds, son or ou ses devises d'un pays dans un autre ou à l'intérieur d'un pays quelconque et convertir toutes devises détenues par lui en toute autre monnaie;

c) Le Tribunal peut recevoir, détenir, négocier, transférer ou convertir les cautions et autres garanties financières et procéder à cet égard à toutes autres opérations.

2. Dans l'exercice des droits qui lui sont reconnus au paragraphe 1 ci-dessus, le Tribunal tiendra compte de toutes représentations de tout État Partie, dans la mesure où il estimera pouvoir y donner suite sans porter préjudice à ses propres intérêts.

Article 13

Membres du Tribunal

1. Dans l'exercice de leurs fonctions, les membres du Tribunal jouissent des privilèges, immunités, facilités et prérogatives accordés aux chefs de mission diplomatique en vertu de la Convention de Vienne.

2. Les membres du Tribunal et les membres de leur famille vivant à leur foyer auront toutes facilités pour quitter le pays où ils se trouvent, ainsi que pour accéder au pays où siège le Tribunal et en sortir. Au cours des déplacements liés à l'exercice de leurs fonctions, ils jouissent, dans tous les pays qu'ils doivent traverser, de tous les privilèges, immunités et facilités accordés par ces pays aux agents diplomatiques en pareille circonstance.

3. Si, afin de se tenir à la disposition du Tribunal, les membres du Tribunal, leurs conjoints et les membres de leur famille et les autres personnes vivant à leur foyer résident dans tout pays autre que celui dont ils sont ressortissants ou résidents permanents, ils jouissent des privilèges, immunités et facilités pendant la période durant laquelle ils y résident.

4. Les membres du Tribunal jouissent, pour eux-mêmes et les membres de leur famille vivant à leur foyer, des mêmes facilités de rapatriement en période de crise internationale que celles accordées aux agents diplomatiques en vertu de la Convention de Vienne.

5. Les membres du Tribunal souscrivent une assurance au tiers pour les véhicules dont ils sont propriétaires ou qu'ils utilisent, comme l'exigent les lois et règlements de l'État dans lequel lesdits véhicules sont utilisés.

6. Les paragraphes 1 à 5 du présent article restent applicables aux membres du Tribunal après leur remplacement s'ils continuent d'exercer leurs fonctions conformément au paragraphe 3 de l'article 5 du Statut.

7. En vue d'assurer aux membres du Tribunal une complète liberté de parole et une complète indépendance dans l'exercice de leurs fonctions, l'immunité de toute forme de poursuites pour les paroles, les écrits et

tous les actes découlant de l'accomplissement de leurs fonctions continue à leur être accordée même lorsqu'ils ne sont plus membres du Tribunal ou qu'ils ont cessé d'exercer leurs fonctions.

Article 14

Fonctionnaires

1. Dans l'exercice de ses fonctions, le Greffier jouit des privilèges, immunités et facilités diplomatiques.

2. Les autres fonctionnaires du Tribunal jouissent dans les pays où ils séjournent pour les besoins de leur service, ou dans ceux qu'ils traversent pour ce même motif, des privilèges, immunités et facilités qu'exige l'exercice indépendant de leurs fonctions, en particulier :

a) De l'immunité d'arrestation ou de détention et de saisie de leurs effets personnels;

b) Du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonctions dans le pays concerné, et de les réexporter en franchise dans le pays de leur domicile;

c) De l'exemption de toute inspection de leurs effets personnels à moins qu'il n'existe de sérieuses raisons de croire que les effets contiennent des articles qui ne sont pas destinés à leur usage personnel ou des articles dont l'importation ou l'exportation est prohibée par la loi ou relève de la réglementation de l'État Partie concerné en matière de quarantaine. Dans ce cas, il est procédé à l'inspection en présence du fonctionnaire concerné;

d) De l'immunité de toute forme de poursuites à raison de leurs paroles, de leurs écrits et de tous les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions. Cette immunité continue à leur être accordée même après qu'ils ont cessé d'exercer leurs fonctions;

e) De l'exemption de toute obligation relative au service national;

f) Pour eux-mêmes et les membres de leur famille vivant à leur foyer, de l'exemption des mesures restrictives relatives à l'immigration et des formalités relatives à l'enregistrement des étrangers;

g) Des mêmes privilèges et facilités de change que ceux accordés aux fonctionnaires d'un rang comparable appartenant aux missions diplomatiques accréditées auprès du gouvernement concerné;

h) Pour eux-mêmes et les membres de leur famille vivant à leur foyer, des mêmes facilités de rapatriement que celles qui sont accordées en période de crise internationale aux agents diplomatiques en vertu de la Convention de Vienne.

3. Les fonctionnaires du Tribunal sont tenus de souscrire une assurance au tiers pour les véhicules dont ils sont propriétaires ou qu'ils utilisent, comme l'exigent les lois et règlements de l'État dans lequel lesdits véhicules sont utilisés.

4. Le Tribunal informe tous les États Parties des catégories de fonctionnaires auxquelles s'appliquent les dispositions du présent article. Les noms des fonctionnaires compris dans ces catégories leur sont communiqués périodiquement.

Article 15

Experts désignés conformément à l'article 289 de la Convention

Les experts désignés conformément à l'article 289 de la Convention jouissent, pendant la durée de leur mission, y compris le temps du voyage, des privilèges, immunités et facilités nécessaires pour garantir leur indépendance dans l'exercice de leurs fonctions, en particulier :

a) De l'immunité d'arrestation ou de détention et de saisie de leurs effets personnels;

b) De l'exemption de toute inspection de leurs effets personnels, à moins qu'il n'existe de sérieuses raisons de croire que les effets contiennent des articles qui ne sont pas destinés à leur usage personnel ou des articles dont l'importation ou l'exportation est prohibée par la

loi ou relève de la réglementation de l'État Partie concerné en matière de quarantaine. Dans ce cas, il est procédé à l'inspection en présence de l'expert concerné;

c) De l'immunité de toute forme de poursuites à raison de leurs paroles ou leurs écrits et des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions. Cette immunité continue à leur être accordée même après qu'ils ont cessé d'exercer leurs fonctions;

d) Inviolabilité de tous documents et papiers;

e) De l'exemption des mesures restrictives relatives à l'immigration et des formalités relatives à l'enregistrement des étrangers;

f) Des mêmes facilités, en ce qui concerne les restrictions monétaires et de change, que celles accordées aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;

g) Des mêmes facilités de rapatriement en période de crise internationale que celles accordées aux agents diplomatiques en vertu de la Convention de Vienne.

Article 16

Agents, conseils et avocats

1. Les agents, conseils et avocats auprès du Tribunal jouissent, pendant la durée de leur mission, y compris lors des voyages effectués dans le cadre de missions, des privilèges, immunités et facilités qu'exige l'exercice indépendant de leurs fonctions, en particulier :

a) De l'immunité d'arrestation ou de détention et de saisie de leurs effets personnels;

b) De l'exemption de toute inspection de leurs effets personnels, à moins qu'il n'existe de sérieuses raisons de croire que les effets contiennent des articles qui ne sont pas destinés à leur usage personnel ou des articles dont l'importation ou l'exportation est prohibée par la loi ou relève de la réglementation de l'État Partie concerné en matière de

quarantaine. Dans ce cas, il est procédé à l'inspection en présence de l'agent, du conseil ou de l'avocat concerné;

c) De l'immunité de toute forme de poursuites à raison de leurs paroles, leurs écrits et de tous les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions de représentants des parties devant le Tribunal, immunité qui subsiste après que les intéressés ont cessé d'exercer leurs fonctions;

d) De l'inviolabilité de tous documents et papiers;

e) Du droit de recevoir des papiers ou de la correspondance par courrier ou par valises scellées;

f) De l'exemption de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration et de toutes formalités d'enregistrement des étrangers;

g) Des mêmes facilités concernant leurs effets personnels et leurs transactions monétaires ou de change que celles qui sont accordées aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire:

h) Des mêmes facilités de rapatriement en période de crise internationale que celles accordées aux agents diplomatiques en vertu de la Convention de Vienne.

2. Une fois que les parties à la procédure devant le Tribunal lui ont notifié la désignation d'un agent, conseil ou avocat, le Greffier signe un certificat attestant le statut du représentant, lequel est valable pour une période raisonnable requise par la procédure.

3. Les autorités compétentes de l'État concerné accordent les privilèges, immunités, facilités et prérogatives aux agents, conseils et avocats visés au présent article, au vu du certificat mentionné au paragraphe 2.

4. Dans le cas où l'incidence d'un impôt quelconque est subordonnée à la résidence de l'assujetti, les périodes pendant lesquelles les agents, conseils ou avocats se trouvent sur le territoire d'un État pour l'exercice de leurs fonctions ne sont pas considérées comme des périodes de résidence.

Article 17

Témoins, experts et personnes accomplissant des missions

1. Les témoins, experts et personnes qui accomplissent des missions sur l'ordre du Tribunal jouissent, pendant la durée de leur mission, y compris lors des voyages effectués dans le cadre de missions, des privilèges, immunités et facilités prévus aux alinéas a) à f) de l'article 15.

2. Les témoins, experts et personnes accomplissant des missions bénéficient de facilités de rapatriement en période de crise internationale.

Article 18

Nationaux et résidents permanents

Sous réserve des privilèges et immunités supplémentaires pouvant être accordés par l'État Partie concerné, et sans préjudice de l'article 11, toute personne bénéficiant de privilèges et immunités en vertu du présent Accord ne jouit, sur le territoire de l'État Partie dont elle a la nationalité ou dans lequel elle a le statut de résident permanent, que de l'immunité de toute forme de poursuites et de l'inviolabilité à raison de ses paroles, de ses écrits et de tous les actes accomplis par elle dans l'exercice de ses fonctions. Cette immunité continue à lui être accordée même après qu'elle a cessé d'exercer des fonctions au Tribunal.

Article 19

Respect des lois et règlements

1. Les privilèges, immunités, facilités et prérogatives prévus aux articles 13 à 17 du présent Accord sont accordés aux personnes concernées, non à leur avantage personnel mais afin de garantir leur indépendance dans l'exercice des fonctions qu'elles remplissent auprès du Tribunal.

2. Sans préjudice de leurs privilèges et immunités, toutes les personnes visées aux articles 13 à 17 sont tenues de respecter les lois et règlements de l'État Partie où elles séjournent pour les besoins de leur service, ou de ceux qu'elles traversent pour ce même motif. Elles sont

tenues également de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de cet État.

Article 20

Levée de l'immunité

1. Dans la mesure où les privilèges et immunités prévus dans le présent Accord sont accordés aux personnes concernées, non à leur avantage personnel mais dans l'intérêt de la bonne administration de la justice, l'autorité compétente a le droit et le devoir de lever l'immunité de la personne mise en cause dans toute affaire où, de l'avis de l'État Partie, cette immunité empêcherait que justice soit faite et s'il estime que l'immunité peut être levée sans porter préjudice à la bonne administration de la justice.

2. À cette fin, l'autorité compétente en ce qui concerne les agents, conseils et avocats représentant un État Partie à la procédure devant le Tribunal ou nommé par un tel État est l'État concerné. En ce qui concerne les autres agents, conseils et avocats, le Greffier, les experts désignés conformément à l'article 289 de la Convention et les témoins, experts et personnes accomplissant des missions, le Tribunal est l'autorité compétente. Dans le cas des autres fonctionnaires du Tribunal, l'autorité compétente est le Greffier, agissant avec l'accord du Président du Tribunal.

Article 21

Laissez-passer et visas

1. Les États Parties reconnaissent et acceptent comme titres valides de voyage les laissez-passer des Nations Unies délivrés aux membres et aux fonctionnaires du Tribunal ou aux experts nommés conformément à l'article 289 de la Convention.

2. Les demandes de visa (lorsque des visas sont nécessaires) émanant des membres du Tribunal et du Greffier doivent être examinées dans les plus brefs délais possible. Les demandes de visa émanant de toute autre personne titulaire du laissez-passer visé au paragraphe 1 du présent article ou ayant droit à un tel laissez-passer et des personnes visées aux

articles 16 et 17 doivent, lorsqu'elles sont accompagnées d'un certificat attestant que ces personnes voyagent pour le compte du Tribunal, être examinées dans les plus brefs délais possible.

Article 22

Libre déplacement

Aucune restriction d'ordre administratif ou autre n'est apportée au libre déplacement des membres du Tribunal ni des autres personnes visées aux articles 13 à 17, qui se rendent au siège du Tribunal ou en tout autre lieu où le Tribunal siège ou exerce autrement ses fonctions ou en reviennent.

Article 23

Maintien de la sécurité et de l'ordre public

1. Lorsqu'un État Partie estime nécessaire de prendre, sans préjudice de l'indépendance et du bon fonctionnement du Tribunal, des mesures pour assurer la sécurité ou le maintien de l'ordre dans le pays, conformément au droit international, cet État Partie consulte le Tribunal aussi rapidement que possible afin de déterminer d'un commun accord les mesures nécessaires pour assurer la protection de celui-ci.

2. Le Tribunal coopère avec le gouvernement de l'État Partie en vue d'éviter que ses activités ne portent préjudice à la sécurité ou à l'ordre public dudit État.

Article 24

Coopération avec les autorités des États Parties

Le Tribunal collabore, à tout moment, avec les autorités compétentes des États Parties en vue de faciliter l'application de la législation de ces États et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités, facilités et prérogatives visés dans le présent Accord.

Article 25

Rapports avec les accords spéciaux

Lorsqu'une disposition du présent Accord et une disposition de tout accord spécial conclu entre le Tribunal et un État Partie ont trait au même sujet, les deux dispositions sont considérées, autant que possible, comme complémentaires et applicables toutes les deux, aucune d'entre elles ne limitant les effets de l'autre; mais en cas de conflit, la disposition de l'accord spécial l'emporte.

Article 26

Règlement des différends

1. Le Tribunal prend des dispositions appropriées en vue du règlement :

a) Des différends résultant de contrats et autres différends de droit privé auxquels le Tribunal est partie;

b) Des différends mettant en cause toute personne visée dans le présent Accord qui jouit de l'immunité en raison de sa situation officielle, sauf si cette immunité a été levée.

2. Tout différend portant sur l'interprétation ou l'application du présent Accord est porté devant un tribunal arbitral, à moins que les parties ne soient convenues d'avoir recours à un autre mode de règlement. Tout différend entre le Tribunal et un État Partie qui n'est pas réglé par voie de consultation, de négociation ou par tout autre moyen convenu dans les trois mois qui suivent la demande faite à cet effet par l'une des parties au différend est porté, à la demande de l'une ou l'autre partie, devant un groupe de trois arbitres qui tranchera définitivement. L'un des arbitres est choisi par le Tribunal, un autre par l'État Partie et le troisième, qui préside, par les deux autres arbitres. Si l'une ou l'autre des parties au différend n'a pas désigné un arbitre dans les deux mois qui suivent la désignation d'un arbitre par l'autre partie, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies procède à cette désignation. À défaut d'accord entre les deux premiers arbitres sur le choix du troisième dans les trois mois qui suivent leur désignation, ce troisième

arbitre est choisi par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à la demande du Tribunal ou de l'État Partie.

Article 27

Signature

Le présent Accord est ouvert à la signature de tous les États au Siège de l'Organisation des Nations Unies pendant vingt-quatre mois à compter du 1er juillet 1997.

Article 28

Ratification

Le présent Accord est soumis à ratification. Ses instruments de ratification sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 29

Adhésion

Le présent Accord est ouvert à l'adhésion de tous les États. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 30

Entrée en vigueur

1. Le présent Accord entre en vigueur 30 jours après le dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chaque État qui ratifie le présent Accord ou y adhère après le dépôt du dixième instrument de ratification ou d'adhésion, l'Accord entre en vigueur le trentième jour qui suit la date de dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 31

Application à titre provisoire

Tout État qui a l'intention de ratifier le présent Accord ou d'y adhérer peut à tout moment notifier au dépositaire qu'il applique l'Accord à titre provisoire pour une période n'excédant pas deux ans.

Article 32

Application spéciale

Lorsque, comme le prévoit son Statut, le Tribunal est saisi d'un différend, tout État qui sans être partie au présent Accord est partie au différend peut pour la circonstance, aux fins et pour la durée de l'espèce, devenir partie au présent Accord en déposant un instrument d'acceptation. Les instruments d'acceptation sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et prennent effet à la date de dépôt.

Article 33

Dénonciation

1. Un État Partie peut dénoncer l'Accord, par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation prend effet un an après la date de réception de la notification, à moins qu'elle ne prévoie une date ultérieure.

2. La dénonciation n'affecte en rien le devoir de tout État Partie de remplir toute obligation énoncée dans l'Accord à laquelle il serait soumis en vertu du droit international indépendamment de celui-ci.

Article 34

Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire du présent Accord.

Article 35

Textes faisant foi

Les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe de l'Accord font également foi.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé l'Accord.

OUVERT À LA SIGNATURE à New York le 1er juillet mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept en un texte original unique en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe.

(Traduzione non ufficiale)

ACCORDO SUI PRIVILEGI E LE IMMUNITA' DEL TRIBUNALE INTERNAZIONALE DEL DIRITTO DEL MARE

Gli Stati Parti al presente Accordo,
Considerando che la Convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del mare istituisce il Tribunale internazionale del diritto del mare,

Considerando che il Tribunale deve godere sul territorio di ciascuno Stato Parte, della capacità giuridica e dei privilegi ed immunità di cui necessità per esercitare le sue funzioni,

Ricordando che lo Statuto del Tribunale stabilisce nel suo articolo 10 che i membri del Tribunale, godono nell'esercizio delle loro funzioni, di privilegi e di immunità diplomatiche,

Considerando che le persone che partecipano alla procedura, nonché i funzionari del Tribunale devono poter beneficiare dei privilegi e delle immunità loro necessarie per esercitare in completa indipendenza le loro funzioni presso il Tribunale,

Hanno convenuto quanto segue

Articolo primo

Uso dei termini

Ai fini del presente Accordo:

a) per "Convenzione" s'intende la Convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del mare del 10 dicembre 1982;
b) per "Statuto" s'intende lo Statuto del Tribunale internazionale del mare, riprodotto all'annesso VI della Convenzione;
c) per "Stati Parti" s'intendono gli Stati Parti al presente Accordo;
d) per "Tribunale" s'intende il Tribunale internazionale del diritto del mare;
e) per "membri del Tribunale" s'intendono i membri eletti del Tribunale o qualsiasi persona scelta in conformità all'articolo 17 dello Statuto ai fini di un determinato caso;

f) per "Cancelliere" s'intende il Cancelliere del Tribunale o qualsiasi funzionario del Tribunale che svolge funzioni di cancelliere;
g) per "funzionari del Tribunale" s'intendono il Cancelliere e gli altri membri del personale dell'Ufficio di Cancelleria;
h) per "Convenzione di Vienna" s'intende la Convenzione di Vienna sulle relazioni diplomatiche del 18 aprile 1961.

Articolo 2

Personalità giuridica del Tribunale

Il Tribunale ha personalità giuridica. Esso ha capacità:
a) di contrattare;
b) di acquisire e di alienare beni immobili e mobili;
c) di stare in giustizia.

Articolo 3

Inviolabilità dei locali del Tribunale

I locali del Tribunale sono inviolabili, fatte salve le condizioni che potrebbero essere stabilite di comune accordo con lo Stato Parte interessato.

Articolo 4

Bandiere ed emblema

Il Tribunale ha diritto d'inalberare la sua bandiera ed il suo emblema nei suoi locali e sui veicoli destinati ai suoi usi ufficiali.

Articolo 5
Immunità del Tribunale e dei suoi beni, averi e fondi

1. Il Tribunale è immune da qualsiasi forma di azione legale, salvo se vi rinuncia espressamente in un determinato caso. Rimane tuttavia inteso che la rinuncia all'immunità non può applicarsi a misure esecutive.
2. I beni, gli averi ed i fondi del Tribunale, ovunque si trovino ed a prescindere da chi li detiene, sono esenti da perquisizione, requisizione, confisca,

sequestro, esproprio e, da ogni altra forma di coercizione derivante da una misura del potere esecutivo, amministrativo, giudiziario o legislativo.

3. I beni, gli averi ed i fondi del Tribunale sono esenti da qualsiasi limitazione, regolamentazione, controllo e da qualunque tipo di moratoria, ciò al fine di consentirgli di adempiere le sue funzioni.
4. Il Tribunale sottoscrive un'assicurazione riguardo a terzi per i veicoli di cui è proprietario o che sono utilizzati per suo conto, come previsto dalle leggi e dai regolamenti dello Stato in cui tali veicoli sono utilizzati.

Articolo 6

Archivi

Gli archivi del Tribunale e tutti i documenti di sua appartenenza o in suo possesso sono inviolabili in ogni circostanza e ovunque si trovino. Lo Stato Parte in cui tali archivi e documenti si trovano è informato del luogo dove sono custoditi.

Articolo 7

Casi in cui il Tribunale esercita le sue funzioni fuori sede

Quando il Tribunale ritiene di dover sedere o diversamente esercitare le sue funzioni fuori sede, esso può concludere con lo Stato interessato un accordo per la fornitura delle strutture che gli consentiranno di adempiere alle sue funzioni.

Articolo 8

Comunicazioni

1. Ai fini delle sue comunicazioni e della sua corrispondenza ufficiale, il Tribunale beneficia, sul territorio di ciascuno Stato Parte, compatibilmente con gli obblighi internazionali a carico dello Stato interessato, di un trattamento almeno altrettanto favorevole di quello concesso da questo Stato ad ogni altra organizzazione inter-governativa o missione diplomatica per quanto concerne le priorità, le tariffe e le tasse che si applicano al corriere ed alle diverse forme di comunicazioni e di corrispondenza.
2. Il Tribunale può utilizzare tutti i mezzi di comunicazione appropriati ed utilizzare codici o una cifra per le sue comunicazioni o la sua

corrispondenza ufficiale. Le comunicazioni e la corrispondenza ufficiali del Tribunale sono inviolabili.

3. Il Tribunale ha diritto di spedire e di ricevere corrispondenza ed altri documenti o comunicazioni per corriere o valigie sigillate, che beneficiano degli stessi privilegi, immunità e facilitazioni dei corrieri e delle valigie diplomatiche.

Articolo 9

Esonero da imposte e diritti doganali e da limitazioni all'importazione o all'esportazione

1. Il Tribunale, i suoi averi, redditi ed altri beni, come pure le sue operazioni e transazioni, sono esonerati da qualsiasi imposta diretta. Rimane inteso tuttavia che il Tribunale non chiederà l'esonero da imposte che di fatto costituiscono un corrispettivo per servizi di utilità pubblica.
2. Il Tribunale è esonerato da qualsiasi diritto doganale e da imposte sul suo fatturato all'importazione; è esentato da qualsiasi proibizione e limitazione all'importazione o all'esportazione per quanto riguarda oggetti che importa o esporta per suo uso ufficiale.
3. Gli articoli in tal modo importati o acquistati in franchigia non saranno né venduti né alienati sul territorio di uno Stato Parte, tranne che in condizioni ammesse dal governo di detto Stato Parte. Inoltre, il Tribunale è esentato da qualsiasi diritto doganale e da imposte sul fatturato all'importazione e da qualsiasi proibizione e restrizione all'importazione ed all'esportazione attinente alle sue pubblicazioni.

Articolo 10

Rimborso di diritti e/o tasse

1. In linea di massima, il Tribunale non rivendica l'esonero da diritti e tasse incluse nel prezzo di beni mobili o immobili, e da tasse che vengono riscosse per servizi resi. Tuttavia, quando il Tribunale effettua per suo uso ufficiale acquisti importanti di beni e di articoli, o di servizi il cui prezzo comprende diritti e tasse di questo tipo, gli Stati Parti prenderanno adeguati provvedimenti amministrativi in vista di esonerarlo da tali diritti o tasse o di rimborsargli l'ammontare dei diritti e/o tasse pagati.
2. Gli articoli acquistati in franchigia o che sono oggetto di un rimborso, non possono essere venduti o diversamente alienati, tranne che alle condizioni enunciate dallo Stato Parte che ha concesso l'esonero o il rimborso. Nessun

esonero o rimborso è concesso ove si tratti del corrispettivo di servizi di utilità pubblica forniti al Tribunale.

Articolo 11

Regime fiscale

1. Le retribuzioni, gli emolumenti e le indennità corrisposte ai membri ed ai funzionari del Tribunale sono esentati da qualsiasi imposta.
2. Nel caso in cui l'incidenza di una qualunque imposta sia subordinata alla residenza del contribuente, i periodi durante i quali i membri o i funzionari del Tribunale si trovano sul territorio di uno Stato per l'esercizio delle loro funzioni non sono considerati come periodi di residenza, se tali membri o funzionari beneficiano di privilegi, immunità ed agevolazioni diplomatiche.
3. Le Parti al presente Accordo non sono tenute ad esentare dall'imposta sul reddito le pensioni o le rendite versate agli ex-membri ed agli ex-funzionari del Tribunale.

Articolo 12

Abolizione di restrizioni in materia di cambio

1. Senza essere assoggettato ad alcun controllo, regolamentazione o moratoria finanziaria e, nell'esercizio delle sue attività:
   a) il Tribunale può detenere fondi, ogni tipo di valuta o oro ed avere conti in qualsiasi moneta;
   b) il Tribunale può liberamente trasferire i suoi fondi, il suo oro o le sue valute da un paese all'altro o all'interno di qualunque paese e convertire tutte le valute da esso detenute, in qualsiasi altra moneta;
   c) il Tribunale può ricevere, detenere, negoziare, trasferire o convertire cauzioni ed altre garanzie finanziarie e procedere ad ogni altra operazione al riguardo.

2. Nell'esercizio dei diritti che gli sono riconosciuti al paragrafo 1 di cui sopra, il Tribunale terrà conto di qualsiasi rivendicazione fatta valere da uno Stato Parte, qualora ritenga di potervi dare seguito senza arrecare pregiudizio ai propri interessi.

Articolo 13

Membri del Tribunale

1. Nell'esercizio delle loro funzioni, i membri del Tribunale godono dei privilegi, immunità, agevolazioni e prerogative concesse ai capi delle rappresentanze diplomatiche ai sensi della Convenzione di Vienna.
2. I membri del Tribunale ed i loro familiari conviventi beneficeranno di agevolazioni per lasciare il paese in cui si trovano, nonché per accedere al paese in cui il Tribunale ha sede ed uscirne. Durante gli spostamenti connessi all'esercizio dello loro funzioni, essi beneficiano in tutti i paesi che devono attraversare, dei privilegi, immunità ed agevolazioni concessi da tali paesi agli agenti diplomatici in circostanze analoghe.
3. Se, al fine di mantenersi a disposizione del Tribunale, i membri del Tribunale, i loro congiunti e familiari e le altre persone che vivono sotto il loro tetto, risiedono in un paese diverso da quello di cui sono cittadini o residenti stabili, essi godono di privilegi, immunità ed agevolazioni durante il periodo in cui vi risiedono.
4. I membri del Tribunale beneficiano per sé stessi e per i loro familiari conviventi, delle stesse agevolazioni di rimpatrio in periodo di crisi internazionale di quelle concesse agli agenti diplomatici ai sensi della Convenzione di Vienna.
5. I membri del Tribunale sottoscrivono un'assicurazione riguardo a terzi per i veicoli di cui sono proprietari o che utilizzano, come previsto dalle leggi e dai regolamenti dello Stato in cui tali veicoli sono utilizzati.
6. I paragrafi da 1 a 5 continuano ad essere applicabili ai membri del Tribunale dopo la loro sostituzione se gli stessi continuano esercitare le loro funzioni in conformità al paragrafo 3 dell'articolo 5 dello Statuto.
7. In vista di assicurare ai membri del Tribunale una completa libertà di parola ed una completa indipendenza nell'esercizio delle loro funzioni, continua ad essere loro concessa l'immunità da qualsiasi forma di azione legale per parole, scritti ed atti derivanti dall'adempimento delle loro funzioni, anche se non sono più membri del Tribunale o hanno cessato di esercitare le loro funzioni.

Articolo 14

Funzionari

1. Nell'esercizio delle sue funzioni, il Cancelliere gode di privilegi, immunità ed agevolazioni diplomatiche.
2. Gli altri funzionari del Tribunale, nei paesi in cui soggiornano per esigenze di servizio, o in quelli che attraversano per lo stesso motivo, godono dei

privilegi, immunità ed agevolazioni richiesti per l'esercizio indipendente delle loro funzioni, in particolare:

a) dell'immunità da arresto o detenzione e dal sequestro dei loro effetti personali;
b) del diritto d'importare in franchigia la loro mobilia ed i loro effetti in occasione dell'assunzione iniziale dello loro funzioni nel paese interessato e di riesportarli in franchigia nel paese dove hanno il domicilio;
c) dell'esenzione da qualsiasi ispezione dei loro effetti personali, salvo se esistono motivi validi di ritenere che gli effetti contengono articoli non destinati al loro uso personale o articoli la cui importazione o esportazione è vietata dalla legge o dipende dalla regolamentazione dello Stato Parte interessato in materia di quarantena. In questo caso, si procede all'ispezione in presenza del funzionario interessato;
d) dell'immunità da qualsiasi forma di azione legale per le loro parole, scritti ed atti da essi compiuti nell'esercizio delle loro funzioni. Questa immunità continua ad essere loro concessa anche dopo che hanno cessato di esercitare le loro funzioni;
e) dell'esenzione da qualsiasi obbligo relativo al servizio nazionale;
f) per loro stessi e per i loro familiari conviventi, dell'esenzione da misure restrittive relative all'immigrazione e da formalità relative alla registrazione degli stranieri;
g) degli stessi privilegi ed agevolazioni di cambio di quelli concessi ai funzionari di rango paragonabile appartenenti alle rappresentanze diplomatiche accreditate pressi il governo interessato;
h) per loro stessi e per i loro familiari conviventi, delle stesse agevolazioni di rimpatrio di quelle concesse in periodo di crisi internazionale agli agenti diplomatici ai sensi della Convenzione di Vienna.

3. I funzionari del Tribunale sono tenuti a sottoscrivere un'assicurazione riguardo a terzi per i veicoli di cui sono proprietari, o che utilizzano, come previsto dalle leggi e dai regolamenti dello Stato in cui tali veicoli sono utilizzati.
4. Il Tribunale informa tutti gli Stati Parti circa le categorie di funzionari cui si applicano le disposizioni del presente articolo e comunica loro periodicamente i nominativi dei funzionari compresi in queste categorie.

Articolo 15

Esperti designati in conformità all'articolo 289 della Convenzione

Gli esperti designati in conformità all'articolo 289 della Convenzione godono durante tutta la loro missione, ivi compresa la durata del viaggio, dei

privilegi, immunità ed agevolazioni necessarie per garantire la loro indipendenza nell'esercizio delle loro funzioni, in particolare:

a) dell'immunità da arresto o detenzione e dal sequestro dei loro effetti personali;
b) dell'esenzione da qualsiasi ispezione dei loro effetti personali, a meno che esistano motivi validi di ritenere che gli effetti contengono articoli non destinati al loro uso personale o articoli la cui importazione o esportazione è vietata dalla legge o dipende dalla regolamentazione dello Stato Parte interessato in materia di quarantena. In questo caso, si procede all'ispezione in presenza dell'esperto interessato;
c) dell'immunità da qualsiasi forma di azione legale per le loro parole o i loro scritti e per gli atti da essi compiuti nell'esercizio delle loro funzioni. Questa immunità continua ad essere loro concessa anche dopo che hanno cessato di esercitare le loro funzioni;
d) inviolabilità di tutta la documentazione e documenti personali;
e) dell'esenzione da misure restrittive relative all'immigrazione e da formalità relative alla registrazione degli stranieri;
f) delle stesse agevolazioni, per quanto concerne le restrizioni monetarie e di cambio, di quelle concesse ai rappresentanti di governi stranieri in missione ufficiale temporanea;
g) delle stesse agevolazioni di rimpatrio in periodo di crisi internazionale di quelle concesse agli agenti diplomatici ai sensi della Convenzione di Vienna.

Articolo 16

Agenti, consulenti legali e avvocati

1. Gli agenti, i consulenti legali e gli avvocati presso il Tribunale godono, durante la durata della loro missione, ivi compreso in occasione di viaggi effettuati nell'ambito di missioni, dei privilegi, immunità ed agevolazioni richieste dell'esercizio indipendente delle loro funzioni, in particolare;
   a) dell'immunità da arresto o detenzione e dal sequestro dei loro effetti personali;
   b) dell'esenzione da qualsiasi ispezione dei loro afferri personali, a meno che esistano motivi validi di ritenere che gli effetti contengono articoli non destinati al loro uso personale o articoli la cui importazione o esportazione è vietata dalla legge o dipende dalla regolamentazione dello Stato Parte interessato in materia di quarantena. In questo caso, si procede all'ispezione in presenza dell'agente, del consulente legale o dell'avvocato interessato;

c) dell'immunità da qualsiasi forma di azione legale per le loro parole, i loro scritti e per tutti gli atti da essi compiuti nell'esercizio delle loro funzioni di rappresentanti delle parti dinanzi al Tribunale; tale immunità sussiste anche dopo che hanno cessato di esercitare le loro funzioni;
d) dell'inviolabilità di tutta la documentazione e documenti personali;
e) del diritto di ricevere documenti o corrispondenza tramite corriere o valigie sigillate;
f) dell'esenzione da qualsiasi misura restrittiva relativa all'immigrazione e da qualsiasi formalità di registrazione degli stranieri;
g) delle stesse agevolazioni, per quanto concerne i loro effetti personali e le loro transazioni monetarie o di cambio, di quelle concesse ai rappresentanti di governi stranieri in missione ufficiale temporanea;
h) delle stesse agevolazioni di rimpatrio in periodo di crisi internazionale di quelle concesse agli agenti diplomatici ai sensi della Convenzione di Vienna.

2. Dopo che le parti alla procedura dinanzi al Tribunale gli hanno notificato la designazione di un agente, di un consulente legale o di un avvocato, il Cancelliere firma un certificato che attesta lo status del rappresentante e che è valido per un ragionevole periodo di tempo richiesto dalla procedura.
3. Le autorità competenti dello Stato interessato concedono privilegi, immunità, agevolazioni e prerogative agli agenti, consulenti legali ed avvocati di cui al presente articolo, dietro presentazione del certificato di cui al paragrafo 2.
4. Nel caso in cui l'incidenza di una qualunque imposta sia subordinata alla residenza del contribuente, i periodi durante i quali gli agenti, i consulenti legali o gli avvocati si trovano sul territorio di uno Stato per l'esercizio dello loro funzioni non sono considerati come periodi di residenza.

Articolo 17

Testimoni, esperti e persone che compiono missioni

1. I testimoni, gli esperti e le persone che compiono missioni per ordine del Tribunale, godono, durante la durata della loro missione, ivi compreso in occasione di viaggi effettuati nell'ambito di missioni, dei privilegi, delle immunità e delle agevolazioni previste ai capoversi da a) ad f) dell'articolo 15.
2. I testimoni, gli esperti e le persone che compiono missioni beneficiano di agevolazioni di rimpatrio in periodi di crisi internazionale.

Articolo 18

Connazionali e residenti stabili

Fatti salvi i privilegi e le immunità supplementari eventualmente concesse dallo Stato Parte interessato, e fermo restando l'articolo 11, qualsiasi persona che gode di privilegi e di immunità ai sensi del presente Accordo beneficia, sul territorio dello Stato Parte di cui ha la nazionalità o in cui ha uno status di residente stabile, unicamente dell'immunità da qualsiasi forma di azione legale, e dell'inviolabilità per le sue parole, i suoi scritti e tutti gli atti da essa compiuti nell'esercizio delle sue funzioni. Tale immunità sussiste anche dopo che ha cessato di esercitare le sue funzioni presso il Tribunale.

Articolo 19

Rispetto delle leggi e dei regolamenti

1. I privilegi, le immunità, le agevolazioni e le prerogative previste agli articoli da 13 a 17 del presente Accordo sono concesse alle persone interessate, non a loro vantaggio personale ma per garantire la loro indipendenza nell'esercizio delle funzioni che esse svolgono presso il Tribunale,
2. Fatti salvi i loro privilegi e le loro immunità, tutte le persone di cui agli articoli da 13 a 17 hanno l'obbligo di rispettare le leggi ed i regolamenti dello Stato Parte in cui soggiornano per esigenze di servizio, o dei paesi che attraversano per lo stesso motivo. Esse hanno altresì l'obbligo di non immischiarsi negli affari interni di detto Stato.

Articolo 20

Abolizione dell'immunità

1. Poiché i privilegi e le immunità previste nel presente Accordo sono concesse alle persone interessate, non a loro vantaggio personale ma nell'interesse di una corretta amministrazione della giustizia, l'autorità competente ha il diritto ed il dovere di abolire l'immunità della persona coinvolta in un caso in cui, a giudizio dello Stato Parte, l'immunità impedirebbe di fare giustizia, sempre che tale Stato ritenga che l'immunità possa essere abolita senza arrecare pregiudizio ad una corretta amministrazione della giustizia.
2. A tal fine, l'autorità competente per quanto concerne gli agenti, i consulenti legali e gli avocati che rappresentano uno Stato Parte nella procedura

dinanzi al Tribunale o che sono nominati da tale Stato, è lo Stato interessato. Per quel che riguarda gli altri agenti, consulenti legali ed avvocati, il Cancelliere, gli esperti designati in conformità all'articolo 289 della Convenzione ed i testimoni, esperti e persone che compiono missioni, il Tribunale è l'autorità competente. Per gli altri funzionari del Tribunale, l'autorità competente è il Cancelliere che agisce con l'accordo del Presidente del Tribunale.

Articolo 21

Lasciapassare e visto

1. Gli Stati Parti riconoscono ed accettano come titoli di viaggio validi i lasciapassare delle Nazioni Unite rilasciati ai membri ed ai funzionari del Tribunale o agli esperti, nominati in conformità all'articolo 289 della Convenzione.
2. Le richieste di visti (quando i visti sono necessari) provenienti dai membri del Tribunale e dal Cancelliere devono essere esaminate al più presto. Le richieste di visti presentate da qualsiasi altra persona titolare del lasciapassare di cui al paragrafo 1 del presente articolo, o avente diritto a tale lasciapassare, e dalle persone di cui agli articoli 16 e 17, quando sono accompagnate da un certificato attestante che tali persone viaggiano per conto del Tribunale, devono essere esaminate al più presto.

Articolo 22

Libertà di spostamento

Nessuna restrizione di ordine amministrativo o di altro tipo è applicata al libero spostamento dei membri del Tribunale o delle altre persone di cui agli articoli da 13 a 17 che si recano presso la sede del Tribunale o in qualsiasi altro luogo in cui il Tribunale ha sede o esercita in altro modo le sue funzioni, o ne ritornano.

Articolo 23

Mantenimento della sicurezza e dell'ordine pubblico

1. Quando uno Stato parte ritiene di dover prendere, fatta salva l'indipendenza ed un corretto funzionamento del Tribunale, misure per garantire la sicurezza o il mantenimento dell'ordine pubblico nel paese, in conformità al diritto internazionale, tale Stato Parte consulta il Tribunale al più presto, al fine di determinare di comune accordo le misure necessarie per assicurare la protezione di quest'ultimo.
2. Il Tribunale collabora con il governo dello Stato Parte al fine di evitare di arrecare pregiudizio, con le sue attività, alla sicurezza o all'ordine pubblico di tale Stato.

Articolo 24

Cooperazione con le autorità degli Stati Parti

Il Tribunale collabora in ogni tempo con le autorità competenti degli Stati Parti, in vista di facilitare l'applicazione della legislazione di detti Stati ed evitare qualsiasi abuso cui potrebbero dar luogo i privilegi, le immunità le agevolazioni e le prerogative indicate nel presente Accordo.

Articolo 25

Relazioni con gli accordi speciali

Quando una disposizione del presente Accordo ed una disposizione di qualsiasi accordo speciale concluso fra il Tribunale ed uno Stato Parte attengono al medesimo oggetto, entrambe le disposizioni sono considerate, per quanto possibile, complementari ed applicabili, nessuna delle due limitando gli effetti dell'altra; tuttavia in caso di conflittualità prevale la disposizione dell'accordo speciale.

Articolo 26

Soluzione delle controversie

1. Il Tribunale adotta adeguate disposizioni in vista della soluzione:
   a) delle controversie risultanti da contratti e di altre controversie di diritto privato in cui il tribunale è Parte;

b) delle controversie implicanti qualsiasi persona indicata nel presente Accordo che beneficia dell'immunità in ragione della sua situazione ufficiale, salvo se tale immunità è stata abolita.

2. Ogni controversia relativa all'interpretazione o all'applicazione del presente Accordi è deferita dinanzi ad un tribunale arbitrale, salvo se le parti convengano di avvalersi di altre modalità di soluzione. Ogni controversia fra il Tribunale ed uno Stato Parte che non viene risolta per mezzo di consultazioni, di negoziazione o con ogni altro mezzo convenuto nei tre mesi successivi alla domanda fatta in tal senso da una delle parti alla controversia, è deferita, a richiesta dell'una o dell'altra parte, dinanzi ad un gruppo di tre arbitri che deciderà definitivamente. Uno degli arbitri è scelto dal Tribunale, un altro dallo Stato Parte, ed il terzo, il quale presiede, dagli altri due arbitri. Se una o l'altra delle parti alla controversia non ha nominato un arbitro nei due mesi susseguenti alla designazione di un arbitro ad opera dell'altra parte, il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite procede a questa designazione. In mancanza di accordo fra i primi due arbitri sulla scelta del terzo, nei tre mesi successivi alla loro designazione, questo terzo arbitro è scelto dal Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, a richiesta del Tribunale o dello Stato Parte.

Articolo 27

Firma

Il presente Accordo è aperto alla firma di tutti gli Stati presso la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, per ventiquattro mesi, a decorrere dal 1 luglio 1997.

Articolo 28

Ratifica

Il presente Accordo è sottoposto a ratifica. I suoi strumenti di ratifica sono depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 29

Adesione

Il presente Accordo è aperto all'adesione di tutti gli Stati. Gli strumenti di adesione sono depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 30

Entrata in vigore

1. Il presente Accordo entra in vigore 30 giorni dopo il deposito del decimo strumento di ratifica o di adesione.
2. Per ciascuno Stato che ratifica il presente Accordo o vi aderisce dopo il deposito del decimo strumento di ratifica o di adesione, l'Accordo entra in vigore il trentesimo giorno successivo alla data di deposito dello strumento di ratifica o di adesione.

Articolo 31

Applicazione a titolo provvisorio

Ogni Stato che intende ratificare il presente Accordo, o aderirvi, può in qualsiasi momento notificare al depositario che applica l'accordo a titolo provvisorio per un periodo non superiore a due anni.

Articolo 32

Applicazione speciale

Quando, come previsto dal suo Statuto, il Tribunale è investito da una controversia, ogni Stato che, senza essere parte al presente Accordo, è parte alla controversia può, in tale circostanza, ai fini e per la durata del caso di specie, divenire parte al presente Accordo depositando uno strumento di accettazione. Gli strumenti di accettazione sono depositati presso il Segretario Generale delle Nazioni Unite ed hanno effetto a decorrere dalla data di deposito.

Articolo 33

Denuncia

1. Uno Stato Parte può denunciare l'Accordo per mezzo di una notifica scritta indirizzata al Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. La denuncia ha effetto un anno dopo la data di ricevimento della notifica, a meno che non preveda una data ulteriore.
2. La denuncia non pregiudica in alcun modo il dovere di ogni Stato Parte di adempiere a qualsiasi obbligo enunciato nell'Accordo, al quale sarebbe in ogni caso tenuto in virtù del diritto internazionale, a prescindere dall'Accordo.

Articolo 34

Depositario

Il Segretario Generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite è depositario del presente Accordo.

Articolo 35

Testi facenti fede

I testi dell'Accordo in arabo, cinese, francese, inglese, russo e spagnolo dell'Accordo fanno ugualmente fede.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti plenipotenziari, a tal fine debitamente autorizzati, hanno firmato l'Accordo.

APERTO ALLA FIRMA a New York il 1 luglio millenovecento novantasette, in un unico esemplare originale in lingua araba, cinese, francese, inglese, russa e spagnola.

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 6085):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (Fini), il 20 settembre 2005.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 7 ottobre 2005 con pareri delle commissioni I, II, V e VI.

Esaminato dalla III commissione il 19 ottobre 2005; 17 novembre 2005 ed il 1° dicembre 2005.

Esaminato in aula il 20 dicembre 2005 e approvato il 22 dicembre 2005.

Senato della Repubblica (atto n. 3703):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 10 gennaio 2006 con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 6ª e 8ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 17 e 24 gennaio 2006.

Relazione scritta presentata il 30 gennaio 2006 (atto n. 3703-A relatore sen. Sodano).

Esaminato in aula ed approvato il 31 gennaio 2006.

06G0100

LEGGE 22 febbraio 2006, n. **84.**

Disciplina dell'attività professionale di tintolavanderia.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

(Princìpi e finalità)

1. La presente legge, nell'ambito della legislazione esclusiva in materia di tutela della concorrenza e della legislazione concorrente in materia di professioni, di cui all'articolo 117 della Costituzione, reca i princìpi fondamentali di disciplina dell'attività professionale di tintolavanderia.

2. L'esercizio dell'attività professionale di tintolavanderia rientra nella sfera della libertà di iniziativa economica privata ai sensi dell'articolo 41 della Costituzione, per la quale possono essere determinati programmi o controlli esclusivamente per fini di utilità sociale. A tale fine la presente legge è volta ad assicurare l'omogeneità dei requisiti professionali e la parità di condizioni di accesso delle imprese del settore al mercato, nonché la tutela dei consumatori e dell'ambiente, garantendo l'unità giuridica dell'ordinamento di cui all'articolo 120, secondo comma, della Costituzione.

Art. 2.

(Definizione dell'attività e idoneità professionale)

1. Ai fini della presente legge costituisce esercizio dell'attività professionale di tintolavanderia l'attività dell'impresa costituita e operante ai sensi della legislazione vigente, che esegue i trattamenti di lavanderia, di pulitura chimica a secco e ad umido, di tintoria, di smacchiatura, di stireria, di follatura e affini, di indumenti, capi e accessori per l'abbigliamento, di capi in pelle e pelliccia, naturale e sintetica, di biancheria e tessuti per la casa, ad uso industriale e commerciale, nonché ad uso sanitario, di tappeti, tappezzeria e rivestimenti per arredamento, nonché di og-

getti d'uso, articoli e prodotti tessili di ogni tipo di fibra.

2. Per l'esercizio dell'attività definita dal comma 1 le imprese devono designare un responsabile tecnico in possesso di apposita idoneità professionale comprovata dal possesso di almeno uno dei seguenti requisiti:

a) svolgimento di corsi di qualificazione tecnico-professionale della durata di almeno 1.200 ore complessive in un periodo di due anni, che prevedano l'effettuazione di adeguati periodi di esperienza presso imprese abilitate del settore;

b) attestato di qualifica in materia attinente l'attività conseguito ai sensi della legislazione vigente in materia di formazione professionale, integrato da un periodo di inserimento della durata di almeno un anno presso imprese del settore, da effettuare nell'arco di tre anni dal conseguimento dell'attestato;

c) diploma di maturità tecnica o professionale o di livello post-secondario superiore o universitario, in materie inerenti l'attività;

d) periodo di inserimento presso imprese del settore non inferiore a:

1) un anno, se preceduto dallo svolgimento di un rapporto di apprendistato della durata prevista dalla contrattazione collettiva;

2) due anni in qualità di titolare, di socio partecipante al lavoro o di collaboratore familiare degli stessi;

3) tre anni, anche non consecutivi ma comunque nell'arco di cinque anni, nei casi di attività lavorativa subordinata.

3. Il periodo di inserimento di cui alle lettere *b)* e *d)* del comma 2 consiste nello svolgimento di attività qualificata di collaborazione tecnica continuativa nell'ambito di imprese abilitate del settore.

4. I contenuti tecnico-culturali dei programmi e dei corsi, nonché l'identificazione dei diplomi inerenti l'attività, di cui al comma 2, sono stabiliti dalle regioni, previa determinazione dei criteri generali in sede di Conferenza permanente per i rapporti tra lo Stato, le regioni e le province autonome di Trento e di Bolzano, sentite le organizzazioni di categoria maggiormente rappresentative a livello nazionale.

5. Tra le materie fondamentali di insegnamento sono comunque previste le seguenti: fondamenti di chimica organica e inorganica; chimica dei detersivi; princìpi di scioglimento chimico, fisico e biologico; elementi di meccanica, elettricità e termodinamica; tecniche di lavorazione delle fibre; legislazione di settore, con specifico riguardo alle norme in materia di etichettatura dei prodotti tessili; elementi di diritto commerciale; nozioni di gestione aziendale; legislazione in materia di tutela dell'ambiente e di sicurezza del lavoro; informatica; lingua straniera.

6. Non costituiscono titolo valido per l'esercizio dell'attività professionale gli attestati e i diplomi rilasciati a seguito della frequenza di corsi professionali che non sono stati autorizzati o riconosciuti dagli organi pubblici competenti.

Art. 3.

(Competenze delle regioni)

1. In conformità ai princìpi fondamentali stabiliti dalla presente legge le regioni, tenuto conto delle esigenze del contesto sociale e urbano, adottano norme volte a favorire lo sviluppo economico e professionale del settore e definiscono i criteri per l'esercizio delle funzioni amministrative dei comuni.

2. Le competenze svolte dalle regioni ai sensi del comma 1 sono volte al conseguimento delle seguenti finalità:

a) favorire un equilibrato sviluppo del settore rendendo compatibile l'impatto territoriale e ambientale dell'insediamento delle imprese e promuovendo l'integrazione con le altre attività economiche e di servizio, an-

che in funzione della riqualificazione del tessuto urbano;

b) valorizzare la funzione di servizio delle imprese di tintolavanderia assicurando la migliore qualità delle prestazioni per il consumatore, anche attraverso la disciplina delle fasce orarie di apertura al pubblico delle imprese e la previsione della pubblicità delle tariffe;

c) promuovere la regolamentazione relativa ai requisiti di sicurezza, anche a fini di controllo, dei locali e delle apparecchiature, alle cautele d'esercizio e alle condizioni sanitarie per gli addetti;

d) definire specifici criteri per assicurare il rispetto dei requisiti di sicurezza e igienico-sanitari dei locali, degli impianti e dei mezzi di trasporto delle imprese che effettuano la raccolta e la riconsegna di abiti e di indumenti, di tessuti e simili, mediante recapiti fissi o servizi a domicilio in forma itinerante;

e) promuovere, d'intesa con le camere di commercio, industria, artigianato e agricoltura, la costituzione, ai sensi dell'articolo 2, comma 4, lettera *a)*, della legge 29 dicembre 1993, n. 580, di commissioni arbitrali e conciliative per la definizione, con la partecipazione delle organizzazioni rappresentative delle imprese e delle associazioni di tutela di interessi dei consumatori, delle controversie tra imprese del settore e consumatori, ferma restando l'applicazione degli usi accertati e raccolti dalle camere di commercio, industria, artigianato e agricoltura, con particolare riferimento agli usi negoziali o interpretativi;

f) assicurare forme stabili di consultazione e di partecipazione delle organizzazioni di rappresentanza della categoria.

3. La Conferenza permanente per i rapporti tra lo Stato, le regioni e le province autonome di Trento e di Bolzano, al fine di garantire condizioni omogenee di accesso al mercato e di esercizio dell'attività per le imprese del settore, stabilisce i criteri della disciplina concernente il regime autorizzativo per l'avvio e l'esercizio dell'attività, ivi compresi i servizi per la raccolta ed il recapito dei capi, nel rispetto dei princìpi di autocertificazione, semplificazione e unificazione dei procedimenti amministrativi.

Art. 4.

(Modalità di esercizio dell'attività)

1. Presso ogni sede dell'impresa dove viene esercitata l'attività di tintolavanderia deve essere designato, nella persona del titolare, di un socio partecipante al lavoro, di un collaboratore familiare, di un dipendente o di un addetto dell'impresa, almeno un responsabile tecnico in possesso dell'idoneità professionale di cui all'articolo 2, che svolga prevalentemente e professionalmente la propria attività nella sede indicata.

2. Non è ammesso lo svolgimento dell'attività professionale di tintolavanderia in forma ambulante o di posteggio.

3. I servizi di raccolta e di recapito dei capi, se svolti in sede fissa da imprese abilitate ai sensi dell'articolo 2, sono gestiti dal titolare, da un socio partecipante al lavoro, da un collaboratore familiare, da un dipendente o da un addetto delle medesime imprese, oppure, qualora siano svolti in forma itinerante, sono affidati ad altra impresa, anche di trasporto, in base a contratto di appalto.

4. Presso tutte le sedi e i recapiti ove si effettua la raccolta o la riconsegna di abiti e di indumenti, di tessuti e simili, deve essere apposto un apposito cartello indicante la sede dell'impresa ove è effettuata, in tutto o in parte, la lavorazione. Nel caso di attività svolte in forma itinerante, l'indicazione di cui al presente comma deve essere riportata sui documenti fiscali.

5. Le imprese di tintolavanderia non rispondono dei danni conseguenti alle indicazioni inesatte, ingannevoli o non veritiere re-

lative alle denominazioni, alla composizione e ai criteri di manutenzione riportate nella etichettatura dei prodotti tessili, fermo restando l'obbligo di diligenza nell'adempimento di cui all'articolo 1176, secondo comma, del codice civile.

Art. 5.

(Sanzioni)

1. Ferma restando l'applicazione delle sanzioni previste dalla legislazione vigente per la omessa iscrizione nell'albo delle imprese artigiane di cui all'articolo 5 della legge 8 agosto 1985, n. 443, e successive modificazioni, o nel registro delle imprese di cui all'articolo 8 della legge 29 dicembre 1993, n. 580, e successive modificazioni, nei confronti di chiunque svolge le attività e i servizi disciplinati dalla presente legge in assenza di uno o più requisiti richiesti o in violazione dei princìpi e dei criteri previsti, sono inflitte sanzioni amministrative pecuniarie da parte delle autorità competenti per importi non inferiori a 250 euro e non superiori a 5.000 euro, secondo le procedure di cui alla legge 24 novembre 1981, n. 689, e successive modificazioni.

2. Il Ministero delle attività produttive, previa intesa in sede di Conferenza permanente per i rapporti tra lo Stato, le regioni e le province autonome di Trento e di Bolzano, stabilisce i parametri di riferimento per la determinazione da parte delle regioni:

a) della misura delle sanzioni pecuniarie in relazione alla gravità delle infrazioni commesse;

b) dei casi in cui è consentito procedere alla sospensione o alla revoca del titolo autorizzativo.

3. Gli importi delle sanzioni amministrative di cui al presente articolo sono aggiornati ogni cinque anni con decreto del Ministro delle attività produttive, previa intesa in sede di Conferenza permanente per i rapporti tra lo Stato, le regioni e le province autonome di Trento e di Bolzano.

Art. 6.

(Norme transitorie)

1. Le imprese del settore operanti alla data di entrata in vigore della presente legge sono autorizzate a continuare a svolgere l'attività di cui all'articolo 2, comma 1, ed entro tre anni dalla medesima data sono tenute a designare il responsabile tecnico di cui all'articolo 4, comma 1.

2. In sede di prima attuazione della presente legge tutti i soggetti operanti presso imprese del settore autorizzate ai sensi del comma 1 possono far valere i periodi di inserimento maturati presso le predette imprese e gli eventuali diplomi o attestati posseduti al fine di conseguire l'idoneità professionale.

3. Le regioni definiscono i criteri e i termini per l'adeguamento delle imprese alle disposizioni regionali e amministrative di cui all'articolo 3 e ai requisiti stabiliti dalla presente legge.

Art. 7.

(Disposizioni finanziarie)

1. Dall'attuazione della presente legge non devono derivare nuovi o maggiori oneri per la finanza pubblica.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 22 febbraio 2006

CIAMPI

BERLUSCONI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

Visto, *il Guardasigilli:* CASTELLI

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 5337):

Presentato dall'on. MILANATO ed altri il 7 ottobre 2004.

Assegnato alla X commissione (Attività produttive, commercio e turismo), in sede referente, il 2 novembre 2004 con parere delle commissioni I, II, V, VII, XI, XIV e parlamentare per le questioni regionali.

Esaminato dalla X commissione, in sede referente, il 28 settembre 2005; 8 e 29 novembre 2005; 23 gennaio 2006.

Assegnato nuovamente alla X commissione, in sede legislativa, il 25 gennaio 2006 con il parere delle commissioni I, II, V, VII, XI, XIV e parlamentare per le questioni regionali.

Esaminato dalla X commissione, in sede legislativa e approvato il 25 gennaio 2006.

Senato della Repubblica (atto n. 3761):

Assegnato alla 10ª commissione (Industria, commercio e turismo), in sede deliberante, il 31 gennaio 2006 con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 7ª, 11ª, 14ª e parlamentare per le questioni regionali.

Esaminato dalla 10ª commissione il 1º e 7 febbraio 2006 e approvato l'8 febbraio 2006.

NOTE

AVVERTENZA:

Il testo delle note qui pubblicato è stato redatto dall'amministrazione competente per materia, ai sensi dell'art. 10, comma 3, del testo unico delle disposizioni sulla promulgazione delle leggi, sull'emanazione dei decreti del Presidente della Repubblica e sulle pubblicazioni ufficiali della Repubblica italiana, approvato con D.P.R. 28 dicembre 1985, n. 1092, al solo fine di facilitare la lettura delle disposizioni di legge modificate o alle quali è operato il rinvio. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.

Nota all'art. 1:

— Si riporta il testo degli articoli 117, 41 e 120, secondo comma, della Costituzione:

«Art. 117. — La potestà legislativa è esercitata dallo Stato e dalle regioni nel rispetto della Costituzione, nonché dei vincoli derivanti dall'ordinamento comunitario e dagli obblighi internazionali.

Lo Stato ha legislazione esclusiva nelle seguenti materie:

a) politica estera e rapporti internazionali dello Stato; rapporti dello Stato con l'Unione europea; diritto di asilo e condizione giuridica dei cittadini di Stati non appartenenti all'Unione europea;

b) immigrazione;

c) rapporti tra la Repubblica e le confessioni religiose;

d) difesa e Forze armate; sicurezza dello Stato; armi, munizioni ed esplosivi;

e) moneta, tutela del risparmio e mercati finanziari; tutela della concorrenza; sistema valutario; sistema tributario e contabile dello Stato; perequazione delle risorse finanziarie;

f) organi dello Stato e relative leggi elettorali; *referendum* statali; elezione del Parlamento europeo;

g) ordinamento e organizzazione amministrativa dello Stato e degli enti pubblici nazionali;

h) ordine pubblico e sicurezza, ad esclusione della polizia amministrativa locale;

i) cittadinanza, stato civile e anagrafi;

l) giurisdizione e norme processuali; ordinamento civile e penale; giustizia amministrativa;

m) determinazione dei livelli essenziali delle prestazioni concernenti i diritti civili e sociali che devono essere garantiti su tutto il territorio nazionale;

n) norme generali sull'istruzione;

o) previdenza sociale;

p) legislazione elettorale, organi di governo e funzioni fondamentali di comuni, province e città metropolitane;

q) dogane, protezione dei confini nazionali e profilassi internazionale;

r) pesi, misure e determinazione del tempo; coordinamento informativo statistico e informatico dei dati dell'amministrazione statale, regionale e locale; opere dell'ingegno;

s) tutela dell'ambiente, dell'ecosistema e dei beni culturali.

Sono materie di legislazione concorrente quelle relative a: rapporti internazionali e con l'Unione europea delle regioni; commercio con l'estero; tutela e sicurezza del lavoro; istruzione, salva l'autonomia delle istituzioni scolastiche e con esclusione della istruzione e della formazione professionale; professioni; ricerca scientifica e tecnologica e sostegno all'innovazione per i settori produttivi; tutela della salute; alimentazione; ordinamento sportivo; protezione civile; governo del territorio; porti e aeroporti civili; grandi reti di trasporto e di navigazione; ordinamento della comunicazione; produzione, trasporto e distribuzione nazionale dell'energia; previdenza complementare e integrativa; armonizzazione dei bilanci pubblici e coordinamento della finanza pubblica e del sistema tributario; valorizzazione dei beni culturali e ambientali e promozione e organizzazione di attività culturali; casse di risparmio, casse rurali, aziende di credito a carattere regionale; enti di credito fondiario e agrario a carattere regionale. Nelle materie di legislazione concorrente spetta alle regioni la potestà legislativa, salvo che per la determinazione dei principi fondamentali, riservata alla legislazione dello Stato.

Spetta alle regioni la potestà legislativa in riferimento ad ogni materia non espressamente riservata alla legislazione dello Stato.

Le regioni e le province autonome di Trento e di Bolzano, nelle materie di loro competenza, partecipano alle decisioni dirette alla formazione degli atti normativi comunitari e provvedono all'attuazione e all'esecuzione degli accordi internazionali e degli atti dell'Unione europea, nel rispetto delle norme di procedura stabilite da legge dello Stato, che disciplina le modalità di esercizio del potere sostitutivo in caso di inadempienza.

La potestà regolamentare spetta allo Stato nelle materie di legislazione esclusiva, salva delega alle regioni. La potestà regolamentare spetta alle regioni in ogni altra materia. I comuni, le province e le città metropolitane hanno potestà regolamentare in ordine alla disciplina dell'organizzazione e dello svolgimento delle funzioni loro attribuite.

Le leggi regionali rimuovono ogni ostacolo che impedisce la piena parità degli uomini e delle donne nella vita sociale, culturale ed economica e promuovono la parità di accesso tra donne e uomini alle cariche elettive.

La legge regionale ratifica le intese della regione con altre regioni per il migliore esercizio delle proprie funzioni, anche con individuazione di organi comuni.

Nelle materie di sua competenza la regione può concludere accordi con Stati e intese con enti territoriali interni ad altro Stato, nei casi e con le forme disciplinati da leggi dello Stato».

«Art. 41. — L'iniziativa economica privata è libera.

Non può svolgersi in contrasto con la utilità sociale o in modo da recare danno alla sicurezza, alla libertà, alla dignità umana.

La legge determina i programmi e i controlli opportuni perché l'attività economica pubblica e privata possa essere indirizzata e coordinata a fini sociali.».

«Il Governo può sostituirsi a organi delle regioni, delle città metropolitane, delle province e dei comuni nel caso di mancato rispetto di norme e trattati internazionali o della normativa comunitaria oppure di pericolo grave per l'incolumità e la sicurezza pubblica, ovvero quando lo richiedono la tutela dell'unità giuridica o dell'unità economica e in particolare la tutela dei livelli essenziali delle prestazioni concernenti i diritti civili e sociali, prescindendo dai confini territoriali dei governi locali. La legge definisce le procedure atte a garantire che i poteri sostitutivi siano esercitati nel rispetto del principio di sussidiarietà e del principio di leale collaborazione.».

Nota all'art. 3:

— Il testo dell'art. 2, comma 4, lettera *a)*, della legge 29 dicembre 1993, n. 580 (Riordinamento delle Camere di commercio, industria, artigianato e agricoltura) pubblicata nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 7 dell'11 gennaio 1994, è il seguente:

«4. Le camere di commercio, singolarmente o in forma associata, possono tra l'altro:

a) promuovere la costituzione di commissioni arbitrali e conciliative per la risoluzione delle controversie tra imprese e tra imprese e consumatori ed utenti;».

Nota all'art. 4:

— Il testo vigente dell'art. 1176, secondo comma, del codice civile è il seguente:

«Art. 1176. *(Diligenza nell'adempimento). — (Omissis)*.

Nell'adempimento delle obbligazioni inerenti all'esercizio di un'attività professionale, la diligenza deve valutarsi con riguardo alla natura dell'attività esercitata.».

Note all'art. 5, comma 1:

— Il testo vigente dell'art. 5 della legge 8 agosto 1985, n. 443 (Legge-quadro per l'artigianato) pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* n. 199 del 24 agosto 1985, è il seguente:

«Art. 5. *(Albo delle imprese artigiane)*. — È istituito l'albo provinciale delle imprese artigiane, al quale sono tenute ad iscriversi tutte le imprese aventi i requisiti di cui agli articoli 2, 3 e 4 secondo le formalità previste per il registro delle ditte dagli articoli 47 e seguenti del regio decreto 20 settembre 1934, n. 2011.

La domanda di iscrizione al predetto albo e le successive denunce di modifica e di cessazione esimono dagli obblighi di cui ai citati articoli del regio decreto 20 settembre 1934, n. 2011, e sono annotate nel registro delle ditte entro quindici giorni dalla presentazione.

L'impresa costituita ed esercitata in forma di società a responsabilità limitata che, operando nei limiti dimensionali di cui alla presente legge e con gli scopi di cui al primo comma dell'art. 3, presenti domanda alla commissione di cui all'art. 9, ha diritto al riconoscimento della qualifica artigiana ed alla conseguente iscrizione nell'albo provinciale, sempreché la maggioranza dei soci, ovvero uno nel caso di due soci, svolga in prevalenza lavoro personale, anche manuale, nel processo produttivo e detenga la maggioranza del capitale sociale e degli organi deliberanti della società.

In caso di invalidità, di morte o d'intervenuta sentenza che dichiari l'interdizione o l'inabilitazione dell'imprenditore artigiano, la relativa impresa può conservare, su richiesta, l'iscrizione all'albo di cui al primo comma, anche in mancanza di uno dei requisiti previsti all'art. 2, per un periodo massimo di cinque anni o fino al compimento della maggiore età dei figli minorenni, sempre che l'esercizio dell'impresa venga assunto dal coniuge, dai figli maggiorenni o minori emancipati o dal tutore dei figli minorenni dell'imprenditore invalido, deceduto, interdetto o inabilitato.

L'iscrizione all'albo è costitutiva e condizione per la concessione delle agevolazioni a favore delle imprese artigiane.

Le imprese artigiane, che abbiano superato, fino ad un massimo del 20 per cento e per un periodo non superiore a tre mesi nell'anno, i limiti di cui al primo comma dell'art. 4, mantengono l'iscrizione all'albo di cui al primo comma del presente articolo.

Per la vendita nei locali di produzione, o ad essi contigui, dei beni di produzione propria, ovvero per la fornitura al committente di quanto strettamente occorrente all'esecuzione dell'opera o alla prestazione del servizio commessi, non si applicano alle imprese artigiane iscritte all'albo di cui al primo comma le disposizioni relative all'iscrizione al registro degli esercenti il commercio o all'autorizzazione amministrativa di cui alla legge 11 giugno 1971, n. 426, fatte salve quelle previste dalle specifiche normative statali.

Nessuna impresa può adottare, quale ditta o insegna o marchio, una denominazione in cui ricorrano riferimenti all'artigianato, se essa non e iscritta all'albo di cui al primo comma; lo stesso divieto vale per i consorzi e le società consortili fra imprese che non siano iscritti nella separata sezione di detto albo.

Ai trasgressori delle disposizioni di cui al presente articolo è inflitta dall'autorità regionale competente la sanzione amministrativa consistente nel pagamento di una somma di denaro fino a lire cinque milioni, con il rispetto delle procedure di cui alla legge 24 novembre 1981, n. 689.».

— Il testo vigente dell'art. 8 della legge 29 dicembre 1993, n. 580 (Riordinamento delle camere di commercio, industria, artigianato e agricoltura) pubblicata nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 7 dell'11 gennaio 1994, è il seguente:

«Art. 8. *(Registro delle imprese)*. — 1. È istituito presso la camera di commercio l'ufficio del registro delle imprese di cui all'art. 2188 del codice civile.

2. L'ufficio provvede alla tenuta del registro delle imprese in conformità agli articoli 2188 e seguenti del codice civile, nonché alle disposizioni della presente legge e al regolamento di cui al comma 8 del presente articolo, sotto la vigilanza di un giudice delegato dal presidente del tribunale del capoluogo di provincia.

3. L'ufficio è retto da un conservatore nominato dalla giunta nella persona del segretario generale ovvero di un dirigente della camera di commercio. L'atto di nomina del conservatore è pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale*.

4.

5. L'iscrizione nelle sezioni speciali ha funzione di certificazione anagrafica e di pubblicità notizia, oltre agli effetti previsti dalle leggi speciali.

6. La predisposizione, la tenuta, la conservazione e la gestione, secondo tecniche informatiche, del registro delle imprese ed il funzionamento dell'ufficio sono realizzati in modo da assicurare completezza e organicità di pubblicità per tutte le imprese soggette ad iscrizione, garantendo la tempestività dell'informazione su tutto il territorio nazionale.

7. Il sistema di pubblicità di cui al presente articolo deve trovare piena attuazione entro il termine massimo di tre anni dalla data di entrata in vigore della presente legge. Fino a tale data le camere di commercio continuano a curare la tenuta del registro delle ditte di cui al testo unico approvato con regio decreto 20 settembre 1934, n. 2011, e successive modificazioni.

8. Con regolamento emanato ai sensi dell'art. 17 della legge 23 agosto 1988, n. 400, su proposta del Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato, di concerto con il Ministro di grazia e giustizia, entro centottanta giorni dalla data di entrata in vigore della presente legge, sono stabilite le norme di attuazione del presente articolo che dovranno prevedere in particolare:

a) il coordinamento della pubblicità realizzata attraverso il registro delle imprese con il Bollettino ufficiale delle società per azioni e a responsabilità limitata e con il Bollettino ufficiale delle società cooperative, previsti dalla legge 12 aprile 1973, n. 256, e successive modificazioni;

b) il rilascio, anche per corrispondenza e per via telematica, a chiunque ne faccia richiesta, di certificati di iscrizione nel registro delle imprese o di certificati attestanti il deposito di atti a tal fine richiesti o di certificati che attestino la mancanza di iscrizione, nonché di copia integrale o parziale di ogni atto per il quale siano previsti l'iscrizione o il deposito nel registro delle imprese, in conformità alle norme vigenti;

c) particolari procedure agevolative e semplificative per l'istituzione e la tenuta delle sezioni speciali del registro, evitando duplicazioni di adempimenti ed aggravi di oneri a carico delle imprese;

d) l'acquisizione e l'utilizzazione da parte delle camere di commercio di ogni altra notizia di carattere economico, statistico ed amministrativo non prevista ai fini dell'iscrizione nel registro delle imprese e nelle sue sezioni, evitando in ogni caso duplicazioni di adempimenti a carico delle imprese.

9. Per gli imprenditori agricoli e i coltivatori diretti iscritti nelle sezioni speciali del registro, l'importo del diritto annuale di cui all'art. 18, comma 1, lettera *b)*, è determinato, in sede di prima applicazione della presente legge, nella misura di un terzo dell'importo previsto per le ditte individuali.

10. È abrogato il secondo comma dell'art. 47 del testo unico approvato con regio decreto 20 settembre 1934, n. 2011, e successive modificazioni.

11. Allo scopo di favorire l'istituzione del registro delle imprese, le camere di commercio provvedono, a decorrere dalla data di entrata in vigore della presente legge, ad acquisire alla propria banca dati gli atti comunque soggetti all'iscrizione o al deposito nel registro delle imprese.

12. Le disposizioni di cui ai commi 1, 2, 3, 4 e 10 entrano in vigore alla data di entrata in vigore del regolamento di cui al comma 8.

13. Gli uffici giudiziari hanno accesso diretto alla banca dati e all'archivio cartaceo del registro delle imprese e, fino al termine di cui al comma 7, del registro delle ditte e hanno diritto di ottenere gratuitamente copia integrale o parziale di ogni atto per il quale siano previsti l'iscrizione o il deposito, con le modalità disposte dal regolamento di cui al comma 8.».

— La legge 24 novembre 1981, n. 689, recante: «Modifiche al sistema penale», è pubblicata nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 329 del 30 novembre 1981.

06G0101

LEGGE 24 febbraio 2006, n. **85.**

Modifiche al codice penale in materia di reati di opinione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. L'articolo 241 del codice penale è sostituito dal seguente:

«Art. 241 *(Attentati contro l'integrità, l'indipendenza e l'unità dello Stato)*. — Salvo che il fatto costituisca più grave reato, chiunque compie atti violenti diretti e idonei a sottoporre il territorio dello Stato o una parte di esso alla sovranità di uno Stato straniero, ovvero a menomare l'indipendenza o l'unità dello Stato, è punito con la reclusione non inferiore a dodici anni.

La pena è aggravata se il fatto è commesso con violazione dei doveri inerenti l'esercizio di funzioni pubbliche».

Art. 2.

1. L'articolo 270 del codice penale è sostituito dal seguente:

«Art. 270 *(Associazioni sovversive)*. — Chiunque nel territorio dello Stato promuove, costituisce, organizza o dirige associazioni dirette e idonee a sovvertire violentemente gli ordinamenti economici o sociali costituiti nello Stato ovvero a sopprimere violentemente l'ordinamento politico e giuridico dello Stato, è punito con la reclusione da cinque a dieci anni.

Chiunque partecipa alle associazioni di cui al primo comma è punito con la reclusione da uno a tre anni.

Le pene sono aumentate per coloro che ricostituiscono, anche sotto falso nome o forma simulata, le associazioni di cui al primo comma, delle quali sia stato ordinato lo scioglimento».

Art. 3.

1. L'articolo 283 del codice penale è sostituito dal seguente:

«Art. 283 *(Attentato contro la Costituzione dello Stato)*. — Chiunque, con atti violenti, commette un fatto diretto e idoneo a mutare la Costituzione dello Stato o la forma di Governo, è punito con la reclusione non inferiore a cinque anni».

Art. 4.

1. L'articolo 289 del codice penale è sostituito dal seguente:

«Art. 289 *(Attentato contro organi costituzionali e contro le assemblee regionali)*. — È punito con la reclusione da uno a cinque anni, qualora non si tratti di un più grave delitto, chiunque commette atti violenti diretti ad impedire, in tutto o in parte, anche temporaneamente:

1) al Presidente della Repubblica o al Governo l'esercizio delle attribuzioni o delle prerogative conferite dalla legge;

2) alle assemblee legislative o ad una di queste, o alla Corte costituzionale o alle assemblee regionali l'esercizio delle loro funzioni».

Art. 5.

1. L'articolo 292 del codice penale è sostituito dal seguente:

«Art. 292 *(Vilipendio o danneggiamento alla bandiera o ad altro emblema dello Stato)*. — Chiunque vilipende con espressioni ingiuriose la bandiera nazionale o un altro emblema dello Stato è punito con la multa da euro 1.000 a euro 5.000. La pena è aumentata da euro 5.000 a euro 10.000 nel caso in cui il medesimo fatto sia commesso in occasione di una pubblica ricorrenza o di una cerimonia ufficiale.

Chiunque pubblicamente e intenzionalmente distrugge, disperde, deteriora, rende inservibile o imbratta la bandiera nazionale o un altro emblema dello Stato è punito con la reclusione fino a due anni.

Agli effetti della legge penale per bandiera nazionale si intende la bandiera ufficiale dello Stato e ogni altra bandiera portante i colori nazionali».

Art. 6.

1. L'articolo 299 del codice penale è sostituito dal seguente:

«Art. 299 *(Offesa alla bandiera o ad altro emblema di uno Stato estero)*. — Chiunque nel territorio dello Stato vilipende, con espressioni ingiuriose, in luogo pubblico o aperto o esposto al pubblico, la bandiera

ufficiale o un altro emblema di uno Stato estero, usati in conformità del diritto interno dello Stato italiano, è punito con l'ammenda da euro 100 a euro 1.000».

Art. 7.

1. L'articolo 403 del codice penale è sostituito dal seguente:

«Art. 403 *(Offese a una confessione religiosa mediante vilipendio di persone)*. — Chiunque pubblicamente offende una confessione religiosa, mediante vilipendio di chi la professa, è punito con la multa da euro 1.000 a euro 5.000.

Si applica la multa da euro 2.000 a euro 6.000 a chi offende una confessione religiosa, mediante vilipendio di un ministro del culto».

Art. 8.

1. L'articolo 404 del codice penale è sostituito dal seguente:

«Art. 404 *(Offese a una confessione religiosa mediante vilipendio o danneggiamento di cose)*. — Chiunque, in luogo destinato al culto, o in luogo pubblico o aperto al pubblico, offendendo una confessione religiosa, vilipende con espressioni ingiuriose cose che formino oggetto di culto, o siano consacrate al culto, o siano destinate necessariamente all'esercizio del culto, ovvero commette il fatto in occasione di funzioni religiose, compiute in luogo privato da un ministro del culto, è punito con la multa da euro 1.000 a euro 5.000.

Chiunque pubblicamente e intenzionalmente distrugge, disperde, deteriora, rende inservibili o imbratta cose che formino oggetto di culto o siano consacrate al culto o siano destinate necessariamente all'esercizio del culto è punito con la reclusione fino a due anni».

Art. 9.

1. All'articolo 405 del codice penale sono apportate le seguenti modificazioni:

a) al primo comma, le parole: «del culto cattolico» sono sostituite dalle seguenti: «del culto di una confessione religiosa»;

b) alla rubrica, le parole: «del culto cattolico» sono sostituite dalle seguenti: «del culto di una confessione religiosa».

Art. 10.

1. L'articolo 406 del codice penale è abrogato.

2. Al libro secondo, titolo IV, capo I, del codice penale, la rubrica è sostituita dalla seguente: «DEI DELITTI CONTRO LE CONFESSIONI RELIGIOSE».

Art. 11.

1. All'articolo 290, primo comma, del codice penale, le parole: «con la reclusione da sei mesi a tre anni» sono sostituite dalle seguenti: «con la multa da euro 1.000 a euro 5.000».

2. All'articolo 291 del codice penale, le parole: «con la reclusione da uno a tre anni» sono sostituite dalle seguenti: «con la multa da euro 1.000 a euro 5.000».

3. All'articolo 342 del codice penale sono apportate le seguenti modificazioni:

a) al primo comma, le parole: «con la reclusione fino a tre anni» sono sostituite dalle seguenti: «con la multa da euro 1.000 a euro 5.000»;

b) al terzo comma, le parole: «è della reclusione da uno a quattro anni» sono sostituite dalle seguenti: «è della multa da euro 2.000 a euro 6.000».

Art. 12.

1. Gli articoli 269, 272, 279, 292-*bis* e 293 del codice penale sono abrogati.

Art. 13.

1. All'articolo 3, comma 1, della legge 13 ottobre 1975, n. 654, sono apportate le seguenti modificazioni:

a) la lettera *a)* è sostituita dalla seguente:

«*a)* con la reclusione fino ad un anno e sei mesi o con la multa fino a 6.000 euro chi propaganda idee fondate sulla superiorità o sull'odio razziale o etnico, ovvero istiga a commettere o commette atti di discriminazione per motivi razziali, etnici, nazionali o religiosi;»;

b) alla lettera *b)*, la parola: «incita» è sostituita dalla seguente: «istiga».

Art. 14.

1. All'articolo 2 del codice penale, dopo il secondo comma è inserito il seguente:

«Se vi è stata condanna a pena detentiva e la legge posteriore prevede esclusivamente la pena pecuniaria, la pena detentiva inflitta si converte immediatamente nella corrispondente pena pecuniaria, ai sensi dell'articolo 135».

Art. 15.

1. Alle violazioni depenalizzate dalla presente legge si applicano, in quanto compatibili, gli articoli 101 e 102 del decreto legislativo 30 dicembre 1999, n. 507.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 24 febbraio 2006

CIAMPI

BERLUSCONI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

Visto, *il Guardasigilli:* CASTELLI

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 5490):

Presentato dall'on. LUSSANA il 15 dicembre 2004.

Assegnato alla II commissione (Giustizia), in sede referente, il 19 gennaio 2005 con parere della commissione I.

Esaminato dalla II commissione l'8 e il 22 febbraio 2005; 22 marzo 2005; 30 e 31 maggio 2005; 16-21-22 e 23 giugno 2005.

Esaminato in aula il 27 giugno 2005 e approvato il 6 luglio 2005.

Senato della Repubblica (atto n. 3538):

Assegnato alla 2ª commissione (Giustizia), in sede referente, il 12 luglio 2005 con parere della commissione 1ª.

Esaminato dalla 2ª commissione il 10-23 e 29 novembre 2005; 20 e 23 dicembre 2005; 11 gennaio 2006.

Esaminato in aula il 24 gennaio 2006 e approvato il 25 gennaio 2006.

NOTE

AVVERTENZA:

Il testo delle note qui pubblicato è stato redatto dall'amministrazione competente per materia, ai sensi dell'art. 10, commi 2 e 3, del testo unico delle disposizioni sulla promulgazione delle leggi, sull'emanazione dei decreti del Presidente della Repubblica e sulle pubblicazioni ufficiali della Repubblica italiana, approvato con D.P.R. 28 dicembre 1985, n. 1092, al solo fine di facilitare la lettura delle disposizioni di legge modificate o alle quali è operato il rinvio. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui trascritti.

Nota all'art. 9:

— Si riporta il testo dell'art. 405 del codice penale come modificato dalla legge qui pubblicata:

«Art. 405 *(Turbamento di funzioni religiose* del culto di una confessione religiosa). — Chiunque impedisce o turba l'esercizio di funzioni, cerimonie o pratiche religiose *del culto di una confessione religiosa*, le quali si compiano con l'assistenza di un ministro del culto medesimo o in un luogo destinato al culto, o in un luogo pubblico o aperto al pubblico, è punito con la reclusione fino a due anni.

Se concorrono fatti di violenza alle persone o di minaccia, si applica la reclusione da uno a tre anni.».

Note all'art. 11:

— Si riporta il testo dell'art. 290 del codice penale come modificato dalla legge qui pubblicata:

«Art. 290 *(Vilipendio della Repubblica, delle istituzioni costituzionali e delle Forze armate)*. — Chiunque pubblicamente vilipende la Repubblica, le assemblee legislative o una di queste, ovvero il Governo o la Corte costituzionale o l'ordine giudiziario, è punito *con la multa da euro 1.000 a euro 5.000*.

La stessa pena si applica a chi pubblicamente vilipende le Forze armate dello Stato o quelle della liberazione.».

— Si riporta il testo dell'art. 291 del codice penale come modificato dalla legge qui pubblicata:

«Art. 291 *(Vilipendio alla nazione italiana)*. — Chiunque pubblicamente vilipende la nazione italiana è punito *con la multa da euro 1.000 a euro 5.000*.

— Si riporta il testo dell'art. 342 del codice penale come modificato dalla legge qui pubblicata:

«Art. 342 *(Oltraggio a un corpo politico, amministrativo o giudiziario)*. — Chiunque offende l'onore o il prestigio di un corpo politico, amministrativo o giudiziario, o di una rappresentanza di esso, o di una pubblica autorità costituita in collegio, al cospetto del corpo, della rappresentanza o del collegio, è punito *con la multa da euro 1.000 a euro 5.000*.

La stessa pena si applica a chi commette il fatto mediante comunicazione telegrafica, o con scritto o disegno diretti al corpo, alla rappresentanza o al collegio, a causa delle sue funzioni.

La pena *è della multa da euro 2.000 a euro 6.000*, se l'offesa consiste nell'attribuzione di un fatto determinato.

Si applica la disposizione dell'ultimo capoverso dell'articolo precedente.».

Nota all'art. 13:

— Si riporta il testo dell'art. 3, comma 1, della legge 13 ottobre 1975, n. 654 (Ratifica ed esecuzione della convenzione internazionale sull'eliminazione di tutte le forme di discriminazione razziale, aperta alla firma a New York il 7 marzo 1966) come modificato dalla legge qui pubblicata:

«Art. 3. — 1. Salvo che il fatto costituisca più grave reato, anche ai fini dell'attuazione della disposizione dell'art. 4 della convenzione, è punito:

a) con la reclusione fino ad un anno e sei mesi o con la multa fino a 6.000 euro chi propaganda idee fondate sulla superiorità o sull'odio razziale o etnico, ovvero istiga a commettere o commette atti di discriminazione per motivi razziali, etnici, nazionali o religiosi;

b) con la reclusione da sei mesi a quattro anni chi, in qualsiasi modo, *istiga* a commettere o commette violenza o atti di provocazione alla violenza per motivi razziali, etnici, nazionali o religiosi;».

Nota all'art. 14:

— Si riporta il testo dell'art. 2 del codice penale come sostituito dalla legge qui pubblicata:

«Art. 2 *(Successione di leggi penali)*. — Nessuno può essere punito per un fatto che, secondo la legge del tempo in cui fu commesso, non costituiva reato.

Nessuno può essere punito per un fatto che, secondo una legge posteriore, non costituisce reato; e, se vi è stata condanna, ne cessano l'esecuzione e gli effetti penali.

Se vi è stata condanna a pena detentiva e la legge posteriore prevede esclusivamente la pena pecuniaria, la pena detentiva inflitta si converte immediatamente nella corrispondente pena pecuniaria, ai sensi dell'art. 135.

Se la legge del tempo in cui fu commesso il reato e le posteriori sono diverse, si applica quella le cui disposizioni sono più favorevoli al reo, salvo che sia stata pronunciata sentenza irrevocabile.

Se si tratta di leggi eccezionali o temporanee, non si applicano le disposizioni dei capoversi precedenti.

Le disposizioni di questo articolo si applicano altresì nei casi di decadenza e di mancata ratifica di un decreto-legge e nel caso di un decreto-legge convertito in legge con emendamenti.».

Note all'art. 15:

— Si riporta il testo degli articoli 101 e 102 del decreto legislativo 30 settembre 1999, n. 507 (Depenalizzazione dei reati minori e riforma del sistema sanzionatorio, ai sensi dell'art. 1 della legge 25 giugno 1999, n. 205):

«Art. 101 *(Procedimenti definiti con sentenza irrevocabile)*. — 1. Se i procedimenti penali per le violazioni depenalizzate dal presente decreto legislativo sono stati definiti, prima della sua entrata in vigore, con sentenza di condanna o decreto irrevocabili, il giudice dell'esecuzione revoca la sentenza o il decreto, salvo quanto previsto dai commi 2 e 3, dichiarando che il fatto non è previsto dalla legge come reato e adotta i provvedimenti conseguenti. Il giudice dell'esecuzione provvede con l'osservanza delle disposizioni dell'art. 667, comma 4, del codice di procedura penale.

2. Le multe e le ammende inflitte con le sentenze o i decreti indicati nel comma 1 sono riscosse, insieme alle spese del procedimento, con l'osservanza delle norme sull'esecuzione delle pene pecuniarie.

3. Restano salve la confisca nonché le pene accessorie, nei casi in cui queste ultime sono applicabili alle violazioni depenalizzate come sanzioni amministrative.».

«Art. 102 *(Trasmissione degli atti all'autorità amministrativa e procedimento sanzionatorio)*. — 1. Nei casi previsti dall'art. 100, comma 1, l'autorità giudiziaria entro novanta giorni dalla data di entrata in vigore del presente decreto legislativo, dispone la trasmissione all'autorità amministrativa competente degli atti dei procedi-

menti penali relativi ai reati trasformati in illeciti amministrativi, salvo che il reato risulti prescritto o estinto per altra causa alla medesima data.

2. Se l'azione penale non è stata ancora esercitata, la trasmissione degli atti è disposta direttamente dal pubblico ministero, che, in caso di procedimento già iscritto, annota la trasmissione nel registro delle notizie di reato. Se il reato risulta estinto per qualunque causa, il pubblico ministero richiede l'archiviazione a norma del codice di procedura penale; la richiesta ed il decreto del giudice che la accoglie possono avere ad oggetto anche elenchi cumulativi di procedimenti.

3. Se l'azione penale è stata esercitata, il giudice, ove l'imputato o il pubblico ministero non si oppongano, pronuncia, in camera di consiglio, sentenza inappellabile di assoluzione o di non luogo a procedere perché il fatto non è previsto dalla legge come reato, disponendo la trasmissione degli atti a norma del comma 1.

4. L'autorità amministrativa notifica gli estremi della violazione agli interessati residenti nel territorio della Repubblica entro il termine di novanta giorni e a quelli residenti all'estero entro il termine di trecentosessanta giorni dalla ricezione degli atti.

5. Entro il termine di sessanta giorni dalla notificazione degli estremi della violazione, l'interessato è ammesso al pagamento in misura ridotta a norma dell'art. 16 della legge 24 novembre 1981, n. 689, ovvero, se si tratta di violazione al codice della strada o in materia finanziaria, dell'art. 202, commi 1 e 2, del decreto legislativo 30 aprile 1992, n. 285 o dell'art. 16, comma 3, del decreto legislativo 18 dicembre 1997, n. 472. Il pagamento in misura ridotta è ammesso anche in deroga ad eventuali esclusioni o limitazioni previste dalla legge.

6. Il pagamento determina l'estinzione del procedimento.

7. Si applicano, per quanto non stabilito dal presente articolo, le disposizioni delle sezioni I e II del capo I della legge 24 novembre 1981, n. 689, in quanto compatibili.

8. Nei casi previsti dal presente articolo la prescrizione della sanzione o del diritto alla riscossione delle somme dovute a titolo di sanzione amministrativa non determina responsabilità contabile.».

06G0109

LEGGE 3 marzo 2006, n. **86.**

Conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 1° febbraio 2006, n. 23, recante misure urgenti per i conduttori di immobili in condizioni di particolare disagio abitativo, conseguente a provvedimenti esecutivi di rilascio in determinati comuni.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il decreto-legge 1° febbraio 2006, n. 23, recante misure urgenti per i conduttori di immobili in condizioni di particolare disagio abitativo, conseguente a provvedimenti esecutivi di rilascio in determinati comuni, è convertito in legge con le modificazioni riportate in allegato alla presente legge.

2. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 marzo 2006

CIAMPI

BERLUSCONI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

LUNARDI, *Ministro delle infrastrutture e dei trasporti*

Visto, *il Guardasigilli:* CASTELLI

ALLEGATO

MODIFICAZIONI APPORTATE IN SEDE DI CONVERSIONE AL DECRETO-LEGGE 1° FEBBRAIO 2006, N. 23

All'articolo 3, al comma 1, le parole: «versamento all'entrata del bilancio dello Stato per il medesimo anno del corrispondente importo» *sono sostituite dalle seguenti:* «conservazione delle somme non utilizzate alla chiusura dell'esercizio 2006 nel conto dei residui per essere utilizzate nell'esercizio successivo con versamento all'entrata del bilancio dello Stato per l'anno 2007 del corrispondente importo».

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 3768):

Presentato dal Presidente del Consiglio dei Ministri (BERLUSCONI) e dal Ministro delle infrastrutture e dei trasporti (LUNARDI) il 1° febbraio 2006.

Assegnato alle commissioni riunite 2ª (Giustizia) e 13ª (Territorio, ambiente, beni ambientali), in sede referente, il 2 febbraio 2006 con parere delle commissioni 1ª (per presupposti costituzionali) 1ª, 5ª, 6ª, e 12ª.

Esaminato dalla 1ª commissione (Affari costituzionali), in sede consultiva, sull'esistenza dei presupposti di costituzionalità il 7 febbraio 2006.

Esaminato dalle commissioni riunite il 7 ed 8 febbraio 2006.

Esaminato in aula ed approvato il 15 febbraio 2006.

Camera dei deputati (atto n. 6360):

Assegnato alla VIII commissione (Ambiente, territorio e lavori pubblici), in sede referente, il 15 febbraio 2006 con pareri del comitato per la legislazione e delle commissioni I, II, V, VI e XII.

Esaminato dalla VIII commissione il 15 e 16 febbraio 2006.

Esaminato in aula il 16 febbraio 2006 ed approvato il 23 febbraio 2006.

AVVERTENZA:

Il decreto-legge 1° febbraio 2006, n. 23, è stato pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* - serie generale - n. 27 del 2 febbraio 2006.

A norma dell'art. 15, comma 5, della legge 23 agosto 1988, n. 400 (Disciplina dell'attività di Governo e ordinamento della Presidenza del Consiglio dei Ministri), le modifiche apportate dalla presente legge di conversione hanno efficacia dal giorno successivo a quello della sua pubblicazione.

Il testo del decreto-legge coordinato con la legge di conversione e corredato delle relative note è pubblicato in questa stessa *Gazzetta Ufficiale* alla pag. 117.

06G0110

DECRETI PRESIDENZIALI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 24 febbraio 2006.

Scioglimento del consiglio comunale di Piovà Massaia e nomina del commissario straordinario.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto che nelle consultazioni elettorali del 13 giugno 2004 sono stati eletti il consiglio comunale di Piovà Massaia (Asti) ed il sindaco nella persona del sig. Alessandro Fasson;

Considerato che, in data 23 gennaio 2006, il predetto amministratore ha rassegnato le dimissioni dalla carica e che le stesse sono divenute irrevocabili a termini di legge;

Ritenuto, pertanto, che, ai sensi dell'art. 53, comma 3, del decreto legislativo 18 agosto 2000, n. 267, ricorrano gli estremi per far luogo allo scioglimento della suddetta rappresentanza;

Visto l'art. 141, comma 1, lettera *b)*, n. 2, del decreto legislativo 18 agosto 2000, n. 267;

Sulla proposta del Ministro dell'interno, la cui relazione è allegata al presente decreto e ne costituisce parte integrante;

Decreta:

Art. 1.

Il consiglio comunale di Piovà Massaia (Asti) è sciolto.

Art. 2.

La dott.ssa Giulia D'Onofrio è nominata commissario straordinario per la provvisoria gestione del comune suddetto fino all'insediamento degli organi ordinari, a norma di legge.

Al predetto commissario sono conferiti i poteri spettanti al consiglio comunale, alla giunta ed al sindaco.

Dato a Roma, addì 24 febbraio 2006

CIAMPI

PISANU, *Ministro dell'interno*

ALLEGATO

Al Presidente della Repubblica

Il consiglio comunale di Piovà Massaia (Asti) è stato rinnovato a seguito delle consultazioni elettorali del 13 giugno 2004, con contestuale elezione del sindaco nella persona del sig. Alessandro Fasson.

Il citato amministratore, in data 23 gennaio 2006, ha rassegnato le dimissioni dalla carica e le stesse, decorsi venti giorni dalla data di presentazione al consiglio, sono divenute irrevocabili, a termini di legge.

Configuratasi l'ipotesi dissolutoria disciplinata dall'art. 53, comma 3, del decreto legislativo 18 agosto 2000, n. 267, il prefetto di Asti ha proposto lo scioglimento del consiglio comunale sopra citato disponendone, nel contempo, con provvedimento n. 2006/6111 Area II EE.LL. del 13 febbraio 2006, la sospensione, con la conseguente nomina del commissario per la provvisoria gestione del comune.

Per quanto esposto si ritiene che, nella specie, ricorrano gli estremi per far luogo al proposto scioglimento, ai sensi dell'art. 141, comma 1, lettera *b)*, n. 2, del decreto legislativo 18 agosto 2000, n. 267.

Mi onoro, pertanto, di sottoporre alla firma della S.V. Ill.ma l'unito schema di decreto con il quale si provvede allo scioglimento del consiglio comunale di Piovà Massaia (Asti) ed alla nomina del commissario per la provvisoria gestione del comune nella persona della dott.ssa Giulia D'Onofrio.

Roma, 23 febbraio 2006

Il Ministro dell'interno: PISANU

06A02400

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 24 febbraio 2006.

Scioglimento del consiglio comunale di Spinazzola e nomina del commissario straordinario.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto che nelle consultazioni elettorali del 26 maggio 2002 sono stati eletti il consiglio comunale di Spinazzola (Bari) ed il sindaco nella persona del sig. Savino Ernesto Saraceno;

Considerato che, in data 19 gennaio 2006, il predetto amministratore ha rassegnato le dimissioni dalla carica e che le stesse sono divenute irrevocabili a termini di legge;

Ritenuto, pertanto, che, ai sensi dell'art. 53, comma 3, del decreto legislativo 18 agosto 2000, n. 267, ricorrano gli estremi per far luogo allo scioglimento della suddetta rappresentanza;

Visto l'art. 141, comma 1, lettera *b)*, n. 2, del decreto legislativo 18 agosto 2000, n. 267;

Sulla proposta del Ministro dell'interno, la cui relazione è allegata al presente decreto e ne costituisce parte integrante;

Decreta:

Art. 1.

Il consiglio comunale di Spinazzola (Bari) è sciolto.

Art. 2.

La dott.ssa Mariannina Milano è nominata commissario straordinario per la provvisoria gestione del comune suddetto fino all'insediamento degli organi ordinari, a norma di legge.

Al predetto commissario sono conferiti i poteri spettanti al consiglio comunale, alla giunta ed al sindaco.

Dato a Roma, addì 24 febbraio 2006

CIAMPI

PISANU, *Ministro dell'interno*

ALLEGATO

Al Presidente della Repubblica

Il consiglio comunale di Spinazzola (Bari) è stato rinnovato a seguito delle consultazioni elettorali del 26 maggio 2002, con contestuale elezione del sindaco nella persona del sig. Savino Ernesto Saraceno.

Il citato amministratore, in data 19 gennaio 2006, ha rassegnato le dimissioni dalla carica e le stesse, decorsi venti giorni dalla data di presentazione al consiglio, sono divenute irrevocabili, a termini di legge.

Configuratasi l'ipotesi dissolutoria disciplinata dall'art. 53, comma 3, del decreto legislativo 18 agosto 2000, n. 267, il prefetto di Bari ha proposto lo scioglimento del consiglio comunale sopra citato disponendone, nel contempo, con provvedimento n. 6/13.2/EE.LL. del 9 febbraio 2006, la sospensione, con la conseguente nomina del commissario per la provvisoria gestione del comune.

Per quanto esposto si ritiene che, nella specie, ricorrano gli estremi per far luogo al proposto scioglimento, ai sensi dell'art. 141, comma 1, lettera *b)*, n. 2, del decreto legislativo 18 agosto 2000, n. 267.

Mi onoro, pertanto, di sottoporre alla firma della S.V. Ill.ma l'unito schema di decreto con il quale si provvede allo scioglimento del consiglio comunale di Spinazzola (Bari) ed alla nomina del commissario per la provvisoria gestione del comune nella persona della dott.ssa Mariannina Milano.

Roma, 23 febbraio 2006

Il Ministro dell'interno: PISANU

06A02401

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 24 febbraio 2006.

Scioglimento del consiglio comunale di Ripabottoni e nomina del commissario straordinario.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto che il consiglio comunale di Ripabottoni (Campobasso), rinnovato nelle consultazioni elettorali del 13 giugno 2004, è composto dal sindaco e da dodici membri;

Considerato che nel citato comune, a causa delle dimissioni rassegnate da otto consiglieri, con atti separati contemporaneamente acquisiti al protocollo dell'ente, non può essere assicurato il normale funzionamento degli organi e dei servizi;

Ritenuto, pertanto, che ricorrano gli estremi per far luogo allo scioglimento della suddetta rappresentanza;

Visto l'art. 141, comma 1, lettera *b)*, n. 3, del decreto legislativo 18 agosto 2000, n. 267;

Sulla proposta del Ministro dell'interno, la cui relazione è allegata al presente decreto e ne costituisce parte integrante;

Decreta:

Art. 1.

Il consiglio comunale di Ripabottoni (Campobasso) è sciolto.

Art. 2.

La dott.ssa Cristina Marzano è nominta commissario straordinario per la provvisoria gestione del comune suddetto fino all'insediamento degli organi ordinari, a norma di legge.

Al predetto commissario sono conferiti i poteri spettanti al consiglio comunale, alla giunta ed al sindaco.

Dato a Roma, addì 24 febbraio 2006

CIAMPI

PISANU, *Ministro dell'interno*

ALLEGATO

Al Presidente della Repubblica

Nel consiglio comunale di Ripabottoni (Campobasso), rinnovato nelle consultazioni elettorali del 13 giugno 2004, composto dal sindaco e da dodici consiglieri, si è venuta a determinare una grave situazione di crisi a causa delle dimissioni rassegnate da otto componenti del corpo consiliare.

Le citate dimissioni, presentate personalmente da oltre la metà dei consiglieri, con atti separati contemporaneamente acquisiti al protocollo dell'ente in data 21 febbraio 2006, hanno determinato l'ipotesi dissolutoria dell'organo elettivo.

Verificatasi l'ipotesi disciplinata dall'art. 141, comma 1, lettera *b)*, n. 3, del decreto legislativo 18 agosto 2000, n. 267, il prefetto di Campobasso ha proposto lo scioglimento del consiglio comunale sopracitato disponendone, nel contempo, con provvedimento n. 1604/Area II del 21 febbraio 2006, la sospensione, con la conseguente nomina del commissario per la provvisoria gestione del comune.

Considerato che nel suddetto ente non può essere assicurato il normale funzionamento degli organi e dei servizi, essendo venuta meno l'integrità strutturale minima del consiglio comunale compatibile con il mantenimento in vita dell'organo, si ritiene che, nella specie, ricorrano gli estremi per far luogo al proposto scioglimento.

Mi onoro, pertanto, di sottoporre alla firma della S.V. Ill.ma l'unito schema di decreto con il quale si provvede allo scioglimento del consiglio comunale di Ripabottoni (Campobasso) ed alla nomina del commissario per la provvisoria gestione del comune nella persona della dott.ssa Cristina Marzano.

Roma, 23 febbraio 2006

Il Ministro dell'interno: PISANU

06A02402

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 24 febbraio 2006.

Scioglimento del consiglio comunale di Piedimonte Matese e nomina del commissario straordinario.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto che il consiglio comunale di Piedimonte Matese (Caserta), rinnovato nelle consultazioni elettorali del 13 maggio 2001, è composto dal sindaco e da venti membri;

Considerato che nel citato comune, a causa delle dimissioni contestuali rassegnate da undici consiglieri, non può essere assicurato il normale funzionamento degli organi e dei servizi;

Ritenuto, pertanto, che ricorrano gli estremi per far luogo allo scioglimento della suddetta rappresentanza;

Visto l'art. 141, comma 1, lettera *b)*, n. 3, del decreto legislativo 18 agosto 2000, n. 267;

Sulla proposta del Ministro dell'interno, la cui relazione è allegata al presente decreto e ne costituisce parte integrante;

Decreta:

Art. 1.

Il consiglio comunale di Piedimonte Matese (Caserta) è sciolto.

Art. 2.

La dott.ssa Immacolata Delle Curti è nominata commissario straordinario per la provvisoria gestione del comune suddetto fino all'insediamento degli organi ordinari, norma di legge.

Al predetto commissario sono conferiti i poteri spettanti al consiglio comunale, alla giunta ed al sindaco.

Dato a Roma, addì 24 febbraio 2006

CIAMPI

PISANU, *Ministro dell'interno*

ALLEGATO

Al Presidente della Repubblica

Nel consiglio comunale di Piedimonte Matese (Caserta), rinnovato nelle consultazioni elettorali del 13 maggio 2001, composto dal sindaco e da venti consiglieri, si è venuta a determinare una grave situazione di crisi a causa delle dimissioni rassegnate da undici componenti del corpo consiliare, con atto unico acquisito al protocollo dell'ente in data 6 febbraio 2006.

Le citate dimissioni, che sono state presentate per il tramite di un consigliere dimissionario, all'uopo delegato con atto unico autenticato, hanno determinato l'ipotesi dissolutoria dell'organo elettivo.

Verificatasi l'ipotesi disciplinata dall'art. 141, comma 1, lettera *b)*, n. 3, del decreto legislativo 18 agosto 2000, n. 267, il prefetto di Caserta ha proposto lo scioglimento del consiglio comunale sopracitato disponendone, nel contempo, con provvedimento n. 2152/Area II (EE.LL). del 6 febbraio 2006, la sospensione, con la conseguente nomina del commissario per la provvisoria gestione del comune.

Considerato che nel suddetto ente non può essere assicurato il normale funzionamento degli organi e dei servizi, essendo venuta meno l'integrità strutturale minima del consiglio comunale compatibile con il mantenimento in vita dell'organo, si ritiene che, nella specie, ricorrano gli estremi per far luogo al proposto scioglimento.

Mi onoro, pertanto, di sottoporre alla firma della S.V. Ill.ma l'unito schema di decreto con il quale si provvede allo scioglimento del consiglio comunale di Piedimonte Matese (Caserta) ed alla nomina del commissario per la provvisoria gestione del comune nella persona della dott.ssa Immacolata Delle Curti.

Roma, 23 febbraio 2006

Il Ministro dell'interno: PISANU

06A02403

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 24 febbraio 2006.

Scioglimento del consiglio comunale di Villamarzana e nomina del commissario straordinario.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto che nelle consultazioni elettorali del 13 giugno 2004 sono stati eletti il consiglio comunale di Villamarzana (Rovigo) ed il sindaco nella persona del sig. Giorgio Pezzuolo;

Considerato che, in data 19 gennaio 2006, il predetto amministratore ha rassegnato le dimissioni dalla carica e che le stesse sono divenute irrevocabili a termini di legge;

Ritenuto, pertanto, che, ai sensi dell'art. 53, comma 3, del decreto legislativo 18 agosto 2000, n. 267, ricorrano gli estremi per far luogo allo scioglimento della suddetta rappresentanza;

Visto l'art. 141, comma 1, lettera *b)*, n. 2, del decreto legislativo 18 agosto 2000, n. 267;

Sulla proposta del Ministro dell'interno, la cui relazione è allegata al presente decreto e ne costituisce parte integrante;

Decreta:

Art. 1.

Il consiglio comunale di Villamarzana (Rovigo) è sciolto.

Art. 2.

Il dott. Salvo Santagati è nominato commissario straordinario per la provvisoria gestione del comune suddetto fino all'insediamento degli organi ordinari, a norma di legge.

Al predetto commissario sono conferiti i poteri spettanti al consiglio comunale, alla giunta ed al sindaco.

Dato a Roma, addì 24 febbraio 2006

CIAMPI

PISANU, *Ministro dell'interno*

ALLEGATO

Al Presidente della Repubblica

Il consiglio comunale di Villamarzana (Rovigo) è stato rinnovato a seguito delle consultazioni elettorali del 13 giugno 2004, con contestuale elezione del sindaco nella persona del sig. Giorgio Pezzuolo.

Il citato amministratore, in data 19 gennaio 2006, ha rassegnato le dimissioni dalla carica e le stesse, decorsi venti giorni dalla data di presentazione al consiglio, sono divenute irrevocabili, a termini di legge.

Configuratasi l'ipotesi dissolutoria disciplinata dall'art. 53, comma 3, del decreto legislativo 18 agosto 2000, n. 267, il prefetto di Rovigo ha proposto lo scioglimento del consiglio comunale sopra

citato disponendone, nel contempo, con provvedimento n. 131/13-4/ Area II del 9 febbraio 2006, la sospensione, con la conseguente nomina del commissario per la provvisoria gestione del comune.

Per quanto esposto si ritiene che, nella specie, ricorrano gli estremi per far luogo al proposto scioglimento, ai sensi dell'art. 141, comma 1, lettera *b)*, n. 2, del decreto legislativo 18 agosto 2000, n. 267.

Mi onoro, pertanto, di sottoporre alla firma della S.V. Ill.ma l'unito schema di decreto con il quale si provvede allo scioglimento del consiglio comunale di Villamarzana (Rovigo) ed alla nomina del commissario per la provvisoria gestione del comune nella persona del dott. Salvo Santagati.

Roma, 23 febbraio 2006

Il Ministro dell'interno: PISANU

06A02404

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 24 febbraio 2006.

Scioglimento del consiglio comunale di Torbole Casaglia e nomina del commissario straordinario.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto che il consiglio comunale di Torbole Casaglia (Brescia), rinnovato nelle consultazioni elettorali del 13 giugno 2004, è composto dal sindaco e da sedici membri;

Considerato che nel citato comune, a causa delle dimissioni contestuali rassegnate da nove consiglieri, non può essere assicurato il normale funzionamento degli organi e dei servizi;

Ritenuto, pertanto, che ricorrano gli estremi per far luogo allo scioglimento della suddetta rappresentanza;

Visto l'art. 141, comma 1, lettera *b)*, n. 3, del decreto legislativo 18 agosto 2000, n. 267;

Sulla proposta del Ministro dell'interno, la cui relazione è allegata al presente decreto e ne costituisce parte integrante;

Decreta:

Art. 1.

Il consiglio comunale di Torbole Casaglia (Brescia) è sciolto.

Art. 2.

La dott.ssa Zaira Romano è nominata commissario straordinario per la provvisoria gestione del comune suddetto fino all'insediamento degli organi ordinari, a norma di legge.

Al predetto commissario sono conferiti i poteri spettanti al consiglio comunale, alla giunta ed al sindaco.

Dato a Roma, addì 24 febbraio 2006

CIAMPI

PISANU, *Ministro dell'interno*

ALLEGATO

Al Presidente della Repubblica

Nel consiglio comunale di Torbole Casaglia (Brescia), rinnovato nelle consultazioni elettorali del 13 giugno 2004, composto dal sindaco e da sedici consiglieri, si è venuta a determinare una grave situazione di crisi a causa delle dimissioni rassegnate da nove componenti del corpo consiliare.

Le citate dimissioni, presentate personalmente dalla metà più uno dei consiglieri con atto unico acquisito al protocollo dell'ente in data 22 febbraio 2006, hanno determinato l'ipotesi dissolutoria dell'organo elettivo.

Verificatasi l'ipotesi disciplinata dall'art. 141, comma 1, lettera *b)*, n. 3, del decreto legislativo 18 agosto 2000, n. 267, il prefetto di Brescia ha proposto lo scioglimento del consiglio comunale sopracitato disponendone, nel contempo, con provvedimento n. 155/06-Area II del 22 febbraio 2006, la sospensione, con la conseguente nomina del commissario per la provvisoria gestione del comune.

Considerato che nel suddetto ente non può essere assicurato il normale funzionamento degli organi e dei servizi, essendo venuta meno l'integrità strutturale minima del consiglio comunale compatibile con il mantenimento in vita dell'organo, si ritiene che, nella specie, ricorrano gli estremi per far luogo al proposto scioglimento.

Mi onoro, pertanto, di sottoporre alla firma della SV. Ill.ma l'unito schema di decreto con il quale si provvede allo scioglimento del consiglio comunale di Torbole Casaglia (Brescia) ed alla nomina del commissario per la provvisoria gestione del comune nella persona della dott.ssa Zaira Romano.

Roma, 23 febbraio 2006

Il Ministro dell'interno: PISANU

06A02405

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 11 marzo 2006.

Accettazione delle dimissioni rassegnate dal sig. Francesco Storace dalla carica di Ministro della salute e conferimento dell'incarico di reggere *ad interim* il medesimo dicastero al Presidente del Consiglio dei Ministri on. dott. Silvio Berlusconi.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 92 della Costituzione;

Viste le dimissioni rassegnate dal sig. Francesco Storace dalla carica di Ministro della salute;

Visto l'art. 9, comma 4, della legge 23 agosto 1988, n. 400;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri;

Decreta:

Art. 1.

Sono accettate le dimissioni rassegnate dal sig. Francesco Storace dalla carica di Ministro della salute.

Art. 2.

L'on. dott. Silvio Berlusconi, Presidente del Consiglio dei Ministri, è incaricato di reggere *ad interim* il Ministero della salute.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 11 marzo 2006

CIAMPI

BERLUSCONI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

Registrato alla Corte dei conti il 13 marzo 2006
Ministeri istituzionali - Presidenza del Consiglio dei Ministri, registro n. 3, foglio n. 16

06A02732

DECRETI, DELIBERE E ORDINANZE MINISTERIALI

MINISTERO DELL'ECONOMIA E DELLE FINANZE

DECRETO 12 gennaio 2006.

Autorizzazione all'invio per via telematica, all'indirizzo di posta elettronica assegnato a ciascun dipendente, del cedolino per il pagamento delle competenze stipendiali del personale di cui all'articolo 1, del decreto legislativo 12 febbraio 1993, n. 39.

IL MINISTRO DELL'ECONOMIA E DELLE FINANZE

DI CONCERTO CON

IL MINISTRO PER L'INNOVAZIONE E LE TECNOLOGIE

Visto il regio decreto 18 novembre 1923, n. 2440, recante «Nuove disposizioni sull'amministrazione del patrimonio e sulla contabilità generale dello Stato»;

Visto il regio decreto 23 maggio 1924, n. 827, recante «Regolamento per l'amministrazione del patrimonio e per la contabilità generale dello Stato»;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 febbraio 1984, n. 21, recante «Modalità agevolative per la riscossione dei titoli di spesa dello Stato»;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 8 luglio 1986, n. 429, recante «Adeguamento della normativa sui servizi espletati dagli uffici periferici del Tesoro in materia di stipendi, pensioni e altre spese fisse all'evoluzione della tecnologia e alle esigenze di utilizzazione dei sistemi di elaborazione automatica dei dati; semplificazione delle relative procedure; definizione delle specifiche responsabilità amministrative dei dirigenti e del personale delle direzioni provinciali del tesoro e degli organi del sistema informativo»;

Visto il decreto legislativo 12 febbraio 1993, n. 39, recante «Norme in materia di sistemi informativi automatizzati delle amministrazioni pubbliche, a norma dell'art. 2, comma 1, lettera *mm)* della legge 23 ottobre 1992, n. 421;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 20 aprile 1994, n. 367, recante «Regolamento recante semplificazione e accelerazione delle procedure di spesa e contabili», e in particolare l'art. 14, ultimo comma;

Visto il decreto del Ministro del tesoro 4 aprile 1995, recante «Disposizioni per il pagamento di stipendi ed altri assegni fissi e continuativi a carico del bilancio dello Stato»;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 2000, n. 445, recante «Testo unico delle disposizioni legislative e regolamentari in materia di documentazione amministrativa», e in particolare l'art. 14;

Visto il decreto del Ministro dell'economia e delle finanze 31 ottobre 2002, recante «Pagamento degli stipendi e degli altri assegni fissi e continuativi amministrati con ruoli di spesa fissa, mediante ordini collettivi di pagamento emessi in forma dematerializzata»;

Vista la legge 16 gennaio 2003, n. 3, recante «Disposizioni ordinamentali in materia di pubblica amministrazione», e in particolare l'art. 27, comma 8, lettere *e)*, e *g)*;

Visto il decreto legislativo 30 giugno 2003, n. 196, recante «Codice in materia di protezione dei dati personali», e in particolare l'art. 34;

Vista la legge 29 luglio 2003, n. 229, recante «Interventi in materia di qualità della regolazione, riassetto normativo e codificazione - Legge di semplificazione 2001», e in particolare l'art. 10;

Vista la legge 9 gennaio 2004, n. 4, recante «Disposizioni per favorire l'accesso dei soggetti disabili agli strumenti informatici»;

Vista la legge 30 dicembre 2004, n. 311 (Finanziaria 2005), e in particolare l'art. 1, comma 197;

Visto il decreto legislativo 7 marzo 2005, n. 82, recante «Codice dell'amministrazione digitale», e in particolare l'art. 50;

Visto il decreto legislativo 30 marzo 2005, n. 42, recante «Istituzione del sistema pubblico di connettività e della rete internazionale della pubblica amministrazione, a norma dell'art. 10, della legge 29 luglio 2003, n. 229»;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 febbraio 2005, n. 68, recante «Disposizioni per l'utilizzo della posta elettronica certificata, a norma dell'art. 27 della legge 16 gennaio 2003, n. 3»;

Ritenuto di dover dare attuazione al citato art. 1, comma 197, della Finanziaria 2005;

Decreta:

Art. 1.

Definizioni

1. Ai fini del presente decreto, s'intende per:

a) «Amministrazione»: l'Amministrazione cui compete la liquidazione del trattamento economico del dipendente;

b) «Rubrica della P.A.»: l'indirizzario elettronico dei singoli dipendenti della pubblica amministrazione ad uso esclusivamente interno alla pubblica amministrazione, tenuto dal Centro nazionale per l'informatica nella pubblica amministrazione, di seguito C.N.I.P.A.;

c) «Gestore»: il soggetto responsabile del servizio informatico di gestione del trattamento economico del personale dell'amministrazione;

d) «Autenticazione informatica»: la validazione dell'insieme di dati attribuiti in modo esclusivo e univoco a un soggetto, che ne distinguono l'identità nei sistemi informativi, effettuata attraverso opportune tecnologie al fine di garantire la sicurezza dell'accesso;

e) «cedolino»: il modulo contenente le informazioni relative al trattamento economico del personale dell'amministrazione;

f) «Carta d'identità elettronica» (C.I.E.): il documento d'identità munito di fotografia del titolare rilasciato su supporto informatico con la prevalente finalità di dimostrare l'identità anagrafica del titolare stesso;

g) «Carta nazionale dei servizi» (C.N.S.): il documento rilasciato su supporto informatico per consentire l'accesso per via telematica ai servizi erogati dalle pubbliche amministrazioni.

Art. 2.

Ambito di applicazione

I. Il presente decreto si applica alle amministrazioni dello Stato, anche a ordinamento autonomo, e agli enti pubblici non economici nazionali.

Art. 3.

Trasmissione telematica dei cedolini

1. Ai sensi dell'art. 1, comma 197, della Finanziaria 2005, il cedolino, in formato cartaceo, è sostituito da un documento informatico trasmesso dal Gestore ai dipendenti, mediante invio alla casella di posta elettronica indicata dall'amministrazione con le modalità indicate dal presente decreto. Sentita l'amministrazione, il Gestore può consentire a tutti o a parte dei dipendenti, in alternativa o in aggiunta all'invio per posta elettronica, l'accesso al cedolino attraverso un sito web, curato dal medesimo Gestore.

2. L'amministrazione è responsabile degli adempimenti connessi con la gestione dei flussi informativi, così come esplicitato negli articoli seguenti.

3. Il C.N.I.P.A., di concerto con l'amministrazione e con il Gestore, definisce le modalità di aggiornamento e di interrogazione della rubrica della P.A., compresi il protocollo di comunicazione dei dati, la struttura del file di scambio e il relativo tracciato record.

Art. 4.

Invio del cedolino tramite posta elettronica

1. In caso d'invio tramite posta elettronica, l'amministrazione registra gli indirizzi di posta elettronica dei propri dipendenti nella rubrica della P.A. e ne cura il costante aggiornamento, secondo le modalità definite dal C.N.I.P.A.

2. Il Gestore, qualora sia soggetto diverso dall'amministrazione, acquisisce dalla rubrica della P.A. gli indirizzi di posta elettronica dei dipendenti nonché gli eventuali aggiornamenti, secondo le modalità definite dal C.N.I.P.A.

3. Il cedolino elettronico è trasmesso sotto forma di file allegato a un messaggio di posta elettronica, il cui formato, definito da specifiche pubbliche, ne consenta la lettura mediante software gratuiti.

4. Il formato del file deve supportare tecnologie di lettura adeguate a permetterne la fruibilità anche da parte di soggetti disabili.

5. Il formato del file deve supportare funzionalità per la sicurezza e la protezione del contenuto, nonché per l'autenticità dello stesso, eventualmente anche mediante inserimento di un codice grafico di autenticazione, al fine di garantire l'associazione univoca tra il file medesimo e la sua rappresentazione a stampa tramite una o più evidenze informatiche.

6. Il cedolino è inviato almeno il giorno precedente alla data di accreditamento dello stipendio.

7. L'amministrazione presso la quale il dipendente presta servizio mette a disposizione dello stesso strumenti adeguati ai fini dell'accesso alla propria casella di posta elettronica, della visualizzazione, del salvataggio e della stampa del cedolino elettronico, consentendogli, ove necessario, di accedere alla propria casella di posta elettronica anche attraverso la rete Internet.

8. L'amministrazione concorda con il Gestore modalità alternative idonee a garantire che in caso di mancato funzionamento del sistema di recapito per posta elettronica il cedolino pervenga ai dipendenti mediante sistemi che garantiscano la celerità e la riservatezza della trasmissione.

Art. 5.

Accesso via web

1. In caso di accesso via web, il Gestore almeno un giorno prima della data di accreditamento dello stipendio, rende disponibili i cedolini elettronici sotto forma di file ai sensi dei commi 3, 4 e 5 dell'art. 4 del presente decreto sull'apposito sito, eventualmente dandone preventiva comunicazione al dipendente tramite messaggio di posta elettronica.

2. L'accesso del dipendente al sito web di cui al comma 1, avviene mediante l'utilizzazione di canali di trasmissione che garantiscano l'esattezza, la disponibilità, l'integrità e la riservatezza dei dati.

3. L'accesso al sito web di cui al comma 1 del presente articolo richiede l'autenticazione informatica del dipendente tramite C.I.E. o C.N.S., ovvero con altri strumenti idonei.

4. L'amministrazione mette a disposizione dei dipendenti strumenti adeguati ai fini dell'accesso al sito web di cui al comma 1, della visualizzazione, del salvataggio e della stampa del cedolino elettronico.

5. Ove possibile, l'amministrazione consente ai dipendenti di accedere al sito di cui al comma 1 sulla propria Intranet o anche attraverso la rete Internet, adottando gli opportuni criteri di sicurezza.

6. Il Gestore garantisce l'accessibilità del sito ai sensi della legge 9 gennaio 2004, n. 4, citata in premessa.

Art. 6.

Disposizioni transitorie

1. Per tre mesi, a decorrere dal primo invio del cedolino elettronico con le modalità di cui al presente decreto, a ciascun dipendente è trasmesso anche il cedolino in formato cartaceo, secondo le modalità correntemente in uso.

2. In ogni caso, decorsi 12 mesi dalla data di entrata in vigore del decreto legislativo 7 marzo 2005, n. 82, citato in premessa, cessa l'invio dei cedolini in formato cartaceo.

Roma, 12 gennaio 2006

Il Ministro dell'economia e delle finanze
TREMONTI

Il Ministro per l'innovazione e le tecnologie
STANCA

Registrato alla Corte dei conti il 24 febbraio 2006
Ufficio di controllo preventivo atti Ministeri economico-finanziari, registro n. 1 Economia e finanze, foglio n. 348

06A02512

DECRETO 30 gennaio 2006.

Iscrizione nella tariffa di vendita al pubblico dei fiammiferi denominati «Super Fuego F/100 SAW» e «KM CASA S/60».

IL DIRETTORE GENERALE
DELL'AMMINISTRAZIONE AUTONOMA
DEI MONOPOLI DI STATO

Vista la legge 13 maggio 1983, n. 198, recante l'adeguamento alla normativa comunitaria della disciplina concernente i monopoli del tabacco lavorato e dei fiammiferi;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 26 ottobre 1972, n. 633, relativo all'istituzione dell'imposta sul valore aggiunto, e successive modificazioni;

Visto l'art. 29 del decreto-legge 30 agosto 1993, n. 331, convertito nella legge 29 ottobre 1993, n. 427, che disciplina, tra l'altro, l'applicazione dell'imposta di fabbricazione sui fiammiferi di produzione nazionale o di provenienza comunitaria;

Visto il decreto ministeriale 22 dicembre 1958, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 43 del 20 febbraio 1959, recante le caratteristiche delle marche contrassegno per fiammiferi, e successive modificazioni;

Visto il decreto ministeriale 21 maggio 1992, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 129 del 3 giugno 1992, con il quale l'aggio per la vendita dei fiammiferi è stato fissato nella misura del 10 per cento del prezzo di vendita al pubblico;

Visto il decreto ministeriale 20 luglio 1998, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 178 del 1° agosto 1998, con il quale sono stati individuati i criteri generali per la determinazione della tariffa di vendita al pubblico dei fiammiferi e delle relative aliquote di imposta di fabbricazione;

Visto il decreto ministeriale 1° marzo 2002, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 15 aprile 2002, con il quale vengono, tra l'altro, rideterminati gli scaglioni di prezzo di vendita dei fiammiferi di ordinario consumo ai fini dell'applicazione delle aliquote di imposta di fabbricazione;

Viste le richieste di iscrizione in tariffa di nuovi tipi di fiammiferi presentate dalle ditte Euromatch e P.Erre Italia;

Attesa la necessità di procedere in linea con le citate richieste;

Decreta:

Art. 1.

Sono iscritti nella tariffa di vendita al pubblico i seguenti tipi di condizionamenti di fiammiferi denominati «Super Fuego F/100 SAW» e «KM CASA S/60», le cui caratteristiche sono così determinate:

«Super Fuego F/100 SAW».

Condizionamento: scatola di cartoncino a tiretto passante contenente 100 fiammiferi di legno paraffinati amorfi.

Caratteristiche del fiammifero:

lunghezza: mm 45;

lunghezza con capocchia: mm 48;

larghezza: mm 2,05×2,05;

diametro capocchia minimo: mm 2,80;

diametro capocchia massimo: mm 3,15;

tolleranza massima misure: 3%;

capocchie accendibili ovunque.

Caratteristiche della scatola:

dimensioni esterne: mm 62×57×20;

grammatura cartoncino: g 400 al mq;

ruvido: striscia sui due lati di mm 62×13;

tolleranza del contenuto: 4%.

«KM CASA S/60».

Condizionamento: scatola di cartoncino a tiretto passante contenente 60 fiammiferi di legno paraffinati amorfi.

Caratteristiche del fiammifero:

lunghezza: mm 50;

lunghezza con capocchia: mm 55;

larghezza: mm 2,5×2,5;

diametro capocchia minimo: mm 2,7;

diametro capocchia massimo: mm 3,1;

tolleranza massima misure: 2%;

capocchie accendibili solo su striscia impregnata di fosforo amorfo.

Caratteristiche della scatola:

dimensioni esterne: mm 70×49×18;

grammatura cartoncino: g 350 al mq;

ruvido: striscia sui due lati di mm 70×15;

tolleranza del contenuto: 2%.

Il prezzo di vendita al pubblico per i suddetti nuovi tipi di fiammiferi, l'imposta sul valore aggiunto e la relativa aliquota d'imposta di fabbricazione sono stabilite nelle misure indicate nell'art. 2 del presente decreto.

Le caratteristiche comuni delle marche contrassegno per i fiammiferi di cui all'art. 1, paragrafo I, del decreto ministeriale 22 dicembre 1958, citato nelle premesse, valgono anche per la marca contrassegno da applicare su ciascun condizionamento di «Super Fuego F/100 SAW» e «KM CASA S/60».

All'art. 1, paragrafo II, dello stesso decreto ministeriale 22 dicembre 1958 e successive modificazioni, sono aggiunti i seguenti numeri:

109) colore «rosso pompeiano», con legenda «Super Fuego F/100 SAW» in basso, per la scatola di cartoncino a tiretto passante, con 100 fiammiferi di legno paraffinati amorfi, denominata «Super Fuego F/100 SAW»;

110) colore «rosso pompeiano», con legenda «KM CASA S/60» in basso, per la scatola di cartoncino a tiretto passante, con 60 fiammiferi di legno paraffinati amorfi, denominata «KM CASA S/60».

Fino a quando non sarà possibile disporre delle specifiche marche contrassegno di cui al comma precedente, possono essere applicate sui nuovi tipi di fiammiferi le marche di cui all'art. 1 del ripetuto decreto ministeriale 22 dicembre 1958, indicate al n. 28 di colore verde smeraldo, sia per i fiammiferi denominati «Super Fuego F/100 SAW» che per i fiammiferi denominati «KM CASA S/60».

Art. 2.

Il prezzo di vendita al pubblico e l'imposta di fabbricazione sui fiammiferi denominati «Super Fuego F/100 SAW», e «KM CASA S/60» sono stabilite nelle misure di seguito indicate, unitamente all'imposta sul valore aggiunto dovuta per singolo condizionamento di fiammiferi di ordinario consumo:

Tipo di fiammiferi	Prezzo di vendita (euro)	Imposta di fabbricazione (euro)	Imposta sul valore aggiunto (euro)
Scatola di cartoncino a tirettopassante contenente 100 fiammiferi di legno paraffinati amorfi denominati «Super Fuego F/100 SAW»	0,30	0,069	0,05
Scatola di cartoncino a tiretto passante contenente 60 fiammimiferi di legno paraffinati amorfi denominati «KM CASA S/60»	0,30	0,069	0,05

Art. 3.

L'aliquota di imposta di fabbricazione sui fiammiferi pubblicitari omaggio o nominativi è stabilita per ogni 10 fiammiferi o frazione di 10, nella misura di seguito indicata: KM CASA S/60 € 0,0083.

Le caratteristiche delle marche contrassegno per i fiammiferi, previste all'art. 1 del decreto ministeriale 22 dicembre 1958, si applicano anche per le marche contrassegno da applicare sui nuovi tipi di fiammiferi omaggio o nominativi indicati all'art. 1 del presente decreto, con la seguente variante: colore «giallo», con legenda «KM CASA S/60» in basso.

Fino a quando non sarà possibile disporre delle specifiche marche contrassegno, possono essere applicate sui condizionamenti pubblicitari omaggio o nominativi del presente articolo le marche indicate all'art. 1 del ripetuto decreto ministeriale 22 dicembre 1958, al n. 8 di colore rosso-giallo, per i fiammiferi denominati «KM CASA S/60».

Il presente decreto entra in vigore dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 30 gennaio 2006

Il direttore generale: TINO

Registrato alla Corte dei conti il 16 febbraio 2006
Ufficio di controllo atti Ministeri economico-finanziari, registro n. 1 Economia e finanze, foglio n. 330

06A02643

DECRETO 28 febbraio 2006.

Aggiornamento dell'importo dovuto per ogni richiesta di revisione di analisi di campioni.

IL MINISTERO DELL'ECONOMIA E DELLE FINANZE

DI CONCERTO CON

IL MINISTERO DELLE POLITICHE AGRICOLE E FORESTALI

Vista la legge 24 novembre 1981, n. 689, concernente modifiche al sistema penale;

Visto l'art. 20, primo comma del decreto del Presidente della Repubblica 29 luglio 1982, n. 571, secondo cui l'importo dovuto per ogni richiesta di revisione di analisi di campioni ai sensi del secondo comma dell'art. 15 della predetta legge n. 689/1981, è aggiornato ogni anno in misura pari all'indice di variazione dei prezzi al consumo per le famiglie di operai ed impiegati verificatosi nell'anno precedente ed accertato dall'Istat;

Visto il decreto del Ministero dell'economia e delle finanze 16 marzo 2005 emanato di concerto con il Ministero delle politiche agricole e forestali, con cui l'importo è stato fissato in euro 101,88;

Considerato che il predetto indice di variazione è risultato per l'anno 2004 pari al 2%;

Ritenuto necessario aggiornare della stessa percentuale l'importo di euro 101,88 suindicato;

Decreta:

A decorrere dal primo giorno del mese successivo a quello della pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* l'importo da versare, per ogni richiesta di revisione di analisi di campioni, alla competente tesoreria provinciale dello Stato ai sensi dell'art. 15 della legge 24 novembre 1981, n. 689, viene determinato in euro 103,92.

Roma, 28 febbraio 2006

p. *Il ministero dell'economia e delle finanze*
Il ragioniere generale dello Stato
CANZIO

p. *Il Ministero delle politiche agricole e forestali*
LO PIPARO

06A02511

MINISTERO DELLA SALUTE

DECRETO 23 febbraio 2006.

Entrata in vigore dei testi, nelle lingue inglese e francese, pubblicati nel supplemento 5.3 della Farmacopea europea.

IL MINISTRO DELLA SALUTE

Visto l'art. 124 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, modificato dalla legge 7 novembre 1942, n. 1528;

Visto il regolamento per il servizio farmaceutico, approvato con regio decreto 30 settembre 1938, n. 1706;

Vista la legge 9 novembre 1961, n. 1242, relativa alla revisione e pubblicazione della Farmacopea Ufficiale;

Vista la legge 22 ottobre 1973, n. 752, relativa alla ratifica ed esecuzione della Convenzione europea per la elaborazione di una Farmacopea europea, adottata a Strasburgo il 22 luglio 1964;

Vista la legge 23 dicembre 1978, n. 833, sulla istituzione del Servizio sanitario nazionale;

Visto l'articolo 26 della legge 24 aprile 1998, n. 128, relativa alle disposizioni per l'adempimento degli obblighi derivanti dall'appartenenza dell'Italia alla Comunità europea (legge comunitaria 1995-1997);

Vista la risoluzione AP-CSP (04) 3 adottata in data 31 marzo 2004 dal Consiglio d'Europa, Comitato di sanità pubblica, con la quale è stata decisa l'entrata in vigore dal 1° gennaio 2006 del supplemento 5.3 della Farmacopea europea;

Ritenuto di dovere disporre l'entrata in vigore nel territorio nazionale dei testi adottati dalla richiamata risoluzione, come previsto dal citato articolo 26 della legge 24 aprile 1998, n. 128, nonché di chiarire che i testi nelle lingue inglese e francese di cui al presente provvedimento sono esclusi dall'ambito di applicazione della disposizione contenuta nell'art. 123, primo comma, lettera *b)*, del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Decreta:

Art. 1.

1. I testi nelle lingue inglese e francese dei capitoli generali e delle monografie pubblicati nel supplemento 5.3 della Farmacopea europea, elencati nell'allegato al presente decreto, entrano in vigore nel territorio nazionale, come facenti parte della Farmacopea Ufficiale della Repubblica italiana, dalla data della pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

2. I testi nelle lingue inglese e francese richiamati al comma 1 non sono oggetto degli obblighi previsti dall'art. 123, primo comma, lettera *b)*, del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265. Gli stessi testi, ai sensi dell'art. 26 della legge 24 aprile 1998, n. 128, sono posti a disposizione di qualunque interessato per consultazione e chiarimenti presso la Segreteria tecnica della Commissione permanente per la revisione e pubblicazione della Farmacopea Ufficiale di cui alla legge 9 novembre 1961, n. 1242.

Roma, 23 febbraio 2006

Il Ministro: STORACE

ALLEGATO

CONTENUTO DEL SUPPLEMENTO 5.3 DELLA FARMACOPEA EUROPEA

NUOVI TESTI

CAPITOLI GENERALI

n.	Inglese	Francese	Italiano
2.6.26.	Test for anti-D antibodies in human immunoglobulin for intravenous administration	Recherche des anticorps anti-D dans l'immunoglobuline pour administration par voie intraveineuse	Saggio per gli anticorpi anti-D nella immunoglobulina umana per somministrazione endovenosa
2.9.36.	Powder flow	Aptitude à l'écoulement des poudres	Scorrimento delle polveri
2.9.37.	Optical microscopy	Microscopie optique	Microscopia ottica
2.9.38.	Particle size distribution estimation by analitycal sieving	Estimation de la distribution granulométrique par tamisage analytique	Distribuzione delle dimensioni delle particelle mediante setacciatura analitica
2.9.42.	Dissolution test for lipophilic solid dosage forms (*previously included in chapter 2.9.3. Dissolution test for solid dosage forms*)	Essai de dissolution des formes solides lipophiles (*precédémment inclus dans le chapitre 2.9.3.Essai de dissolution des formes solide*)	Saggio di dissoluzione per le forme farmaceutiche solide lipofile (*precedentemente compreso nel capitolo 2.9.3. Saggio di dissoluzione per le forme farmaceutiche solide*)

MONOGRAFIE

FORME FARMACEUTICHE

Titoli in latino	No.	Titoli in inglese	Titoli in francese	Titoli in italiano
Praeparationes intra-uterinae ad usum veterinarium	(1806)	Intrauterine preparations for veterinary use	Préparations intra-utérines pour usage vétérinaire	Preparazioni intrauterine per uso veterinario

VACCINI PER USO VETERINARIO

Titoli in latino	No.	Titoli in inglese	Titoli in francese	Titoli in italiano
Vaccinum pestis anatis vivum	(1938)	Duck plague vaccine (live)	Vaccin vivant de la peste du canard	Vaccino vivo della peste delle anatre

PREPA RAZIONI OMEOPATICHE

Titoli in latino	No.	Titoli in inglese	Titoli in francese	Titoli in italiano
Cadmii sulfas ad praeparationes homoeopathicas	(2143)	Cadmium sulphate hydrate for homoeopathic preparations	Cadmium (sulfate de) hydraté pour préparations homéopathiques	Cadmio solfato idrato per preparazioni omeopatiche
Semecarpus anacardium ad praeparationes homoeopathicas	(2094)	Oriental cashew for homoeopathic preparations	Anacardier d'orient pour préparations homéopathiques	Anacardio orientale per preparazioni omeopatiche

MONOGRAFIE

Titoli in latino	No.	Titoli in inglese	Titoli in francese	Titoli in italiano
Aluminii phosphatis liquamen	(2166)	Aluminium phosphate gel	Aluminum (phosphate d'), gel de	Alluminio fosfato gel
Argentum colloidale ad usum externum	(2281)	Silver, colloidal, for external use	Argent colloïdal pour usage externe	Argento colloidale per uso esterno
Buspirone hydrochloridum	(1711)	Buspirone hydrochloride	Buspirone (chlorhydrate de)	Buspirone cloridrato
Cabegolinum	(1773)	Cabergoline	Carbegoline	Cabergolina
Calcipotriolum anhydrum	(2011)	Calcipotriol , anhydrous	Calcipotriol anhydre	Calcipotriolo anidro
Calcipotriolum monohydricuum	(2284)	Calcipotriol monohydrate	Calcipotriol monohydraté	Calcipotriolo monoidrato
Carvi aetheroleum	(1817)	Caraway oil	Carvi (huile essentielle de)	Cumino essenza
Crataegi folii cum flore extractum fluidum quantifictum	(1864)	Hawthorn leaf and flower liquid extract, quantified	Aubépine (feuille et fleur), extrait fluide quantifié de	Biancospino foglia e fiore estratto liquido quantificato

Dexamethasoni isonicotinas	(2237)	Dexamethasone isonicotinate	Dexaméthasone (isonicotinate de)	Desametasone isonicotinato
Dibrompropamidini diisetionas	(2300)	Dibrompropamidine diisetionate	Dibrompropamidine (diisétionate de)	Dibrompropamidina diisetionato
Dihydrotachysterolum	(2014)	Dihydrotachysterol	Dihydrotachystérol	Diidrotachisterolo
Hyoscinum/Scopolaminum	(2167)	Hyoscine	Scopolamine	Ioscina/Scopolamina
Ketorolacum trometamolum	(1755)	Ketorolac trometamol	Kétorolac trométamol	Ketorolac trometamolo
Lamivudinum	(2217)	Lamivudine	Lamivudine	Lamivudina
Magnesii lactas dihydricus	(2160)	Magnesium lactate dihydrate	Magnésium (lactate de) dihydraté	Magnesio lattato diidrato
Misoprostolum	(1731)	Misoprostol	Misoprostol	Misoprostolo
myo-Inositolum	(1805)	*myo*-Inositol	*myo*-Inositol	*mio*-Inositolo
Natrii aurothiomalas	(1994)	Sodium aurothiomalate	Sodium (aurothiomalate de)	Sodio aurotiomalato
Passiflorae herbae extractum siccum	(1882)	Passion flower dry extract	Passiflore (extract sec de)	Passiflora estratto secco
Phloroglucinol anhydricum	(2301)	Phloroglucinol, anhydrous	Phloroglucinol anhydre	Fluoroglucinolo anidro
Phloroglucinol dihydricum	(2302)	Phloroglucinol, dihydrate	Phloroglucinol dihydraté	Fluoroglucinolo diidrato
Terbinafini hydrochloridum	(1734)	Terbinafine hydrochloride	Terbinafine (chlorhydrate de)	Terbinafina cloridrato
Troxerutinum	(2133)	Troxerutin	Troxérutine	Troxerutina

TESTI REVISIONATI

CAPITOLI GENERALI

n.	Inglese	Francese	Italiano
2.2.10.	Viscosity-Rotating viscometer method	Viscosité - méthode du viscosimètre rotatif	Viscosità-Metodo del viscosimetro a corpo rotante
2.4.14.	Sulphated ash	Cendres sulfuriques	Ceneri solforiche
2.9.1.	Disintegration of tablets and capsules	Désagrégation des comprimés et des capsules	Disaggregazione delle compresse e delle capsule
2.9.3.	Dissolution test for solid dosage forms	Essai de dissolution des formes solides	Saggio di dissoluzione per le forme farmaceutiche solide
2.9.17.	Test for extractable volume of parenteral preparations	Essai du volume extractible pour les préparations parentérales	Saggio per il volume estraibile delle preparazioni parenterali
4.	Reagents (*new, revised and corrected*)	Réactifs (*nouveaux, révisés et corrigés*)	Reattivi (*nuovi, revisionati e corretti*)

MONOGRAFIE

FORME FARMACEUTICHE

Titoli in latino	No.	Titoli in inglese	Titoli in francese	Titoli in italiano
Ophthalmica	(1163)	Eye preparations	Préparations ophtalmiques	Preparazioni oftalmiche

VACCINI PER USO UMANO

Titoli in latino	No.	Titoli in inglese	Titoli in francese	Titoli in italiano
Vaccinum encephalitidis ixodibus advectae inactivatum	(1375)	Tick-borne encephalitis vaccine (inactivated)	Vaccin inactivé de l'encéphalite verno-estivale	Vaccino inattivato dell'encefalite trasmessa da zecca
Vaccinum influenzae inactivatum ex corticis antigeniis praeparatum	(0869)	Influenza vaccine (surface antigen, inactivated)	Vaccin grippal inactivé (antigène de surface)	Vaccino inattivato dell'influenza preparato con l'antigene di superficie
Vaccinum influenzae inactivatum ex corticis antigeniis praeparatum virosomale	(2053)	Influenza vaccine (surface antigen, inactivated, virosome)	Vaccin grippal inactivé (antigène de surface, virosomal)	Vaccino inattivato dell'influenza preparato con l'antigene virosomiale di superficie
Vaccinum influenzae inactivatum ex viris integris praeparatum	(0159)	Influenza vaccine (whole virion, inactivated)	Vaccin grippal inactivé à virion entier	Vaccino inattivato dell'influenza preparato con virus integri

Vaccinum influenzae inactivatum ex virorum fragmentis praeparatum	(0158)	Influenza vaccine (split virion, inactivated)	Vaccin grippal inactivé à virion fragmenté	Vaccino inattivato dell'influenza preparato con virus frammentati
Vaccinum poliomyelitidis perorale	(0215)	Poliomyelitis vaccine (oral)	Vaccin poliomyélitique oral	Vaccino poliomielitico per uso orale

FILI PER USO UMANO

Titoli in latino	No.	Titoli in inglese	Titoli in francese	Titoli in italiano
Fila non resorbilia sterilia	(0324)	Sutures, sterile non-absorbable	Fils chirurgicaux, fils non résorbables stériles	Fili non riassorbibili sterili

PREPARAZIONI OMEOPATICHE

Titoli in latino	No.	Titoli in inglese	Titoli in francese	Titoli in italiano
Urtica dioica ad praeparationes homoeopathicas	(2030)	Common stinging nettle for homoeopathic preparations	Ortie dioïque pour préparations homéophatiques	Ortica dioica per preparazioni omeopatiche

MONOGRAFIE

Titoli in latino	No.	Titoli in inglese	Titoli in francese	Titoli in italiano
Albumini humani solutio	(0255)	Human albumin solution	Albumine humaine (solution d')	Albumina umana soluzione
Alcohol cetylicus	(0540)	Cetyl alcohol	Cétylique (alcool)	Alcool cetilico
Alcohol cetylicus et stearylicus	(0702)	Cetostearyl alcohol	Cétostéarylique (alcool)	Alcool cetostearilico
Alcohol stearylicus	(0753)	Stearyl alcohol	Stéarylique (alcool)	Alcool stearilico
Amygdalae oleum virginale	(0261)	Almond oil, virgin	Amande (huile d') vierge	Olio di mandorla vergine
Azithromycinum	(1649)	Azithromycin	Azithromycine	Azitromicina
Barii sulfas	(0010)	Barium sulphate	Baryum (sulfate de)	Bario solfato
Calcitoninum salmonis	(0471)	Calcitonin (salmon)	Calcitonine de saumon	Calcitonina di salmone
Chlorpromazini hydrochloridum	(0475)	Chlorpromazine hydrochloride	Chlorpromazine (chlorhydrate de)	Clorpromazina cloridrato
Colistini sulfas	(0320)	Colistin sulphate	Colistine (sulfate de)	Colistina solfato
Enoxaparinum natricum	(1097)	Enoxaparin sodium	Énoxaparine sodique	Enoxaparina sodica
Erythropoietini solutio concentrata	(1316)	Erythropoietin concentrated solution	Erythropoïétine (solution concentrée d')	Eritropoietina soluzione concentrata
Factor VIII coagulationis humanus	(0275)	Human coagulation factor VIII	Facteur VIII de coagulation humain	Fattore VIII della coagulazione del sangue umano
Fluoxetini hydrochloridum	(1104)	Fluoxetine hydrochloride	Fluoxétine (chlorhydrate de)	Fluoxetina cloridrato
Hyoscyamini sulfas	(0501)	Hyoscyamine sulphate	Hyoscyamine (sulfate d')	Iosciamina solfato
Immunoglobulinum humanum normale	(0338)	Human normal immunoglobulin	Immunoglobuline humaine normale	Immunoglobulina umana normale
Immunoglobulinum humanum normale ad usum intravenosum	(0918)	Human normal immunoglobulin for intravenous administration	Immunoglobuline humaine normale pour administration par voie intraveineuse	Immunoglobulina umana normale per uso endovenoso
int- *rac*-α-Tocopherolum	(0692)	all- *rac*-α-Tocopherol	tout- *rac*-α-Tocophérol	tutto- *rac*-α-Tocoferolo
int-*rac*-α-Tocopherylis acetas	(0439)	all- *rac*-α-Tocopheryl acetate	tout- *rac*-α-Tocophéryle (acétate de)	tutto- *rac*-α-Tocoferile acetato
Isradipinum	(2110)	Isradipine	Isradipine	Isradipina
Lichen islandicus	(1439)	Iceland moss	Lichen d'Islande	Lichene islandico
Macrogolglyceroli ricinoleas	(1082)	Macrogolglycerol ricinoleate	Macrogolglycérol (ricinoléate de)	Macrogolglicerolo ricinoleato
Magnesii subcarbonas levis	(0042)	Magnesium carbonate, light	Magnésium (carbonate de) léger	Magnesio carbonato leggero
Magnesii subcarbonas ponderosus	(0043)	Magnesium carbonate, heavy	Magnésium (carbonate de) lourd	Magnesio carbonato pesante
Mannitolum	(0559)	Mannitol	Mannitol	Mannitolo
Medroxyprogesteroni acetas	(0673)	Medroxyprogesterone acetate	Médroxyprogestérone (acétate de)	Medrossiprogesterone acetato
Naphazolini nitras	(0147)	Naphazoline nitrate	Naphazoline (nitrate de)	Nafazolina nitrato

Neroli aetheroleum	(1175)	Neroli oil	Néroli (huile essentielle de)	Neroli essenza
Nortriptylini hydrochloridum	(0941)	Nortriptyline hydrochloride	Nortriptyline (chlorhydrate de)	Nortriptilina cloridrato
Omega-3 acidorum esteri ethylici 90	(1250)	Omega-3-acid ethyl esters 90	Oméga-3 (esters éthyliques 90 d'acides)	Acidi omega-3 esteri etilici 90
Orciprenalini sulfas	(1033)	Orciprenaline sulphate	Orciprénaline (sulfate d')	Orciprenalina solfato
Penicillaminum	(0566)	Penicillamine	Pénicillamine	Penicillamina
Pentamidini diisetionas	(1137)	Pentamidine diisetionate	Pentamidine (diisétionate de)	Pentamidina diisetionato
Phenoxymethylpenicillinum kalicum	(0149)	Phenoxymethylpenicillin potassium	Phénoxyméthylpénicilline potassique	Fenossimetilpenicillina potassica
Plasma humanum ad separationem	(0853)	Human plasma for fractionation	Plasma humain pour fractionnement	Plasma umano per frazionamento
Polymyxini B sulfas	(0203)	Polymyxin B sulphate	Polymyxine B (sulfate de)	Polimixina B solfato
Ranitidini hydrochloridum	(0946)	Ranitidine hydrochloride	Ranitidine (chlorhydrate de)	Ranitidina cloridrato
Risperidonum	(1559)	Risperidone	Rispéridone	Risperidone
Saccharinum	(0947)	Saccharin	Saccharine	Saccarina
Saccharinum natricum	(0787)	Saccharin sodium	Saccharine sodique	Saccarina sodica
Salbutamoli sulfas	(0687)	Salbutamol sulphate	Salbutamol (sulfate de)	Salbutamolo solfato
Salbutamolum	(0529)	Salbutamol	Salbutamol	Salbutamolo
Solidaginis virgaureae herba	(1893)	Goldenrod, European	Solidage verge d'or	Verga d'oro europea
Somatropini solutio ad praeparationem	(0950)	Somatropin bulk solution	Somatropine (solution en vrac de)	Somatropina soluzione "in bulk"
Somatropinum	(0951)	Somatropin	Somatropine	Somatropina
Somatropinum ad iniectabilium	(0952)	Somatropin for injection	Somatropine pour préparation injectable	Somatropina per preparazione iniettabile
Sulfamethoxazolum	(0108)	Sulfamethoxazole	Sulfaméthoxazole	Sulfametoxazolo
tert-Butylamini perindoprilum	(2019)	Perindopril *tert*-butylamine	Périndopril *tert* -butylamine	Perindoprile *tert* – butilammina
Ticarcillinum natricum	(0956)	Ticarcillin sodium	Ticarcilline sodique	Ticarcillina sodica
Tobramycinum	(0645)	Tobramycin	Tobramycine	Tobramicina
Vitaminum A	(0217)	Vitamin A	Vitamine A	Vitamina A
Vitaminum A densatum oleosum	(0219)	Vitamin A concentrate (oily form), synthetic	Vitamine A synthétique (concentrat de), forme huileuse	Vitamina A sintetica concentrato oleoso
Vitaminum A in aqua dispergibile	(0220)	Vitamin A concentrate (solubilisate/emulsion), synthetic	Vitamine A synthétique (concentrat de), solubilisat/émulsion	Vitamina A sintetica concentrato solubilizzato/emulsione
Vitaminum A pulvis	(0218)	Vitamin A concentrate (powder form), synthetic	Vitamine A synthétique (concentrat de), forme pulvérulente	Vitamina A sintetica concentrato polvere
Xylitolum	(1381)	Xylitol	Xylitol	Xilitolo

TESTI CORRETTI

CAPITOLI GENERALI

n.	Inglese	Francese	Italiano
2.6.25.	Avian live virus vaccines: tests for extraneous agents in batches of finished product	Vaccins viraux vivants aviaires: recherche des agents étrangers dans les lots de produit final	Vaccini virali vivi aviari: saggi per gli agenti estranei nei lotti di prodotto finito
2.9.11.	Test for methanol and 2-propanol	Recherche du méthanol et du 2-propanol	Saggio per metanolo e 2-propanolo
2.9.40.	Uniformity of dosage units	Uniforminité des préparations unidoses	Uniformità della unità di dosaggio
5.6.	Assay of interferons	Titrage des interférons	Dosaggio degli interferoni

MONOGRAFIE

MONOGRAFIE GENERALI

Titoli in latino	No.	Titoli in inglese	Titoli in francese	Titoli in italiano
Vaccina ad usum veterinarium	(0062)	Vaccines for veterinary use	Vaccins pour usage vétérinaire	Vaccini per uso veterinario

VACCINI PER USO UMANO

Titoli in latino	No.	Titoli in inglese	Titoli in francese	Titoli in italiano
Vaccinum pertussis sine cellulis ex elementis praeparatum adsorbatum	(1356)	Pertussis vaccine (acellular, component, adsorbed)	Vaccin coquelucheux (adsorbé, multicomposé, acellulaire)	Vaccino della pertosse (acellulare, multicomposto, adsorbito)

MONOGRAFIE

Titoli in latino	No.	Titoli in inglese	Titoli in francese	Titoli in italiano
Acesulfamum kalicum	(1282)	Acesulfame potassium	Acésulfame potassique	Acesulfame potassico
Aciclovirum	(0968)	Aciclovir	Aciclovir	Aciclovir
Amiloridi hydrochloridum	(0651)	Amiloride hydrochloride	Amiloride (chlorhydrate d')	Amiloride cloridrato
Amoxicillinum natricum	(0577)	Amoxicillin sodium	Amoxicilline sodique	Amoxicillina sodica *(il testo in lingua francese è stato corretto)*
Amoxicillinum trihydricum	(0260)	Amoxicillin trihydrate	Amoxicilline trihydratée	Amoxicillina triidrata
Betamethasoni dipropionas	(0809)	Betamethasone dipropionate	Bétaméthasone (dipropionate de)	Betametasone dipropionato
Betamethasoni valeras	(0811)	Betamethasone valerate	Bétaméthasone (valérate de)	Betametasone valerato
Boldi folium	(1396)	Boldo leaf	Boldo (feuille de)	Boldo foglia
Carboprostum trometamolum	(1712)	Carboprost trometamol	Carboprost trométamol	Carboprost trometamolo
Cefaclorum	(0986)	Cefaclor	Céfaclor	Cefaclor
Cefadroxilum monohydricum	(0813)	Cefadroxil monohydrate	Céfadroxil monohydraté	Cefadroxile monoidrato
Celiprololi hydrochloridum	(1632)	Celiprolol hydrochloride	Céliprolol (chloridrate de)	Celiprololo cloridrato
Chlorphenamini maleas	(0386)	Chlorphenamine maleate	Chlorphénamine (maléate de)	Clorfenamina maleato
Chlortalidonum	(0546)	Chlortalidone	Chlortalidone	Clortalidone
Echinacea angustifolia radix	(1821)	Narrow-leaved coneflower root	Echinacea angustifolia (racine d')	Echinacea angustifolia radice) *(il testo in lingua francese è stato corretto)*
Eleutherococci radix	(1419)	Eleutherococcus	Éleuthérocoque	Eleuterococco
Ethosuximidum	(0764)	Ethosuximide	Éthosuximide	Etosuccimide
Indapamidum	(1108)	Indapamide	Indapamide	Indapamide
Kalii metabisulfis	(2075)	Potassium metabisulphite	Potassium (métabisulfite de)	Potassio metabisolfito
Lavandulae aetheroleum	(1338)	Lavender oil	Lavande (huile essentielle de)	Lavanda essenza
Levothyroxinum natricum	(0401)	Levothyroxine sodium	Lévothyroxine sodique	Levotiroxina sodica
Liquiritiae extractum fluidum ethanolicum normatum	(1536)	Liquorice ethanolic liquid extract, standardised	Réglisse (extrait fluide éthanolique titré de)	Liquirizia estratto etanolico fluido, titolato
Lysini acetas	(2114)	Lysine acetate	Lysine (acétate de)	Lisina acetato
Meliloti herba	(2120)	Melilot	Mélilot	Meliloto
Mometasoni furoas	(1449)	Mometasone furoate	Mométasone (furoate de)	Mometasone furoato
Natrii calcii edetas	(0231)	Sodium calcium edetate	Sodium (calcium édétate de)	Sodio calcio edetato *(il testo in lingua francese è stato corretto)*
Octyldodecanolum	(1136)	Octyldodecanol	Octyldodécanol	Ottildodecanolo
Omega-3 acidorum esteri ethylici 60	(2063)	Omega-3-acid ethyl esters 60	Oméga-3 (esters éthyliques 60 d'acides)	Acidi omega-3 esteri etilici 60

Opii pulvis normatus	(1840)	Opium, prepared	Opium (poudre titrée)	Oppio polvere titolata (*sostituisce la monografia nazionale della FU XI ed.*)
Opium crudum	(0777)	Opium, raw	Opium brut	Oppio
Oxybutynini hydrochloridum	(1354)	Oxybutynin hydrochloride	Oxybutynine (chlorhydrate d')	Oxibutinina cloridrato
Pancreatis pulvis	(0350)	Pancreas powder	Pancréas (poudre de)	Pancreas polvere
Pimobendanum	(2179)	Pimobendan	Pimobendane	Pimobendane
Rusci rhizoma	(1847)	Butcher's broom	Petit houx	Rusco rizoma (Pungitopo)
Streptokinasi solutio ad praeparationem	(0356)	Streptokinase bulk solution	Streptokinase (solution en vrac de)	Streptokinasi soluzione "in bulk"
Tramazolini hydrochloridum monohydricum	(1597)	Tramazoline hydrochloride monohydrate	Tramazoline (chlorhydrate de) monohydraté	Tramazolina cloridrato monoidrato
Urticae folium	(1897)	Nettle leaf	Ortie (feuille de)	Ortica foglia

TESTI IL CUI TITOLO È STATO MODIFICATO NEL SUPPLEMENTO 5.3

CAPITOLI GENERALI

n.	Inglese	Francese	Italiano
2.2.10.	Viscosity-Rotating viscometer method, *previously* Rotating viscometer method	Viscosité - méthode du viscosimètre rotatif *en remplacement de* Viscosité - méthode sur appareil à mobile tournant	Viscosità-Metodo del viscosimetro a corpo rotante, *in sostituzione di* Metodo del viscosimetro a corpo rotante

MONOGRAFIE

n.	Inglese	Francese	Italiano
1175	Neroli oil *previously* Bitter-orange-flower oil	Néroli (huile essentielle de) *en remplacement de* Oranger amer (fleur d'), huile essentielle de	Neroli essenza *in sostituzione di* Arancio amaro fiore essenza

06A02390

DECRETO 7 marzo 2006.

Principi fondamentali per la disciplina unitaria in materia di formazione specifica in medicina generale.

IL MINISTRO
DELLA SALUTE

Vista la direttiva comunitaria 2001/19/CE del Parlamento europeo e del Consiglio, del 14 maggio 2001 che modifica la direttiva comunitaria 93/16/CEE, relativa alla libera circolazione dei medici e di reciproco riconoscimento dei loro diplomi, certificati ed altri titoli;

Visto il decreto legislativo 17 agosto 1999, n. 368 in attuazione della direttiva n. 93/16/CEE, in materia di libera circolazione dei medici e di reciproco riconoscimento dei loro diplomi, certificati ed altri titoli, come modificato dal decreto legislativo 8 luglio 2003, n. 277 in attuazione della direttiva 2001/19/CE;

Visto il titolo IV, capo I, del citato decreto legislativo 17 agosto 1999, n. 368, relativo alla Formazione specifica in medicina generale;

Considerato, in particolare, che il comma 2 dell'art. 25 del rinnovellato decreto legislativo del 17 agosto 1999, n. 368, stabilisce che le regioni e le province autonome emanano ogni anno, entro il 28 febbraio, i bandi di concorso per l'ammissione al corso triennale di formazione specifica in medicina generale, in conformità ai principi fondamentali definiti dal Ministero della salute, per la disciplina unitaria del sistema;

Acquisito l'avviso favorevole del Coordinamento interregionale in sanità espresso con lettera in data 5 gennaio 2006, prot. n. A00GRT/4306/125.010.002.003;

Vista la proposta di ripartizione della quota del Fondo sanitario nazionale per il finanziamento del corso di formazione specifica in medicina generale predisposta dalla direzione generale della programmazione sanitaria con nota del 23 novembre 2005, n. prot. 29353;

Decreta:

Art. 1.

Bandi e contingenti

1. Le regioni e le province autonome emanano ogni anno, di norma entro il termine di cui all'art. 25, comma 2, del decreto legislativo n. 368 del 1999, in relazione alle proprie esigenze ed alle necessità formative evidenziate nelle rilevazioni dei fabbisogni, i bandi di concorso per l'ammissione ai corsi triennali di formazione specifica in medicina generale. I bandi contengono, tutti, le medesime disposizioni, concordate tra le regioni e le province autonome.

2. I contingenti numerici da ammettere annualmente ai corsi sono determinati, entro il 31 ottobre di ogni anno, dalle regioni e province autonome nell'ambito delle risorse disponibili e dei limiti concordati con il Ministero della salute. La determinazione dei contingenti consegue ad una previsione triennale del fabbisogno, effettuata sulla base delle effettive esigenze, correlate sia al numero degli iscritti alle graduatorie regionali per la medicina convenzionata ancora non occupati, sia alle previsioni dei pensionamenti dei medici in servizio ed alla verifica delle zone carenti e relativi posti disponibili, in base al rapporto ottimale previsto dagli accordi nazionali vigenti.

Art. 2.

Pubblicità

1. I bandi sono pubblicati sul bollettino ufficiale di ciascuna regione o provincia autonoma e nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana - 4ª serie speciale «Concorsi ed esami» - ne viene data comunicazione in estratto, entro il 30 marzo di ogni anno. La scadenza del termine per la presentazione delle domande di concorso decorre dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

2. Nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana viene pubblicato in estratto l'avviso del giorno e dell'ora delle prove di esame, almeno trenta giorni prima.

3. Le regioni e le province autonome fissano il luogo di svolgimento dell'esame e l'ora di convocazione dei candidati e ne danno avviso sul bollettino ufficiale della regione, almeno trenta giorni prima.

Art. 3.

Prova di esame - Quiz

1. Il concorso, da svolgersi nella medesima data ed ora per ciascuna regione o provincia autonoma, stabilite d'intesa con il Ministero della salute, consiste in una prova scritta, identica per tutte le regioni, costituita da quesiti a risposta multipla su argomenti di medicina clinica.

2. Gli avvisi relativi alla data ed al luogo della prova di esame, pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana e sui bollettini ufficiali regionali, sono affissi anche presso gli ordini provinciali dei medici chirurghi e degli odontoiatri.

3. I quesiti, formulati da commissioni di sette esperti, di cui sei designati dalla Conferenza delle regioni, individuati a rotazione secondo il criterio della rappresentatività territoriale, ed uno dal Ministero della salute, nominati tra medici di medicina generale, professori universitari ordinari di medicina interna o discipline equipollenti e da direttori di struttura complessa, sono in numero di 100, con cinque proposte di risposta, di cui una sola esatta. I quiz devono essere differenti per ogni edizione concorsuale e predisposti in modo tale da prevedere differenti livelli di difficoltà. Deve essere assicurata la massima segretezza sia nella fase della predisposizione delle prove di esame, prevedendo fascicolazioni diverse dei medesimi quiz, sia in quella della stampa del materiale. Il materiale di esame è confezionato in modo tale da poterlo dissigillare pubblicamente

il giorno dell'esame, innanzi a tutta la commissione di esame e ad almeno due rappresentanti dei concorrenti. I questionari devono essere anonimi ed è fatto divieto ai candidati di apporre alcun segno sugli stessi, ad eccezione di quello sulla risposta indicata come esatta.

4. Il tempo a disposizione per la prova è uguale su tutto il territorio nazionale e, comunque, non superiore a due ore, con decorrenza dal momento in cui il presidente della commissione di esame ha terminato la lettura delle istruzioni generali contenute nel fascicolo del questionario.

5. La commissione di esperti, incaricata di predisporre la prova di esame, provvede, altresì, alla redazione della griglia di risposte esatte, che è consegnata in busta sigillata al funzionario responsabile della regione o della provincia autonoma, unitamente alle istruzioni per l'espletamento della prova. La busta contenente le soluzioni è desigillata alla presenza di tutta la commissione d'esame, al momento della correzione degli elaborati.

6. Il punteggio da attribuire durante la correzione è il seguente: le risposte esatte danno diritto ad un punto, mentre quelle errate o non date non danno luogo ad alcuna penalizzazione. Il superamento della prova prevede un minimo di 60 risposte esatte.

7. Le attività di supporto alla commissione che predispone le prove di esame sono fornite dalla competente Direzione generale del Ministero della salute.

Art. 4.

Commissioni d'esame

1. La commissione di esame per l'ammissione al corso è presieduta dal presidente dell'ordine dei medici chirurghi e degli odontoiatri della provincia in cui insiste il capoluogo della regione, o da un suo delegato, ed è composta da un dirigente di struttura complessa di medicina interna designato dalla regione o provincia autonoma, da un medico di medicina generale, designato dall'ordine, e da un funzionario amministrativo regionale o provinciale, con funzioni di segretario.

2. Le regioni e le province autonome possono prevedere più commissioni di esami; in tal caso le commissioni devono avere non meno di 100 candidati e non più di 250. Per l'assegnazione dei candidati alle commissioni, si utilizza il criterio della residenza, quello alfabetico o un altro criterio obiettivo stabilito dalla regione o provincia autonoma.

Art. 5.

Requisiti generali di ammissione al concorso

La partecipazione al concorso ed al relativo corso triennale è riservata ai cittadini italiani e comunitari, laureati in medicina e chirurgia, abilitati all'esercizio della professione ed iscritti al relativo albo professionale. Tutti i requisiti devono essere posseduti entro la data della presentazione della domanda di partecipazione al concorso. Per i cittadini comunitari dell'Unione europea è considerata valida l'iscrizione al corrispondente dell'albo di ogni Paese dell'Unione europea, fermo restando l'obbligo di iscrizione all'albo in Italia prima dell'inizio del corso di formazione.

Art. 6.

Domanda e termine di presentazione

1. Le domande di partecipazione al concorso devono essere redatte in carta semplice, a macchina o in stampatello, ed indirizzate al competente assessorato della regione o della provincia autonoma in cui il candidato intende svolgere il corso di formazione. La sottoscrizione della domanda è richiesta a pena della non ammissione al concorso. Non si possono produrre domande in più regioni o province autonome.

2. La domanda, oltre alle generalità (cognome, nome, data e luogo di nascita, codice fiscale e località di residenza), deve riportare, a pena di esclusione e sotto la diretta responsabilità del dichiarante, puntuali indicazioni circa:

a) il possesso della cittadinanza;

b) il possesso del diploma di laurea in medicina e chirurgia, precisando l'università che lo ha rilasciato, il giorno, il mese e l'anno in cui è stato conseguito;

c) l'iscrizione all'albo professionale, precisando la provincia o il Paese europeo, in caso di cittadini comunitari;

d) il possesso del diploma di specializzazione, precisando la tipologia del titolo posseduto qualora già specialisti;

e) i periodi di formazione teorico-pratica (documentati) svolti ai sensi dell'art. 24, 2-*bis* del decreto legislativo n. 368/1999, con idonea certificazione delle università presso le quali sono stati svolti, purché compresi nell'elenco di cui al seguente art. 11, comma 2.

3. La domanda deve essere prodotta esclusivamente a mezzo raccomandata con avviso di ricevimento o per mezzo di altro corriere privato. Sulla busta contenente la domanda deve essere specificato: «Domanda di ammissione al concorso per il corso di formazione specifica in medicina generale».

4. La domanda deve contenere la precisa indicazione del domicilio o recapito del candidato, il quale ha l'obbligo di comunicare, tempestivamente, al competente assessorato regionale o provinciale le eventuali variazioni.

5. Il termine per la presentazione delle domande è di trenta giorni a decorrere dalla data di pubblicazione dell'estratto nella *Gazzetta Ufficiale*.

6. Le regioni e province autonome comunicano al Ministero della salute, entro venti giorni dalla scadenza del bando il numero delle domande al concorso.

Art. 7.

Adempimenti del presidente di commissione di esami

1. Il presidente della commissione, il giorno della prova e prima dell'inizio di quest'ultima:

constata la regolare costituzione dell'intera commissione;

verifica e fa verificare agli altri commissari, in presenza di almeno due candidati, l'integrità dei plichi ministeriali contenenti i questionari, di cui all'art. 3 del presente decreto;

provvede all'apertura dei plichi contenenti le prove d'esame, all'ora stabilita su tutto il territorio nazionale;

adotta le misure più idonee per assicurare la vigilanza, anche nel caso in cui il locale per la prova d'esame non sia unico.

2. Il presidente della commissione, al termine della prova:

raccoglie tutti gli elaborati in uno o più plichi che, debitamente sigillati e controfirmati da tutti i membri della commissione e dal segretario, sono custoditi da quest'ultimo fino al momento della correzione;

coordina le operazioni di correzione dei quiz, nel giorno concordato ed alla presenza di tutta la commissione al completo, secondo le indicazione e la griglia delle risposte corrette contenute nelle istruzioni unite ai plichi inviati dal Ministero;

procede all'apposizione di un numero progressivo su ciascuna busta esterna di ogni singolo elaborato, riproducendolo anche sulla busta contenente il modulo anagrafico, sul questionario e su un distinto elenco destinato alla registrazione del voto di correzione ed alla successiva identificazione dei candidati;

provvede, coadiuvato dal segretario della commissione, alla redazione di un verbale delle operazioni sia di svolgimento del concorso che di correzione degli elaborati, nel quale sono indicate anche tutte le deliberazioni prese dalla commissione esaminatrice.

Art. 8.

Adempimenti della commissione di esami

1. La commissione di esame provvede:

ad insediarsi in tempo utile nelle rispettive sedi di esame fissate dalle regioni o province autonome;

all'identificazione dei candidati, nella quale operazione può essere coadiuvata anche da altro personale di sorveglianza;

all'ammissione dei candidati nella sede di esame;

alla constatazione dell'integrità dei plichi ed all'apertura degli stessi alla presenza di almeno due candidati;

alla vidimazione dei questionari con timbri forniti dalla regione o dalla provincia autonoma ed all'apposizione della firma di almeno un membro della commissione, a seguito di parziale lacerazione di un angolo della busta contenente il questionario stesso;

alla distribuzione dei questionari tra i candidati;

alla sorveglianza del rispetto da parte dei candidati delle disposizioni contenute nelle istruzioni generali, con facoltà di adottare i provvedimenti necessari a garantire il corretto svolgimento delle prove di esame;

a garantire durante lo svolgimento della prova, la presenza di almeno due membri e del segretario nella sala degli esami;

al ritiro delle buste contenenti gli elaborati dei candidati ed alla relativa chiusura in presenza dei candidati con apposizione di colla, timbri e sigle;

alla formulazione, in base al punteggio conseguito nella prova d'esame, di una graduatoria di merito, trasmettendola, unitamente agli altri documenti concorsuali, alla regione o provincia autonoma per gli adempimenti di competenza;

a completare i propri lavori entro il termine perentorio di sette giorni dalla data di esame; in mancanza, è considerata decaduta e la regione o provincia autonoma provvede alla sostituzione di tutti i componenti della commissione stessa, escluso il segretario, senza corrispondere alcun compenso ai membri decaduti, salvo il rimborso delle spese sostenute.

Art. 9.

Graduatorie e ammissione al corso

1. La regione o provincia autonoma riscontrata la regolarità degli atti, procede all'approvazione della graduatoria di merito e, in caso di più commissioni, provvede a redigere un'unica graduatoria di merito entro e non oltre il ventesimo giorno dall'acquisizione dei verbali di esame di tutte le commissioni.

2. In caso di parità di punteggio tra candidati si fa ricorso al criterio di preferenza della minore anzianità di laurea o, in subordine, della minore età.

3. L'attribuzione dei posti è disposta in conformità alle risultanze della graduatoria unica e nei limiti del numero dei posti prefissato dal bando di concorso.

4. La regione o provincia autonoma provvede a contattare tempestivamente gli interessati a mezzo raccomandata a/r ed a darne comunicazione ufficiale a mezzo del Bollettino ufficiale della regione o della provincia autonoma procedendo, su istanza degli interessati, entro dieci giorni da detta pubblicazione alla correzione di eventuali errori materiali ed alla relativa modifica della graduatoria stessa, cui è data medesima pubblicità.

5. La graduatoria dei candidati idonei può essere utilizzata non oltre il termine massimo di dieci giorni dopo l'inizio del corso di formazione, per assegnare, secondo l'ordine della graduatoria stessa, i posti che si siano resi vacanti per cancellazione, rinuncia, decadenza o altri motivi. I giorni di corso persi devono essere recuperati e regolarmente retribuiti.

Art. 10.

Durata del corso

1. Il corso ha durata triennale. Tuttavia, la durata del corso medesimo può essere ridotta per un periodo totale di un anno pari a 1600 ore ai sensi dell'art. 24, comma 2-*bis*, del decreto legislativo n. 368/1999.

2. Il Ministero della salute trasmette alle regioni ed alle province autonome entro il 30 giugno di ciascun anno, e, comunque, in tempo utile per consentire alle regioni ed alle province autonome la valutazione dei crediti formativi, l'elenco dei corsi attivati dalle università, valutabili ai fini della riduzione della durata della frequenza.

Art. 11.

Corsi a tempo pieno - Incompatibilità

1. Il corso è strutturato a tempo pieno. La formazione a tempo pieno implica la partecipazione alla totalità delle attività mediche del servizio nel quale si effettua la formazione, comprese le guardie, in modo che il medico in formazione dedichi a tale formazione pratica e teorica tutta la sua attività professionale per l'intera durata della normale settimana lavorativa e per tutta la durata dell'anno. Conseguentemente, è inibito al medico in formazione l'esercizio di attività libero-professionali ed ogni rapporto convenzionale, precario o di consulenza con il Servizio sanitario nazionale o enti e istituzioni pubbliche o private, anche di carattere saltuario o temporaneo. Durante la frequenza del corso è, altresì, esclusa la contemporanea iscrizione o frequenza a corsi di specializzazione o dottorati di ricerca, anche qualora si consegua tale stato successivamente all'inizio del corso di formazione specifica in medicina generale. A tal fine e prima dell'inizio dei corsi di formazione, le regioni o province autonome provvedono a far sottoscrivere a tutti i tirocinanti dichiarazioni sostitutive di atto notorio ai sensi della legge 4 gennaio 1968, n. 15, e successive modificazioni, attestanti la non sussistenza di cause di incompatibilità ovvero dichiarazioni di rinuncia ai suddetti rapporti incompatibili.

2. Ai sensi dell'art. 19, comma 11, della legge n. 448 del 28 dicembre 2001, ai medici in formazione sono consentite — unicamente nei casi di accertata carente disponibilità dei medici già iscritti nei relativi elenchi regionali per la medicina convenzionata e purché compatibili con lo svolgimento dei corsi stessi — le sostituzioni a tempo determinato di medici di medicina generale convenzionati con il Servizio sanitario nazionale, nonché le sostituzioni per le guardie mediche notturne, festive e turistiche. Nel conferimento dei suddetti incarichi, è fatto onere alle regioni ed alle province autonome di verificare preventivamente l'effettiva sussistenza dello stato di carenza.

3. Nell'ipotesi di sostituzione del medico di medicina generale convenzionato con il Servizio sanitario nazionale, non è consentita la sostituzione del proprio tutor.

4. Il carattere eccezionale della deroga di cui al citato art. 19, comma 11, legge n. 448/2001 esclude la possibilità di estendere la stessa ad altri rapporti di lavoro di tipo convenzionali.

In presenza di accertata incompatibilità ne consegue l'espulsione del medico tirocinante dal corso.

5. La frequenza al corso non comporta l'instaurazione di un rapporto di dipendenza o di lavoro convenzionale con il Servizio sanitario nazionale né con i medici tutori.

6. Il medico in formazione, ove sussista un rapporto di pubblico impiego è collocato, compatibilmente, con le esigenze di servizio, in posizione di aspettativa senza assegni secondo le disposizioni legislative contrattuali vigenti. Il periodo di aspettativa è utile ai fini della progressione di carriera e del trattamento di quiescenza e di previdenza.

Art. 12.

Corso a tempo parziale

1. Le regioni e le province autonome possono organizzare corsi a tempo parziale purché siano soddisfatte le seguenti condizioni:

a) il livello della formazione corrisponda qualitativamente a quello della formazione a tempo pieno;

b) la durata complessiva della formazione non sia abbreviata rispetto a quella a tempo pieno;

c) l'orario settimanale della formazione non sia inferiore al 50% dell'orario settimanale a tempo pieno;

d) la formazione comporti un congruo numero di periodi di formazione a tempo pieno sia per la parte dispensata in un centro ospedaliero, sia per la parte effettuata in un ambulatorio di medicina generale riconosciuto o in un centro riconosciuto nel quale i medici dispensano cure primarie;

e) i periodi di formazione a tempo pieno, sopraindicati, siano di numero e durata tali da preparare in modo adeguato all'effettivo esercizio della medicina generale.

2. In caso di attivazione di corsi a tempo parziale, le regioni e le province autonome ne danno comunicazione al Ministero della salute, alla Direzione generale delle professioni sanitarie e delle risorse umane ed alla Direzione generale della programmazione sanitaria, indicando il numero ed i nominativi dei tirocinanti per i quali si applica tale tipologia di formazione.

3. La scelta della formazione a tempo parziale fa decadere ogni preclusione ed incompatibilità presente in caso di formazione a tempo pieno: ai medici che

optano per tale tipologia di corso è consentito lo svolgimento di ogni altra attività lavorativa, purché compatibile con i periodi di formazione stabiliti dalla regione o provincia autonoma e fatta eccezione per i periodi in cui il corso è strutturato a tempo pieno, come previsto alla lettera *d)* del citato art. 24, comma 3, del decreto legislativo n. 368/1999.

4. In caso di formazione a tempo parziale, la borsa di studio è corrisposta in misura proporzionalmente ridotta, tale da garantire al tirocinante la medesima somma corrisposta in caso di corsi a tempo pieno.

5. Per quanto concerne la disciplina relativa agli impedimenti lavorativi per malattia, gravidanza, o servizio militare, nonché per la regolamentazione delle assenze per motivi personali, si fa rinvio a quanto disciplinato nel decreto legislativo n. 368/1999.

Art. 13.

Principi generali per l'organizzazione dei programmi Rinvio

1. Per tutto quel che concerne l'articolazione degli obiettivi didattici, le metodologie di insegnamento - apprendimento ed i programmi delle attività teoriche e pratiche del corso di formazione specifica in medicina generale, ai sensi dell'art. 26, comma 1, del decreto legislativo n. 368 del 17 agosto 1999, e successive modificazioni ed integrazioni, si fa rinvio ad un successivo decreto del Ministero della salute, d'intesa con la Conferenza per i rapporti permanenti tra lo Stato, le regioni e le province autonome di Trento e Bolzano, da adottare sentito il Consiglio superiore di sanità, la Federazione nazionale degli ordini dei medici chirurghi e degli odontoiatri.

Art. 14.

Attivazione dei corsi

1. I corsi di formazione sono avviati non oltre il 30 novembre e durano 36 mesi, tranne che nelle ipotesi previste ai sensi dell'art. 24, comma 2-*bis*, del decreto legislativo n. 368/1999.

2. Le regioni e le province autonome comunicano al Ministero della salute, tempestivamente e, comunque, entro i primi quindici giorni dall'inizio del corso, la data di inizio delle attività.

3. Entro il 31 ottobre di ogni anno le regioni e province autonome trasmettono, altresì, il piano dei corsi.

4. L'esame finale deve essere svolto a fine corso e, comunque, entro la fine dell'anno solare in modo da permettere ai medici in formazione l'inserimento nella graduatoria regionale per la medicina generale entro il 31 gennaio dell'anno successivo.

Art. 15.

Organizzazione dei corsi

1. Le regioni o province autonome gestiscono direttamente, attraverso i propri uffici, i corsi di formazione specifica in medicina generale. Per gli adempimenti relativi allo svolgimento del corso, esse possono avvalersi della collaborazione degli ordini dei medici chirurghi e degli odontoiatri dei rispettivi capoluoghi di regione, delle università degli studi, di un apposito centro formativo regionale, ove presente, ovvero possono istituire un centro regionale per la formazione specifica in medicina generale. In ogni caso, esse nominano almeno un gruppo tecnico scientifico di supporto.

2. Con apposito provvedimento regionale o provinciale sono definiti in dettaglio tutti gli aspetti organizzativi e gestionali dei corsi, stabilendone l'assetto organizzativo ed amministrativo, l'articolazione dei periodi della formazione in conformità a quanto stabilito dalle direttive comunitarie e ministeriali, con particolare riguardo:

all'individuazione delle sedi nelle quali si svolgono le attività formative avendo cura di verificarne l'adeguatezza alla luce dei requisiti di idoneità prefissati;

alla definizione dei criteri e della modalità di individuazione dei coordinatori delle attività didattiche teoriche e pratiche e della loro durata in carica;

all'individuazione di criteri oggettivi per l'abbinamento dei medici in formazione ai poli formativi ed ai tutor medici di medicina generale, ai fini dell'espletamento dei vari periodi formativi previsti dai programmi;

alla definizione di un modello di libretto individuale per il medico in formazione che preveda le modalità di verifica delle presenze, l'indicazione del periodo di frequenza e il giudizio finale di ciascun periodo formativo espresso da ogni tutor. In tale libretto è, inoltre, prevista la possibilità per i coordinatori delle attività seminariali e pratiche, ciascuno per il proprio ambito di competenza, di riportare il proprio giudizio analitico e motivato sulle attività svolte dal medico in formazione, con particolare riguardo al raggiungimento degli obiettivi formativi raggiunti;

all'individuazione di modalità operative che garantiscano la corretta ed omogenea attuazione dei programmi ed il raggiungimento degli obiettivi didattici programmati, prevedendo anche la possibilità di eventuali integrazioni e modifiche qualora risultassero necessarie ed opportune;

alla definizione di criteri e modalità per la determinazione dei requisiti di idoneità della rete formativa e delle singole strutture che la compongono e la verifica, nel tempo, del permanere dei suddetti requisiti;

alla realizzazione di corsi per coordinatori, tutor e docenti secondo le necessità formative emergenti, nonché all'individuazione di modalità e criteri per la loro valutazione periodica;

all'individuazione dei requisiti minimi delle tesi finali, nonché alla formulazione di indicazioni su criteri di scelta degli argomenti per la redazione delle suddette tesi.

3. L'ammissione all'esame finale è deliberata da parte del collegio di tutor e di docenti, al termine del percorso formativo, sulla base dei singoli giudizi espressi nel libretto personale del medico in formazione.

Art. 16.

Prova finale

1. Per la prova finale, la commissione, di cui all'art. 4 del presente decreto, è ricostituita nella medesima composizione nominativa ed integrata da un rappresentante del Ministero della salute e da un professore ordinario di medicina interna o di disciplina equipollente, designato dal Ministero della salute, a seguito di sorteggio tra i nominativi inclusi in appositi elenchi predisposti dal Ministero dell'istruzione, dell'università e della ricerca.

2. Le regioni e le province autonome possono prevedere anche ulteriori sedute di esame per i tirocinanti che hanno sospeso la frequenza a seguito di malattia, gravidanza o servizio militare; in tale ipotesi le sedute di esame devono essere indette secondo i criteri di economicità ed opportunità.

3. Per ragioni di uniformità di giudizio, le commissioni per gli esami finali devono prevedere la medesima composizione anche per le successive sessioni straordinarie, fatta salva la possibilità di procedere a nuove nomine in caso di impedimenti dei commissari.

Al termine della prova finale è rilasciato il diploma di formazione specifica in medicina generale conforme al fac-simile allegato.

4. Qualora il medico tirocinante non abbia conseguito esito favorevole all'esame finale, può essere ammesso a partecipare nuovamente agli esami nella successiva seduta utile, purché con differente commissione esaminatrice, discutendo una nuova tesi predisposta dallo stesso. La prova finale può essere sostenuta per un massimo di due volte; nel caso che il candidato non superi neppure il secondo colloquio, è escluso dal corso, ma può partecipare a future selezioni per la formazione specifica in medicina generale.

Art. 17.

Borsa di studio

1. Al medico in formazione è conferita una borsa di studio annuale di € 11.103, 82, dedotto il premio di assicurazione di cui al successivo art. 21, qualora non siano stipulate direttamente dagli interessati. Il trattamento fiscale della borsa di studio è soggetto alle trattenute I.R.P.E.F. e I.R.A.P.

Art. 18.

Assicurazione

1. I medici in formazione devono essere coperti da polizza assicurativa per i rischi professionali e gli infortuni connessi all'attività di formazione in base alle condizioni generali stabilite dalla regione. Le relative polizze sono stipulate direttamente dagli interessati sulla base delle condizioni generali suddette o, a scelta del tirocinante, dalla regione o provincia autonoma che provvede a detrarre i relativi premi dalla borsa di studio. I massimali di copertura devono essere i medesimi per tutte le regioni e le province autonome e sono definiti in sede di coordinamento interregionale. Nel caso di stipula diretta dell'interessato, copia del contratto assicurativo deve essere inviata a cura degli stessi interessati al centro regionale per la formazione specifica in medicina generale prima dell'inizio del corso.

Art. 19.

Finanziamenti

1. Per il finanziamento dei corsi si provvede ogni anno con le quote vincolate del Fondo sanitario nazionale. Le regioni e le province autonome effettuano una rendicontazione dettagliata al Ministero della salute - Direzione generale della programmazione sanitaria entro l'anno successivo a quello del termine del corso cui afferisce.

Art. 20.

Valutazione dei risultati

1. Al termine di ciascun anno di corso, gli uffici competenti del Ministero della salute e delle regioni e province autonome valutano congiuntamente l'andamento dei corsi ed i risultati conseguiti, anche al fine di eventuali revisioni, sia dei criteri che dei programmi, anche alla luce delle indicazioni emanate dall'Unione europea.

Art. 21.

Rinvio

1. Per tutto quanto non espressamente previsto nel presente decreto, si fa rinvio alla normativa vigente.

Il presente decreto sarà inviato al Ministero della giustizia per la pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 7 marzo 2006

Il Ministro: STORACE

ALLEGATO

REPUBBLICA ITALIANA

MINISTERO DELLA SALUTE

REGIONE/PROVINCIA AUTONOMA
ASSESSORATO ……………….

FEDERAZIONE NAZIONALE DEGLI ORDINI DEI MEDICI CHIRURGHI E DEGLI ODONTOIATRI

LA COMMISSIONE

DI CUI ALL'ART. 29, COMMA 3, DEL DECRETO LEGISLATIVO DEL 17 AGOSTO 1999, N. 368, E SUCCESSIVE MODIFICAZIONI,

- *SULLA BASE DEI SINGOLI GIUDIZI ESPRESSI DURANTE IL PERIODO FORMATIVO DEL CORSO IN MEDICINA GENERALE RELATIVO AGLI ANNI ………………………………………………………………;*
- *SULLA BASE DEL RISULTATO DELLA PROVA FINALE SOSTENUTA IL …………………………………… ;*

DAL DOTTOR ……………………………………………………………………………………………………
NATO/A A ……………………………………………………………………… IL ………………………………………

- ***SULLA BASE DEL GIUDIZIO FINALE;***

RILASCIA

AL DOTT.

……………………………………………………………………………………………
COGNOME ***NOME***

IL DIPLOMA DI FORMAZIONE SPECIFICA IN MEDICINA GENERALE

(luogo e data)

IL PRESIDENTE DELLA COMMISSIONE

____

IL RAPPRESENTANTE DEL MINISTERO DELLA SALUTE

____

IL RAPPRESENTANTE DEL MINISTERO DELL'ISTRUZIONE, UNIVERSITÀ E RICERCA

____

06A02595

MINISTERO DEL LAVORO E DELLE POLITICHE SOCIALI

DECRETO 13 febbraio 2006.

Scioglimento di quattro società cooperative.

IL DIRETTORE PROVINCIALE DEL LAVORO DI VENEZIA

Visto l'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile;

Vista la legge 17 luglio 1975, n. 400;

Visto il decreto del direttore generale della cooperazione del 6 marzo 1996 e sua circolare n. 33/96 del 7 marzo 1996 circa il decentramento agli uffici territoriali dell'adozione del provvedimento di scioglimento senza nomina di liquidatore di società cooperative ai sensi dell'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile, primo comma;

Vista la convenzione n. 216399/F934/a del 30 novembre 2001 a firma congiunta del direttore generale per gli enti cooperativi - Ministero delle attività produttive e del direttore generale della Direzione generale e degli AA.GG. Risorse umane e attività ispettiva - Ministero del lavoro e delle politiche sociali circa il permanere presso le Direzioni regionali e provinciali del lavoro (già Uffici e ispettorati provinciali del lavoro) delle competenze relative alla cooperazione;

Visto il decreto legislativo n. 220 del 2 agosto 2002;

Vista la nota 1470234 del 21 ottobre 2002 del Ministero delle attività produttive - Direzione generale per gli enti cooperativi;

Acquisito il parere di massima favorevole della Commissione centrale della cooperazione reso in data 15 maggio 2003;

Visti gli accertamenti eseguiti sull'attività delle società cooperative appresso indicate, dai quali risulta che le medesime si trovano nelle condizioni previste dal precitato art. 2545-*septiesdecies* e non sussistono rapporti patrimoniali da definire;

Considerato che non sono pervenute opposizioni da terzi, nonostante l'avviso pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 290 dell'11 dicembre 2004;

Decreta:

Lo scioglimento delle società cooperative sotto indicate, ai sensi dell'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile, senza far luogo a nomina di commissario liquidatore:

«Il Moro soc. coop. a r.l.», con sede in Iesolo, costituita il 17 settembre 1993, notaio Giuseppe Rasulo, B.U.S.C. n. 2849, rep. 230141, reg. soc. n. 41135, R.E.A. VE/235339, cod. fiscale 02710910270;

«Cooperativa Servizi a r.l.», con sede in Venezia - Marghera, costituita il 1° giugno 1994, notaio Vincenzo Rubino, B.U.S.C. n. 2871, rep. 40048, reg. soc. n. 42484, R.E.A. VE/239183, cod. fiscale 02767200278;

«Masorin - Soc. coop. a r.l.», con sede in Caorle, costituita il 25 luglio 1994, notaio Carlo Bordieri, B.U.S.C. n. 2881, rep. 19246, reg. soc. n. 42733, R.E.A. VE/239992, cod. fiscale 02777200276;

«Coop. Veneta Artigiani soc. coop. di lavoro», con sede in Musile di P., costituita il 30 dicembre 1994, notaio Giacomo Pecorelli, B.U.S.C. n. 2896, rep. 41839, reg. soc. n. 43700, R.E.A. VE/241863, cod. fiscale 02813160278.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* e verrà trasmesso agli organi competenti per i provvedimenti conseguenziali.

Avverso lo stesso è ammesso ricorso al T.A.R. del Veneto entro sessanta giorni ovvero al Capo dello Stato entro centoventi giorni.

Venezia-Mestre, 13 febbraio 2006

Il direttore provinciale: MONACO

056A02375

DECRETO 13 febbraio 2006.

Cancellazione dal registro delle imprese di due società cooperative.

IL DIRETTORE PROVINCIALE DEL LAVORO DI LIVORNO

Visto l'art. 2545-*octiesdecies* del codice civile;

Visto l'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400;

Visto il decreto legislativo 30 luglio 1999, n. 300, che ha attribuito al Ministero delle attività produttive le funzioni ed i compiti statali in materia di vigilanza delle cooperative;

Vista la convenzione datata 30 novembre 2001 per la regolamentazione e la disciplina dei rapporti tra uffici centrali e periferici del Ministero del lavoro e delle politiche sociali e gli uffici del Ministero delle attività produttive per lo svolgimento delle funzioni in materia di cooperazione;

Esaminati gli atti in possesso di questa Direzione e le risultanze dei verbali di revisione, le visure camerali da cui si rileva che le cooperative in liquidazione appresso indicate non hanno depositato i bilanci di esercizio relativi agli ultimi cinque anni;

Riconosciuta la propria competenza;

Decreta:

Le cooperative di seguito indicate sono cancellate dal registro delle imprese:

«Cultura e Informazione soc. coop. a r.l., in liquidazione», con sede legale in Livorno, via S. Andrea n. 69, costituita in data 11 aprile 1979 con atto a rogito notaio dott. Mario Miccoli, repertorio n. 5033, codice fiscale 00400380499, R.E.A n. 61100;

«Toscana News soc. coop. a r.l., in liquidazione», con sede in Livorno, via Solferino n. 92, costituita in data 4 maggio 1998 con atto a rogito notaio dott. Valerio Vignoli, repertorio n. 37756, codice fiscale 01256810498, n. R.E.A. 113379.

Entro il termine perentorio di trenta giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana, i creditori o i terzi interessati potranno presentare alla Direzione provinciale del lavoro di Livorno, via Fiume n. 30, istanza formale e motivata intesa a consentire la prosecuzione della liquidazione.

Trascorso il suddetto termine, a seguito di comunicazione da parte di questa Direzione, il conservatore del registro delle imprese territorialmente competente provvederà alla cancellazione delle società cooperative sopra menzionate dal registro medesimo.

Livorno, 13 febbraio 2006

Il direttore provinciale: PASCARELLA

06A02382

DECRETO 20 febbraio 2006.

Ricostituzione della commissione provinciale presso la Direzione provinciale I.N.P.S. di Vicenza.

IL DIRETTORE REGIONALE DEL LAVORO
DEL VENETO

Vista la legge n. 427/1975 in materia di garanzia del salario e di disoccupazione speciale in favore dei lavoratori dell'edilizia ed affini, che all'art. 3 attribuisce la competenza della costituzione delle commissioni provinciali ai direttori delle Direzioni regionali del lavoro;

Vista la circolare n. 39/92 del 19 marzo 1992 della Direzione generale previdenza e assistenza sociale del Ministero del lavoro e previdenza sociale con la quale si ritiene che l'art. 1, secondo comma, del decreto del Presidente della Repubblica n. 639/1970 possa trovare applicazione nei confronti delle commissioni provinciali cassa integrazione ordinaria e per i lavoratori dell'edilizia ed affini di cui alla legge n. 427/1975;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 9 maggio 1994, n. 608, recante norme sul riordino degli organi collegiali dello Stato;

Considerato che i rappresentanti dei lavoratori e dei datori di lavoro da nominare quali membri delle suddette commissioni devono essere designati dalle rispettive organizzazioni sindacali di categoria più rappresentative operanti nella provincia;

Considerato che per la corretta formulazione del giudizio sul grado di rappresentatività delle predette organizzazioni occorre prestabilire i criteri di valutazione;

Ritenuto che il requisito della rappresentanza deve desumersi in primo luogo dalla consistenza numerica dei soggetti rappresentati e dalla ampiezza e diffusione delle strutture delle singole associazioni considerate nella loro obiettività;

Considerato che unitamente alla consistenza numerica degli associati alle singole organizzazioni devono concorrere alla valutazione della rappresentatività altri elementi predeterminanti, quali la partecipazione sia alle vertenze individuali, plurime e collettive che alle trattative per il rinnovo dei contratti collettivi integrativi di lavoro, nonché il numero dei rappresentanti delle stesse inseriti negli organismi collegiali operanti nella provincia;

Considerato che dalle risultanze degli atti istruttori e dai dati forniti dalla Direzione provinciale del lavoro di Vicenza e dalle conseguenti valutazioni comparative compiute alla stregua degli indicati criteri risultano, nell'ordine, maggiormente rappresentative per i lavoratori la CGIL e la CISL e per i datori di lavoro l'Associazione industriali della provincia di Vicenza e l'Associazioni artigiani - Confartigianato della provincia di Vicenza;

Viste le designazioni fatte dalle amministrazioni e dalle organizzazioni sindacali provinciali interessate;

Decreta:

Art. 1.

È costituita, presso la Direzione provinciale I.N.P.S. di Vicenza, la commissione provinciale prevista dall'art. 3 della legge n. 427/1975, composta dai signori:

direttore *pro tempore* della sede provinciale dell'I.N.P.S. di Vicenza - presidente o suo delegato;

dott.ssa Leonardi Annamaria, rappresentante della Direzione provinciale del lavoro di Vicenza - membro effettivo;

rag. Curatola Giuseppe, rappresentante della Direzione provinciale del lavoro di Vicenza - membro supplente;

in rappresentanza dei lavoratori:

sig. Toniolo Antonio, rappresentante CGIL - membro effettivo sett. ind.;

sig. Prebianca Morgan Giovanni, rappresentante CGIL - membro supplente sett. ind.;

sig. Piccoli Paolo, rappresentante CISL - membro effettivo sett. art.;

sig. Tozzi Giovanni, rappresentante CISL - membro supplente sett. art.;

in rappresentanza dei datori di lavoro:

dott. Beltrame Franco, rappresentante Associazione industriali - membro effettivo sett. ind.;

dott. Crisci Andrea, rappresentante Associazione industriali - membro suppl. sett. ind.;

sig. Marchesin Claudio, rappresentante Confartigianato - membro effettivo sett. art.;

sig. Rigotto Andrea, rappresentante Confartigianato - membro supplente sett. art.

Art. 2.

La commissione di cui all'articolo precedente dura in carica quattro anni.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Venezia, 20 febbraio 2006

Il direttore regionale: ORLANDI

06A02381

DECRETO 22 febbraio 2006.

Scioglimento di cinque società cooperative.

IL REGGENTE
DEL SERVIZIO POLITICHE DEL LAVORO DI ROMA

Visto l'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile;

Visto il decreto del direttore generale della cooperazione del 6 marzo 1996;

Visto il decreto del Ministero delle attività produttive del 17 luglio 2003 ad oggetto «Determinazione del limite temporale dalla presentazione dell'ultimo bilancio per la nomina del commissario liquidatore negli scioglimenti d'ufficio, ex art. 2544 del codice civile, di società cooperative»;

Visto il decreto del Ministero delle attività produttive del 17 luglio 2003 ad oggetto «Rideterminazione dell'importo minimo di bilancio per la nomina del commissario liquidatore negli scioglimenti d'ufficio, ex art. 2544 del codice civile, di società cooperative»;

Visto il parere della Commissione centrale per le cooperative reso in data 15 maggio 2003;

Visto l'ultimo verbale di revisione ordinaria effettuata nei confronti delle società cooperative sotto indicate;

Considerato che presso le società cooperative sotto elencate sono state rilevate irregolarità che comportano lo scioglimento d'ufficio ai sensi dell'articolo sopraindicato;

Decreta:

Le società cooperative sotto elencate sono sciolte ai sensi dell'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile:

soc. coop.va «Dino Pennazzato» a r. l., con sede in Roma 00156 - via Adriano Fiori n. 32, costituita per rogito notaio Landini Costanzo coadiutore F. Cavallaro di Roma in data 28 giugno 1977, rep. 0279343, reg. soc. 3650/77, tribunale di Roma BUSC 23912, c.f. 80257890584 (per mancato deposito del bilancio d'esercizio da oltre due anni);

soc. coop.va «Aquae Salviae» a r. l., con sede in Roma 00144 - viale Civiltà del lavoro n. 23, costituita per rogito notaio Carusi Pietro di Roma in data 9 agosto 1963, rep. 0022607, reg. soc. 2400, tribunale di Roma BUSC 3848, c.f. 80164890586 (per mancato deposito del bilancio d'esercizio da oltre due anni);

soc. coop.va «Fior di Maggio» a r. l. con sede in Roma 00128 - via Salvatore Lo Rizzo n. 157, costituita per rogito notaio Gazzilli Italo di Roma in data 12 gennaio 1960, rep. 021339, reg. soc. 139/ 60, tribunale di Roma BUSC 2246, c.f. 01404410589 (per mancato deposito del bilancio d'esercizio da oltre due anni);

soc. coop.va «Gruppo Tecnico Editoriale» a r. l., con sede in Roma 00187 - via S. Nicola da Tolentino n. 18, costituita per rogito notaio Di Pascasio Luigi di Roma in data 18 marzo 1977, rep. 008686, reg. soc. 1621/77, tribunale di Roma BUSC 23632, c.f. 03110980582 (per mancato deposito del bilancio d'esercizio da oltre due anni);

soc. coop.va «Via delle Capinere» a r. l., con sede in Roma 00169 - via E. Gigliozzi n. 69, costituita per rogito notaio Ciuro Gaetano coadiutori F. Calabresi di Roma, in data 15 marzo 1977, rep. 094716, reg. soc. 1447/77, tribunale di Roma BUSC 23616, c.f. 080199370588 (per mancato deposito del bilancio d'esercizio da oltre due anni).

Le premesse costituiscono parte integrante del presente dispositivo.

Il presente decreto verrà trasmesso al Ministero della giustizia - Ufficio pubblicazioni leggi e decreti, per la conseguente pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* e agli organi competenti per i provvedimenti conseguenziali.

Roma, 22 febbraio 2006

Il reggente del servizio: PICCIOLO

06A02380

DECRETO 22 febbraio 2006.

Scioglimento della società cooperativa «Eurocostruzioni Piccola S.C.R.L.», in Alessandria.

IL DIRETTORE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI ALESSANDRIA

Visto l'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile che attribuisce all'autorità di vigilanza la facoltà di sciogliere le società cooperative e gli enti mutualistici che non perseguono lo scopo mutualistico o non sono in condizione di raggiungere gli scopi per cui sono stati costituiti o che per due anni consecutivi non hanno depositato il bilancio d'esercizio o non hanno compiuto atti di gestione;

Visto il decreto legislativo 30 luglio 1999, n. 300, che ha attribuito al Ministero delle attività produttive le funzioni ed i compiti statali in materia di sviluppo e vigilanza della cooperazione;

Vista la convenzione stipulata tra il Ministero delle attività produttive e il Ministero del lavoro e delle politiche sociali che ha conservato, in via transitoria, alle Direzioni provinciali del lavoro le competenze in materia di vigilanza della cooperazione;

Visto il decreto legislativo n. 220 del 2 agosto 2002 con cui è stata riordinata la materia di vigilanza sugli enti cooperativi;

Visto il decreto del direttore generale della cooperazione del 6 marzo 1996 di decentramento alle Direzioni provinciali del lavoro degli scioglimenti d'ufficio di società cooperative senza la nomina del commissario liquidatore;

Vista la relazione di mancata revisione effettuata nei confronti della società cooperativa appresso indicata da cui risulta che la medesima trovasi nelle condizioni previste dal succitato art. 2545-*septiesdecies* del codice civile senza rapporti patrimoniali da definire;

Visto il parere di massima espresso dalla Commissione centrale per le cooperative nella riunione del 15 maggio 2003 concernente l'adozione dei provvedimenti di scioglimento d'ufficio di società cooperative;

Rilevato che per la società cooperativa sottoelencata ricorrono i presupposti di cui al predetto parere;

Vista la comunicazione di inesigibilità resa ai sensi del decreto legislativo n. 112 del 13 aprile 1999 dal locale concessionario riscossione tributi relativa al mancato recupero del contributo di revisione per il biennio 2001/2002;

Espletata la procedura di cui agli articoli 7 e 8 della legge 7 agosto 1990, n. 241, relativa all'avvio del procedimento di scioglimento d'ufficio, senza nomina del commissario liquidatore, della società cooperativa di seguito indicata;

Considerato che alla data odierna non risultano pervenute opposizioni da terzi all'adozione del provvedimento di scioglimento d'ufficio, né domande intese ad ottenere la nomina del commissario liquidatore;

Decreta:

La società cooperativa «Eurocostruzioni Piccola S.C.R.L.», con sede in Alessandria, via Inverardi n. 21, costituita in data 10 febbraio 1999 con atto a rogito notaio Raffaella Ricaldone, repertorio n. 1769, codice fiscale e iscrizione registro imprese di Alessandria n. 01823000060, R.E.A. n. 202884, è sciolta ai sensi dell'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile senza la nomina di commissario liquidatore.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Alessandria, 22 febbraio 2006

Il direttore provinciale: ESPOSITO

06A02383

DECRETO 23 febbraio 2006.

Scioglimento della società cooperativa «Ediltirrena - Società cooperativa produzione e lavoro», in Pistoia.

IL DIRETTORE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI PISTOIA

Visto l'art. 2545-*septiesdecies* del codice ivile;

Vista la legge 17 luglio 1975, n. 400;

Visto il decreto del Direttore generale della cooperazione del 6 marzo 1996 e sua circolare n. 33/96 del 7 marzo 1996 circa il decentramento agli uffici territoriali dell'adozione del provvedimento di scioglimento senza nomina di liquidatore di società cooperative ai sensi dell'art. 2544 del codice civile, primo comma;

Visto il decreto della Direzione generale della cooperazione di detto Ministero del 6 marzo 1996, attualmente Direzione generale per gli enti cooperativi;

Vista la convenzione per la regolamentazione e la disciplina dei rapporti tra gli uffici centrali e periferici del Ministero del lavoro e delle politiche sociali e gli uffici del Ministero delle attività produttive, per lo svolgimento delle funzioni in materia di cooperazione, sottoscritta in data 30 novembre 2001;

Visto il verbale di revisione del 29 dicembre 2005, relativo all'attività della società cooperativa appresso indicata, dal quale risulta che la medesima si trova nelle condizioni previste dal precitato art. 2545-*septiesdecies* e non sussistono rapporti patrimoniali da definire;

Considerato che non sono pervenute opposizioni da terzi, nonostante l'avviso pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 20 del 25 gennaio 2006;

Decreta:

La società cooperativa «Ediltirrena - Società cooperativa produzione e lavoro» con sede in Pistoia, via Donatori del Sangue n. 31, costituita a rogito notaio dott. Giulio Cesare Cappellini, in data 25 settembre 1981, repertorio n. 8191, codice fiscale 03174840482, è sciolta senza nomina di commissario liquidatore.

Avverso il presente provvedimento chiunque vi abbia interesse potrà proporre alla Direzione provinciale del lavoro di Pistoia, area cooperazione, via Desideri, 34 - Pistoia, opposizione, debitamente motivata e documentata, contro l'emanazione del predetto provvedimento, entro il termine di trenta giorni dalla data di pubblicazione del presente avviso.

Pistoia, 23 febbraio 2006

Il direttore provinciale: CARUSO

06A02376

DECRETO 23 febbraio 2006.

Scioglimento della società cooperativa di produzione e lavoro «CO.G.I.S. Cooperativa Gestione Impianti e Servizi a r.l.», in Castelpetroso.

IL DIRETTORE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI ISERNIA

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato n. 1577 del 14 dicembre 1947, e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto l'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile che prevede i casi di scioglimento delle cooperative per atto dell'autorità;

Visto l'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400;

Visti i decreti ministeriali del 17 luglio 2003;

Visto il decreto del Ministero del lavoro e delle politiche sociali del 6 marzo 1996 con il quale la direzione generale per gli enti cooperativi demanda alle direzioni provinciali del lavoro l'adozione dei provvedimenti di scioglimento d'ufficio delle società cooperative, senza nomina del commissario liquidatore;

Visto il decreto legislativo 30 giugno 1999, n. 300, che attribuisce al Ministero delle attività produttive le funzioni e i compiti statali in materia di sviluppo e vigilanza della cooperazione;

Vista la convenzione sottoscritta il 1° febbraio 2006 tra il Ministero delle attività produttive e il Ministero del lavoro e delle politiche sociali, e la circolare n. 3/06 del 13 febbraio 2006 del Ministero del lavoro, che conserva fino al 28 febbraio 2006 alle direzioni provinciali del lavoro le competenze in materia di provvedimenti di scioglimento d'ufficio;

Considerato che dagli accertamenti ispettivi eseguiti in data 19 gennaio 2006 e 22 febbraio 2006 risulta che l'ente di che trattasi si trova nelle condizioni previste dal predetto articolo del codice civile;

Considerato che il provvedimento di scioglimento non comporta una fase liquidatoria;

Decreta:

La società cooperativa di produzione e lavoro «CO.G.I.S. Cooperativa Gestione Impianti e Servizi a r.l.», con sede nel comune di Castelpetroso, costituita per rogito notaio dr. Agostino Longobardi, in data 12 luglio 1994, repertorio n. 28811, codice fiscale e numero di iscrizione del registro delle imprese di Isernia 00366970945, posizione BUSC 402, è sciolta, ai sensi dell'art. 2545-*septiesdecies* del codice civile e del decreto ministeriale del 17 luglio 2003 citati in premessa, senza far luogo a nomina del liquidatore.

Il presente decreto verrà trasmesso al Ministero della giustizia - Ufficio pubblicazione leggi e decreti - per la pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Chiunque ha interesse alla nomina di un commissario liquidatore dovrà far pervenire alla Direzione provinciale del lavoro di Isernia - Servizio politiche del lavoro - Unità operativa cooperazione - via Berta n. 1 (Palazzo della Provincia) - 86170 Isernia, telefono 0865/414449 - 0865/3704 - 0865/414440, opposizione debitamente motivata e documentata all'emanazione del predetto provvedimento, entro e non oltre trenta giorni dalla data di pubblicazione del presente decreto.

Isernia, 23 febbraio 2006

Il direttore provinciale reggente: AGOSTA

06A02384

DECRETO 24 febbraio 2006.

Cancellazione dal registro delle imprese della società cooperativa di servizi per l'agricoltura, olivicoltura, forestazione, zootecnica, itticoltura e apicoltura «Giuliello a r.l.», in Brognaturo.

IL DIRETTORE PROVINCIALE DEL LAVORO
DI VIBO VALENTIA

Visto il decreto legislativo 17 gennaio 2003, n. 6 «Riforma organica della disciplina delle società di capitale e società cooperative, in attuazione della legge 3 ottobre 2001, n. 366» laddove rinnovando gli articoli del codice civile introduce l'art. 2545-*octiesdecies* che recita «l'autorità di vigilanza dispone la pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*, per la conseguente cancellazione dal registro delle imprese, dell'elenco delle società cooperative e degli enti mutualistici in liquidazione ordinaria che non hanno depositato i bilanci di esercizio relativi agli ultimi cinque anni»;

Visto l'art. 2 della legge 17 luglio 1975, n. 400;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1993, n. 29;

Vista la nota n. 216399/F934/a del 30 novembre 2001 a firma congiunta del direttore generale per gli enti cooperativi - Ministero delle attività produttive, e della direttrice generale della direzione generale degli affari generali, risorse umane e attività ispettive - Ministero del lavoro e delle politiche sociali, circa il permanere presso le direzioni regionali e provinciali del lavoro delle relative competenze in materia di cooperazione;

Atteso che la sotto elencata società cooperativa è in liquidazione da oltre un quinquennio;

Preso atto della disanima degli atti in possesso di questa direzione provinciale del lavoro, della visura camerale acquisita che la sotto elencata società cooperativa, in liquidazione, non ha depositato i bilanci di esercizio relativi agli ultimi cinque anni;

Riconosciuta la propria competenza;

Decreta:

La pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana della seguente società cooperativa per la successiva cancellazione dal registro delle imprese:

Società cooperativa di servizi per l'agricoltura, olivicoltura, forestazione, zootecnica, itticoltura e apicol-

tura «Giuliello a r.l.», con sede in Brognaturo (Vibo Valentia), costituita per rogito notaio Sapienza Comerci in data 20 agosto 1984, repertorio n. 3160, registro R.E.A. n. 114808 della C.C.I.A.A. di Vibo Valentia, in liquidazione dal 12 gennaio 1998, B.U.S.C. n. 2061/206323.

Entro il termine perentorio di giorni trenta dalla pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* i creditori o chiunque abbia un interesse può presentare a questa Direzione provinciale del lavoro - Servizio politiche del lavoro L.O. Cooperazione, via Machiavelli, 10 - 89900 Vibo Valentia, tel. 0963/547098 - fax 0963/43141, formale e motivata domanda intesa a consentire la prosecuzione della liquidazione.

Trascorso il suddetto termine, a seguito di comunicazione di questa Direzione provinciale del lavoro, il conservatore del registro delle imprese territorialmente competente, provvede alla cancellazione della società cooperativa dal registro medesimo.

Vibo Valentia, 24 febbraio 2006

Il direttore provinciale: FESTA

06A02378

MINISTERO DELLE POLITICHE AGRICOLE E FORESTALI

DECRETO 23 gennaio 2006.

Attuazione dei regolamenti comunitari sul miglioramento della produzione e commercializzazione dei prodotti dell'apicoltura.

IL MINISTRO DELLE POLITICHE AGRICOLE E FORESTALI

Visto il regolamento (CE) del Consiglio n. 797/2004, del 26 aprile 2004, relativo alle azioni nel settore dell'apicoltura;

Visto il regolamento (CE) della Commissione n. 917/2004, del 29 aprile 2004, recante le modalità di applicazione del regolamento (CE) del Consiglio n. 797/2004;

Vista la legge 16 aprile 1987, n. 183, concernente il coordinamento delle politiche riguardanti l'appartenenza dell'Italia alle Comunità europee e l'adeguamento dell'ordinamento interno agli atti normativi comunitari;

Vista la circolare ministeriale n. 1, del 21 febbraio 2000, recante le linee guida per l'applicazione dei regolamenti comunitari sul miglioramento della produzione e commercializzazione del miele;

Visto il decreto legislativo 27 maggio 2005, n. 102 sulla regolazione dei mercati alimentari, a norma dell'articolo 1, comma 2, lettera *e)* della legge 7 marzo 2003, n. 38;

Visto il regolamento (CE) n. 1663/95 della Commissione, del 7 luglio 1995, che stabilisce le modalità d'applicazione del regolamento (CEE) n. 729/70 per quanto riguarda la procedura di liquidazione dei conti del Feaog, sezione garanzia;

Visto il decreto legislativo n. 165, del 27 maggio 1999 e successive modificazioni, concernente la soppressione di AIMA e l'istituzione dell'Agenzia per le erogazioni in agricoltura (AGEA), a norma dell'articolo 11 della legge n. 59, del 15 marzo 1997;

Visto il decreto legislativo 29 marzo 2004, n. 99, inerente alle disposizioni in materia di soggetti e attività, integrità aziendale e semplificazione amministrativa in agricoltura, a norma dell'articolo 1, comma 2, lettere *d)*, *f)*, *g)*, *l)*, *ee)*, della legge 7 marzo 2003, n. 38;

Visto il decreto legislativo 21 maggio 2004, n. 179, recante l'attuazione della direttiva 2001/110/CE del Consiglio sul miele;

Vista la legge 24 dicembre 2004, n. 313, sulla disciplina dell'apicoltura;

Considerato che le azioni previste dai predetti regolamenti comunitari sono cofinanziate in parti uguali dalla U.E. e dallo Stato italiano e che, pertanto, è opportuno rendere accessibili tali finanziamenti a tutti gli interessati;

Ritenuto di dover stabilire dei criteri uniformi per la gestione dei programmi tesi a favorire l'attuazione delle azioni dirette a migliorare la produzione e commercializzazione dei prodotti apistici;

Sentita la Conferenza permanente Stato Regioni nell'adunanza del 15 dicembre 2005.

Decreta:

Art. 1.

1. Ai sensi dell'articolo 1, paragrafo 1 del reg. (CE) del Consiglio n. 797/2004, occorre predisporre periodicamente un programma nazionale triennale nel quale includere le azioni intese a migliorare le condizioni di produzione e commercializzazione dei prodotti dell'apicoltura e il Ministero delle politiche agricole e forestali, di seguito denominato «Ministero», è l'autorità preposta per la predisposizione del predetto programma nazionale.

2. Il programma di cui al comma precedente usufruisce di finanziamenti pubblici, di cui il 50% è a carico del FEOGA - sezione garanzia - e il restante 50% è a carico del Fondo di rotazione, di cui alla legge 16 aprile 1987, n. 183, gestito dal Ministero dell'economia.

Art. 2.

Definizioni

1. Ai fini del presente decreto valgono le definizioni di cui agli articoli 2 e 3 della legge n. 313 del 24 dicembre 2004, concernente la disciplina dell'apicoltura.

2. Si intendono, inoltre, per forme associate: le organizzazioni di produttori del settore apistico e loro unioni, le associazioni di apicoltori, le federazioni, le società, le cooperative e i consorzi di tutela del settore apistico.

Art. 3.

Contenuti del programma triennale

1. Il programma nazionale è composto da sottoprogrammi elaborati ogni tre anni dalle regioni e province autonome di Trento e Bolzano da enti ministeriali, di seguito definiti amministrazioni, in stretta collaborazione con le organizzazioni professionali e le forme associate del settore apistico rappresentative della realtà territoriale. Non è preclusa la eventuale possibilità di revisione del programma durante il triennio.

2. I sottoprogrammi contengono in forma analitica e per ciascun anno del triennio:

la descrizione delle azioni e delle sottoazioni per le quali è richiesto il finanziamento;

la spesa complessiva preventivata, dettagliata per azione, con l'indicazione della quota a carico dei privati e della quota pubblica, quest'ultima a sua volta suddivisa in importi finanziati con fondi nazionali e importi finanziati con fondi comunitari;

l'elenco delle organizzazioni professionali e delle forme associate che collaborano alla stesura dei sottoprogrammi;

3. Le regioni e le province autonome di Trento e Bolzano forniscono contestualmente anche i dati relativi al patrimonio apistico e i dati strutturali, di cui all'allegato II del reg. (CE) n. 917/2004.

Art. 4.

Presentazione dei sottoprogrammi

1. Le Amministrazioni trasmettono il proprio sottoprogramma all'ufficio competente del Ministero improrogabilmente entro il 28 febbraio antecedente l'inizio del triennio ovvero, per cause debitamente giustificate, entro il 28 febbraio di uno degli anni successivi all'inizio del triennio.

2. Le regioni e le province autonome di Trento e Bolzano comunicano il dato aggiornato di cui all'articolo 3, comma 3, entro il 30 giugno dei due anni successivi a quello di presentazione del sottoprogramma.

3. Il Ministero, dopo aver elaborato il programma nazionale, provvede ad inoltrarlo alle amministrazioni interessate prima della trasmissione ufficiale all'Esecutivo comunitario entro il termine del 15 aprile, previsto dall'articolo 2 del reg. (CE) n. 917/2004, al fine di ottenerne l'approvazione ed il conseguente finanziamento di pertinenza comunitaria.

4. Il Ministero, di propria iniziativa o su richiesta di una o più amministrazioni interessate, indice un apposito incontro per un'analisi del programma nazionale trasmesso all'Esecutivo comunitario, al fine di un eventuale adattamento dei contenuti dello stesso, a valere dall'annualità successiva.

Art. 5.

Interventi ammessi

1. Le azioni ammissibili, individuate dall'articolo 2 del reg. (CE) n. 797/2004, sono riportate in allegato 1, unitamente alla codifica e alle relative percentuali di contribuzione pubblica, nonché ai soggetti beneficiari.

2. Sono ammissibili al cofinanziamento solo quelle azioni che non beneficiano di altri finanziamenti comunitari del settore. Le amministrazioni adottano tutte le misure necessarie ad evitare duplicazioni di finanziamenti sulle stesse azioni previste da regolamenti comunitari, leggi nazionali e regionali.

3. I materiali, le attrezzature e apparecchiature varie, finanziate ai sensi del reg. (CE) n. 797/2004 e il cui uso e utilità economica non si esauriscano entro l'arco di un anno, devono essere mantenuti in azienda per un periodo minimo dalla data di effettiva acquisizione, idoneamente documentata, con il vincolo di destinazione d'uso e di proprietà, salvo cause di forza maggiore e circostanze eccezionali. Tale periodo minimo è fissato in cinque anni per arnie e attrezzature similari, dieci anni per impianti, macchinari e arredi per locali ad uso specifico e opere per la sistemazione del suolo.

4. Gli sciami (nuclei, famiglie, pacchi di api) e le api regine sono ammessi al contributo a condizione che, al momento dell'acquisto, siano corredate da certificazione di idoneità sanitaria, rilasciata dai Servizi veterinari delle ASL e da certificazione rilasciata dall'Istituto nazionale di apicoltura o dichiarazione rilasciata da soggetti espressamente autorizzati dallo stesso Istituto, attestanti l'appartenenza al tipo genetico delle api alle razze Apis mellifera ligustica, Apis mellifera sicula ed ecotipi locali nonché Apis mellifera carnica. Per quest'ultima la certificazione può essere rilasciata anche dall'autorità competente del Paese di provenienza dell'Unione europea. Il materiale genetico ammesso a contributo non può essere rivenduto né ceduto gratuitamente nell'arco dei tre anni successivi all'acquisto.

5. I beni di cui ai commi 3 e 4 devono essere rendicontati nell'anno di riferimento del programma. Inoltre, i beni di cui al comma 3 devono essere identificati con un contrassegno indelebile e non asportabile che riporti l'anno di finanziamento (aa), la codifica ISTAT della provincia di appartenenza e, nel caso delle arnie, con un codice per identificare in modo univoco l'azienda, da predisporre secondo le indicazioni fornite dalle amministrazioni.

6. Tutto il materiale informativo o promozionale prodotto nell'ambito dell'azione *a)*, conformemente al diritto comunitario, deve riportare obbligatoriamente il logo comunitario con sottostante dicitura «Unione europea» e, nello stesso frontespizio, il logo della Repubblica italiana insieme alla dicitura sottostante «Ministero delle politiche agricole e forestali».

7. I risultati di tutte le attività volte al miglioramento della produzione e della commercializzazione dei prodotti dell'apicoltura possono essere divulgati utilizzando quanto previsto dalla misura relativa all'assistenza tecnica.

8. Le spese considerate in ogni caso non ammissibili sono riportate in allegato 2.

Art. 6.

Compiti di pertinenza delle amministrazioni partecipanti

1. Le regioni e le province autonome di Trento e Bolzano possono stabilire, in funzione della specificità dell'apicoltura del proprio territorio, criteri per l'ammissibilità dei soggetti richiedenti il beneficio e modalità per l'applicazione dei sottoprogrammi.

2. Fatta salva la normativa vigente in materia di organizzazioni dei produttori, ai fini della individuazione delle forme associate definite all'articolo 2 che partecipano all'attuazione delle azioni previste dai sottoprogrammi, le amministrazioni possono fare riferimento ad uno o più criteri di rappresentatività quali: numero degli alveari denunciati rispetto al patrimonio apistico regionale; numero minimo di soci apicoltori, imprenditori apistici, apicoltori professionisti; quantità di miele prodotto dai soci rispetto alla produzione regionale.

3. Le regioni e province autonome di Trento e Bolzano possono stabilire ulteriori criteri.

Art. 7.

Compiti di pertinenza degli organismi pagatori competenti

1. L'organismo pagatore competente provvede:

alla predisposizione della modulistica, nonché di un manuale delle procedure istruttorie e dei controlli, sulla base dei contenuti dei successivi articoli 10, 11 e 12 e ne cura l'invio alle amministrazioni partecipanti;

alla ricezione delle domande;

alla comunicazione, in tempo utile, alle parti interessate delle anomalie riscontrate;

alla comunicazione ad AGEA - Coordinamento delle eventuali economie e ulteriori fabbisogni di cui al successivo articolo 9, comma 2;

al controllo della conformità delle domande alle norme comunitarie e nazionali;

alla predisposizione dei decreti e dei mandati di pagamento ai fini dell'erogazione contestuale del finanziamento comunitario e nazionale entro il 15 ottobre di ogni anno.

alla rendicontazione da presentare all'Unione europea in relazione alle somme erogate;

alla predisposizione e all'invio alle amministrazioni partecipanti dell'elenco dei pagamenti effettuati, entro il 30 novembre di ogni anno;

all'invio all'AGEA - Coordinamento, per il successivo inoltro al Ministero, di una sintesi delle somme complessivamente erogate, nonché di quelle andate in economia, entro il 30 novembre di ogni anno.

2. L'AGEA - Coordinamento definisce le procedure comuni di armonizzazione delle attività di cui al comma precedente e ne informa le amministrazioni.

Art. 8.

Ripartizione dei finanziamenti

1. Il finanziamento del programma di cui all'articolo 3 è approvato con apposita decisione della Commissione UE in funzione del numero di alveari comunicati dai singoli Stati membri, ai sensi dell'articolo 3 del reg. (CE) n. 797/2004. Il FEOGA finanzia le spese impegnate a partire dal giorno successivo alla data della comunicazione della decisione comunitaria allo Stato membro purché non antecedenti la data del 1° settembre di ogni anno.

2. Il Ministero, dopo aver ottenuto lo stanziamento dei fondi da parte dell'UE, provvede a ripartirli tra le regioni e le province autonome di Trento e Bolzano in base al numero degli alveari censiti e al recupero e redistribuzione delle eventuali somme non richieste da talune di queste amministrazioni in sede di preventivo di spesa, concordando con tutti i soggetti partecipanti il finanziamento riservato ad azioni di carattere generale oggetto di sottoprogrammi di interesse nazionale.

3. Le amministrazioni partecipanti al programma, successivamente alla ripartizione dei fondi disponibili e indipendentemente dalla eventuale modifica del finanziamento loro assegnato rispetto al richiesto, possono rimodulare i propri sottoprogrammi in aderenza alle risorse finanziarie assegnate e trasmettere nuovamente al Ministero, entro la data del 30 settembre dell'anno di riferimento, i sottoprogrammi con le modifiche apportate ai piani finanziari. Da questa fase non è più possibile inserire nuove azioni.

4. Il Ministero, una volta ricevuti i sottoprogrammi modificati, rielabora il programma nazionale, trasmettendone una copia alle Amministrazioni e ad AGEA - Coordinamento, che lo inoltra agli organismi pagatori interessati. Il Ministero, inoltre, cura la sollecita divulgazione di tutte le decisioni assunte dall'Esecutivo comunitario.

Art. 9.

Utilizzo dei finanziamenti

1. Gli importi attribuiti a ciascuna azione del programma nazionale possono essere maggiorati o ridotti del 20%, così come disposto dall'articolo 6 del reg. (CE) n. 917/2004, fermo restando il massimale totale. Qualsiasi modifica ai sottoprogrammi costituisce oggetto di specifica richiesta al Ministero che provvederà a produrre, ove si dovesse superare il predetto limite del 20%, analoga istanza in sede comunitaria per la conseguente approvazione.

2. Nel predisporre i sottoprogrammi, le amministrazioni partecipanti sono tenute a formulare una previsione di spesa aderente all'effettiva utilizzazione, al fine di evitare sprechi di risorse finanziarie. Nel caso dovesse verificarsi tale circostanza, il Ministero si riserva l'adozione di misure tese ad una più razionale distribuzione della quota finanziaria assegnata all'Italia.

Comunque, l'AGEA - Coordinamento comunica al Ministero, entro il 31 maggio dell'anno di riferimento, eventuali economie di spesa o ulteriori fabbisogni finanziari al fine di consentire di migliorare l'efficienza di spesa nazionale tramite redistribuzione finanziaria.

3. Le azioni previste per ciascun anno del triennio devono essere portate a termine improrogabilmente entro il 31 agosto dell'anno successivo a quello d'inizio, per consentire all'organismo pagatore competente di effettuare i pagamenti entro il termine del 15 ottobre, come stabilito all'articolo 4, paragrafo 3 del regolamento (CE) del Consiglio n. 797/2004.

Art. 10.

Presentazione delle domande di finanziamento

1. Possono accedere alla concessione dei finanziamenti i soggetti di cui all'articolo 2 in regola con la denuncia di detenzione degli alveari ai sensi delle vigenti disposizioni in materia, secondo le modalità individuate dalle regioni e province autonome di Trento e Bolzano, come previsto all'articolo 6, nonché le forme associate, gli Enti pubblici, privati e di ricerca.

2. I soggetti interessati devono presentare domanda di finanziamento entro il termine fissato con provvedimento amministrativo regionale e comunque non oltre il 15 aprile di ogni anno, sui modelli predisposti dagli organismi pagatori. La domanda di finanziamento deve essere indirizzata all'organismo pagatore riconosciuto competente in base alla sede legale del richiedente. L'organismo pagatore provvede a informarne le amministrazioni interessate.

Art. 11.

Controlli

1. L'attività di controllo, svolta secondo le modalità contenute nel manuale di cui all'articolo 7, è esercitata dall'organismo pagatore, che può coordinarsi con le regioni e le province autonome interessate; per i controlli amministrativi deve essere costituito un fascicolo per singolo beneficiario secondo le specifiche descritte nel successivo articolo 12.

2. Il campione delle domande soggette a controllo in loco è individuato sulla base di una preventiva analisi dei rischi e tenendo conto dei seguenti parametri:

beneficiari con importo di contributo più elevato (40%);

beneficiari mai controllati nel passato (20%);

strutture verificate nel passato con esiti di irregolarità (30%);

beneficiari estratti secondo il criterio della casualità (10%).

3. Di ogni sopralluogo deve essere redatto un verbale di controllo, secondo le specifiche del manuale di cui all'articolo 7.

4. Qualora, nel corso dei sopralluoghi in azienda o presso l'ente interessato, si accerti il mancato rispetto di quanto sottoscritto in domanda, senza che sia stata effettuata alcuna comunicazione alle autorità competenti, si provvede d'ufficio, in caso di dichiarazioni non aderenti alla realtà formulate per negligenza grave o deliberatamente, all'esclusione dell'interessato dal beneficio del contributo rispettivamente per l'anno civile considerato o anche per l'anno civile successivo, fatto salvo l'applicazione di sanzioni penali.

Art. 12.

Modalità di rendicontazione

1. Il fascicolo per singolo beneficiario, ordinato e conservato in conformità a quanto previsto dall'allegato del reg. (CEE) n. 1663/95, deve contenere copia di tutti i documenti necessari a comprovare le spese sostenute e quietanzate e ogni altro documento ritenuto utile per una completa istruttoria; è necessario che ogni fattura emessa a fronte delle spese sostenute per l'attuazione del programma in questione riporti la dicitura «ai sensi del reg. (CE) n. 797/2004», per evidenziare che la spesa documentata è stata cofinanziata dalla UE e dallo Stato italiano.

2. I fascicoli devono rimanere disponibili presso gli organismi di competenza per i controlli previsti dal reg. (CE) n. 1663/95.

Art. 13.

Comunicazioni

1. Le amministrazioni partecipanti al programma forniscono al Ministero entro il 31 dicembre di ogni anno, una sintetica relazione informativa sullo stato di attuazione del sottoprogramma dell'anno precedente e, ove necessario, le osservazioni ritenute opportune da tenere in considerazione per i programmi successivi, nonché i dati consuntivi delle azioni realizzate. A questo scopo, nell'allegato 3 è definita una scheda riportante le informazioni minime da fornire.

2. In allegato 4 sono riportate, in ordine logico e cronologico, le scadenze temporali cui si devono attenere gli interessati. Qualora dette scadenze dovessero cadere in giorni festivi, i termini utili da prendere in considerazione sono prorogati al successivo primo giorno lavorativo.

3. È condizione essenziale per l'approvazione del sottoprogramma che le regioni e le province autonome comunichino e aggiornino, secondo le scadenze temporali previste, i dati del censimento del proprio patrimonio apistico.

Art. 14.

Disposizioni finali

1. Il presente decreto sostituisce le vigenti disposizioni esplicative contenute nella circolare ministeriale n. 1, del 21 febbraio 2000 e successive modifiche e integrazioni, recante le linee guida per l'applicazione dei regolamenti comunitari sul miglioramento della produzione e commercializzazione del miele.

2. Il presente decreto, trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione, entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana e si applica a decorrere dall'annualità 2006-2007.

Roma, 23 gennaio 2006

Il Ministro: ALEMANNO

Registrato alla Corte dei conti il 21 febbraio 2006
Ufficio di controllo atti Ministeri delle attività produttive, registro n. 1, foglio n. 198

ALLEGATO 1

ALLEGATO 1

Azioni	%	Beneficiari
A ASSISTENZA TECNICA E FORMAZIONE PROFESSIONALE DEGLI APICOLTORI		Istituti di ricerca, Enti e forme associate
a1 corsi di aggiornamento		
a1.1 corsi di aggiornamento e formazione rivolti a dipendenti di enti pubblici	100%	
a1.2 corsi di aggiornamento e formazione rivolti a privati	90%	
a2 seminari e convegni tematici	100%	
a3 azioni di comunicazione : sussidi didattici, abbonamenti schede ed opuscoli informativi	90%	
a4 assistenza tecnica alle aziende	90%	
a5 individuazione e applicazione di tecniche avanzate per il trasferimento delle conoscenze sulle innovazioni in apicoltura	100%	
B LOTTA ALLA VARROOSI		Istituti di ricerca, Enti e forme associate
b1 Incontri periodici con apicoltori, dimostrazioni pratiche ed interventi in apiario per l'applicazione dei mezzi di lotta da parte degli esperti apistici; distribuzione dei presidi sanitari appropriati	80%	
b2 Indagini sul campo finalizzate all'applicazione di strategie di lotta alla varroa caratterizzate da basso impatto chimico sugli alveari; materiale di consumo per i campionamenti	100%	
b3 Acquisto di arnie con fondo a rete o modifica arnie esistenti	60%	Soggetti di cui all'articolo 2
b4 Acquisto degli idonei presidi sanitari	50%	Enti e forme associate
C RAZIONALIZZAZIONE DELLA TRANSUMANZA		Istituti di ricerca, Enti e forme associate
c1 Mappatura aree nettarifere; cartografia, raccolta dati sulle fioriture o flussi di melata; spese per la diffusione con vari mezzi dei dati raccolti	100%	
c2 Acquisto attrezzature per l'esercizio del nomadismo		Soggetti di cui all'articolo 2 che esercitano il nomadismo
c2.1 Acquisto arnie	60%	
c2.2 Acquisto macchine, attrezzature e materiali vari specifici per l'esercizio del nomadismo	50%	
c2.3 Acquisto autocarri per l'esercizio del nomadismo	20%	
D PROVVEDIMENTI A SOSTEGNO DEI LABORATORI DI ANALISI		Istituti di ricerca, Enti e forme associate
d1 Acquisto strumentazione	50%	
d2 Realizzazione di laboratori d'analisi finalizzati alla verifica della qualità dei mieli	50%	
d3 Presa in carico di spese per le analisi chimico-fisiche, melissopalinologiche e residuali	80%	
E MISURE DI SOSTEGNO PER IL RIPOPOLAMENTO DEL PATRIMONIO APICOLO COMUNITARIO		
e1 Acquisto di sciami ed api regine, materiale per la conduzione dell'azienda apistica da riproduzione	60%	Soggetti di cui all'articolo 2
F COLLABORAZIONE CON ORGANISMI SPECIALIZZATI PER LA REALIZZAZIONE DI PROGRAMMI DI RICERCA		
f1 Miglioramento qualitativo dei prodotti dell'apicoltura mediante analisi fisico-chimiche e microbiologiche, studi di tipizzazione in base all'origine botanica e geografica.	100%	Enti ed Istituti di ricerca

ALLEGATO 2

Voci di spesa non ammissibili

Acquisto di automezzi targati sotto i 35 q.li di portata a pieno carico
Acquisto elaboratori elettronici
Spese per l'immatricolazione di mezzi stradali
Spese di manutenzione e riparazione delle attrezzature
Spese di trasporto per la consegna di materiali
IVA
Acquisto terreni, edifici e altri beni immobili
Spese generali in misura maggiore del 5% della sottoazione di riferimento (*)
Stipendi per personale di Amministrazioni pubbliche
Oneri sociali sui salari se non sostenuti effettivamente e definitivamente dai beneficiari finali
Acquisto di materiale usato

(*) Le spese generali fino al 2% non devono essere documentate; superata tale percentuale, tutte le spese devono essere documentate.

ALLEGATO 3

Tabelle riepilogative azioni svolte

Ente:..................

Spese per Azione

Anno..........	A	B	C	D	E	F
€						

Azioni attuate

Anno............	N°
AZIONE A Corsi e seminari	
Partecipanti	
Tecnici apistici	
Pubblicazioni stampate	
Pubblicazioni distribuite	
AZIONE B Trattamenti	
Alveari trattati	
Apicoltori beneficiari	
Attrezzature	
Apicoltori beneficiari	
Corsi	

Apicoltori beneficiari	
Progetti di ricerca (indagini di campo)	
Progetti di ricerca terminati	
AZIONE C Attrezzature	
Apicoltori beneficiari	
Cartografie	
Cartografie distribuite	
AZIONE D Attrezzature	
Laboratori beneficiari	
Apicoltori beneficiari	
Analisi	
Apicoltori beneficiari	
AZIONE E Sciami e api regine	
Apicoltori beneficiari	
Attrezzature	
Apicoltori beneficiari	
AZIONE F Progetti di ricerca	
Progetti di ricerca terminati	

ALLEGATO 4

Scadenziario

a) Fase di programmazione:

28 febbraio del I anno del triennio, ovvero 28 febbraio di uno degli anni successivi (articolo 4 comma 1) per l'invio dei sottoprogrammi regionali e ministeriali corredati dei dati strutturali e del patrimonio apistico regionale;

30 giugno del II e III anno del triennio per l'invio dei dati strutturali e del patrimonio apistico regionale;

30 settembre per l'invio dei programmi eventualmente riformulati dopo la notifica delle decisioni dell'Esecutivo comunitario.

b) Fase di attuazione:

15 aprile per la presentazione delle domande;

31 maggio per la comunicazione da parte di AGEA al Ministero delle economie di spesa o di ulteriori fabbisogni

31 agosto termine di effettuazione delle spese.

c) Comunicazioni:

31 dicembre per la trasmissione da parte delle Amministrazioni al Ministero delle relazioni sulle azioni concluse.

Qualora le sopraindicate scadenze dovessero cadere in giorni festivi, i termini utili da prendere in considerazione sono prorogati al successivo primo giorno lavorativo.

06A02391

DECRETO 14 febbraio 2006.

Modifica delle denominazioni delle varietà del girasole «Tonic» ed «Heliagol», iscritte con decreto ministeriale del 17 marzo 2004.

IL DIRETTORE GENERALE
PER LA QUALITÀ DEI PRODOTTI AGROALIMENTARI

Vista la legge 25 novembre 1971, n. 1096, che disciplina l'attività sementiera ed in particolare gli articoli 19 e 24 che prevedono l'istituzione obbligatoria, per ciascuna specie di coltura, dei registri di varietà aventi lo scopo di permettere l'identificazione delle varietà stesse;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 novembre 1972, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 44 del 17 febbraio 1973, con il quale sono stati istituiti i registri di varietà di cereali, patata, specie oleaginose e da fibra;

Visto il decreto legislativo 30 marzo 2001, n. 165, relativo alle «norme generali sull'ordinamento del lavoro alle dipendenze delle amministrazioni pubbliche», in particolare l'art. 4, commi 1 e 2 e l'art. 16, comma 1;

Visto il decreto legislativo 30 luglio 1999, n. 300, di riforma dell'organizzazione di Governo a norma dell'art. 11 della legge 15 marzo 1997, n. 59;

Visto il decreto ministeriale del 17 marzo 2004, *Gazzetta Ufficiale* n. 76 del 31 marzo 2004, con il quale sono state iscritte nel relativo registro, ai sensi dell'art. 19 della legge n. 1096/1971, le varietà di girasole denominate «Tonic» e «Heliagol»;

Visto l'art. 17-*bis*, terzo comma, del regolamento di esecuzione della citata legge n. 1096/1971, approvato con decreto del Presidente della Repubblica, 8 ottobre 1973, n. 1065, e da ultimo modificato dal decreto del Presidente della Repubblica 9 maggio 2001, n. 322, che disciplina l'uso di denominazioni di varietà già iscritte al registro nazionale;

Considerato che le denominazioni «Tonic» ed «Heliagol» possono essere confuse con altre denominazioni di varietà della stessa specie già incluse nel catalogo comunitario;

Considerato che il controllo delle nuove denominazioni proposte dai responsabili delle varietà ha dato esito positivo;

Decreta:

Art. 1.

Le denominazioni delle varietà di girasole «Tonic» ed «Heliagol», iscritte con decreto ministeriale del 17 marzo 2004, sono modificate rispettivamente in «MH Tonic» ed «Heliagol SF».

Il presente decreto entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 14 febbraio 2006

Il direttore generale: LA TORRE

AVVERTENZA:

Il presente atto non è soggetto al visto di controllo preventivo di legittimità da parte della Corte dei conti, art. 3, legge 14 gennaio 1994, n. 20, né alla registrazione da parte dell'Ufficio centrale del bilancio del Ministero dell'economia e delle finanze, art. 9 del decreto del Presidente della Repubblica n. 38/1998.

06A02324

DECRETO 15 febbraio 2006.

Iscrizione di varietà di trifoglio bianco nel registro nazionale.

IL DIRETTORE GENERALE
PER LA QUALITÀ DEI PRODOTTI AGROALIMENTARI

Vista la legge 25 novembre 1971, n. 1096, che disciplina l'attività sementiera ed in particolare gli articoli 19 e 24 che prevedono l'istituzione obbligatoria, per ciascuna specie di coltura, dei registri di varietà aventi lo scopo di permettere l'identificazione delle varietà stesse;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 novembre 1972, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 44 del 17 febbraio 1973, con il quale sono stati istituiti i registri di varietà di cereali, patata, specie oleaginose e da fibra;

Visto il decreto legislativo 30 luglio 1999, n. 300 recante: «Riforma dell'organizzazione del Governo, a norma dell'art. 11 della legge 15 marzo 1997, n. 59»;

Visto il decreto legislativo 30 marzo 2001, n. 165, relativo alle «norme generali sull'ordinamento del lavoro alle dipendenze delle amministrazioni pubbliche», in particolare l'art. 4, commi 1 e 2 e l'art. 16, comma 1;

Considerato che la Commissione sementi, di cui all'art. 19 della citata legge n. 1096/71, nelle riunioni del 22 febbraio 2005, ha espresso parere favorevole all'iscrizione nel relativo registro della varietà di specie agraria indicata nel dispositivo;

Considerato che per la stessa varietà era stata temporaneamente sospesa l'iscrizione per la verifica della denominazione;

Considerata la proposta di nuova denominazione avanzata dal responsabile della conservazione in purezza della varietà;

Ritenuto di accogliere la proposta sopra menzionata;

Decreta:

Ai sensi dell'art. 17 del decreto del Presidente della Repubblica 8 ottobre 1973, n. 1065, è iscritta nei registri delle varietà dei prodotti sementieri, fino alla fine del decimo anno civile successivo a quello della iscri-

zione medesima, la sotto elencata varietà di specie agraria, la cui descrizione e i risultati delle prove eseguite sono depositati presso questo Ministero:

Trifoglio bianco

Codice SIAN: n. 009330 - Varietà: Quest - Responsabile conservazione in purezza: Agresearch Ltd - NZ.

Il presente decreto entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 15 febbraio 2006

Il direttore generale: LA TORRE

AVVERTENZA:

Il presente atto non è soggetto al visto di controllo preventivo di legittimità da parte della Corte dei conti, art. 3, legge 14 gennaio 1994, n. 20, né alla registrazione da parte dell'Ufficio centrale del bilancio del Ministero dell'economia e delle finanze, art. 9 del decreto del Presidente della Repubblica n. 38/1998.

06A02325

DECRETO 22 febbraio 2006.

Iscrizione di varietà di specie di pianta ortiva nel registro nazionale.

IL DIRETTORE GENERALE
PER LE QUALITÀ DEI PRODOTTI AGROALIMENTARI

Vista la legge 25 novembre 1971, n. 1096, che disciplina attività sementiera ed in particolare l'art 19 che prevede l'istituzione, per ciascuna specie di coltura, dei registri di varietà aventi lo scopo di permettere l'identificazione delle varietà stesse;

Vista la legge 20 aprile 1976, n. 195, che modifica ed integra la citata legge n. 1096/1971, ed in particolare gli articoli 4 e 5 che prevedono la suddivisione dei registri di varietà di specie di piante ortive e la loro istituzione obbligatoria;

Visto il decreto ministeriale 17 luglio 1976, che istituisce i registri delle varietà di specie di piante ortive;

Visto il decreto legislativo 30 luglio 1999, n. 300, di riforma dell'organizzazione di governo a norma dell'art. 11 della legge 15 marzo 1997, n. 59;

Visto il decreto legislativo 30 marzo 2001, n. 165, relativo alle «norme generali sull'ordinamento del lavoro alle dipendenze delle amministrazioni pubbliche», in particolare l'art. 4, commi 1 e 2 e l'art. 16, comma 1;

Considerato che la Commissione sementi, di cui all'art. 19 della citata legge n. 1096/1971, nella riunione del 20 dicembre 2005, ha espresso parere favorevole all'iscrizione, nel relativo registro nazionale, della varietà indicata nel dispositivo;

Considerato che, ai sensi dell'art. 16-*ter* del decreto del Presidente della Repubblica 8 ottobre 1973, n. 1065, per la stessa varietà era stata temporaneamente sospesa l'iscrizione per la verifica della denominazione proposta;

Considerato che tale verifica è stata effettuata con esito positivo;

Ritenuto di accogliere la proposta sopra menzionata;

Decreta:

Art. 1.

Ai sensi dell'art. 17 del decreto del Presidente della Repubblica 8 ottobre 1973, n. 1065, la sotto riportata varietà, la cui descrizione ed i risultati delle prove eseguite sono depositate presso questo Ministero, è iscritta, fino alla fine del decimo anno civile successivo a quello dell'iscrizione medesima, nei registri delle varietà di specie di piante ortive le cui sementi possono essere certificate in quanto «sementi di base» o «sementi certificate» o controllate in quanto «sementi standard»:

Specie: pomodoro - *Codice Sian*: n. 2742 - *Varietà*: Mister Red - *Responsabile della conservazione in purezza*: Zeta Seeds S.L. - Benifayo, Valencia - Spagna

Il presente decreto entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 22 febbraio 2006

Il direttore generale: LA TORRE

AVVERTENZA:

Il presente atto non è soggetto al visto di controllo preventivo di legittimità da parte della Corte dei conti, art. 3, legge 14 gennaio 1994, n. 20, né alla registrazione da parte dell'Ufficio centrale del bilancio del Ministero dell'economia e delle finanze, art. 9 del decreto del Presidente della Repubblica n. 38/1998.

06A02326

MINISTERO DELLE INFRASTRUTTURE E DEI TRASPORTI

DECRETO 18 novembre 2005.

Recepimento della direttiva 2004/52/CE del Parlamento europeo e del Consiglio del 29 aprile 2004, relativa all'interoperabilità dei sistemi di telepedaggio stradale nella Comunità.

IL MINISTRO DELLE INFRASTRUTTURE E DEI TRASPORTI

Vista la direttiva 2004/52/CE del Parlamento europeo e del Consiglio del 29 aprile 2004, pubblicata nella Gazzetta Ufficiale dell'Unione europea n. L 166 del 30 aprile 2004 e n. L 200 del 7 giugno 2004 per rettifica, relativa all'interoperabilità dei sistemi di telepedaggio stradali nella Comunità;

Considerato che la direttiva in parola è relativa a disposizioni concernenti la circolazione dei veicoli nelle infrastrutture stradali a pedaggio;

Visto l'art. 6 della direttiva 2004/52/CE, che prevede che la trasposizione della stessa negli ordinamenti degli Stati membri deve avvenire entro il 20 novembre 2005;

Visto l'art. 229 del decreto legislativo 30 aprile 1992, n. 285, che delega i Ministri della Repubblica a recepire, secondo le competenze loro attribuite, le direttive comunitarie concernenti le materie disciplinate dallo stesso codice;

Visto l'art. 11, comma 5, della legge 4 febbraio 2005, n. 11;

Decreta:

Art. 1.

Obiettivo e ambito di applicazione

1. Il presente decreto stabilisce le condizioni necessarie per garantire l'interoperabilità dei sistemi di telepedaggio stradale dello Stato italiano con quelli nella Comunità in base alla direttiva 2004/52/CE del Parlamento europeo e del Consiglio del 29 aprile 2004, che prevede l'entrata in esercizio di un servizio europeo di telepedaggio per la funzionalità del quale l'interoperabilità è condizione essenziale.

Il presente decreto si applica alla riscossione elettronica di tutti i tipi di pedaggi stradali, sull'intera rete stradale nazionale urbana e interurbana, autostrade, strade principali o secondarie e altre strutture come tunnel, ponti e traghetti.

2. Il presente decreto non si applica:

a) a sistemi di pedaggio stradale per i quali non esistono strumenti elettronici di riscossione dei pedaggi;

b) a sistemi di telepedaggio stradale che non richiedono l'installazione di apparecchiature a bordo;

c) a sistemi di pedaggio piccoli e strettamente locali per i quali i costi di adeguamento ai requisiti della presente direttiva sarebbero sproporzionati rispetto ai benefici.

3. Per le finalità di cui al comma 1, è istituito in Italia un servizio di telepedaggio, denominato servizio europeo di telepedaggio, che garantisce all'utente l'interoperabilità, in tutta la Comunità, dei sistemi di telepedaggio già in uso negli Stati membri così come di quelli che saranno introdotti in futuro nell'ambito di applicazione del presente decreto.

4. Delle disposizioni del presente decreto sono destinatari gli operatori, intendendosi con tale dizione gli enti proprietari delle infrastrutture di cui al comma 1 ed i gestori delle stesse — a qualsiasi titolo — per conto degli enti proprietari, ovvero i soggetti emittenti del servizio europeo di telepedaggio per conto dei gestori, o comunque esercitanti attività connesse all'implementazione di sistemi di telepedaggio.

Art. 2.

Soluzioni tecnologiche

1. Tutti i nuovi sistemi di telepedaggio messi in servizio a decorrere dal 1° gennaio 2007 sono realizzati, per consentire il pagamento di pedaggi in via elettronica, basandosi sull'uso di una o più delle tecnologie seguenti:

a) localizzazione satellitare;

b) comunicazioni mobili secondo la norma GSM-GPRS (riferimento GSM TS 03.60/23060);

c) tecnologia a microonde a 5,8 GHz.

2. A seguito dell'entrata in esercizio del servizio europeo di telepedaggio, gli operatori mettono a disposizione dell'utenza interessata un'apparecchiatura da installare a bordo dei veicoli, idonea per essere utilizzata con tutti i sistemi di telepedaggio in servizio negli Stati membri, che utilizzi le tecnologie di cui al comma 1 e sia atta all'uso sui veicoli di tutti i tipi entro i termini di cui all'art. 3, comma 4, del presente decreto.

Detta apparecchiatura dovrà essere interoperabile e in grado di comunicare almeno con tutti i sistemi in funzione negli Stati membri, utilizzando una o più delle tecnologie elencate nel precedente comma 1, secondo le modalità dettagliate che saranno stabilite dal Comitato telepedaggio istituito presso la Commissione europea, che potrà emettere anche disposizioni sulla disponibilità dell'apparecchiatura da installare a bordo dei veicoli per soddisfare la richiesta degli utenti interessati.

3. Fatto salvo quanto previsto al comma 1, l'apparecchiatura di bordo può anche essere idonea all'utilizzo di altre tecnologie, a condizione che ciò non comporti un ulteriore onere per gli utenti né crei discriminazione fra di essi. La stessa può anche essere collegata al tachigrafo elettronico del veicolo.

4. Gli operatori sono invitati a potenziare i sistemi di telepedaggio. In particolare gli enti proprietari delle strade attivano le opportune misure per aumentare l'utilizzo dei sistemi di telepedaggio in modo tale da garantire che, entro il 1° gennaio 2007, almeno il 50% del flusso di traffico di ogni casello possa utilizzare sistemi di telepedaggio. Le corsie utilizzate per la riscossione di telepedaggi possono anche essere utilizzate per la riscossione di pedaggi con altri mezzi, tenendo debito conto della sicurezza.

Gli enti proprietari di infrastrutture stradali a pedaggio, con particolare riferimento all'ANAS S.p.A., riferiscono al Ministero delle infrastrutture e trasporti - Direzione generale per le Strade ed Autostrade, entro il 30 giugno 2006, sulle misure adottate per aumentare l'utilizzo dei sistemi di telepedaggio e per raggiungere il predetto obiettivo di potenziale utilizzo entro il 1° gennaio 2007; essi riferiscono, entro il 31 gennaio 2007, sul raggiungimento del detto obiettivo sulla intera rete di loro competenza; in relazione a tali comunicazioni sono emesse le eventuali direttive di competenza.

5. Gli operatori nell'adottare le soluzioni tecnologiche e le modalità di installazione degli apparati tengono conto delle attività sull'interoperabilità delle tecnologie di telepedaggio esistenti, sviluppate nell'ambito del servizio europeo di telepedaggio, che garantiscono la reciproca compatibilità e interfaccia di tali tecnologie con le tecnologie di cui al comma 1 e delle loro attrezzature.

6. Il trattamento dei dati personali necessari al funzionamento del servizio europeo di telepedaggio deve avvenire in conformità alle norme nazionali vigenti ed a quelle comunitarie in materia di protezione delle libertà e dei diritti fondamentali delle persone fisiche, soprattutto della loro riservatezza e con il rispetto, in particolare, delle disposizioni delle direttive 95/46/CE del 24 ottobre 1995 e 2002/58/CE del 12 luglio 2002 del Parlamento europeo e del Consiglio.

Art. 3.

Istituzione di un servizio europeo di telepedaggio

1. L'Italia aderisce, conformemente a quanto stabilito dal presente decreto, al servizio europeo di telepedaggio istituito su tutte le reti stradali della Comunità sulle quali è riscosso per via elettronica un pedaggio o un diritto stradale d'uso. Tale servizio è definito da un insieme di norme contrattuali che autorizzano tutti gli operatori e/o gli emittenti a fornire il servizio, da una serie di norme e requisiti tecnici e da un contratto di abbonamento unico tra i clienti e gli operatori e/o gli emittenti che offrono il servizio. Quest'ultimo contratto da accesso al servizio sull'intera rete e può essere sottoscritto presso qualsiasi operatore e/o emittente di questa rete.

2. Il servizio europeo di telepedaggio è indipendente dalle decisioni fondamentali adottate dagli Stati membri in merito alla riscossione del pedaggio su particolari categorie di veicoli, dal livello di tariffazione applicato e dalla sua finalità, e riguarda soltanto il modo di riscossione dei pedaggi o dei diritti. Il servizio autorizza la sottoscrizione di contratti indipendentemente dal luogo di immatricolazione del veicolo, della nazionalità delle parti contraenti, e dalla zona o dal punto della rete stradale dove il pedaggio è dovuto.

3. Il sistema consente lo sviluppo dell'intermodalità senza comportare svantaggi per altri modi di trasporto.

4. Tutti gli operatori dei sistemi elettronici nazionali di riscossione del pedaggio, offrono il servizio europeo di telepedaggio ai loro clienti interessati al servizio stesso, con le caratteristiche stabilite dal presente decreto, secondo il calendario seguente:

a) per tutti i veicoli di più di 3,5 tonnellate e per tutti i veicoli che sono autorizzati a trasportare più di 9 passeggeri (autista +8), entro tre anni dall'adozione delle decisioni relative alla definizione del servizio europeo di telepedaggio, di cui all'art. 4, comma 2;

b) per tutti gli altri tipi di veicoli, entro cinque anni dall'adozione delle decisioni relative alla definizione del servizio europeo di telepedaggio, di cui all'art. 4, comma 2.

Art. 4.

Definizione del servizio europeo di telepedaggio

1. Il servizio europeo di telepedaggio è definito sulla base degli elementi elencati nell'allegato I del presente decreto, ed utilizza le soluzioni tecnologiche di cui all'art. 2, secondo specifiche accessibili al pubblico.

2. Le decisioni relative alla definizione del servizio europeo di telepedaggio sono adottate dalla Commissione entro il 1° luglio 2006 se sono soddisfatte tutte le condizioni, valutate sulla base di studi appropriati, tali da consentire l'interoperabilità da tutti i punti di vista, compresi quello tecnico, giuridico e commerciale, ovvero entro una nuova data stabilita dalla Commissione stessa con identica procedura.

3. Gli apparecchi per il servizio europeo di telepedaggio devono essere conformi in particolare alle prescrizioni delle direttive 1999/5/CE del Parlamento europeo e del Consiglio, del 9 marzo 1999, riguardante le apparecchiature radio e le apparecchiature terminali di telecomunicazione e il reciproco riconoscimento della loro conformità, e 89/336/CEE del Consiglio, del 3 maggio 1989, per il ravvicinamento delle legislazioni degli Stati membri relative alla compatibilità elettromagnetica.

Il presente decreto sarà sottoposto a registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 18 novembre 2005

Il Ministro: LUNARDI

Registrato alla Corte dei conti il 25 gennaio 2006
Ufficio di controllo atti Ministeri delle infrastrutture ed assetto del territorio, registro n. 1, foglio n. 25

ALLEGATO I

Al decreto ministeriale di recepimento della direttiva 2004152/CE del Parlamento europeo e del Consiglio del 29 aprile 2004 relativa all'interoperabilità dei sistemi di telepedaggio stradale nella Comunità.

Elementi necessari per definire e realizzare il servizio europeo di telepedaggio.

Gli elementi elencati in prosieguo sono necessari per definire e realizzare il servizio europeo di telepedaggio istituito a norma del presente decreto ministeriale.

Essi sono ripartiti in aspetti tecnici, procedurali e giuridici.

Aspetti tecnici:

a) procedure operative del servizio: sottoscrizione di un abbonamento, istruzioni per l'uso, installazione e fissaggio dell'apparecchiatura di bordo, trattamento delle transazioni alle stazioni di pedaggio o a tariffazione continua, procedure di recupero dei dati relativi alle transazioni in caso di guasto o cattivo funzionamento dell'apparecchiatura, sistemi di controllo, fatturazione e recupero delle somme dovute, servizio post-vendita, assistenza alla clientela, definizione del livello del servizio offerto ai clienti. Al momento di stabilire queste procedure operative si deve tener conto delle procedure esistenti in Italia;

b) specifiche funzionali del servizio: descrizione delle funzioni dell'apparecchiatura di bordo e dell'apparecchiatura al suolo;

c) specifiche tecniche degli apparecchi al suolo e delle apparecchiature di bordo per il servizio e norme, procedure di certificazione e vincoli da osservare;

d) lancio e monitoraggio delle azioni concernenti gli organismi pertinenti di normalizzazione, complementi tecnici eventuali rispetto alle norme o prenome utilizzate e che permettono di garantire l'interoperabilità;

e) specifiche di installazione delle apparecchiature di bordo;

f) modelli transazionali: definizione precisa degli algoritmi di transazione secondo i vari tipi di pedaggio (pedaggio in un punto fisso o tariffazione continua), definizione dei dati scambiati tra le apparecchiature di bordo e quelle al suolo, e loro formati;

g) accordi sulla disponibilità delle apparecchiature di bordo per venire incontro alle esigenze di tutti gli utenti interessati;

Aspetti procedurali:

h) procedure per la verifica del rendimento tecnico e modalità di installazione per le apparecchiature di bordo dei veicoli e quelli posti sul ciglio della strada;

i) parametri di classificazione dei veicoli: la convalida di un elenco comunitario di parametri tecnici nell'ambito del quale lo Stato italiano selezionerà i parametri che desidera utilizzare per la propria politica di tariffazione. Tali parametri rappresentano le caratteristiche fisiche, di motorizzazione e ambientali dei veicoli.

La eventuale nuova definizione delle classi di veicoli sulla base di detti parametri spetterà allo Stato italiano;

j) attuazione delle procedure che assicurino il trattamento di casi particolari, come disfunzioni di qualsiasi natura. Ciò in particolare nel caso in cui l'operatore del pedaggio stradale interessato e il cliente non siano dello stesso paese;

Aspetti giuridici:

k) convalida delle soluzioni tecniche adottate rispetto alle esigenze regolamentari comunitarie in materia di protezione delle libertà e dei diritti fondamentali delle persone fisiche, soprattutto la loro vita privata. In particolare, sarà necessario garantire la conformità alle direttive 95/46/CE e 2002/58/CE;

l) definizione di regole comuni di non discriminazione e di requisiti minimi che i potenziali prestatori di servizi devono rispettare per fornire il servizio;

m) esame della possibilità di armonizzare le norme di esecuzione nel settore del telepedaggio;

n) un protocollo di accordo fra gli operatori di pedaggi stradali che consenta la realizzazione del servizio europeo di telepedaggio, comprese le procedure di risoluzione delle controversie.

06A02513

MINISTERO DELLE ATTIVITÀ PRODUTTIVE

DECRETO 19 gennaio 2006.

Liquidazione coatta amministrativa della cooperativa «Fincoop Società cooperativa - Soc. Coop. a r.l.», in Capriati al Volturno, e nomina del commissario liquidatore.

IL SOTTOSEGRETARIO DI STATO

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 26 marzo 2001, n. 175, recante il regolamento di organizzazione del Ministero delle attività produttive, per la parte riguardante le competenze in materia di vigilanza sugli enti cooperativi;

Vista la delega in data 18 aprile 2002 riguardante la sottoscrizione dei decreti di liquidazione coatta amministrativa di società cooperative e di nomina, sostituzione e revoca di commissari liquidatori;

Viste le risultanze della revisione dell'associazione di rappresentanza in data 29 dicembre 2004 dalle quali si rileva lo stato d'insolvenza della società cooperativa sotto indicata;

Visto l'art. 2545-*terdecies* del codice civile e ritenuto di doverne disporre la liquidazione coatta amministrativa;

Visto l'art. 198 del regio decreto 16 marzo 1942, n. 267;

Viste, ai sensi dell'art. 9 della legge 17 luglio 1975, n. 400, le designazioni dell'associazione nazionale di rappresentanza alla quale il sodalizio risulta aderente;

Decreta:

Art. 1.

La cooperativa «Fincoop Società cooperativa - Soc. coop a r.l.», con sede in Capriati al Volturno (Caserta), (codice fiscale n. 02891070233) è posta in liquidazione coatta amministrativa, ai sensi dell'art. 2545-*terdecies* del codice civile e l'avv. Ornella Palmieri, nata a Benevento il 1° maggio 1969, con studio in Benevento, viale Martiri d'Ungheria n. 13, ne è nominata commissario liquidatore.

Art. 2.

Al commissario nominato spetta il trattamento economico previsto dal decreto ministeriale 23 febbraio 2001, n. 64, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 72 del 27 marzo 2001.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Roma, 19 gennaio 2006

Il Sottosegretario di Stato: GALATI

06A02598

DECRETO 7 febbraio 2006.

Prog. n. 39/40/6055 - Strada a scorrimento veloce Fondo Valle Sele da Calabritto a Lioni (III lotto). Consegna definitiva viabilità connessa all'asse principale all'amministrazione comunale di Caposele.

IL COMMISSARIO *AD ACTA*
(legge n. 289/02 art. 86)

Vista la legge 19 dicembre 1992, n. 488, di conversione in legge, con modificazioni, del decreto legge del 22 ottobre 1992, n. 415, con cui è stata, fra l'altro, disposta la soppressione del Dipartimento per il Mezzogiorno e dell'Agenzia per la promozione dello sviluppo del Mezzogiorno;

Visto l'articolo 12, comma 1°, del decreto legislativo n. 96 del 3 aprile 1993, che trasferisce, in particolare, al Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato le funzioni relative alla ricostruzione dei territori della Campania e Basilicata colpiti dagli eventi sismici del 1980/81, per la parte relativa alle attività produttive;

Visto il decreto in data 31 maggio 1993 del Ministero del bilancio e della programmazione economica, di concerto con il Ministro dei lavori pubblici e con il Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato, ed in particolare l'articolo 1, relativo al trasferimento delle funzioni e delle competenze di cui agli articoli 27 e 39 del decreto legislativo del 30 marzo 1990, n. 76, svolte dalla Gestione separata terremoto costituita presso la soppressa Agenzia per la promozione dello sviluppo del Mezzogiorno ai sensi dell'articolo 13 della legge del 10 febbraio 1989, n. 48;

Visto il decreto del Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato in data 22 giugno 1993, con il quale è stata individuata la Direzione generale della produzione industriale quale ufficio del Ministero competente per l'esercizio delle funzioni trasferite ai sensi del citato articolo 12, comma 1°, del decreto legislativo n. 96/1993;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica n. 220 del 28 marzo 1997 con il quale è stato approvato il regolamento recante norme sulla riorganizzazione degli uffici di livello dirigenziale generale del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato ed è stata individuata, all'articolo 7, la Direzione generale per il coordinamento degli incentivi alle imprese per le competenze relative alle zone colpite dagli eventi sismici di cui al decreto legislativo n. 96 del 3 aprile 1993;

Visto il decreto legislativo 30 luglio 1999, n. 330 che istituisce il Ministero delle attività produttive;

Visto il decreto ministeriale del 21 luglio 2000 di riorganizzazione degli Uffici dirigenziali di livello non generale del M.I.C.A. che attribuisce all'Ufficio B5 della D.G.C.I.I. il completamento degli interventi nelle aree terremotate;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 26 marzo 2001, n. 175 recante il Regolamento di organizzazione del Ministero delle attività produttive;

Vista la legge 289 del 27 dicembre 2002 che, all'articolo 86 (Interventi per la ricostruzione nei comuni colpiti da eventi sismici di cui alla legge 14 maggio 1981, n. 219), prevede la nomina di un Commissario *ad Acta* al fine della definitiva chiusura degli interventi infrastrutturali di cui all'articolo 32 della legge n. 219/81;

Visto il decreto del 21 febbraio 2003 del Ministro delle attività produttive di nomina del sottoscritto quale Commissario *ad Acta* registrato alla Corte dei conti il 14 aprile 2003 - Ufficio di controllo atti Ministeri delle attività produttive, registro n. 1 Attività produttive, foglio 265 e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 120 del 26 maggio 2003;

Visto che, ai sensi del comma 1 del citato articolo 86 della legge 289/02, il Commissario *ad Acta* deve provvedere, tra l'altro, alla consegna definitiva delle opere collaudate agli enti destinatari, preposti alla relativa gestione;

Visto la situazione delle opere collaudate e non consegnate definitivamente agli enti destinatari, nonché lo stato delle relative procedure espropriative;

Vista la Convenzione in data 14 settembre 1982, intercorsa tra il Ministro designato - Concedente - ed il Consorzio INFRAV - Concessionario - con il quale è stata affidata la progettazione e realizzazione delle opere di infrastrutturazione del nucleo industriale di Nusco - Lioni - S. Angelo dei Lombardi;

Visto l'Atto del 21 luglio 1983, aggiuntivo alla Convenzione del 14 settembre 1982, con il quale è stata affidata la progettazione e la esecuzione del 3° tratto della strada a scorrimento veloce «Fondo Valle Sele» da Calabritto a Lioni (Progetto n. 39/40/6055);

Visto il decreto del Ministro designato in data 7 maggio 1985 con il quale è stato approvato il progetto esecutivo della medesima opera viaria (prog. n. 6055) per l'importo di € 123.450.558.802 (€ 63.756.892,79);

Visto l'atto dell'11 novembre 1986, aggiuntivo alla Convenzione del 14 settembre 1982 con il quale è stata affidata la progettazione e la esecuzione dello svincolo di Materdomini (Progetto n. 39/40/6061);

Visto l'atto di transazione del 19 settembre 1995 con il quale sono state risolte le controversie insorte tra il Consorzio Concessionario INFRAV e l'amministrazione, nonché definiti i criteri di ripresa dei lavori;

Visto il decreto ministeriale n. 199/GST/MICA del 31 ottobre 1995 con il quale, i progetti n. 39/40/6055 e n. 39/40/6061, sono stati unificati ed è stata approvata la perizia di completamento stralcio;

Visto il decreto ministeriale 302/GST/MICA del 16 ottobre 1998 con il quale è stata approvata la perizia di completamento del terzo tratto;

Visto il decreto n. 108/B5/MAP del 12 ottobre 2001 con il quale è stata approvata la perizia di variante in relazione ai lavori approvati con il decreto ministeriale n. 199/95 e n. 302/98;

Visto il decreto 62/B5/MAP del 16 luglio 2002 con il quale è stata approvata la perizia di variante dei lavori di sistemazione idraulica a valle dello svincolo di Materdomini ed è stato definito l'importo complessivo finanziato dei lavori in € 125.713.376,27 (£. 243.415.039.075);

Visti gli ordini di servizio n. 90 del 31 gennaio 2005 e n. 91 del 17 febbraio 2005 con i quali sono state recepite le lavorazioni ulteriori, prescritte dall'Anas nel corso del sopralluogo del 9 settembre 2004, necessarie per la consegna allo stesso Ente anche del tratto Teora-Lioni dell'opera viaria di che trattasi;

Visto il certificato di collaudo tecnico finale, redatto in data 13 luglio 2005 dalla Commissione di collaudo, con il quale sono stati collaudati, per quanto attiene tutti gli aspetti tecnici, i lavori contrattuali ed extracontrattuali relativi alla strada a scorrimento veloce «Fondo Valle Sele» 3° tratto da Calabritto a Lioni e lo svincolo di Materdomini (Prog. n. 39/40/6055);

Visti i verbali dell'11 luglio 2000, 21 novembre 2000 e 1° agosto 2003 con i quali sono stati consegnati in via provvisoria all'ANAS S.p.A. ed eserciti i tratti stradali, rispettivamente, dallo svincolo di Calabritto alla pro-

gressiva 4.994,55, dalla progressiva 4.994,5 alla progressiva 9.068,34 ed il viadotto n. 14 in prossimità dello svincolo di Teora, della strada a scorrimento veloce «Fondo Valle Sele» (III lotto);

Visto che l'intestazione dei suoli, effettuata dal Concessionario secondo direttive nei confronti delle amministrazioni statali succedutesi, sarà volturata a proprio nome e a sua cura e spese, dall'amministrazione comunale di Caposele;

Visto che ogni soggetto destinatario di opere in argomento è a conoscenza delle restanti opere e del loro destinatario;

Visto che il tratto stradale Teora-Lioni non è mai stato oggetto di precedente consegna;

Visto che la procedura espropriativa è stata sostanzialmente ultimata, e gli eventuali perfezionamenti di atti saranno comunque portati a termine dal MAP, giusta nota n. B5/2005/1081373 del 30 settembre 2005 dell'Ufficio D.G.C.I.I. del MAP, tramite il concessionario;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri del 23 novembre 2004 con il quale veniva individuata la rete stradale di interesse nazionale e regionale ricadente nella regione Campania;

Vista la propria comunicazione n. 2872 del 10 ottobre 2005 effettuata ai sensi e per gli effetti dell'articolo 7 della legge n. 241 del 7 agosto 1990 e successive modificazioni e integrazioni;

Visto il decreto commissariale n. 107 del 21 settembre 2005, con il quale si delegava alle operazioni di consegna definitiva all'amministrazione comunale di Caposele delle strade e sovrappassi ricadenti nel territorio del medesimo Comune, nell'ambito del progetto 39/40/6055 - strada a scorrimento veloce «Fondo Valle Sele» Contursi - Lioni, III tratto da Calabritto a Lioni, il P.A. Biagio Coscia, funzionario della sezione di Avellino del M.A.P., in rappresentanza del Commissario ad Acta *ex* articolo 86 legge 289/2002;

Visto il verbale di consegna definitivo delle strade e sovrappassi ricadenti nel territorio del comune di Caposele nell'ambito del progetto 39/40/6055 - strada a scorrimento veloce «Fondo Valle Sele» Contursi - Lioni, III tratto da Calabritto a Lioni - sottoscritto in data 26 gennaio 2006 dal rappresentante del Commissario *ad Acta* ex art. 86 legge n. 289/2002. P.A. Biagio Coscia e dal sindaco del comune di Caposele dott. Giuseppe Melillo;

Decreta:

Art. 1.

È approvato il verbale di consegna definitiva all'Amministrazione comunale di Caposele delle strade e sovrappassi connessi con l'asse principale, ricadenti nel territorio del medesimo Comune, nell'ambito del progetto n. 39/40/6055 - strada a scorrimento veloce «Fondo Valle Sele» Contursi - Lioni, III tratto da Calabritto a Lioni.

Art. 2.

L'amministrazione comunale di Caposele provvederà, a sua cura e spese, a volturare l'intestazione dei suoli direttamente al Demanio dello Stato - ramo strade, effettuata dal Concessionario, secondo le direttive, nei confronti delle Amministrazioni statali succedutesi e designate all'attuazione degli interventi *ex* articolo 21 e 32, legge n. 219/1981.

Art. 3.

L'Amministrazione comunale di Caposele provvederà, altresì, a subentrare ovvero a volturare a proprio nome tutte le eventuali concessioni e servitù, contratti di fornitura di servizi, inerenti il progetto.

Art. 4.

Il presente decreto viene notificato al M.A.P., al concessionario ed all'Amministrazione comunale di Caposele mediante raccomandata con ricevuta di ritorno.

Art. 5.

Il presente decreto viene trasmesso alla *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana per la successiva pubblicazione.

Roma, 7 febbraio 2006

Il commissario ad Acta: D'AMBROSIO

06A02496

DECRETO 7 febbraio 2006.

Prog. n. 39/40/6055 - Strada a scorrimento veloce Fondo Valle Sele da Calabritto a Lioni (III lotto). Consegna definitiva viabilità connessa all'asse principale all'Amministrazione comunale di Teora.

IL COMMISSARIO *AD ACTA*
(legge n. 289/02 art. 86)

Vista la legge 19 dicembre 1992, n. 488, di conversione in legge, con modificazioni, del decreto legge del 22 ottobre 1992, n. 415, con cui è stata, fra l'altro, disposta la soppressione del Dipartimento per il Mezzogiorno e dell'Agenzia per la promozione dello sviluppo del Mezzogiorno;

Visto l'articolo 12, comma 1°, del decreto legislativo n. 96 del 3 aprile 1993, che trasferisce, in particolare, al Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato le funzioni relative alla ricostruzione dei territori della Campania e Basilicata colpiti dagli eventi sismici del 1980/81, per la parte relativa alle attività produttive;

Visto il decreto in data 31 maggio 1993 del Ministero del bilancio e della programmazione economica, di concerto con il Ministro dei lavori pubblici e con il Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato, ed in particolare l'articolo 1, relativo al trasferi-

mento delle funzioni e delle competenze di cui agli articoli 27 e 39 del decreto legislativo del 30 marzo 1990, n. 76, svolte dalla Gestione Separata Terremoto costituita presso la soppressa Agenzia per la promozione dello sviluppo del Mezzogiorno ai sensi dell'articolo 13 della legge del 10 febbraio 1989, n. 48;

Visto il decreto del Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato in data 22 giugno 1993, con il quale è stata individuata la Direzione generale della produzione industriale quale ufficio del Ministero competente per l'esercizio delle funzioni trasferite ai sensi del citato articolo 12, comma 1°, del decreto legislativo n. 96/1993;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica n. 220 del 28 marzo 1997 con il quale è stato approvato il regolamento recante norme sulla riorganizzazione degli uffici di livello dirigenziale generale del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato ed è stata individuata, all'articolo 7, la Direzione generale per il coordinamento degli incentivi alle imprese per le competenze relative alle zone colpite dagli eventi sismici di cui al decreto legislativo n. 96 del 3 aprile 1993;

Visto il decreto legislativo 30 luglio 1999, n. 330 che istituisce il Ministero delle attività produttive;

Visto il decreto ministeriale del 21 luglio 2000 di riorganizzazione degli Uffici dirigenziali di livello non generale del M.I.C.A. che attribuisce all'Ufficio B5 della D.G.C.I.I. il completamento degli interventi nelle aree terremotate;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 26 marzo 2001, n. 175 recante il regolamento di organizzazione del Ministero delle attività produttive;

Vista la legge 289 del 27 dicembre 2002 che, all'articolo 86 (Interventi per la ricostruzione nei comuni colpiti da eventi sismici di cui alla legge 14 maggio 1981, n. 219), prevede la nomina di un Commissario *ad Acta* al fine della definitiva chiusura degli interventi infrastrutturali di cui all'articolo 32 della legge n. 219/1981;

Visto il decreto del 21 febbraio 2003 del Ministro delle attività produttive di nomina del sottoscritto quale Commissario *ad Acta* registrato alla Corte dei conti il 14 aprile 2003 - Ufficio di controllo atti Ministeri delle attività produttive, registro n. 1 Attività produttive, foglio n. 265 e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 120 del 26 maggio 2003;

Visto che, ai sensi del comma 1 del citato articolo 86 della legge n. 289/2002, il Commissario *ad Acta* deve provvedere, tra l'altro, alla consegna definitiva delle opere collaudate agli enti destinatari, preposti alla relativa gestione;

Visto la situazione delle opere collaudate e non consegnate definitivamente agli enti destinatari, nonché lo stato delle relative procedure espropriative;

Vista la Convenzione in data 14 settembre 1982, intercorsa tra il Ministro designato - Concedente - ed il Consorzio INFRAV - Concessionario - con il quale è stata affidata la progettazione e realizzazione delle opere di infrastrutturazione del nucleo industriale di Nusco - Lioni - S. Angelo dei Lombardi;

Visto l'atto del 21 luglio 1983, aggiuntivo alla Convenzione del 14 settembre 1982, con il quale è stata affidata la progettazione e la esecuzione del 3° tratto della strada a scorrimento veloce Fondo Valle Sele da Calabritto a Lioni (Progetto n. 39/40/6055);

Visto il decreto del Ministro designato in data 7 maggio 1985 con il quale è stato approvato il progetto esecutivo della medesima opera viaria (prog. n. 6055) per l'importo di L. 123.450.558.802 (€ 63.756.892,79);

Visto l'atto dell'11 novembre 1986, aggiuntivo alla Convenzione del 14 settembre 1982 con il quale è stata affidata la progettazione e la esecuzione dello svincolo di Materdomini (Progetto n. 39/40/6061);

Visto l'atto di transazione del 19 settembre 1995 con il quale sono state risolte le controversie insorte tra il Consorzio concessionario INFRAV e l'amministrazione, nonché definiti i criteri di ripresa dei lavori;

Visto il decreto ministeriale n. 199/GST/MICA del 31 ottobre 1995 con il quale, i progetti n. 39/40/6055 e n. 39/40/6061, sono stati unificati ed è stata approvata la perizia di completamento stralcio;

Visto il decreto ministeriale 302/GST/MICA del 16 ottobre 1998 con il quale è stata approvata la perizia di completamento del terzo tratto;

Vista il decreto n. 108/B5/MAP del 12 ottobre 2001 con il quale è stata approvata la perizia di variante in relazione ai lavori approvati con il decreto ministeriale n. 199/95 e n. 302/98;

Visto il decreto 62/B5/MAP del 16 luglio 2002 con il quale è stata approvata la perizia di variante dei lavori di sistemazione idraulica a valle dello svincolo di Materdomini ed è stato definito l'importo complessivo finanziato dei lavori in € 125.713.376,27 (L. 243.415.039.075);

Visto gli ordini di servizio n. 90 del 31 gennaio 2005 e n. 91 del 17 febbraio 2005 con i quali sono state recepite le lavorazioni ulteriori, prescritte dall'Anas nel corso del sopralluogo del 9 settembre 2004, necessarie per la consegna allo stesso ente anche del tratto Teora - Lioni dell'opera viaria di che trattasi;

Visto il certificato di collaudo tecnico finale, redatto in data 13 luglio 2005 dalla Commissione di collaudo, con il quale sono stati collaudati, per quanto attiene tutti gli aspetti tecnici, i lavori contrattuali ed extracontrattuali relativi alla strada a scorrimento veloce «Fondo Valle Sele» 3° tratto da Calabritto a Lioni e lo svincolo di Materdomini (Prog. n. 39/40/6055);

Visti i verbali dell'11 luglio 2000, 21 novembre 2000 e 1° agosto 2003 con i quali sono stati consegnati in via provvisoria all'ANAS S.p.A. ed eserciti i tratti stradali, rispettivamente, dallo svincolo di Calabritto alla progressiva 4.994,55, dalla progressiva 4.994,5 alla progressiva 9.068,34 ed il viadotto n. 14 in prossimità dello svincolo di Teora, della strada a scorrimento veloce «Fondo Valle Sele» (III lotto);

Visto che l'intestazione dei suoli, effettuata dal concessionario secondo direttive nei confronti delle ammi-

nistrazioni statali succedutesi, sarà volturata a proprio nome e a sua cura e spese, dall'Amministrazione comunale di Teora;

Visto che ogni soggetto destinatario di opere in argomento è a conoscenza delle restanti opere e del loro destinatario;

Visto che il tratto stradale Teora - Lioni non è mai stato oggetto di precedente consegna;

Visto che la procedura espropriativa è stata sostanzialmente ultimata, e gli eventuali perfezionamenti di atti saranno comunque portati a termine dal MAP, giusta nota n. B5/2005/1081373 del 30 settembre 2005 dell'Ufficio D.G.C.I.I. del MAP, tramite il concessionario;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei ministri del 23 novembre 2004 con il quale veniva individuata la rete stradale di interesse nazionale e regionale ricadente nella regione Campania;

Vista la propria comunicazione n. 2872 del 10 ottobre 2005 effettuata ai sensi e per gli effetti dell'articolo 7 della legge n. 241 del 7 agosto 1990 e successive modificazioni e integrazioni;

Visto il decreto commissariale n. 107 del 21 settembre 2005, con il quale si delegava alle operazioni di consegna definitiva dall'Amministrazione comunale di Teora delle strade ricadenti nel territorio del medesimo Comune nell'ambito del progetto 39/40/6055 - strada a scorrimento veloce «Fondo Valle Sele» Contursi - Lioni, III tratto da Calabritto a Lioni, il P.A. Biagio Coscia, il funzionario della sezione di Avellino del M.A.P., in rappresentanza del commissario *ad Acta* ex articolo 86 legge 289/02;

Visto il verbale di consegna definitivo delle strade ricadenti nel territorio del comune di Teora nell'ambito del progetto 39/40/6055 - strada a scorrimento veloce «Fondo Valle Sele» Contursi - Lioni, III tratto da Calabritto a Lioni - sottoscritto in data 26 gennaio 2006 dal rappresentante del commissario *ad Acta* ex articolo 86 L. 289/02. P.A. Biagio Coscia e dal responsabile dell'Ufficio tecnico del comune di Teora, arch. Nicola Guarino;

Decreta:

Art. 1.

È approvato il verbale di consegna definitiva all'amministrazione comunale di Teora delle strade connesse all'asse principale, ricadenti nel territorio del medesimo comune, nell'ambito del progetto 39/40/6055 - strada a scorrimento veloce «Fondo Valle Sele» Contursi - Lioni, III tratto da Calabritto a Lioni.

Art. 2.

L'Amministrazione comunale di Teora provvederà, a sua cura e spese, a volturare l'intestazione dei suoli direttamente al Demanio dello Stato - ramo strade, effettuata dal Concessionario, secondo le direttive, nei confronti delle amministrazioni statali succedutesi e designate all'attuazione degli interventi ex art. 21 e 32, legge n. 219/1981.

Art. 3.

L'amministrazione comunale di Teora provvederà, altresì, a subentrare ovvero a volturare a proprio nome tutte le eventuali concessioni e servitù, contratti di fornitura di servizi, inerenti il progetto.

Art. 4.

Il presente decreto viene notificato al M.A.P., al concessionario ed all'Amministrazione comunale di Teora mediante raccomandata con ricevuta di ritorno.

Art. 5.

Il presente decreto viene trasmesso alla *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana per la successiva pubblicazione.

Roma, 7 febbraio 2006

Il commissario ad Acta*:* D'AMBROSIO

06A02497

DECRETO 7 febbraio 2006.

Prog. n. 39/40/6055 - Strada a scorrimento veloce Fondo Valle Sele da Calabritto a Lioni (III lotto). Consegna definitiva viabilità connessa all'asse principale all'amministrazione comunale di Calabritto.

IL COMMISSARIO *AD ACTA*
(legge n. 289/02 art. 86)

Vista la legge 19 dicembre 1992, n. 488, di conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge del 22 ottobre 1992, n. 415, con cui è stata, fra l'altro, disposta la soppressione del Dipartimento per il Mezzogiorno e dell'Agenzia per la promozione dello sviluppo del Mezzogiorno;

Visto l'articolo 12, comma 1°, del decreto legislativo n. 96 del 3 aprile 1993, che trasferisce, in particolare, al Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato le funzioni relative alla ricostruzione dei territori della Campania e Basilicata colpiti dagli eventi sismici del 1980/81, per la parte relativa alle attività produttive;

Visto il decreto in data 31 maggio 1993 del Ministero del bilancio e della programmazione economica, di concerto con il Ministro dei lavori pubblici e con il Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato, ed in particolare l'articolo 1, relativo al trasferimento delle funzioni e delle competenze di cui agli articoli 27 e 39 del decreto legislativo del 30 marzo 1990, n. 76, svolte dalla Gestione Separata Terremoto costituita presso la soppressa Agenzia per la promozione dello sviluppo del Mezzogiorno ai sensi dell'articolo 13 della legge del 10 febbraio 1989, n. 48;

Visto il decreto del Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato in data 22 giugno 1993, con il quale è stata individuata la Direzione generale della produzione industriale quale ufficio del Ministero com-

petente per l'esercizio delle funzioni trasferite ai sensi del citato articolo 12, comma 1º, del decreto legislativo n. 96/1993;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica n. 220 del 28 marzo 1997 con il quale è stato approvato il regolamento recante norme sulla riorganizzazione degli uffici di livello dirigenziale generale del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato ed è stata individuata, all'articolo 7, la Direzione generale per il coordinamento degli incentivi alle imprese per le competenze relative alle zone colpite dagli eventi sismici di cui al decreto legislativo n. 96 del 3 aprile 1993;

Visto il decreto legislativo 30 luglio 1999, n. 330 che istituisce il Ministero delle attività produttive;

Visto il decreto ministeriale del 21 luglio 2000 di riorganizzazione degli Uffici dirigenziali di livello non generale del M.I.C.A. che attribuisce all'Ufficio B5 della D.G.C.I.I. il completamento degli interventi nelle aree terremotate;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 26 marzo 2001, n. 175 recante il regolamento di organizzazione del Ministero delle attività produttive;

Vista la legge 289 del 27 dicembre 2002 che, all'articolo 86 (Interventi per la ricostruzione nei comuni colpiti da eventi sismici di cui alla legge 14 maggio 1981, n. 219), prevede la nomina di un Commissario *ad Acta* al fine della definitiva chiusura degli interventi infrastrutturali di cui all'articolo 32 della legge n. 219/1981;

Visto il decreto del 21 febbraio 2003 del Ministro delle attività produttive di nomina del sottoscritto quale Commissario *ad Acta* registrato alla Corte dei conti il 14 aprile 2003 - Ufficio di controllo atti Ministeri delle attività produttive, registro n. 1 attività produttive, foglio 265 e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 120 del 26 maggio 2003;

Visto che, ai sensi del comma 1 del citato articolo 86 della legge n. 289/2002, il Commissario *ad Acta* deve provvedere, tra l'altro, alla consegna definitiva delle opere collaudate agli enti destinatari, preposti alla relativa gestione;

Vista la situazione delle opere collaudate e non consegnate definitivamente agli enti destinatari, nonché lo stato delle relative procedure espropriative;

Vista la convenzione in data 14 settembre 1982, intercorsa tra il Ministro designato - Concedente - ed il Consorzio INFRAV - Concessionario - con il quale è stata affidata la progettazione e realizzazione delle opere di infrastrutturazione del nucleo industriale di Nusco - Lioni - S. Angelo dei Lombardi;

Visto l'Atto del 21 luglio 1983, aggiuntivo alla Convenzione del 14 settembre 1982, con il quale è stata affidata la progettazione e la esecuzione del 3º tratto della strada a scorrimento veloce Fondo Valle Sele da Calabritto a Lioni (Progetto n. 39/40/6055);

Visto il decreto del Ministro designato in data 7 maggio 1985 con il quale è stato approvato il progetto esecutivo della medesima opera viaria (prog. n. 6055) per l'importo di L. 123.450.558.802 (€ 63.756.892,79);

Visto l'atto dell'11 novembre 1986, aggiuntivo alla Convenzione del 14 settembre 1982 con il quale è stata affidata la progettazione e la esecuzione dello svincolo di Materdomini (Progetto n. 39/40/6061);

Visto l'atto di transazione del 19 settembre 1995 con il quale sono state risolte le controversie insorte tra il Consorzio Concessionario INFRAV e l'amministrazione, nonché definiti i criteri di ripresa dei lavori;

Visto il decreto ministeriale n. 199/GST/MICA del 31 ottobre 1995 con il quale, i progetti 39/40/6055 e 39/40/6061, sono stati unificati ed è stata approvata la perizia di completamento stralcio;

Visto il decreto ministeriale 302/GST/MICA del 16 ottobre 1998 con il quale è stata approvata la perizia di completamento del terzo tratto;

Visto il decreto n. 108/B5/MAP del 12 ottobre 2001 con il quale è stata approvata la perizia di variante in relazione ai lavori approvati con il decreto ministeriale n. 199/95 e n. 302/98;

Visto il decreto 62/B5/MAP del 16 luglio 2002 con il quale è stata approvata la perizia di variante dei lavori di sistemazione idraulica a valle dello svincolo di Materdomini ed è stato definito l'importo complessivo finanziato dei lavori in € 125.713.376,27 (L. 243.415.039.075);

Visti gli ordini di servizio n. 90 del 31 gennaio 2005 e n. 91 del 17 febbraio 2005 con i quali sono state recepite le lavorazioni ulteriori, prescritte dall'Anas nel corso del sopralluogo del 9 settembre 2004, necessarie per la consegna allo stesso ente anche del tratto Teora - Lioni dell'opera viaria di che trattasi;

Visto il certificato di collaudo tecnico finale, redatto in data 13 luglio 2005 dalla Commissione di collaudo, con il quale sono stati collaudati, per quanto attiene tutti gli aspetti tecnici, i lavori contrattuali ed extracontrattuali relativi alla strada a scorrimento veloce «Fondo Valle Sele» 3º tratto da Calabritto a Lioni e lo svincolo di Materdomini (Prog. n. 39/40/6055);

Visti i verbali dell'11 luglio 2000, 21 novembre 2000 e 1º agosto 2003 con i quali sono stati consegnati in via provvisoria all'ANAS S.p.A. ed eserciti i tratti stradali, rispettivamente, dallo svincolo di Calabritto alla progressiva 4.994,55, dalla progressiva 4.994,5 alla progressiva 9.068,34 ed il viadotto n. 14 in prossimità dello svincolo di Teora, della strada a scorrimento veloce «Fondo Valle Sele» (III lotto);

Visto che l'intestazione dei suoli, effettuata dal Concessionario secondo direttive nei confronti delle amministrazioni statali succedutesi, sarà volturata a proprio nome e a sua cura e spese, dall'Amministrazione comunale di Calabritto;

Visto che ogni soggetto destinatario di opere in argomento è a conoscenza delle restanti opere e del loro destinatario;

Visto che il tratto stradale Teora - Lioni non è mai stato oggetto di precedente consegna;

Visto che la procedura espropriativa è stata sostanzialmente ultimata, e gli eventuali perfezionamenti di atti saranno comunque portati a termine dal MAP, giu-

sta nota n. B5/2005/1081373 del 30 settembre 2005 dell'Ufficio D.G.C.I.I. del MAP, tramite il Concessionario;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei ministri del 23 novembre 2004 con il quale veniva individuata la rete stradale di interesse nazionale e regionale ricadente nella regione Campania;

Vista la propria comunicazione n. 2872 del 10 ottobre 2005 effettuata ai sensi e per gli effetti dell'art. 7 della legge n. 241 del 7 agosto 1990 e successive modificazioni e integrazioni;

Visto il decreto commissariale n. 107 del 21 settembre 2005, con il quale si delegava alle operazioni di consegna definitiva dall'Amministrazione comunale di Calabritto delle strade ricadenti nel territorio del medesimo comune nell'ambito del progetto 39/40/6055 - strada a scorrimento veloce «Fondo Valle Sele» Contursi - Lioni, III tratto da Calabritto a Lioni, il P.A. Biagio Coscia, il funzionario della sezione di Avellino del M.A.P., in rappresentanza del Commissario *ad Acta* ex articolo 86, legge n. 289/2002;

Visto il verbale di consegna definitivo delle strade ricadenti nel territorio del comune di Calabritto nell'ambito del progetto 39/40/6055 - strada a scorrimento veloce «Fondo Valle Sele» Contursi - Lioni, III tratto da Calabritto a Lioni - sottoscritto in data 26 gennaio 2006 dal rappresentante del Commissario *ad Acta* ex articolo 86, legge n. 289/2002. P.A. Biagio Coscia e dal responsabile dell'Ufficio tecnico del comune di Calabritto, geom. Rocco Iannone;

Decreta:

Art. 1.

È approvato il verbale di consegna definitiva all'Amministrazione comunale di Calabritto delle strade connesse all'asse principale, ricadenti nel territorio del medesimo Comune, nell'ambito del progetto 39/40/6055 - strada a scorrimento veloce «Fondo Valle Sele» Contursi - Lioni, III tratto da Calabritto a Lioni.

Art. 2.

L'amministrazione comunale di Calabritto provvederà, a sua cura e spese, a volturare l'intestazione dei suoli direttamente al Demanio dello Stato - ramo strade, effettuata dal Concessionario, secondo le direttive, nei confronti delle amministrazioni statali succedutesi e designate all'attuazione degli interventi ex articolo 21 e 32, legge n. 219/1981.

Art.3.

L'amministrazione comunale di Calabritto provvederà, altresì, a subentrare ovvero a volturare a proprio nome tutte le eventuali concessioni e servitù, contratti di fornitura di servizi, inerenti il progetto.

Art. 4.

Il presente decreto viene notificato al M.A.P., al Concessionario ed all'Amministrazione comunale di Calabritto mediante raccomandata con ricevuta di ritorno.

Art. 5.

Il presente decreto viene trasmesso alla *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana per la successiva pubblicazione.

Roma, 7 febbario 2006

Il commissario ad Acta*:* D'AMBROSIO

06A02498

DECRETO 7 febbraio 2006.

Prog. n. 39/40/6055 - Strada a scorrimento veloce Fondo Valle Sele da Calabritto a Lioni (III lotto). Consegna definitiva viabilità connessa all'asse principale all'amministrazione comunale di Lioni.

IL COMMISSARIO *AD ACTA*
(legge n. 289/02 art. 86)

Vista la legge 19 dicembre 1992, n. 488, di conversione in legge, con modificazioni, del decreto legge del 22 ottobre 1992, n. 415, con cui è stata, fra l'altro, disposta la soppressione del Dipartimento per il Mezzogiorno e dell'Agenzia per la promozione dello sviluppo del Mezzogiorno;

Visto l'articolo 12, comma 1°, del decreto legislativo n. 96 del 3 aprile 1993, che trasferisce, in particolare, al Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato le funzioni relative alla ricostruzione dei territori della Campania e Basilicata colpiti dagli eventi sismici del 1980/81, per la parte relativa alle attività produttive;

Visto il decreto in data 31 maggio 1993 del Ministero del bilancio e della programmazione economica, di concerto con il Ministro dei lavori pubblici e con il Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato, ed in particolare l'articolo 1, relativo al trasferimento delle funzioni e delle competenze di cui agli articoli 27 e 39 del decreto legislativo del 30 marzo 1990, n. 76, svolte dalla Gestione Separata Terremoto costituita presso la soppressa Agenzia per la promozione dello sviluppo del Mezzogiorno ai sensi dell'articolo 13 della legge del 10 febbraio 1989, n. 48;

Visto il decreto del Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato in data 22 giugno 1993, con il quale è stata individuata la Direzione generale della produzione industriale quale ufficio del Ministero competente per l'esercizio delle funzioni trasferite ai sensi del citato articolo 12, comma 1°, del decreto legislativo n. 96/1993;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica n. 220 del 28 marzo 1997 con il quale è stato approvato il regolamento recante norme sulla riorganizzazione

degli uffici di livello dirigenziale generale del Ministero dell'industria, del commercio e dell'artigianato ed è stata individuata, all'articolo 7, la Direzione generale per il coordinamento degli incentivi alle imprese per le competenze relative alle zone colpite dagli eventi sismici di cui al decreto legislativo n. 96 del 3 aprile 1993;

Visto il decreto legislativo 30 luglio 1999, n. 330 che istituisce il Ministero delle attività produttive;

Visto il decreto ministeriale del 21 luglio 2000 di riorganizzazione degli Uffici dirigenziali di livello non generale del M.I.C.A. che attribuisce all'Ufficio B5 della D.G.C.I.I. il completamento degli interventi nelle aree terremotate;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 26 marzo 2001, n. 175 recante il Regolamento di organizzazione del Ministero delle attività produttive;

Vista la legge 289 del 27 dicembre 2002 che, all'articolo 86 (Interventi per la ricostruzione nei comuni colpiti da eventi sismici di cui alla legge 14 maggio 1981, n. 219), prevede la nomina di un Commissario *ad Acta* al fine della definitiva chiusura degli interventi infrastrutturali di cui all'articolo 32 della legge n. 219/1981;

Visto il decreto del 21 febbraio 2003 del Ministro delle attività produttive di nomina del sottoscritto quale Commissario *ad Acta* registrato alla Corte dei conti il 14 aprile 2003 - Ufficio di controllo atti Ministeri delle attività produttive, registro n. 1 attività produttive, foglio 265 e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 120 del 26 maggio 2003;

Visto che, ai sensi del comma 1 del citato articolo 86 della legge 289/02, il Commissario *ad Acta* deve provvedere, tra l'altro, alla consegna definitiva delle opere collaudate agli enti destinatari, preposti alla relativa gestione;

Vista la situazione delle opere collaudate e non consegnate definitivamente agli enti destinatari, nonché lo stato delle relative procedure espropriative;

Vista la Convenzione in data 14 settembre 1982, intercorsa tra il ministro designato - Concedente - ed il Consorzio INFRAV - Concessionario - con il quale è stata affidata la progettazione e realizzazione delle opere di infrastrutturazione del nucleo industriale di Nusco - Lioni - S. Angelo dei Lombardi;

Visto l'Atto del 21 luglio 1983, aggiuntivo alla Convenzione del 14 settembre 1982, con il quale è stata affidata la progettazione e la esecuzione del 3° tratto della strada a scorrimento veloce Fondo Valle Sele da Calabritto a Lioni (Progetto n. 39/40/6055);

Visto il decreto del Ministro designato in data 7 maggio 1985 con il quale è stato approvato il progetto esecutivo della medesima opera viaria (prog. n. 6055) per l'importo di L. 123.450.558.802 (€ 63.756.892,79);

Visto l'atto dell'11 novembre 1986, aggiuntivo alla Convenzione del 14 settembre 1982 con il quale è stata affidata la progettazione e la esecuzione dello svincolo di Materdomini (Progetto n. 39/40/6061);

Visto l'atto di transazione del 19 settembre 1995 con il quale sono state risolte le controversie insorte tra il Consorzio concessionario INFRAV e l'amministrazione, nonché definiti i criteri di ripresa dei lavori;

Visto il decreto ministeriale n. 199/GST/MICA del 31 ottobre 1995 con il quale, i progetti n. 39/40/6055 e n. 39/40/6061, sono stati unificati ed è stata approvata la perizia di completamento stralcio;

Visto il decreto ministeriale 302/GST/MICA del 16 ottobre 1998 con il quale è stata approvata la perizia di completamento del terzo tratto;

Visto il decreto n. 108/B5/MAP del 12 ottobre 2001 con il quale è stata approvata la perizia di variante in relazione ai lavori approvati con il decreto ministeriale n. 199/95 e n. 302/98;

Visto il decreto 62/B5/MAP del 16 luglio 2002 con il quale è stata approvata la perizia di variante dei lavori di sistemazione idraulica a valle dello svincolo di Materdomini ed è stato definito l'importo complessivo finanziato dei lavori in € 125.713.376,27 (L. 243.415.039.075);

Visti gli ordini di servizio n. 90 del 31 gennaio 2005 e n. 91 del 17 febbraio 2005 con i quali sono state recepite le lavorazioni ulteriori, prescritte dall'Anas nel corso del sopralluogo del 9 settembre 2004, necessarie per la consegna allo stesso ente anche del tratto Teora - Lioni dell'opera viaria di che trattasi;

Visto il certificato di collaudo tecnico finale, redatto in data 13 luglio 2005 dalla Commissione di collaudo, con il quale sono stati collaudati, per quanto attiene tutti gli aspetti tecnici, i lavori contrattuali ed extracontrattuali relativi alla strada a scorrimento veloce «Fondo Valle Sele» 3° tratto da Calabritto a Lioni e lo svincolo di Materdomini (Prog. n. 39/40/6055);

Visti i verbali dell'11 luglio 2000, 21 novembre 2000 e 1° agosto 2003 con i quali sono stati consegnati in via provvisoria all'ANAS S.p.A. ed eserciti i tratti stradali, rispettivamente, dallo svincolo di Calabritto alla progressiva 4.994,55, dalla progressiva 4.994,5 alla progressiva 9.068,34 ed il viadotto n. 14 in prossimità dello svincolo di Teora, della strada a scorrimento veloce «Fondo Valle Sele» (III lotto);

Visto che l'intestazione dei suoli, effettuata dal Concessionario secondo direttive nei confronti delle amministrazioni statali succedutesi, sarà volturata a proprio nome e a sua cura e spese, dall'Amministrazione comunale di Lioni;

Visto che ogni soggetto destinatario di opere in argomento è a conoscenza delle restanti opere e del loro destinatario;

Visto che il tratto stradale Teora-Lioni non è mai stato oggetto di precedente consegna;

Visto che la procedura espropriativa è stata sostanzialmente ultimata, e gli eventuali perfezionamenti di atti saranno comunque portati a termine dal MAP, giusta nota n. B5/2005/1081373 del 30 settembre 2005 dell'Ufficio D.G.C.I.I. del MAP, tramite il Concessionario;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri del 23 novembre 2004 con il quale veniva individuata la rete stradale di interesse nazionale e regionale ricadente nella regione Campania;

Vista la propria comunicazione n. 2872 del 10 ottobre 2005 effettuata ai sensi e per gli effetti dell'articolo 7 della legge n. 241 del 7 agosto 1990 e successive modificazioni e integrazioni;

Visto il decreto commissariale n. 107, del 21 settembre 2005, con il quale si delegava alle operazioni di consegna definitiva all'Amministrazione comunale di Lioni delle strade e sovrappassi ricadenti nel territorio del medesimo comune nell'ambito del progetto 39/40/6055 - strada a scorrimento veloce «Fondo Valle Sele» Contursi - Lioni, III tratto da Calabritto a Lioni, il P.A. Biagio Coscia, funzionario della sezione di Avellino del M.A.P., in rappresentanza del Commissario *ad Acta ex* articolo 86, legge n. 289/2002;

Visto il verbale di consegna definitivo delle strade e sovrappassi ricadenti nel territorio del comune di Lioni nell'ambito del progetto n. 39/40/6055 - strada a scorrimento veloce «Fondo Valle Sele» Contursi - Lioni, III tratto da Calabritto a Lioni - sottoscritto in data 26 gennaio 2006 dal rappresentante del Commissario *ad Acta ex* articolo 86, legge n. 289/2002. P.A. Biagio Coscia e dal responsabile dell'Ufficio tecnico del comune di Lioni, ing. Antonio Di Genova;

Decreta:

Art. 1.

È approvato il verbale di consegna definitiva all'Amministrazione comunale di Lioni delle strade e sovrappassi connesse all'asse principale, ricadenti nel territorio del medesimo comune, nell'ambito del progetto n. 39/40/6055 - strada a scorrimento veloce «Fondo Valle Sele» Contursi - Lioni, III tratto da Calabritto a Lioni.

Art. 2.

L'Amministrazione comunale di Lioni provvederà, a sua cura e spese, a volturare l'intestazione dei suoli direttamente al Demanio dello Stato - ramo strade, effettuata dal Concessionario, secondo le direttive, nei confronti delle amministrazioni statali succedutesi e designate all'attuazione degli interventi ex art. 21 e 32, legge n. 219/1981.

Art. 3.

L'Amministrazione comunale di Lioni provvederà, altresì, a subentrare ovvero a volturare a proprio nome tutte le eventuali concessioni e servitù, contratti di fornitura di servizi, inerenti il progetto.

Art. 4.

Il presente decreto viene notificato al M.A.P., al Concessionario ed all'Amministrazione comunale di Lioni mediante raccomandata con ricevuta di ritorno.

Art. 5.

Il presente decreto viene trasmesso alla *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana per la successiva pubblicazione.

Roma, 7 febbario 2006

Il commissario ad Acta*:* D'AMBROSIO

06A02499

DECRETO 10 febbraio 2006.

Modifiche alla tabella relativa alle zone climatiche di appartenenza dei comuni italiani, allegata al regolamento per gli impianti termici degli edifici, emanato con decreto del Presidente della Repubblica 26 agosto 1993, n. 412. Comune di Veroli.

IL MINISTRO DELLE ATTIVITÀ PRODUTTIVE

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 26 agosto 1993, n. 412, recante il «Regolamento per la progettazione, l'installazione, l'esercizio e la manutenzione degli impianti termici degli edifici ai fini del contenimento dei consumi di energia, in attuazione dell'art. 4, comma 4, della legge 9 gennaio 1991, n. 10», come modificato dal decreto del Presidente della Repubblica 21 dicembre 1999, n. 551;

Visto in particolare l'art. 2, comma 2, del citato decreto del Presidente della Repubblica n. 412/1993, secondo cui la tabella in allegato *A*, recante i gradi-giorno dei comuni italiani, può essere modificata ed integrata con decreto del Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato (ora Ministro delle attività produttive), anche in relazione all'istituzione di nuovi comuni, o alle modificazioni dei territori comunali, avvalendosi delle competenze tecniche dell'ENEA ed in conformità ad eventuali metodologie fissate dall'UNI;

Visti i decreti del Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato del 16 maggio 1995 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 119 del 24 maggio 1995, del 6 ottobre 1997 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 242 del 16 ottobre 1997, del 4 agosto 2000 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 206 del 4 settembre 2000, del 12 ottobre 2000 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 251 del 26 ottobre 2000, del 3 aprile 2001 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 111 del 15 maggio 2001, del 20 aprile 2001 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 116 del 21 maggio 2001 e del 31 maggio 2001 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 156 del 7 luglio 2001 recanti «Modificazioni ed integrazioni alla tabella relativa alle zone climatiche di

appartenenza dei comuni italiani allegata al regolamento per gli impianti termici degli edifici, emanato con decreto del Presidente della Repubblica 26 agosto 1993, n. 412»;

Visti i decreti del Ministro delle attività produttive del 2 luglio 2001 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 236 del 10 ottobre 2001, del 3 luglio 2001 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 237 dell'11 ottobre 2001, del 4 luglio 2001 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 45 del 22 febbraio 2002, del 12 luglio 2001 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 239 del 13 ottobre 2001, del 3 settembre 2001 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 241 del 16 ottobre 2001, del 13 settembre 2001 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 261 del 9 novembre 2001, del 6 novembre 2001 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 46 del 23 febbraio 2002, del 3 dicembre 2001 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 3 del 4 gennaio 2002, del 14 gennaio 2002 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 51 del 1º marzo 2002, dell'8 marzo 2002 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 78 del 3 aprile 2002, del 15 marzo 2002 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 86 del 12 aprile 2002, del 16 marzo 2002 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 104 del 6 maggio 2002, del 31 maggio 2002 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 147 del 25 giugno 2002, dell'11 dicembre 2002 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 5 dell'8 gennaio 2003, del 13 dicembre 2002 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 22 del 28 gennaio 2003, del 16 dicembre 2002 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 22 del 28 gennaio 2003, del 17 dicembre 2002 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 29 del 5 febbraio 2003, del 18 dicembre 2002 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 29 del 5 febbraio 2003, del 19 dicembre 2002 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 36 del 13 febbraio 2003, del 20 dicembre 2002 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 36 del 13 febbraio 2003, del 27 dicembre 2002 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 36 del 13 febbraio 2003, del 7 marzo 2003 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 82 dell'8 aprile 2003, del 23 maggio 2003 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 137 del 16 giugno 2003, del 26 maggio 2003 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 156 dell'8 luglio 2003, del 27 maggio 2003 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 156 dell'8 luglio 2003, del 24 luglio 2003 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 222 del 24 settembre 2003, del 28 agosto 2003 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 222 del 24 settembre 2003, del 6 ottobre 2003 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 268 del 18 novembre 2003, del 17 maggio 2004 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 139 del 16 giugno 2004, del 17 giugno 2004 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 184 del 7 agosto 2004, del 29 novembre 2004 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 298 del 21 dicembre 2004, del 13 dicembre 2004 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 4 del 7 gennaio 2005, del 14 dicembre 2004 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 4 del 7 gennaio 2005, del 24 marzo 2005 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 92 del 21 aprile 2005, del 29 marzo 2005 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 92 del 21 aprile 2005, del 7 aprile 2005 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 117 del 21 maggio 2005, del 20 maggio 2005 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 149 del 29 giugno 2005, del 21 luglio 2005 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 189 del 16 agosto 2005, del 22 luglio 2005 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 189 del 16 agosto 2005, del 25 luglio 2005 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 192 del 19 agosto 2005, del 26 luglio 2005 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 189 del 16 agosto 2005 e del 27 luglio 2005 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana n. 185 del 10 agosto 2005, recanti «Modificazioni ed integrazioni alla tabella relativa alle zone climatiche di appartenenza dei comuni italiani allegata al regolamento per gli impianti termici degli edifici», emanato con decreto del Presidente della Repubblica 26 agosto 1993, n. 412»;

Vista la lettera del sindaco del comune di Veroli, in provincia di Frosinone, protocollo n. 0025081 del 2 dicembre 2005, con la quale viene chiesta la verifica dell'esattezza dei parametri che hanno determinato l'attribuzione del comune di Veroli medesimo alla zona climatica D;

Viste le valutazioni tecniche dell'ENEA, comunicate con nota prot. ENEA/UDA/Sisten/2005/79665 del 16 dicembre 2005 dalla quale risulta che in sede di compilazione della tabella *A* allegata al decreto del Presidente della Repubblica 26 agosto 1993, n. 412, è stato presumibilmente commesso un errore nel calcolo dei gradi-giorno da attribuire al comune di Veroli e che, sulla base delle risultanze tecniche, conformemente alla metodologia fissata dal decreto citato, al comune di Veroli vanno attribuiti 2281 gradi-giorno con la modifica della zona climatica da D ad E;

Tenuto conto che l'UNI non ha ancora fissato nuove metodologie di determinazione dei gradi-giorni;

Ritenuto di dover procedere alle necessarie rettifiche della tabella allegato *A* al citato regolamento;

Decreta:

Articolo unico

1. Nella tabella allegato *A* al decreto del Presidente della Repubblica 26 agosto 1993, n. 412, le indicazioni relative al comune di Veroli, in provincia di Frosinone, sono sostituite da quelle di seguito elencate:

pr	z	gr-g	alt	comune
FR	E	2281	594	Veroli

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 10 febbraio 2006

Il Ministro: SCAJOLA

06A02441

MINISTERO DELL'ISTRUZIONE DELL'UNIVERSITÀ E DELLA RICERCA

DECRETO 23 novembre 2005.

Integrazione del decreto 5 maggio 2004. Equiparazioni dei diplomi di laurea (DL) del vecchio ordinamento alle classi delle lauree specialistiche (LS), ai fini della partecipazione ai pubblici concorsi.

IL MINISTRO DELL'ISTRUZIONE DELL'UNIVERSITÀ E DELLA RICERCA
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LA FUNZIONE PUBBLICA

Visto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, n. 1592;

Vista la legge 21 febbraio 1980, n. 28;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 luglio 1980, n. 382;

Vista la legge 9 maggio 1989, n. 168, istitutiva del Ministero dell'università e della ricerca scientifica e tecnologica;

Vista la legge 19 novembre 1990, n. 341, art. 9 comma 6, concernente l'equiparazione dei titoli di studio ai fini della partecipazione a pubblici concorsi;

Vista la legge 12 gennaio 1991, n. 13, con riguardo all'art. 2;

Visto l'art. 17, comma 95, della legge 15 maggio 1997, n. 127, e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto il decreto ministeriale 3 novembre 1999, n. 509, recante norme concernenti l'autonomia didattica degli atenei;

Visto il decreto ministeriale 22 ottobre 2004, n. 270, che ha sostituito il predetto decreto ministeriale n. 509/1999;

Visti i decreti ministeriali 28 novembre 2000 e 12 aprile 2001, relativi alla determinazione delle classi delle lauree universitarie specialistiche;

Vista la circolare della Presidenza del Consiglio dei Ministri, Dipartimento per la funzione pubblica, n. 6350/4.7 del 27 dicembre 2000:

Visto il decreto interministeriale del 5 maggio 2004 di equiparazione dei diplomi di laurea, rilasciati secondo il vecchio ordinamento, alle nuove classi delle lauree specialistiche, ai fini della partecipazione ai pubblici concorsi;

Vista richiesta dell'Università degli studi di Genova del 24 febbraio 2005, prot. n. 65 con la quale si chiede l'integrazione della Tabella contenuta nel citato decreto interministeriale 5 maggio 2004 con l'inserimento dell'equiparazione dei diplomi di laurea in «Materie letterarie» e «Pedagogia» rispettivamente alle classi delle lauree specialistiche 40/S e 87/S;

Visto il parere favorevole espresso dal Consiglio universitario nazionale nell'adunanza del 9 giugno 2005 in merito alla suddetta richiesta;

Considerato che nella predisposizione dei bandi ai fini della partecipazione ai pubblici concorsi è opportuno tenere conto della suindicata equiparazione;

Ritenuto di dover procedere all'integrazione della Tabella di cui al decreto interministeriale 5 maggio 2004;

Decreta:

Art.1

Il decreto interministeriale del 5 maggio 2004 è integrato nella parte relativa alla Tabella con le equiparazioni del diploma di laurea (DL) del vecchio ordinamento in «Materie letterarie» alla classe 40/S delle lauree specialistiche (LS) e del diploma di laurea (DL) del vecchio ordinamento in «Pedagogia» alle classi 87/S o 65/S delle lauree specialistiche (LS), di cui al decreto ministeriale 28 novembre 2000;

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 23 novembre 2005

Il Ministro dell'istruzione dell'università e della ricerca
MORATTI

Il Ministro per la funzione pubblica
BACCINI

Registrato alla Corte dei conti il 28 gennaio 2006
Ufficio controllo preventivo sui Ministeri dei servizi alla persona e dei beni culturali, registro n. 1, foglio n. 60

06A02440

DECRETO 7 febbraio 2006.

Riconoscimento, alla prof.ssa Virginie De Marchant et d'Ansembourg, di titolo di studio estero, quale titolo abilitante per l'esercizio in Italia della professione di insegnante.

IL DIRETTORE GENERALE
PER GLI ORDINAMENTI SCOLASTICI

Visti la legge 19 novembre 1990, n. 341; il decreto legislativo 27 gennaio 1992, n. 115; il decreto legislativo 16 aprile 1994, n. 297; il decreto ministeriale 21 ottobre 1994, n. 298, e successive modificazioni; il decreto del Presidente della Repubblica 31 luglio 1996, n. 471; il decreto ministeriale n. 39 del 30 gennaio 1998; il decreto ministeriale 28 maggio 1992; il decreto ministeriale 26 maggio 1998; il decreto legislativo 30 luglio 1999, n. 300; il decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 2000, n. 445; il decreto legislativo 30 marzo 2001, n. 165; il decreto interministeriale 4 giugno 2001; il decreto del Presidente della Repubblica 18 gennaio 2002, n. 54; il decreto legislativo 8 luglio 2003, n. 277;

Viste l'istanza, presentata ai sensi dell'art. 12, commi 1 e 2, del citato decreto legislativo n. 115, di riconoscimento di titolo di formazione professionale per l'insegnamento acquisito nella Comunità europea dalla persona sotto indicata, nonché la documentazione prodotta a corredo dell'istanza medesima, rispondente ai requisiti formali prescritti dall'art. 10 del citato decreto legislativo n. 115, relativa al titolo di formazione sotto indicato;

Rilevato che il riconoscimento è richiesto ai fini dell'esercizio della professione corrispondente a quella cui la persona interessata è abilitata nel Paese che ha rilasciato il titolo;

Rilevato, altresì, che l'esercizio della professione in argomento è subordinato, sia nell'altro Paese che in Italia, al possesso di una formazione comprendente un ciclo di studi post-secondari di durata minima di tre anni;

Tenuto conto della valutazione espressa in sede di conferenza di servizi nella seduta del 18 gennaio 2006, indetta ai sensi dell'art. 12, comma 4, del citato decreto legislativo n. 115;

Ritenuto che: sussistono i presupposti per il riconoscimento, atteso che il titolo posseduto dalla persona interessata comprova una formazione professionale adeguata per natura, composizione e durata; il riconoscimento non deve essere subordinato a misure compensative in quanto la formazione professionale attestata non verte su materie sostanzialmente diverse da quelle contemplate nella formazione professionale prescritta dalla legislazione vigente in Italia; l'esperienza professionale posseduta integra e completa la formazione professionale;

Decreta:

1. Il titolo di formazione così composto: diploma di laurea in Filologia Romanza, rilasciato il 28 giugno 1996 dall'Università Libera di Bruxelles; titolo di abilitazione all'insegnamento secondario superiore, orientamento Lingue e Letterature Romanze rilasciato il 28 giugno 1996 dall'Università Libera di Bruxelles; posseduto da nome Virginie De Marchant et D'Ansembourg, nata a Uccle, il 5 agosto 1973, di cittadinanza comunitaria; ai sensi e per gli effetti di cui al decreto legislativo 7 gennaio 1992, n. 115, è titolo di abilitazione all'esercizio della professione di docente nelle scuole italiane di istruzione secondaria nelle classi di concorso:

45/A «Lingua straniera» - Francese;

46/A «Lingue e civiltà straniere» - Francese.

2. Il presente decreto, per quanto dispone l'art. 12, comma 7, del citato decreto legislativo n. 115, è pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale*.

Roma, 7 febbraio 2006

Il direttore generale: CRISCUOLI

06A02509

DECRETO 7 febbraio 2006.

Riconoscimento, alla prof.ssa Jolanta Jaworska, di titolo di studio estero, quale titolo abilitante per l'esercizio in Italia della professione di insegnante.

IL DIRETTORE GENERALE
PER GLI ORDINAMENTI SCOLASTICI

Visti la legge 19 novembre 1990, n. 341; il decreto legislativo 27 gennaio 1992, n. 115; il decreto legislativo 16 aprile 1994, n. 297; il decreto ministeriale 21 ottobre 1994, n. 298, e successive modificazioni; il decreto del Presidente della Repubblica 31 luglio 1996, n. 471; il decreto ministeriale n. 39 del 30 gennaio 1998; il decreto ministeriale 28 maggio 1992; il decreto ministeriale 26 maggio 1998; il decreto legislativo 30 luglio 1999, n. 300; il decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 2000, n. 445; il decreto legislativo 30 marzo 2001, n. 165; il decreto interministeriale 4 giugno 2001; il decreto del Presidente della Repubblica 18 gennaio 2002, n. 54; il decreto legislativo 8 luglio 2003, n. 277;

Viste l'istanza, presentata ai sensi dell'art. 12, commi 1 e 2, del citato decreto legislativo n. 115, di riconoscimento di titolo di formazione professionale per l'insegnamento acquisito nella Comunità europea dalla persona sotto indicata, nonché la documentazione prodotta a corredo dell'istanza medesima,

rispondente ai requisiti formali prescritti dall'art. 10 del citato decreto legislativo n. 115, relativa al titolo di formazione sotto indicato;

Rilevato che il riconoscimento è richiesto ai fini dell'esercizio della professione corrispondente a quella cui la persona interessata è abilitata nel Paese che ha rilasciato il titolo;

Rilevato, altresì, che l'esercizio della professione in argomento è subordinato, sia nell'altro Paese che in Italia, al possesso di una formazione comprendente un ciclo di studi post-secondari di durata minima di tre anni;

Tenuto conto della valutazione espressa in sede di conferenza di servizi nella seduta del 18 gennaio 2006, indetta ai sensi dell'art. 12, comma 4, del citato decreto legislativo n. 115;

Ritenuto che: sussistono i presupposti per il riconoscimento, atteso che il titolo posseduto dalla persona interessata comprova una formazione professionale adeguata per natura, composizione e durata; il riconoscimento non deve essere subordinato a misure compensative in quanto la formazione professionale attestata non verte su materie sostanzialmente diverse da quelle contemplate nella formazione professionale prescritta dalla legislazione vigente in Italia; l'esperienza professionale posseduta integra e completa la formazione professionale;

Decreta:

1. Il titolo di formazione: diploma di laurea in scienze biologiche, specializzazione insegnamento, rilasciato il 27 settembre 1990 dall'Università di Varsavia, filiale a Bialystok, posseduto da Jolanta Jaworska, nata a Ostrow Mazowiecka (Polonia), il 23 ottobre 1996, di cittadinanza comunitaria (italiana); ai sensi e per gli effetti di cui al decreto legislativo 27 gennaio 1992, n. 115, è titolo di abilitazione all'esercizio della professione di docente nelle scuole italiane di istruzione secondaria nelle classi di concorso:

59/A «Scienze matematiche, chimiche, fisiche e naturali nella scuola media»;

60/A «Scienze naturali, chimica e geografia, microbiologia».

2. Il presente decreto, per quanto dispone l'art. 12, comma 7, del citato decreto legislativo n. 115, è pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale*.

Roma, 7 febbraio 2006

Il direttore generale: CRISCUOLI

06A02510

DECRETI E DELIBERE DI ALTRE AUTORITÀ

COMMISSIONE NAZIONALE PER LE SOCIETÀ E LA BORSA

DELIBERAZIONE 8 febbraio 2006.

Adozione del regolamento recante l'individuazione dei tipi di dati sensibili e giudiziari e di operazioni eseguibili ai sensi dell'articolo 20, comma 2, e dell'articolo 21, comma 2, del decreto legislativo 30 giugno 2003, n. 196, Codice in materia di protezione dei dati personali. (Deliberazione n. 15318).

LA COMMISSIONE NAZIONALE PER LE SOCIETÀ E LA BORSA

Vista la legge 7 giugno 1974, n. 216, conversione in legge, con modificazioni, del decreto-legge 8 aprile 1974, n. 95, recante disposizioni relative al mercato mobiliare ed al trattamento fiscale dei titoli azionari, e successive modificazioni ed, in particolare, l'articolo 1, comma 8, del citato decreto-legge 8 aprile 1974, n. 95, ai sensi del quale la Commissione delibera le norme concernenti la propria organizzazione ed il proprio funzionamento;

Visto il decreto legislativo 24 febbraio 1998, n. 58, testo unico delle disposizioni in materia di intermediazione finanziaria, ai sensi degli articoli 8 e 21 della legge 6 febbraio 1996, n. 52;

Visto il Regolamento di organizzazione e funzionamento dell'Istituto, adottato con delibera n. 8674 del 17 novembre 1994, resa esecutiva con decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri del 25 novembre 1994;

Visto il regolamento del personale della CONSOB, approvato con delibera n. 13859 del 4 dicembre 2002, resa esecutiva con decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri del 30 dicembre 2002;

Visto il regolamento per l'amministrazione e la contabilità della Commissione nazionale per le società e la borsa, adottato con delibera n. 10359 dell'11 dicembre 1996 e reso esecutivo con decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri del 21 gennaio 1997;

Visto l'articolo 20, comma 1, del decreto legislativo 30 giugno 2003, n. 196, Codice in materia di protezione dei dati personali, ai sensi del quale il trattamento dei dati sensibili da parte di soggetti pubblici è consentito solo se autorizzato da espressa disposizione di legge nella quale sono specificati i tipi di dati che possono essere trattati e di operazioni eseguibili e le finalità di rilevante interesse pubblico perseguite, e l'articolo 20, comma 2, del medesimo decreto, ai sensi del quale nei casi in cui una disposizione di legge specifica la finalità di rilevante interesse pubblico, ma non i tipi di dati sensibili e di operazioni eseguibili, il trattamento è consentito solo in riferimento ai tipi di dati e di operazioni identificati e resi pubblici a cura dei soggetti che ne effettuano il trattamento, in relazione alle specifiche finalità perseguite nei singoli casi e nel rispetto dei principi di cui all'articolo 22, con atto di natura regolamentare adottato in conformità al parere espresso dal Garante per la protezione dei dati personali ai sensi dell'articolo 154, comma 1, lettera *g)*, del medesimo decreto;

Visto l'articolo 21, comma 1, del sopra citato decreto legislativo 30 giugno 2003, n. 196, ai sensi del quale il trattamento di dati giudiziari da parte di soggetti pubblici è consentito solo se autorizzato da espressa disposizione di legge o provvedimento del Garante che specifichi le finalità di rilevante interesse pubblico del trattamento, i tipi di dati trattati e di operazioni eseguibili, e l'articolo 21, comma 2, del medesimo decreto, ai sensi del quale la disposizione dell'articolo 20, comma 2, si applica anche al trattamento dei dati giudiziari;

Vista la Parte II del medesimo decreto legislativo 30 giugno 2003, n. 196, intitolata «Disposizioni relative a specifici settori», nella quale sono indicate finalità di rilevante interesse pubblico che rendono ammissibile il trattamento di dati sensibili e giudiziari da parte di soggetti pubblici;

Visto il provvedimento del Garante per la protezione dei dati personali in data 21 dicembre 2005 recante autorizzazione n. 7/2005 al trattamento dei dati a carattere giudiziario da parte di privati, di enti pubblici economici e di soggetti pubblici;

Ravvisata la necessità di provvedere all'individuazione dei tipi di dati sensibili e giudiziari e di operazioni eseguibili, ai sensi dell'articolo 20, comma 2, e dell'articolo 21, comma 2, del decreto legislativo 30 giugno 2003, n. 196, nell'ambito dei trattamenti di dati personali effettuati per le finalità di interesse pubblico individuate dalla legge;

Ritenuto di individuare analiticamente nelle tabelle allegate le operazioni effettuate dalla Consob che possono spiegare effetti maggiormente significativi per l'interessato, con particolare riguardo alle operazioni di comunicazione a terzi, di diffusione e di trasferimento di dati personali all'estero ai sensi dell'articolo 43 del decreto legislativo 30 giugno 2003, n. 196;

Ritenuto, altresì, di indicare sinteticamente anche le operazioni ordinarie che la Consob deve necessariamente svolgere per perseguire le finalità di rilevante interesse pubblico individuate dalla legge (operazioni di raccolta, registrazione, organizzazione, conservazione, consultazione, elaborazione, modificazione, selezione, estrazione, utilizzo, blocco, cancellazione e distruzione);

Considerato che per quanto concerne tutti i trattamenti di cui alle allegate tabelle è stato verificato il rispetto dei principi e delle garanzie previste dall'articolo 22 del decreto legislativo 30 giugno 2003, n. 196, con particolare riferimento alla pertinenza, non eccedenza e indispensabilità dei dati sensibili e giudiziari utilizzati rispetto alle finalità perseguite, all'indispensabilità delle predette operazioni per il perseguimento delle finalità di rilevante interesse pubblico individuate dalla legge, nonché all'esistenza di fonti normative idonee a rendere lecite le medesime operazioni o, ove richiesta, all'indicazione scritta dei motivi;

In conformità al parere favorevole espresso in data 15 dicembre 2005 dal Garante per la protezione dei dati personali, ai sensi dagli articoli 20, comma 2, 21, comma 2, e 154, comma 1, lettera *g)*, del decreto legislativo 30 giugno 2003, n. 196;

Delibera:

È adottato il regolamento recante l'individuazione dei tipi di dati sensibili e giudiziari e di operazioni eseguibili ai sensi dell'articolo 20, comma 2, e dell'articolo 21, comma 2, del decreto legislativo 30 giugno 2003, n. 196, Codice in materia di protezione dei dati personali. Il regolamento consta di 4 articoli e di 10 tabelle allegate.

La presente delibera e l'annesso Regolamento saranno trasmessi alla Presidenza del Consiglio dei Ministri per gli adempimenti di competenza e saranno pubblicati nel bollettino della Consob e nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, 8 febbraio 2006

Il presidente: CARDIA

REGOLAMENTO RECANTE L'INDIVIDUAZIONE DEI TIPI DI DATI SENSIBILI E GIUDIZIARI E DI OPERAZIONI ESEGUIBILI AI SENSI DELL'ARTICOLO 20, COMMA 2, E DELL'ARTICOLO 21, COMMA 2, DEL DECRETO LEGISLATIVO 30 GIUGNO 2003, N. 196, CODICE IN MATERIA DI PROTEZIONE DEI DATI PERSONALI

Art. 1.

(Ambito applicativo)

Le norme del presente regolamento si applicano ai trattamenti di dati personali di cui all'articolo 20, comma 2, e all'articolo 21, comma 2, del decreto legislativo 30 giugno 2003, n. 196, effettuati dalla Consob.

Art. 2.

(Tipi di dati e di operazioni eseguibili)

1. I trattamenti di dati personali di cui all'articolo 1, effettuati per il perseguimento di finalità di interesse pubblico individuate dalla legge, hanno ad oggetto i tipi di dati indicati nelle tabelle, contraddistinte dai numeri da 1 a 10, allegate al presente regolamento; dette tabelle individuano le operazioni eseguibili sui medesimi dati.

2. Le tabelle di cui al comma 1 indicano, per ciascuno dei trattamenti di cui all'articolo 1:

1) la denominazione del trattamento;

2) la fonte normativa dell'attività istituzionale al cui svolgimento il trattamento è funzionale;

3) la finalità di rilevante interesse pubblico del trattamento individuata dalla legge;

4) i tipi di dati sensibili e/o giudiziari trattati;

5) i tipi di operazioni eseguibili;

6) la descrizione del trattamento.

3. Nelle tabelle di cui al comma 1 per «TUF» si intende il decreto legislativo 24 febbraio 1998, n. 58, testo unico delle disposizioni in materia di intermediazione finanziaria, ai sensi degli articoli 8 e 21 della legge 6 febbraio 1996, n. 52.

Art. 3.

(Pertinenza, completezza e indispensabilità)

1. I dati sensibili e giudiziari individuati dal presente regolamento sono trattati previa verifica della loro pertinenza, completezza e indispensabilità rispetto alle finalità perseguite nei singoli casi, specie nel caso in cui la raccolta non avvenga presso l'interessato.

2. Non possono essere utilizzati i dati trattati in violazione della disciplina rilevante in materia di trattamento dei dati personali e i dati che, anche a seguito delle verifiche, risultano eccedenti o non pertinenti o non indispensabili, salvo che per l'eventuale conservazione, a norma di legge, dell'atto o del documento che li contiene.

Art. 4.

(Riferimenti normativi)

1. Al fine di assicurare una maggiore semplificazione e leggibilità del presente regolamento, le disposizioni di legge e di regolamento nonché le disposizioni comunitarie individuate sotto la voce «fonte normativa» delle allegate tabelle si intendono come recanti le successive modifiche ed integrazioni.

INDICE DELLE TABELLE ALLEGATE

TABELLA 1

DENOMINAZIONE DEL TRATTAMENTO
Vigilanza su: società di revisione, soggetti abilitati all'attività di intermediazione e agenti di cambio, SGR, SICAV, promotori finanziari, sistemi di scambi organizzati, sistemi di gestione accentrata, sistemi di compensazione e liquidazione, sistemi di garanzia dei contratti, sistemi di compensazione e garanzia, società di gestione dei mercati, attività connesse alle deleghe di voto

FONTE NORMATIVA: l. n. 216/1974, TUF, d. lgs. n. 385/1993, decreti del Ministro del Tesoro, del Bilancio e della Programmazione Economica dell'11 novembre 1998 nn. 468, 469, 471 e 472

FINALITÀ DI RILEVANTE INTERESSE PUBBLICO: art. 67, comma 1, lett. a), art. 68, comma 2, lett. g), e art. 71, comma 1, lett. a), del d. lgs. n. 196/2003

TIPI DI DATI TRATTATI: dati giudiziari

TIPI DI OPERAZIONI ESEGUIBILI: Raccolta presso interessato e presso terzi, elaborazione in forma cartacea e in forma automatizzata, altre operazioni ordinarie.
Comunicazione ad Autorità e soggetti italiani indicati dall'art. 4 del TUF nei casi ivi previsti.
Comunicazione al Ministero di grazia e giustizia del provvedimento previsto dall'art. 163, comma 2, del TUF (art. 163, comma 4, del TUF) e sua diffusione (art. 3, comma 3, del TUF).
Comunicazione alle società che hanno conferito l'incarico di revisione del provvedimento previsto dall'art. 163, comma 2, del TUF (art. 163, comma 5, del TUF).
Comunicazione alla Banca d'Italia (art. 19, comma 1, art. 53, comma 6, art. 63, comma 3, art. 75, comma 5, e art. 80, comma 9, del TUF).
Diffusione del provvedimento previsto dall'art. 55, comma 2, del TUF (art. 3, comma 3, del TUF).

DESCRIZIONE DEL TRATTAMENTO
Nell'ambito dell'attività di vigilanza sulle società di revisione e di gestione dell'albo speciale delle medesime sono trattati dati giudiziari relativi ai requisiti di onorabilità prescritti per gli amministratori di dette società (art. 161, comma 2, del TUF ed art. 8, comma 1, del d. lgs. 27 gennaio 1992, n. 88) e i dati giudiziari comunicati alla Consob a cura del cancelliere dell'Autorità Giudiziaria che ha pronunciato una sentenza penale a carico di amministratori, soci e dipendenti delle stesse società di revisione per reati commessi nell'esercizio o a causa delle attribuzioni previste dal TUF (art. 179, comma 2, del TUF).
Nell'ambito dell'attività di vigilanza sui soggetti abilitati alla prestazione dei servizi di investimento, sugli agenti di cambio, su SGR e SICAV e di gestione dell'albo delle imprese di investimento sono trattati dati giudiziari relativi ai requisiti di onorabilità dei soggetti che svolgono funzioni di amministrazione, direzione e controllo presso SIM, SGR e SICAV e dei

partecipanti al capitale delle medesime società (artt. 13, 14, 34, comma 1, lett. d) ed e), e art. 43, comma 1, lett. d) ed e), del TUF, artt. 3 e 4 del decreto del Ministro del Tesoro, del Bilancio e della Programmazione Economica dell'11 novembre 1998 n. 468, art. 1 del decreto del Ministro del Tesoro, del Bilancio e della Programmazione Economica dell'11 novembre 1998 n. 469).
Sono altresì oggetto di trattamento i dati giudiziari acquisiti nell'esercizio delle funzioni attribuite alla Consob in tema di illeciti amministrativi dipendenti da reato commessi da soggetti abilitati alla prestazione di servizi di investimento, SGR e SICAV (artt. 60-*bis* del TUF e 97 *bis* del d. lgs. n. 385/1993).
Nell'ambito dell'attività di vigilanza svolta sui promotori finanziari e di gestione del relativo albo sono trattati dati giudiziari relativi ai requisiti di onorabilità degli stessi (art. 31, comma 5, del TUF e art. 1 del decreto del Ministro del Tesoro, del Bilancio e della Programmazione Economica dell'11 novembre 1998 n. 472); sono, altresì, trattati dati giudiziari ai fini dell'adozione del provvedimento previsto dall'art. 55, comma 2, del TUF (sospensione cautelare del promotore finanziario).
Nell'ambito dell'attività di vigilanza sui sistemi di scambi organizzati, sui sistemi di gestione accentrata, sui sistemi di compensazione e liquidazione, sui sistemi di garanzia dei contratti, sui sistemi di compensazione e garanzia e sulle società di gestione dei mercati sono trattati dati giudiziari relativi ai requisiti di onorabilità degli esponenti aziendali delle società di gestione dei mercati regolamentati e delle società di gestione accentrata di strumenti finanziari nonché dei partecipanti al capitale di dette società (artt. 61, commi 3-5, 63, comma 1, lett. a), e 80, commi 4-6 e 9, del TUF e artt. 3-5 del decreto del Ministro del Tesoro, del Bilancio e della Programmazione Economica dell'11 novembre 1998 n. 471).
Nell'ambito dell'attività di vigilanza sulle attività connesse alle deleghe di voto sono trattati dati giudiziari relativi ai requisiti di onorabilità degli esponenti aziendali delle società di capitali aventi per oggetto esclusivo l'attività di sollecitazione e la rappresentanza di soci in assemblea (art. 140 del TUF e artt. 3 e 4 del decreto del Ministro del Tesoro, del Bilancio e della Programmazione Economica dell'11 novembre 1998 n. 468).

TABELLA 2

DENOMINAZIONE DEL TRATTAMENTO
Vigilanza su: OPA e OPS, prospetto di quotazione, prospetto di sollecitazione

FONTE NORMATIVA: l. n. 216/1974, TUF, Regolamento Consob n. 11971/1999, Regolamento CE n. 809/2004 della Commissione

FINALITÀ DI RILEVANTE INTERESSE PUBBLICO: art. 67, comma 1, lett. a), e art. 71, comma 1, lett. a), del d. lgs. n. 196/2003

TIPI DI DATI TRATTATI : dati giudiziari

TIPI DI OPERAZIONI ESEGUIBILI: Raccolta presso interessato e presso terzi; elaborazione in forma cartacea e in forma automatizzata; altre operazioni ordinarie.
Comunicazione ad Autorità e soggetti italiani indicati dall'art. 4 del TUF nei casi ivi previsti.
Diffusione del documento d'offerta (artt. 102-103 del TUF e Regolamento Consob n. 11971/1999).
Diffusione del prospetto di quotazione (art. 113 del TUF e Regolamento Consob n. 11971/1999).
Diffusione del prospetto di sollecitazione (artt. 94-95 del TUF e Regolamento Consob n. 11971/1999).

DESCRIZIONE DEL TRATTAMENTO
Nell'ambito dell'attività di vigilanza sulla correttezza e sulla trasparenza delle informazioni fornite in occasione di OPA e di OPS nonché in sede di autorizzazione alla pubblicazione del prospetto di quotazione e del prospetto di sollecitazione sono trattati dati giudiziari relativi alla eventuale pendenza di procedimenti penali che, in quanto possano avere o abbiano avuto di recente effetti rilevanti sulla situazione economica e finanziaria dell'emittente, devono essere indicati nel documento d'offerta, nel prospetto di quotazione e nel prospetto di sollecitazione, che sono resi pubblici (Regolamento Consob n. 11971/1999 e Regolamento CE n. 809/2004 della Commissione).

TABELLA 3
DENOMINAZIONE DEL TRATTAMENTO Supporto nei rapporti internazionali
FONTE NORMATIVA: art. 4 del TUF
FINALITÀ DI RILEVANTE INTERESSE PUBBLICO: art. 67, comma 1, lett. a), e art. 68, comma 2, lett. g), del d. lgs. n. 196/2003
TIPI DI DATI TRATTATI : dati giudiziari
TIPI DI OPERAZIONI ESEGUIBILI: Raccolta presso interessato e presso terzi; elaborazione in forma cartacea e in forma automatizzata; altre operazioni ordinarie. Trasferimento all'estero ad Autorità e soggetti esteri indicati dall'art. 4 del TUF nei casi ivi previsti (art. 43 del d. lgs. n. 196/2003)
DESCRIZIONE DEL TRATTAMENTO Nell'ambito dell'attività di cooperazione con autorità dell'Unione Europea, di stati comunitari e di stati extracomunitari possono essere comunicati a dette entità i dati giudiziari acquisiti dalla Consob nell'esercizio delle funzioni di vigilanza, laddove ciò sia indispensabile.

TABELLA 4
DENOMINAZIONE DEL TRATTAMENTO Accertamento dei casi di *insider trading* e di manipolazione del mercato
FONTE NORMATIVA: artt. 180-187-*terdecies* del TUF
FINALITÀ DI RILEVANTE INTERESSE PUBBLICO: art. 67, comma 1, lett. a), e art. 71, comma 1, lett. a), del d. lgs. n. 196/2003
TIPI DI DATI TRATTATI : dati giudiziari
TIPI DI OPERAZIONI ESEGUIBILI: Raccolta presso interessato e presso terzi; elaborazione in forma cartacea e in forma automatizzata; altre operazioni ordinarie. Comunicazione ad Autorità e soggetti italiani indicati dall'art. 4 del TUF nei casi ivi previsti.
DESCRIZIONE DEL TRATTAMENTO Nell'ambito dell'attività di vigilanza sul rispetto della normativa in materia di *insider trading* e di manipolazione del mercato sono trattati dati giudiziari che assumono rilievo in relazione alle fattispecie oggetto di accertamento; a tal fine è anche prevista una particolare forma di collaborazione con l'Autorità Giudiziaria (art. 187-*decies* del TUF).

TABELLA 5

DENOMINAZIONE DEL TRATTAMENTO
Gestione degli esposti

FONTE NORMATIVA: TUF

FINALITÀ DI RILEVANTE INTERESSE PUBBLICO: art. 67, comma 1, lett. b), e art. 73, comma 2, lett. g), del d. lgs. n. 196/2003

TIPI DI DATI TRATTATI : dati giudiziari

TIPI DI OPERAZIONI ESEGUIBILI: Raccolta presso interessato e presso terzi; elaborazione in forma cartacea e in forma automatizzata; altre operazioni ordinarie.

DESCRIZIONE DEL TRATTAMENTO
In sede di valutazione della rilevanza a fini di vigilanza degli esposti pervenuti alla Consob sono trattati i dati giudiziari eventualmente contenuti in detti esposti.

TABELLA 6
DENOMINAZIONE DEL TRATTAMENTO Vigilanza sull'informazione *price sensitive* e di mercato
FONTE NORMATIVA: TUF
FINALITÀ DI RILEVANTE INTERESSE PUBBLICO: art. 67, comma 1, lett. a), e art. 71, comma 1, lett. a), del d. lgs. n. 196/2003
TIPI DI DATI TRATTATI : dati giudiziari
TIPI DI OPERAZIONI ESEGUIBILI: Raccolta presso interessato e presso terzi; elaborazione in forma cartacea e in forma automatizzata; altre operazioni ordinarie. Comunicazione ad Autorità e soggetti italiani indicati dall'art. 4 del TUF nei casi ivi previsti.
DESCRIZIONE DEL TRATTAMENTO Nell'ambito dell'attività di vigilanza sull'informazione pubblica concernente gli strumenti finanziari ed i relativi emittenti sono trattati dati giudiziari eventualmente raccolti nell'ambito delle istruttorie in quanto *price sensitive* o connessi ad informazioni *price sensitive* (trattasi solitamente di dati giudiziari di pubblico dominio ed appresi da mass media).

TABELLA 7

DENOMINAZIONE DEL TRATTAMENTO
Gestione del rapporto di lavoro del personale impiegato a vario titolo presso la Consob

FONTE NORMATIVA: l. n. 216/1974, d.p.r. n. 1124/1965, l. n. 300/1970, l. n. 19/1990, d. lgs. n. 626/1994, l n. 68/1999, l. n. 53/2000, d. lgs. n. 165/2001, d. lgs. n. 151/2001, l. n. 64/2001, d.p.r. n. 445/2000, l. n. 164/1982, Regolamento del personale Consob (adottato dalla Commissione con deliberazione n. 13859 del 4 dicembre 2002 e reso esecutivo con d.P.C.M. del 30 dicembre 2002), Regolamento disciplinante il trattamento di quiescenza del personale di ruolo della Consob (adottato dalla Commissione con delibera n. 6638 dell'1 dicembre 1992 e reso esecutivo con decreto del d.P.C.M. del 23 dicembre 1992), Regolamento disciplinante il trattamento pensionistico complementare del personale Consob assunto a far data dal 28 aprile 1993 (adottato dalla Consob con delibera n. 14839 del 17 dicembre 2004 e reso esecutivo dal d.P.C.M. con decreto del 28 gennaio 2005), Protocollo d'intesa sottoscritto con FISAC-CGIL, FIBA-CISL e UIB-UIL il 16 marzo 1994 reso esecutivo con decreto del d.P.C.M. del 27 maggio 1994 e art. 9 delibera Consob n. 13699 del 6 agosto 2002 (anticipazioni sulle indennità di fine rapporto), art. 18 d.l. n. 67/1997 conv. dalla l. n. 135/1997 e delibera Consob n. 13024 del 20 marzo 2001 resa esecutiva con decreto del d.P.C.M. del 28 marzo 2001 (rimborso delle spese di patrocinio legale), delibera Consob del 29 novembre 1999 (Disciplina sui trasferimenti a domanda motivata ad altra sede di servizio), delibera Consob dell'11 ottobre 2000 (Disciplina del rapporto di lavoro a tempo parziale del personale di ruolo della Consob), delibera Consob n. 11412 del 23 ottobre 1998 (disciplina contrattisti e distacchi), delibera Consob n. 12504 del 24 aprile 2000 (disciplina borse di studio), delibera Consob n. 13400 del 20 dicembre 2001 (disciplina stages).

FINALITÀ DI RILEVANTE INTERESSE PUBBLICO:
Instaurazione e gestione dei rapporti di lavoro dipendente di qualunque tipo, anche a tempo parziale o temporaneo, e di altre forme di impiego che non comportano la costituzione di un rapporto di lavoro subordinato (art. 112 del d. lgs. n. 196/2003)

TIPI DI DATI TRATTATI:
dati personali idonei a rivelare l'origine razziale ed etnica, le convinzioni religiose, filosofiche, d'altro genere, politiche e sindacali, lo stato di salute (con riguardo ai dipendenti ed anche ai familiari dei dipendenti: patologie attuali, patologie pregresse, terapie in corso), la vita sessuale [soltanto in caso di eventuale rettificazione di attribuzione di sesso]; dati giudiziari.

TIPI DI OPERAZIONI ESEGUIBILI:
Raccolta presso interessato e presso terzi; elaborazione in forma cartacea e in forma automatizzata; altre operazioni ordinarie.
Particolari forme di elaborazione:
- interconnessione e raffronti di dati con altri soggetti pubblici o privati: amministrazioni certificanti ai sensi del d.p.r. n. 445/2000;
- comunicazione ai seguenti soggetti per le seguenti finalità:

a) organizzazioni sindacali ai fini della gestione dei permessi e delle trattenute sindacali relativamente ai dipendenti che hanno rilasciato delega;

b) enti assistenziali, previdenziali e assicurativi e autorità locali di pubblica sicurezza a fini assistenziali e previdenziali nonché per rilevazione di eventuali patologie o infortuni sul lavoro;
c) enti ospedalieri pubblici e ASL al fine di accertare l'idoneità fisica del dipendente (art. 34 della Parte I e art. 34 della Parte II del Regolamento del personale Consob n. 13859/2002);
d) Presidenza del Consiglio dei Ministri in relazione alla rilevazione annuale dei permessi per cariche sindacali e funzioni pubbliche elettive (art. 50, comma 3, del d. lgs. n. 165/2001);
e) strutture sanitarie competenti per le visite fiscali (art. 5 della l. n. 300/1970);
f) enti di appartenenza dei lavoratori comandati in entrata (per definire il trattamento retributivo del dipendente);
g) Ispettorato del lavoro;
h) Avvocatura dello Stato per la richiesta del parere di congruità relativo ai rimborsi delle spese legali richieste dai dipendenti (art. 18 d.l. n. 67/1997 conv. dalla l. n. 135/1997);
i) uffici competenti per il collocamento obbligatorio, relativamente all'attivazione del diritto al lavoro dei soggetti disabili (l. n. 68/1999).

DESCRIZIONE DEL TRATTAMENTO

Il trattamento concerne tutti i dati relativi all'instaurazione ed alla gestione del rapporto di lavoro, avviato a qualunque titolo (compreso quello a tempo determinato, quello part-time e quello di consulenza) presso la Consob, a decorrere dall'avvio dei procedimenti concorsuali e delle altre procedure di selezione. I dati sono oggetto di trattamento presso le competenti Unità Organizzative dell'Istituto per quanto riguarda la gestione dell'orario di servizio, le certificazioni di malattie ed altri giustificativi delle assenze; vengono, inoltre, effettuati trattamenti a fini statistici e di controllo di gestione. I dati sulle convinzioni religiose possono venire in considerazione laddove il trattamento sia indispensabile per la concessione di permessi per festività oggetto di specifica richiesta dell'interessato motivata da ragioni di appartenenza a determinate confessioni religiose; quelli sulle opinioni filosofiche o d'altro genere possono venire in evidenza dalla documentazione connessa allo svolgimento del servizio di leva come obiettore di coscienza; le informazioni sulla vita sessuale possono desumersi unicamente in caso di rettificazione di attribuzione di sesso. Possono essere raccolti anche dati sulla salute relativi ai familiari del dipendente ai fini della concessione di benefici nei soli casi previsti da legge o regolamento. I dati pervengono su iniziativa dei dipendenti e/o previa richiesta da parte della Consob e vengono trattati ai fini dell'applicazione dei vari istituti contrattuali disciplinati dalla legge e dai regolamenti (gestione giuridica, economica, previdenziale, pensionistica, attività di aggiornamento e formazione). Vengono effettuate interconnessioni e raffronti con amministrazioni e gestori di pubblici servizi: tale tipo di operazioni è finalizzato esclusivamente all'accertamento d'ufficio di stati, qualità e fatti ovvero al controllo delle dichiarazioni sostitutive ai sensi dell'art. 43 del d.p.r. n. 445/2000.

TABELLA 8

DENOMINAZIONE DEL TRATTAMENTO
Gestione del rapporto di lavoro del personale impiegato a vario titolo presso la Consob - Attività relativa al riconoscimento di benefici connessi all'invalidità civile e all'invalidità derivante da cause di servizio nonché al riconoscimento di inabilità a svolgere attività lavorativa

FONTE NORMATIVA: l. n. 216/1974, d.p.r. n. 1124/1965, l. n. 336/1970, l. n. 104/1992, l. n. 68/1999, d.p.r. n. 461/2001, l. n. 335/1995, Regolamento del personale Consob (adottato dalla Commissione con deliberazione n. 13859 del 4 dicembre 2002 e reso esecutivo con d.P.C.M. del 30 dicembre 2002).

FINALITÀ DI RILEVANTE INTERESSE PUBBLICO:
Concessione, liquidazione, modifica e revoca di benefici economici, agevolazioni, elargizioni, emolumenti (art. 68 del d. lgs. n. 196/2003)

TIPI DI DATI TRATTATI:
dati personali idonei a rivelare lo stato di salute (patologie attuali, patologie pregresse, terapie in corso).

TIPI DI OPERAZIONI ESEGUIBILI:
Raccolta presso interessato e presso terzi; elaborazione in forma cartacea e in forma automatizzata; altre operazioni ordinarie.
Particolari forme di elaborazione:
- interconnessione e raffronti di dati con altri soggetti pubblici o privati: amministrazioni certificanti ai sensi del d.p.r. n. 445/2000;
- comunicazione ai seguenti soggetti per le seguenti finalità: organi preposti all'accertamento ed al riconoscimento delle cause di servizio, dell'equo indennizzo e dell'inabilità a svolgere attività lavorativa non dipendente da causa di servizio (d.p.r. n. 1124/1965, d.p.r. n. 461/2001).

DESCRIZIONE DEL TRATTAMENTO
I dati vengono acquisiti dall'interessato e da terzi previa richiesta dell'interessato (in particolare dalla Commissione medico ospedaliera territorialmente competente per l'accertamento delle condizioni di idoneità al servizio e dal Comitato di verifica per le cause di servizio in caso di richiesta di riconoscimento di invalidità dipendente da causa di servizio e/o equo indennizzo).
Vengono effettuate interconnessioni e raffronti con amministrazioni e gestori di pubblici servizi: tale tipo di operazioni è finalizzato esclusivamente all'accertamento d'ufficio di stati, qualità e fatti ovvero al controllo delle dichiarazioni sostitutive ai sensi dell'art. 43 del d.p.r. n. 445/2000.

TABELLA 9

DENOMINAZIONE DEL TRATTAMENTO
Contenzioso (attività relative alla consulenza giuridica, al patrocinio ed alla difesa in giudizio dell'Istituto)

FONTE NORMATIVA: l. n. 216/1974, TUF, codice civile, codice penale, codice di procedura civile, codice di procedura penale, leggi sulla giustizia amministrativa e contabile (fra le altre: r.d. n. 642/1907, r.d. n. 1054/1924, r.d. n. 1214/1934, l. n. 1034/1971, l. n. 19/1994), costituzionale e comunitaria, art. 7 l. n. 300/1970 e artt. 61-79 della Parte I e 66-83 della Parte II del Regolamento del personale Consob (adottato dalla Commissione con deliberazione n. 13859 del 4 dicembre 2002 e reso esecutivo con d.P.C.M. del 30 dicembre 2002).

FINALITÀ DI RILEVANTE INTERESSE PUBBLICO:
Finalità volte a fare valere il diritto di difesa in sede amministrativa e giudiziaria (art. 71 del d. lgs. n. 196/2003)

TIPI DI DATI TRATTATI :
dati personali idonei a rivelare l'origine razziale ed etnica, le convinzioni religiose, filosofiche, d'altro genere, politiche e sindacali, lo stato di salute (con riguardo ai dipendenti ed anche ai familiari dei dipendenti: patologie attuali, patologie pregresse, terapie in corso), la vita sessuale; dati giudiziari.

TIPI DI OPERAZIONI ESEGUIBILI:
Raccolta presso interessato e presso terzi; elaborazione in forma cartacea e in forma automatizzata; altre operazioni ordinarie.
Comunicazione ai seguenti soggetti per le seguenti finalità:

a) Autorità giudiziaria, collegi arbitrali, avvocati incaricati della difesa in giudizio dell'Istituto, Avvocatura dello Stato, consulenti tecnici di parte, consulenti tecnici della controparte e consulenti tecnici incaricati dall'Autorità giudiziaria, enti previdenziali (Inail e Inps), enti di patronato, sindacati, incaricati di indagini difensive proprie e altrui, società di riscossione tributi/sanzioni (per le finalità di corrispondenza sia in fase pregiudiziale, sia in corso di causa);
b) società assicuratrici (per la valutazione e la copertura economica degli indennizzi per la responsabilità civile verso terzi);
c) struttura sanitaria e Comitato di verifica per le cause di servizio (per la relativa trattazione amministrativa ai sensi del d.p.r. n. 461/2001);
d) amministrazioni coinvolte nel caso in cui venga presentato il ricorso straordinario al Capo dello Stato (per la relativa trattazione ai sensi del d.p.r. n. 1199/1971).

DESCRIZIONE DEL TRATTAMENTO
Vengono effettuate la raccolta, la consultazione e l'elaborazione dei dati al fine di rendere i pareri alle Unità Organizzative dell'Istituto e di predisporre gli scritti difensivi in sede amministrativa e giurisdizionale ed, inoltre, nell'ambito delle procedure di arbitrato e di conciliazione nonché dei procedimenti disciplinari e nell'ambito delle procedure relative alle richieste di indennizzo e/o danni inerenti la responsabilità civile verso terzi

dell'Amministrazione. I dati possono essere comunicati agli uffici competenti per la relativa trattazione amministrativa, all'Autorità Giudiziaria ed ai collegi arbitrali (che possono anche comunicarli all'Istituto), agli avvocati incaricati della difesa in giudizio dell'Istituto, all'Avvocatura dello Stato, a enti previdenziali (Inail e Inps), agli enti di patronato ed ai sindacati, agli incaricati di indagini difensive proprie e altrui, alle società di riscossione tributi/sanzioni, nonché al consulente di parte, a quello della controparte ed al consulente nominato dall'Autorità giudiziaria (per le finalità di corrispondenza sia in fase pregiudiziale, sia in corso di causa). I dati riguardano ogni fattispecie che possa dare luogo ad un contenzioso.

TABELLA 10
DENOMINAZIONE DEL TRATTAMENTO Verifica dello svolgimento delle procedure degli Uffici
FONTE NORMATIVA: l. n. 216/1974 e art. 4 delibera Consob n. 7268 del 22 luglio 1993
FINALITÀ DI RILEVANTE INTERESSE PUBBLICO: art. 67, comma 1, lett a), del d. lgs. n. 196/2003
TIPI DI DATI TRATTATI : dati sensibili (gli stessi dei trattamenti di cui alle precedenti tabelle nn.7-9) e dati giudiziari (gli stessi dei trattamenti di cui alle precedenti tabelle nn. 1-9)
TIPI DI OPERAZIONI ESEGUIBILI: Raccolta presso le altre Unità Organizzative della Consob; elaborazione in forma cartacea e in forma automatizzata; altre operazioni ordinarie.
DESCRIZIONE DEL TRATTAMENTO Nell'ambito dell'attività svolta dall'Ufficio di Controllo Interno di verifica e valutazione della legittimità, regolarità e correttezza dell'azione amministrativa possono essere trattati i dati giudiziari contenuti nei fascicoli – oggetto di verifica – formati nell'ambito degli altri trattamenti e i dati sensibili relativi ai dipendenti della Consob e ai loro familiari contenuti nei fascicoli – del pari oggetto di verifica – formati nell'ambito dei trattamenti che hanno ad oggetto tali ultimi dati.

06A02505

REGIONE AUTONOMA DELLA SARDEGNA

DECRETO 22 febbraio 2006.

Scioglimento del consiglio comunale di San Nicolò Gerrei e nomina del commissario straordinario.

IL PRESIDENTE

Visto lo Statuto Speciale per la Sardegna e le relative norme di attuazione;

Vista la legge regionale 7 ottobre 2005, n. 13 che detta norme sullo scioglimento degli organi degli enti locali e sulla nomina dei commissari e, in particolare, l'art. 2, comma 1;

Rilevato che il Consiglio comunale di San Nicolò Gerrei (provincia di Cagliari) rinnovato nelle consultazioni elettorali dell'8 e 9 maggio 2005 è composto dal sindaco e da dodici membri;

Considerato che, nel suddetto Comune, a causa delle dimissioni rassegnate dal sindaco e da otto consiglieri su dodici del corpo consiliare, con atti separati e contemporaneamente presentati al protocollo dell'ente, non può essere assicurato il normale funzionamento degli organi e dei servizi;

Visto l'art. 141, comma 1, lettera *b)*, n. 3, del decreto legislativo 18 agosto 2000, n. 267 concernente il testo unico delle leggi sull'ordinamento degli enti locali;

Ritenuto che ricorrano gli estremi per dar luogo allo scioglimento della suddetta rappresentanza;

Vista le deliberazione della Giunta regionale n. 7/10 del 21 febbraio 2006, concernente lo scioglimento del Consiglio comunale di San Nicolò Gerrei e la nomina del dott. Emilio Boi quale commissario straordinario, nonché la relazione di accompagnamento che si allega al presente decreto per farne parte integrante;

Visti la dichiarazione rilasciata dall'interessato attestante l'assenza di cause di incompatibilità e il *curriculum* allegato alla stessa dichiarazione dal quale si rileva il possesso dei requisiti in relazione alle funzioni da svolgere;

Decreta:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di San Nicolò Gerrei è sciolto.

Art. 2.

Il dott. Emilio Boi è nominato commissario straordinario per la provvisoria gestione del comune suddetto fino all'insediamento degli organi ordinari a norma di legge. Al predetto commissario sono conferiti i poteri spettanti al Consiglio comunale, alla Giunta ed al Sindaco.

Art. 3.

Al commissario così nominato spetta un'indennità di carica pari a quella prevista dal comma 3 dell'art. 4 della legge regionale 7 ottobre 2005, n. 13.

Il presente decreto unitamente all'allegata relazione dell'Assessore degli enti locali, finanze ed urbanistica saranno pubblicati nel Bollettino ufficiale della regione e nella *Gazzetta Ufficiale*.

Cagliari, 22 febbraio 2006

Il presidente: SORU

ALLEGATO

AI Presidente della Regione

Nel consiglio comunale dl San Nicolò Gerrei (provincia di Cagliari), rinnovato nelle consultazioni elettorali dell'8 e 9 maggio 2005, composto dal sindaco e da dodici consiglieri, si è venuta a determinare una grave situazione di crisi a causa delle dimissioni rassegnate dal sindaco e da otto componenti del corpo consiliare.

Le citate dimissioni, presentate personalmente con atti separati contemporaneamente acquisiti al protocollo dell'ente in data 20 febbraio 2006, hanno determinato l'ipotesi dissolutoria dell'organo elettivo prevista dall'art. 141, comma 1, lettera *b)*, n. 3, del decreto legislativo 16 agosto 2000, n. 267, ancorché il TAR Sardegna con sentenza pubblicata in data 15 febbraio 2006 abbia annullato il verbale di proclamazione degli eletti e la delibera di convalida degli stessi, da parte del consiglio comunale, in conseguenza della modifica del risultato elettorale.

Considerato che nel suddetto ente non può essere assicurato il normale funzionamento degli organi e dei servizi, essendo venuta meno l'integrità strutturale minima del consiglio comunale compatibile con il mantenimento in vita dell'organo, si propone, ai sensi dell'art. 2 della legge regionale 7 ottobre 2005, n. 13, lo scioglimento del consiglio comunale di San Nicolò Gerrei e la nomina del commissario straordinario, nella persona del dott. Emilio Boi per la provvisoria gestione del comune anzidetto fino all'insediamento degli organi ordinari a norma di legge.

Pertanto si sottopone alla firma della S.V. Ill.ma l'unito schema di decreto con il quale si dispone lo scioglimento del consiglio comunale di San Nicolò Gerrei e la nomina del commissario per la provvisoria gestione del comune nella persona del dott. Emilio Boi.

L'assessore: SANNA

06A02591

PROVINCIA DI UDINE

DETERMINAZIONE 23 febbraio 2006.

Sostituzione di un componente del Comitato provinciale dell'I.N.P.S. di Udine. (Determinazione n. 13/70).

IL DIRIGENTE
DELLA DIREZIONE D'AREA POLITICHE SOCIALI
LAVORO E COLLOCAMENTO

Vista la legge regionale 9 agosto 2005, n. 18, che all'art. 7 individua le funzioni e i compiti delle province in materia di politiche del lavoro, collocamento e servizi all'impiego;

Vista la determinazione n. 430 del 18 dicembre 2002, emessa dal dirigente della Direzione d'area politiche sociali, lavoro e collocamento della provincia di Udine, con la quale è stato rinnovato il Comitato provinciale dell'I.N.P.S. di Udine;

Vista la nota della Cisl Udine, pervenuta in data 16 febbraio 2006, prot. n. 20707/06, con la quale si richiede la nomina del signor Michele Fiappo in qualità di rappresentante dei lavoratori dipendenti in seno al Comitato provinciale dell'I.N.P.S. di Udine, in sostituzione del signor Giorgio Comisso, dimissionario;

Sotto la propria responsabilità;

Determina:

1. di nominare il signor Michele Fiappo della Cisl di Udine in qualità di rappresentante dei lavoratori dipendenti in seno al Comitato provinciale dell'I.N.P.S. di Udine, in sostituzione del signor Giorgio Comisso;

2. di provvedere alla pubblicazione della presente determinazione nella *Gazzetta Ufficiale* dello Stato.

Si attesta che la relativa determinazione è stata istruita positivamente ai sensi degli articoli 6 e successivi della legge n. 241/1990.

Udine, 23 febbraio 2006

Il dirigente: CECCOTTI

06A02377

TESTI COORDINATI E AGGIORNATI

Testo del decreto-legge 1º febbraio 2006, n. 23 (in *Gazzetta Ufficiale* - serie generale - n. 27 del 2 febbraio 2006), **coordinato con la legge di conversione 3 marzo 2006, n. 86** (in questa stessa *Gazzetta Ufficiale* alla pag. 49), **recante: «Misure urgenti per i conduttori di immobili in condizioni di particolare disagio abitativo, conseguente a provvedimenti esecutivi di rilascio in determinati comuni».**

AVVERTENZE:

Il testo coordinato qui pubblicato è stato redatto dal Ministero della giustizia ai sensi dell'art. 11, comma 1, del testo unico delle disposizioni sulla promulgazione delle leggi, sull'emanazione dei decreti del Presidente della Repubblica e sulle pubblicazioni ufficiali della Repubblica italiana, approvato con D.P.R. 28 dicembre 1985, n. 1092, nonché dell'art. 10, commi 2 e 3, del medesimo testo unico, al solo fine di facilitare la lettura sia delle disposizioni del decreto-legge, integrate con le modifiche apportate dalla legge di conversione, che di quelle modificate o richiamate nel decreto, trascritte nelle note. Restano invariati il valore e l'efficacia degli atti legislativi qui riportati.

Le modifiche apportate dalla legge di conversione sono stampate con caratteri corsivi.

A norma dell'art. 15, comma 5, della legge 23 agosto 1988, n. 400 (Disciplina dell'attività di Governo e ordinamento della Presidenza del Consiglio dei Ministri), le modifiche apportate dalla legge di conversione hanno efficacia dal giorno successivo a quello dalla sua pubblicazione.

Art. 1.

Sospensione delle procedure esecutive di rilascio

1. Al fine di contenere il disagio abitativo di particolari categorie sociali assoggettate a procedure esecutive di rilascio e residenti in comuni con più di un milione di abitanti, sono sospese, per sei mesi a decorrere dalla data di entrata in vigore del presente decreto, le procedure esecutive di sfratto contro conduttori che hanno nel loro nucleo familiare persone ultrasessantacinquenni o handicappati gravi, purché non dispongano di altra abitazione, né di redditi sufficienti ad accedere alla locazione di un nuovo immobile.

2. Ai fini del presente decreto si considerano handicap gravi quelli comportanti invalidità superiori al sessantasei per cento; agli stessi fini si considerano sufficienti per l'accesso alla locazione di un nuovo immobile requisiti reddituali superiori a quelli previsti, alla data di entrata in vigore del presente decreto, dal decreto del Ministro dei lavori pubblici di cui all'articolo 11, comma 4, della legge 9 dicembre 1998, n. 431.

3. La sussistenza dei requisiti per la sospensione delle procedure esecutive di rilascio è autocertificata dai soggetti interessati con dichiarazione resa nelle forme di cui all'articolo 4, comma 4, del decreto-legge 27 maggio 2005, n. 86, convertito, con modificazioni, dalla legge 26 luglio 2005, n. 148, e comunicata al locatore ai sensi del comma 5 dello stesso articolo 4. La sussistenza di tali requisiti può essere contestata dal locatore nelle forme di cui all'articolo 1, comma 2, del decreto-legge 20 giugno 2002, n. 122, convertito, con modificazioni, dalla legge 1º agosto 2002, n. 185.

4. La sospensione non opera in caso di mancato regolare pagamento del canone di locazione e dei relativi oneri accessori. La sospensione non opera, altresì, in danno del locatore che dimostri, nelle forme di cui al comma 3, di trovarsi nelle stesse condizioni richieste dal presente articolo per ottenere la sospensione medesima.

Riferimenti normativi.

— Il testo dell'art. 11 della legge 9 dicembre 1998, n. 431, recante: Disciplina delle locazioni e del rilascio degli immobili adibiti ad uso abitativo, pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* del 15 dicembre 1998, n. 292, S.O. è il seguente:

«Art. 11 *(Fondo nazionale)*. — 1. Presso il Ministero dei lavori pubblici è istituito il Fondo nazionale per il sostegno all'accesso alle abitazioni in locazione, la cui dotazione annua è determinata dalla legge finanziaria, ai sensi dell'art. 11, comma 3, lettera *d)*, della legge 5 agosto 1978, n. 468, e successive modificazioni.

2. Per ottenere i contributi di cui al comma 3 i conduttori devono dichiarare sotto la propria responsabilità che il contratto di locazione è stato registrato.

3. Le somme assegnate al Fondo di cui al comma 1 sono utilizzate per la concessione, ai conduttori aventi i requisiti minimi individuati con le modalità di cui al comma 4, di contributi integrativi per il pagamento dei canoni di locazione dovuti ai proprietari degli immobili, di proprietà sia pubblica sia privata, nonché, qualora le disponibilità del Fondo lo consentano, per sostenere le iniziative intraprese dai comuni anche attraverso la costituzione di agenzie o istituti per la locazione o attraverso attività di promozione in convenzione con cooperative edilizie per la locazione, tese a favorire la mobilità nel settore della locazione attraverso il reperimento di alloggi da concedere in locazione per periodi determinati. I comuni possono, con delibera della propria giunta, prevedere che i contributi integrativi destinati ai conduttori vengano, in caso di morosità, erogati al locatore interessato a sanatoria della morosità medesima, anche tramite l'associazione della proprietà edilizia dallo stesso locatore per iscritto designata, che attesta l'avvenuta sanatoria con dichiarazione sottoscritta anche dal locatore

4. Il Ministro dei lavori pubblici, entro novanta giorni dalla data di entrata in vigore della presente legge, previa intesa in sede di Conferenza permanente per i rapporti fra lo Stato, le regioni e le province autonome di Trento e di Bolzano, definisce, con proprio decreto, i requisiti minimi necessari per beneficiare dei contributi integrativi di cui al comma 3 e i criteri per la determinazione dell'entità dei contributi stessi in relazione al reddito familiare e all'incidenza sul reddito medesimo del canone di locazione.

5. Le risorse assegnate al Fondo di cui al comma 1 sono ripartite, entro il 31 marzo di ogni anno, tra le regioni e le province autonome di Trento e di Bolzano. A decorrere dall'anno 2005 la ripartizione è effettuata dal Ministro delle infrastrutture e dei trasporti, previa intesa con la Conferenza permanente per i rapporti tra lo Stato, le regioni e le province autonome di Trento e di Bolzano, sulla base dei criteri fissati con apposito decreto del Ministro delle infrastrutture e dei trasporti, previa medesima intesa ed in rapporto alla quota di risorse messe a disposizione dalle singole regioni e province autonome, ai sensi del comma 6.

6. Le regioni e le province autonome di Trento e di Bolzano possono concorrere ai finanziamento degli interventi di cui al comma 3 con proprie risorse iscritte nei rispettivi bilanci.

7. Le regioni e le province autonome di Trento e di Bolzano provvedono alla ripartizione fra i comuni delle risorse di cui al comma 6 nonché di quelle ad esse attribuite ai sensi del comma 5, sulla base di parametri che premino anche la disponibilità dei comuni a concorrere con proprie risorse alla realizzazione degli interventi di cui al comma 3. Qualora le risorse di cui al comma 5 non siano trasferite ai comuni entro novanta giorni dall'effettiva attribuzione delle stesse alle regioni e alle province autonome, il Presidente del Consiglio dei Ministri, su proposta del Ministro dei lavori pubblici, previa diffida alla regione o alla provincia autonoma inadempiente, nomina un commissario *ad acta*; gli oneri connessi alla nomina ed all'attività del commissario *ad acta* sono posti a carico dell'ente inadempiente.

8. I comuni definiscono l'entità e le modalità di erogazione dei contributi di cui al comma 3, individuando con appositi bandi pubblici i requisiti dei conduttori che possono beneficiarne, nel rispetto dei criteri e dei requisiti minimi di cui al comma 4.

9. Per gli anni 1999, 2000 e 2001, ai fini della concessione dei contributi integrativi di cui al comma 3, è assegnata al Fondo una quota, pari a lire 600 miliardi per ciascuno degli anni 1999, 2000 e 2001, delle risorse di cui alla legge 14 febbraio 1963, n. 60, relative alle annualità 1996, 1997 e 1998. Tali disponibilità sono versate all'entrata del bilancio dello Stato per essere riassegnate, con decreti del Ministro del tesoro, del bilancio e della programmazione economica, ad apposita unità previsionale di base dello stato di previsione del Ministero dei lavori pubblici. Le predette risorse, accantonate dalla deliberazione del CIPE 6 maggio 1998, non sono trasferite ai sensi dell'art. 61 del decreto legislativo 31 marzo 1998, n. 112, e restano nella disponibilità della Sezione autonoma della Cassa depositi e prestiti per il predetto versamento.

10. Il Ministero dei lavori pubblici provvederà, a valere sulle risorse del Fondo di cui al comma 1, ad effettuare il versamento all'entrata del bilancio dello Stato nell'anno 2003 delle somme occorrenti per la copertura delle ulteriori minori entrate derivanti, in tale esercizio, dall'applicazione dell'art. 8, commi da 1 a 4, pari a lire 67,5 miliardi, intendendosi ridotta per un importo corrispondente l'autorizzazione di spesa per l'anno medesimo determinata ai sensi del comma 1 del presente articolo.

11. Le disponibilità del Fondo sociale, istituito ai sensi dell'art. 75 della legge 27 luglio 1978, n. 392, sono versate all'entrata del bilancio dello Stato per essere riassegnate con decreto del Ministro del tesoro, del bilancio e della programmazione economica al Fondo di cui al comma 1.

— Il testo dell'art. 4, commi 4 e 5 del decreto-legge 27 maggio 2005, n. 86, recante: «Misure urgenti di sostegno nelle aree metropolitane per i conduttori di immobili in condizioni di particolare disagio abitativo conseguente a provvedimenti esecutivi di rilascio, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* 30 maggio 2005, n. 124» e convertito in legge, con modificazioni dall'art. 1, legge 26 luglio 2005, n. 148, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* 29 luglio 2005, n. 175, entrata in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione, è il seguente:

«4. La dichiarazione irrevocabile di cui al comma 3 è comunicata alla cancelleria del giudice procedente con raccomandata con avviso di ricevimento che è esibita all'ufficiale giudiziario procedente, ovvero con dichiarazione resa allo stesso ufficiale giudiziario che ne redige processo verbale.

5. La cancelleria del giudice procedente, ovvero l'ufficiale giudiziario, danno immediata comunicazione al locatore della dichiarazione irrevocabile e del conseguente differimento degli atti della procedura.».

— Il testo dell'art. 1, comma 2 del decreto-legge 20 giugno 2002, n. 122, recante: «Disposizioni concernenti proroghe in materia di sfratti, di edilizia e di espropriazione pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* 21 giugno 2002, n. 144» e convertito in legge, con modificazioni, dall'art. 1, legge 1° agosto 2002, n. 185, è il seguente:

«2. Su ricorso del locatore, notificato al conduttore, che contesti la sussistenza in capo a questo ultimo dei requisiti richiesti per la sospensione dell'esecuzione, il giudice dell'esecuzione procede con le modalità di cui all'art. 11, commi quinto e sesto del decreto-legge 23 gennaio 1982, n. 9, convertito, con modificazioni, dalla legge 25 marzo 1982, n. 94, disponendo o meno la prosecuzione dell'esecuzione con provvedimento da emanarsi nel termine di giorni otto dalla data di presentazione del ricorso. Avverso il decreto è ammessa opposizione al tribunale, che giudica in composizione collegiale con le modalità di cui all'art. 618 del codice di procedura civile.».

Art. 2.

Benefici fiscali

1. Per i proprietari degli immobili locati ai conduttori individuati nell'articolo 1, il relativo reddito dei fabbricati di cui agli articoli 37 e 90 del testo unico delle imposte sui redditi, di cui al decreto del Presidente della Repubblica 22 dicembre 1986, n. 917, e successive

modificazioni, riferito all'anno 2006, non concorre alla formazione del reddito imponibile, ai soli fini delle imposte sul reddito delle persone fisiche e delle società, per tutta la durata del periodo di sospensione legale dell'esecuzione ai sensi dell'articolo 1.

2. Tutti i comuni, nel rispetto dell'equilibrio di bilancio, possono prevedere, per i proprietari degli immobili locati a soggetti aventi i requisiti di cui all'articolo 1, nonché per i proprietari che sospendono volontariamente per l'anno 2006 le procedure esecutive di rilascio degli immobili locati a conduttori che abbiano nel proprio nucleo familiare almeno un figlio di età inferiore ai tre anni o almeno due figli minorenni fiscalmente a carico, ovvero che nell'ambito del proprio nucleo familiare abbiano sostenuto spese mediche documentate superiori al dieci per cento del reddito annuo netto complessivo o abbiano componenti del nucleo familiare affetti da malattie invalidanti o che non ne consentono il trasferimento, purché non dispongano di altra abitazione, né di redditi sufficienti ad accedere alla locazione di un nuovo immobile, esenzioni o riduzioni dell'imposta comunale sugli immobili, nonché dell'addizionale comunale, per l'anno fiscale 2006.

3. All'articolo 1, comma 3, del decreto-legge 27 maggio 2005, n. 86, convertito, con modificazioni, dalla legge 26 luglio 2005, n. 148, dopo le parole: «ai soggetti in possesso dei requisiti di cui al comma 1,» sono inserite le seguenti: «nonché ai conduttori che abbiano nel proprio nucleo familiare almeno un figlio di età inferiore ai tre anni o almeno due figli minorenni fiscalmente a carico, ovvero che nell'ambito del proprio nucleo familiare abbiano sostenuto spese mediche documentate superiori al dieci per cento del reddito annuo netto complessivo o abbiano componenti del nucleo familiare affetti da malattie invalidanti o che non ne consentono il trasferimento, purché non dispongano di altra abitazione, né di redditi sufficienti ad accedere alla locazione di un nuovo immobile».

Riferimenti normativi.

— Il testo degli articoli 37 e 90 del decreto del Presidente della Repubblica 22 dicembre 1986, n. 917, recante: Approvazione del testo unico delle imposte sui redditi», pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* 31 dicembre 1986, n. 302, S.O. è il seguente:

«Art. 37 *(Determinazione del reddito dei fabbricati)*. — 1. Il reddito medio ordinario delle unità immobiliari è determinato mediante l'applicazione delle tariffe d'estimo, stabilite secondo le norme della legge catastale per ciascuna categoria e classe, ovvero, per i fabbricati a destinazione speciale o particolare, mediante stima diretta.

2. Le tariffe d'estimo e i redditi dei fabbricati a destinazione speciale o particolare sono sottoposti a revisione quando se ne manifesti l'esigenza per sopravvenute variazioni di carattere permanente nella capacità di reddito delle unità immobiliari e comunque ogni dieci anni. La revisione è disposta con decreto del Ministro delle finanze previo parere della Commissione censuaria centrale e può essere effettuata per singole zone censuarie. Prima di procedervi gli uffici tecnici erariali devono sentire i comuni interessati.

3. Le modificazioni derivanti dalla revisione hanno effetto dall'anno di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del nuovo prospetto delle tariffe, ovvero, nel caso di stima diretta, dall'anno in cui è stato notificato il nuovo reddito al possessore iscritto in catasto. Se la pubblicazione o notificazione avviene oltre il mese precedente quello stabilito per il versamento dell'acconto di imposta, le modificazioni hanno effetto dall'anno successivo.

4. Il reddito delle unità immobiliari non ancora iscritte in catasto è determinato comparativamente a quello delle unità similari già iscritte.

4-*bis*. Qualora il canone risultante dal contratto di locazione, ridotto forfettariamente del 15 per cento, sia superiore al reddito medio ordinario di cui al comma 1, il reddito è determinato in misura pari a quella del canone di locazione al netto di tale riduzione. Per i fabbricati siti nella città di Venezia centro e nelle isole della Giudecca, di Murano e di Burano, la riduzione è elevata al 25 per cento.

4-*ter*. Abrogato.

4-*quater*. Abrogato.

«Art. 90 *(Proventi immobiliari)*. — 1. I redditi degli immobili che non costituiscono beni strumentali per l'esercizio dell'impresa, né beni alla cui produzione o al cui scambio è diretta l'attività dell'impresa, concorrono a formare il reddito nell'ammontare determinato secondo le disposizioni del capo II del titolo I per gli immobili situati nel territorio dello Stato e a norma dell'art. 70 per quelli situati all'estero. Tale disposizione non si applica per i redditi, dominicali e agrari, dei terreni derivanti dall'esercizio delle attività agricole di cui all'art. 32, pur se nei limiti ivi stabiliti. In caso di immobili locati, qualora il canone risultante dal contratto di locazione ridotto, fino ad un massimo del 15 per cento del canone medesimo, dell'importo delle spese documentate sostenute ed effettivamente rimaste a carico per la realizzazione degli interventi di cui alla lettera *a)* del comma 1, dell'art. 3 del decreto del Presidente della Repubblica 6 giugno 2001, n. 380, risulti superiore al reddito medio ordinario dell'unità immobiliare, il reddito è determinato in misura pari a quella del canone di locazione al netto di tale riduzione.

2. Le spese e gli altri componenti negativi relativi ai beni immobili indicati nel comma 1 non sono ammessi in deduzione.».

— Il testo dell'art. 1, del decreto legge 27 maggio 2005, n. 86, recante: «Misure urgenti di sostegno nelle aree metropolitane per i conduttori di immobili in condizioni di particolare disagio abitativo conseguente a provvedimenti esecutivi di rilascio», pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* 30 maggio 2005, n. 124 e convertito in legge, con modificazioni dall'art. 1, legge 26 luglio 2005, n. 148 (*Gazzetta Ufficiale* 29 luglio 2005, n. 175), come modificato dalla legge qui pubblicata è il seguente:

«Art. 1 *(Finalità)*. — 1. Le risorse autorizzate dall'art. 5 del decreto-legge 13 settembre 2004, n. 240, convertito, con modificazioni, dalla legge 12 novembre 2004, n. 269, nel limite massimo di 104.940 migliaia di euro, disponibili alla data del 1º aprile 2005, sono destinate, con le modalità di cui agli articoli 2 e 3, alla riduzione,nei comuni di cui al comma 2, del disagio abitativo dei conduttori assoggettati a procedure esecutive di rilascio che siano, o abbiano nel proprio nucleo familiare, ultrasessantacinquenni o handicappati gravi e che inoltre:

a) non dispongano di altra abitazione o di redditi sufficienti ad accedere alla locazione di una nuova unità immobiliare;

b) siano beneficiari, anche per effetto di rinvii della data di esecuzione disposti dagli ufficiali giudiziari, della sospensione della procedura esecutiva di rilascio ai sensi dell'art. 80, comma 22, della legge 23 dicembre 2000, n. 388, e successivi differimenti e proroghe, ovvero rientrino tra i soggetti di cui alla lettera *a)* che abbiano subito sentenza o ordinanza di sfratto tra il 1º luglio 2004 e la data di entrata in vigore della legge di conversione del presente decreto;

c) siano tuttora in possesso dei requisiti economici previsti dal Ministero dei lavori pubblici ai sensi della citata legge n. 388 del 2000, e successivi differimenti e proroghe.

2. Le disposizioni del presente decreto si applicano ai soggetti di cui al comma 1 residenti nei comuni capoluogo delle aree metropoli-

tane di Torino, Milano, Venezia, Genova, Bologna, Firenze, Roma, Bari, Napoli, Palermo, Messina, Catania, Cagliari e Trieste, nonché nei comuni ad alta tensione abitativa con essi confinanti.

3. Le risorse non utilizzate per le finalità di cui al comma 1, alla data del 31 ottobre 2005, sono destinate al finanziamento di interventi speciali finalizzati alla realizzazione di alloggi sperimentali e a progetti speciali per aumentare la disponibilità di alloggi di edilizia sociale nei comuni capoluogo di cui al comma 2 di maggiore emergenza abitativa, da destinare prioritariamente ai soggetti in possesso dei requisiti di cui al comma 1, *nonché ai conduttori che abbiano nel proprio nucleo familiare almeno un figlio di età inferiore ai tre anni o almeno due figli minorenni fiscalmente a carico, ovvero che nell'ambito del proprio nucleo familiare abbiano sostenuto spese mediche documentate superiori al dieci per cento del reddito annuo netto complessivo o abbiano componenti del nucleo familiare affetti da malattie invalidanti o che non ne consentono il trasferimento, purché non dispongano di altra abitazione, né di redditi sufficienti ad accedere alla locazione di un nuovo immobile* con modalità da definire, sentita la Conferenza unificata di cui all'art. 8 del decreto legislativo 28 agosto 1997, n. 281, con apposito decreto del Ministro delle infrastrutture e dei trasporti. Tale decreto prevede che sui singoli interventi speciali sia raggiunta l'intesa con la regione e il comune capoluogo di cui al comma 2, interessati dagli interventi».

Art. 3.

Copertura finanziaria

1. Alle minori entrate derivanti dall'attuazione dell'articolo 2, comma 1, pari a 5,15 milioni di euro per l'anno 2007, si provvede a valere sulle risorse disponibili di cui all'articolo 1, comma 3, del decreto-legge 27 maggio 2005, n. 86, convertito, con modificazioni, dalla legge 26 luglio 2005, n. 148, mediante *conservazione delle somme non utilizzate alla chiusura dell'esercizio 2006 nel conto dei residui per essere utilizzate nell'esercizio successivo con versamento all'entrata del bilancio dello Stato per l'anno 2007 del corrispondente importo.*

Riferimenti normativi.

— Per il testo dell'art. 1 del decreto-legge n. 86 del 2005, convertito, con modificazioni, dalle legge 26 luglio 2005, n. 148, si veda nei riferimenti normativi all'art. 2.

Art. 4.

Entrata in vigore

1. Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana e sarà presentato alle Camere per la conversione in legge.

06A02593

ESTRATTI, SUNTI E COMUNICATI

MINISTERO DEL LAVORO E DELLE POLITICHE SOCIALI

Istruttoria per la cancellazione dal registro delle imprese della società cooperativa agricola «P.A.I.F. - Produttori Agricoli Italiani Feijoa» - società cooperativa a r.l., in Latina.

A seguito della convenzione stipulata in data 30 novembre 2001 tra il Ministero del lavoro e delle politiche sociali ed il Ministero delle attività produttive, si informa che è in corso l'istruttoria per la cancellazione dal registro delle imprese della società cooperativa di seguito elencata che, dagli accertamenti effettuati risulta trovarsi nelle condizioni previste dall'art. 2545-*octiesdecies*, comma 2, del codice civile.

Si comunica che chiunque vi abbia interesse potrà far pervenire a questa Direzione provinciale del lavoro - Servizio politiche del lavoro - Unità operativa della cooperazione, viale Pier Luigi Nervi, n. 180 - Scala C - 04100 Latina, opposizione debitamente motivata e documentata, all'emanazione del predetto provvedimento entro il termine di trenta giorni dalla data di pubblicazione del predetto avviso:

cooperativa agricola «P.A.I.F. - Produttori Agricoli Italiani Feijoa» - società cooperativa a r.l., con sede in Latina in via Nascosa pod. n. 140, costituita per rogito notaio dott. Antonio Alfonsi di Latina in data 30 marzo 1989 - repertorio n. 28654 - codice fiscale n. 01438840595 - BUSC 2816.

06A02379

Rivalutazione per l'anno 2006 della misura degli assegni e dei requisiti economici, ai sensi dell'articolo 65, comma 4, della legge 23 dicembre 1998, n. 448 (assegno per il nucleo familiare numeroso) e dell'articolo 74 del decreto legislativo 26 marzo 2001, n. 151 (assegno di maternità).

L'indice ISTAT dei prezzi al consumo per le famiglie di operai e impiegati, calcolato con le esclusioni di cui alla legge 5 febbraio 1992, n. 81, da applicarsi per l'anno 2006 ai sensi dell'art. 65, comma 4, della legge 23 dicembre 1998, n. 448 (assegno al nucleo familiare numeroso) e dell'art. 74 del decreto legislativo 26 marzo 2001, n. 151 (assegno di maternità) è pari al 1,9 per cento. (Comunicato ufficiale dell'ISTAT del 16 gennaio 2006).

Pertanto:

a) l'assegno mensile per il nucleo familiare ai sensi dell'art. 65, comma 4, della legge 23 dicembre 1998, n. 448 e successive modifiche e integrazioni, da corrispondere agli aventi diritto per l'anno 2006, se spettante nella misura intera, è pari a € 120,63; per le domande relative al medesimo anno, il valore dell'indicatore della situazione economica, con riferimento a nuclei familiari composti da cinque componenti è pari a € 21.714,31. (per nuclei familiari con diversa composizione il requisito economico è riparametrato sulla base della scala di equivalenza prevista dal decreto legislativo n.109/98 - rif. coml, art. 65, legge n. 448/1998);

b) l'assegno mensile di maternità ai sensi dell'art. 74 della legge 26 marzo 2001, n. 151, da corrispondere agli aventi diritto per l'anno 2006, per le nascite, gli affidamenti preadottivi e le adozioni senza affidamento, se spettante nella misura intera, è pari a € 289,31; per le domande relative al medesimo anno, il valore dell'indicatore della situazione economica, con riferimento a nuclei familiari composti da tre componenti, è pari a € 30.158,78.

06A02600

Comunicato concernente l'approvazione della delibera n. 190/2005 adottata in data 26 ottobre 2005 dalla Cassa italiana di previdenza ed assistenza dei geometri liberi professionisti.

Con ministeriale n. 24/IX/0003251/GEO-L-61 del 16 febbraio 2006 è stata approvata, di concerto con il Ministero dell'economia e delle finanze, la delibera n. 190/2005 adottata dal Consiglio di amministrazione della Cassa italiana di previdenza ed assistenza dei geometri liberi professionisti in data 26 ottobre 2005, concernente l'adeguamento agli indici ISTAT, per l'anno 2006, delle pensioni, dei contributi minimi, dei limiti di reddito, nonché del volume d'affari IVA e dell'importo di pensione minima, nella misura dell'1,99%, percentuale indicata dall'ISTAT e relativa alla variazione dell'indice dei prezzi al consumo per le famiglie di operai ed impiegati.

06A02596

MINISTERO DELLE ATTIVITÀ PRODUTTIVE

Comunicato relativo al decreto 30 settembre 2005, recante: «Utilizzo delle economie relative agli interventi di agevolazione alle imprese, di cui alla legge 19 dicembre 1992, n. 488, e delle economie derivanti da definanziamenti di patti agricoli, per la copertura di nuovi contratti di programma nei settori agricoltura, industria e turismo, nonché degli interventi di agevolazione alle imprese previsti dalla legge 19 dicembre 1992, n. 488».

Si comunica che il decreto 30 settembre 2005, recante: «Utilizzo delle economie relative agli interventi di agevolazione alle imprese, di cui alla legge 19 dicembre 1992, n. 488, e delle economie derivanti da definanziamenti di patti agricoli, per la copertura di nuovi contratti di programma nei settori agricoltura, industria e turismo, nonché degli interventi di agevolazione alle imprese previsti dalla legge 19 dicembre 1992, n. 488», pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* - serie generale - n. 251 del 27 ottobre 2005, è stato registrato alla Corte dei conti il 25 gennaio 2006, Ufficio di controllo atti Ministeri delle attività produttive, registro n. 1, foglio n. 37».

06A02599

AGENZIA DEL DEMANIO

Comunicato relativo al decreto 31 gennaio 2006, concernente la revisione della misura del sovracanone per impianti idroelettrici, ai sensi dell'articolo 3 della legge 22 dicembre 1980, n. 925.

Comunicato relativo al decreto 31 gennaio 2006, recante: «Revisione della misura del sovracanone per impianti idroelettrici, ai sensi dell'art. 3 della legge 22 dicembre 1980, n. 925».

Nella settima riga dell'ultimo capoverso del decreto citato in epigrafe, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* - serie generale - n. 40 del 17 febbraio 2006, a pag. 58 è da intendersi apportata la seguente correzione, dove è scritto: «... con potenza nominale non superiore a chilowatt 220...», leggasi: «... con potenza nominale superiore a chilowatt 220 ...».

06A02597

AGENZIA ITALIANA DEL FARMACO

Modificazione dell'autorizzazione all'immissione in commercio, secondo procedura di mutuo riconoscimento, della specialità medicinale «Naprilene».

Estratto provvedimento UPC/II/2245 del 15 febbraio 2006

Specialità medicinale: NAPRILENE.

Confezioni:

A.I.C. n. 025725021 «20 mg compresse» 14 compresse;

A.I.C. n. 025725045 - «5 mg compresse» 28 compresse.

Titolare A.I.C.: Sigma-Tau Industrie Farmaceutiche Riunite S.p.a.

Numero procedura mutuo riconoscimento: SE/H/0404/002,004/II/004, R01.

Tipo di modifica: modifica stampati.

Modifica apportata: aggiornamento della sezione 4.4 del riassunto delle caratteristiche del prodotto ed ulteriori modifiche a seguito della procedura di rinnovo.

Il titolare dell'autorizzazione all'immissione in commercio della specialità medicinale in questione deve apportare le necessarie modifiche al Riassunto delle caratteristiche del prodotto dalla data di entrata in vigore del presente provvedimento, e per il foglio illustrativo dal primo lotto di produzione successivo all'entrata in vigore del presente provvedimento.

I lotti già prodotti non possono essere dispensati al pubblico a partire dal novantesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente provvedimento.

Decorrenza ed efficacia del provvedimento: dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

06A02439

Modificazioni dell'autorizzazione all'immissione in commercio, secondo procedura di mutuo riconoscimento, di alcune confezioni della specialità medicinale «Vistabex».

Estratto Provvedimento UPC/II/2246 del 15 febbraio 2006

Specialità medicinale: VISTABEX.

Confezione: A.I.C. n. 036103024/M - «4 unità/0,1 ml polvere per soluzione iniettabile» flaconcino da 50 unità.

Titolare A.I.C.: Allergan S.p.a.

Numero procedura mutuo riconoscimento: FR/H/0230/001/II/012.

Tipo di modifica: aggiornamento metodica chimico/farmaceutica.

Modifica apportata: modifica del metodo del test di identità del prodotto finito in conformità alla monografia della Farmacopea europea per la tossina botulinica di tipo A.

I lotti già prodotti, possono essere mantenuti in commercio fino alla data di scadenza indicata in etichetta.

Decorrenza ed efficacia del provvedimento: dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

06A02438

Estratto provvedimento UPC/II/2247 del 15 febbraio 2006

Specialità medicinale: VISTABEX.

Confezione: A.I.C. n. 036103024/M - «4 unità/0,1 ml polvere per soluzione iniettabile» flaconcino da 50 unità.

Titolare A.I.C.: Allergan S.p.a.

Numero procedura mutuo riconoscimento: FR/H/0230/001/II/010.

Tipo di modifica: aggiornamento metodica chimico/farmaceutica.

Modifica apportata: modifica riguardante la purezza genetica del ceppo batterico (Master Cell Bank) in conformità alla monografia della farmacopea europea.

I lotti già prodotti, possono essere mantenuti in commercio fino alla data di scadenza indicata in etichetta.

Decorrenza ed efficacia del provvedimento: dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

06A02438-06A02437

Modificazione dell'autorizzazione all'immissione in commercio, secondo procedura di mutuo riconoscimento, della specialità medicinale «Fortipan».

Estratto provvedimento UPC/II/2252 del 21 febbraio 2006

Specialità medicinale: FORTIPAN.

Confezioni:

A.I.C. n. 034567014/M - «5 mg compresse rivestite con film» 14 compresse in blister;

A.I.C. n. 034567026/M - «5 mg compresse rivestite con film» 20 (2×10) compresse in blister;

A.I.C. n. 034567038/M - «5 mg compresse rivestite con film» 28 (2×14) compresse in blister;

A.I.C. n. 034567040/M - «5 mg compresse rivestite con film» 84 (6×14) compresse in blister;

A.I.C. n. 034567053/M - «5 mg compresse rivestite con film» 140 (10×14) compresse in blister;

A.I.C. n. 034567065/M - «30 mg compresse rivestite con film» 14 compresse in blister;

A.I.C. n. 034567077/M - «30 mg compresse rivestite con film» 28 (2×14) compresse in blister;

A.I.C. n. 034567089/M - «35 mg compresse rivestite con film» 1 compressa in blister pvc/al;

A.I.C. n. 034567091/M - «35 mg compresse rivestite con film» 2 compresse in blister pvc/al;

A.I.C. n. 034567103/M - «35 mg compresse rivestite con film» 4 compresse in blister pvc/al;

A.I.C. n. 034567115/M - «35 mg compresse rivestite con film» 10 compresse in blister pvc/al;

A.I.C. n. 034567127/M - «35 mg compresse rivestite con film» 12 compresse in blister pvc/al;

A.I.C. n. 034567139/M - «35 mg compresse rivestite con film» 16 compresse in blister pvc/al.

Titolare A.I.C.: Procter & Gamble S.r.l.

Numero procedura mutuo riconoscimento: SE/H/0193/001-003/II/018.

Tipo di modifica: aggiornamento metodica chimico/farmaceutica.

Modifica apportata: aggiunta di un sito produttivo alternativo per la sostanza attiva - Peboc Division di Eastman Uk Ltd.

È approvata, altresì secondo la lista dei termini standard della Farmacopea europea, la denominazione delle confezioni da riportare sugli stampati, così come sopra indicato.

I lotti già prodotti, possono essere mantenuti in commercio fino alla data di scadenza indicata in etichetta.

Decorrenza ed efficacia del provvedimento: dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

06A02436

Modificazione dell'autorizzazione all'immissione in commercio delle specialità medicinali «Duraphat» e «Oragard»

Estratto di determinazione UPC 4304/2006

La titolarità delle autorizzazioni all'immissione in commercio delle sotto elencate specialità medicinali fino ad ora registrate a nome della società Colgate-Palmolive Italia S.r.l., con sede in via Giorgione n. 59/63 - Roma, con codice fiscale n. 05777271007.

Specialità medicinale: DURAPHAT.

Confezioni:

A.I.C. n. 034523011 - 50 mg/ml sospensione dentale 1 tubo 10 ml;

A.I.C. n. 034523023 - 50 mg/ml sospensione dentale 5 tubi 30 ml;

A.I.C. n. 034523035 - 50 mg/ml sospensione dentale 1 cartuccia 1,6 ml;

A.I.C. n. 034523047 - 50 mg/ml sospensione dentale 5 cartucce 1,6 ml.

Specialità medicinale: ORAGARD.

Confezioni:

A.I.C. n. 034720019 - 1,5% 1 flacone 300 ml;

A.I.C. n. 034720021 - 1,5% 1 flacone 50 ml.

Sono ora trasferite alla società:

Colgate - Palmolive Commerciale S.r.l., con sede in via Giorgione, 59/63 - Roma, con codice fiscale 08125611007.

I lotti delle specialità medicinali prodotti a nome del vecchio titolare possono essere dispensati al pubblico fino ad esaurimento delle scorte.

La presente determinazione ha effetto dal giorno della pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

06A02432

Modificazione dell'autorizzazione all'immissione in commercio della specialità medicinale «Abelcet»

Estratto di determinazione UPC 4306/2006

La titolarità delle autorizzazioni all'immissione in commercio della sotto elencata specialità medicinale fino ad ora registrata a nome della società Elan Pharma International LTD, con sede in Wil House, Shannon Business Park, Shannon, County Clare, Irlanda.

Specialità medicinale: ABELCET.

Confezione: A.I.C. n. 033002015 - 10 flaconi sosp. e.v. 20 ml + 10 aghi.

È ora trasferita alla società: Zeneus Pharma Limited, con sede in The Magdalen Centre - Oxford Science Park, Oxford - Oxfordshire 0X4 4GA, Gran Bretagna.

I lotti della specialità medicinale prodotti a nome del vecchio titolare possono essere dispensati al pubblico fino ad esaurimento delle scorte.

La presente determinazione ha effetto dal giorno della pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

06A02433

Modificazione dell'autorizzazione all'immissione in commercio della specialità medicinale «Alburex»

Estratto di determinazione UPC 4308/2006

La titolarità delle autorizzazioni all'immissione in commercio della sotto elencata specialità medicinale fino ad ora registrata a nome della società ZLB Gmbh Fur Arzneimittelzulassungen, con sede in Eldagsenerstrasse, Springe, Germania.

Specialità medicinale: ALBUREX.

Confezioni:

A.I.C. n. 036504013/M - «5% soluzione per infusione» 1 flacone da 20 ml;

A.I.C. n. 036504025/M - «5% soluzione per infusione» 1 flacone da 100 ml;

A.I.C. n. 036504037/M - «5% soluzione per infusione» 1 flacone da 250 ml;

A.I.C. n. 036504049/M - «5% soluzione per infusione» 1 flacone da 500 ml;

A.I.C. n. 036504052/M - «20% soluzione per infusione» 1 flacone da 50 ml;

A.I.C. n. 036504064/M - «20% soluzione per infusione» 1 flacone da 100 ml;

A.I.C. n. 036504076/M - «25% soluzione per infusione» 1 flacone da 50 ml;

A.I.C. n. 036504088/M - «25% soluzione per infusione» 1 flacone da 100 ml.

È ora trasferita alla società: ZLB Behring Gmbh, con sede in Emil Von Behring Strasse 76, Marburg, Germania.

I lotti della specialità medicinale prodotti a nome del vecchio titolare possono essere dispensati al pubblico fino ad esaurimento delle scorte.

La presente determinazione ha effetto dal giorno della pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

06A02435

Modificazione dell'autorizzazione all'immissione in commercio della specialità medicinale «Zolistam»

Estratto di determinazione UPC 4309 del 1º marzo 2006

La titolarità delle autorizzazioni all'immissione in commercio della sotto elencata specialità medicinale fino ad ora registrata a nome della società Aziende Chimiche Riunite Angelini Francesco ACRAF S.p.a., con sede in viale Amelia, 70 - Roma, con codice fiscale 03907010585.

Specialità medicinale: ZOLISTAM.

Confezioni:

A.I.C. n. 032311019 - 10 compresse 10 mg blister;

A.I.C. n. 032311021 - 15 compresse 10 mg blister;

A.I.C. n. 032311033 - 30 compresse 10 mg blister;

A.I.C. n. 032311045 - 10 compresse 10 mg tubo securitainer;

A.I.C. n. 032311058 - 15 compresse 10 mg tubo securitainer;

A.I.C. n. 032311060 - 30 compresse 10 mg tubo securitainer;

A.I.C. n. 032311072 - 4 compresse 10 mg in blister;

A.I.C. n. 032311084 - 7 compresse 10 mg in blister;

A.I.C. n. 032311096 - 20 compresse 10 mg in blister;

A.I.C. n. 032311108 - 50 compresse 10 mg in blister;

A.I.C. n. 032311110 - 100 compresse 10 mg in blister;

A.I.C. n. 032311122 - 4 compresse 10 mg in tubo securitainer;

A.I.C. n. 032311134 - 7 compresse 10 mg in tubo securitainer;

A.I.C. n. 032311146 - 20 compresse 10 mg in tubo securitainer;

A.I.C. n. 032311159 - 50 compresse 10 mg in tubo securitainer;

A.I.C. n. 032311161 - 100 compresse 10 mg in tubo securitainer.

È ora trasferita alla società: Aventis Pharma S.p.a., con sede in Piazzale Turr, 5 - Milano, con codice fiscale 00832400154.

I lotti della specialità medicinale prodotti a nome del vecchio titolare possono essere dispensati al pubblico fino ad esaurimento delle scorte.

La presente determinazione ha effetto dal giorno della pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

06A02434

AUGUSTA IANNINI, *direttore* FRANCESCO NOCITA, *redattore*

(G601060/1) Roma, 2006 - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato S.p.A. - S.

ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO

LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE

cap	località	libreria	indirizzo	pref.	tel.	fax
95024	**ACIREALE (CT)**	CARTOLIBRERIA LEGISLATIVA S.G.C. ESSEGICI	Via Caronda, 8-10	095	7647982	7647982
00041	**ALBANO LAZIALE (RM)**	LIBRERIA CARACUZZO	Corso Matteotti, 201	06	9320073	93260286
60121	**ANCONA**	LIBRERIA FOGOLA	Piazza Cavour, 4-5-6	071	2074606	2060205
83100	**AVELLINO**	LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI	Via Matteotti, 30/32	0825	30597	248957
81031	**AVERSA (CE)**	LIBRERIA CLA.ROS	Via L. Da Vinci, 18	081	8902431	8902431
70124	**BARI**	CARTOLIBRERIA QUINTILIANO	Via Arcidiacono Giovanni, 9	080	5042665	5610818
70121	**BARI**	LIBRERIA UNIVERSITÀ E PROFESSIONI	Via Crisanzio, 16	080	5212142	5243613
13900	**BIELLA**	LIBRERIA GIOVANNACCI	Via Italia, 14	015	2522313	34983
40132	**BOLOGNA**	LIBRERIA GIURIDICA EDINFORM	Via Ercole Nani, 2/A	051	4218740	4210565
40124	**BOLOGNA**	LIBRERIA GIURIDICA - LE NOVITÀ DEL DIRITTO	Via delle Tovaglie, 35/A	051	3399048	3394340
21052	**BUSTO ARSIZIO (VA)**	CARTOLIBRERIA CENTRALE BORAGNO	Via Milano, 4	0331	626752	626752
91022	**CASTELVETRANO (TP)**	CARTOLIBRERIA MAROTTA & CALIA	Via Q. Sella, 106/108	0924	45714	45714
95128	**CATANIA**	CARTOLIBRERIA LEGISLATIVA S.G.C. ESSEGICI	Via F. Riso, 56/60	095	430590	508529
88100	**CATANZARO**	LIBRERIA NISTICÒ	Via A. Daniele, 27	0961	725811	725811
66100	**CHIETI**	LIBRERIA PIROLA MAGGIOLI	Via Asinio Herio, 21	0871	330261	322070
22100	**COMO**	LIBRERIA GIURIDICA BERNASCONI - DECA	Via Mentana, 15	031	262324	262324
87100	**COSENZA**	LIBRERIA DOMUS	Via Monte Santo, 70/A	0984	23110	23110
50129	**FIRENZE**	LIBRERIA PIROLA già ETRURIA	Via Cavour 44-46/R	055	2396320	288909
71100	**FOGGIA**	LIBRERIA PATIERNO	Via Dante, 21	0881	722064	722064
03100	**FROSINONE**	L'EDICOLA	Via Tiburtina, 224	0775	270161	270161
16121	**GENOVA**	LIBRERIA GIURIDICA	Galleria E. Martino, 9	010	565178	5705693
95014	**GIARRE (CT)**	LIBRERIA LA SEÑORITA	Via Trieste angolo Corso Europa	095	7799877	7799877
73100	**LECCE**	LIBRERIA LECCE SPAZIO VIVO	Via Palmieri, 30	0832	241131	303057
74015	**MARTINA FRANCA (TA)**	TUTTOUFFICIO	Via C. Battisti, 14/20	080	4839784	4839785
98122	**MESSINA**	LIBRERIA PIROLA MESSINA	Corso Cavour, 55	090	710487	662174
20100	**MILANO**	LIBRERIA CONCESSIONARIA I.P.Z.S.	Galleria Vitt. Emanuele II, 11/15	02	865236	863684
70056	**MOLFETTA (BA)**	LIBRERIA IL GHIGNO	Via Salepico, 47	080	3971365	3971365

Segue: **LIBRERIE CONCESSIONARIE PRESSO LE QUALI È IN VENDITA LA GAZZETTA UFFICIALE**

cap	**località**	libreria	indirizzo	pref.	tel.	fax
80139	**NAPOLI**	LIBRERIA MAJOLO PAOLO	Via C. Muzy, 7	081	282543	269898
80134	**NAPOLI**	LIBRERIA LEGISLATIVA MAJOLO	Via Tommaso Caravita, 30	081	5800765	5521954
28100	**NOVARA**	EDIZIONI PIROLA E MODULISTICA	Via Costa, 32/34	0321	626764	626764
90138	**PALERMO**	LA LIBRERIA DEL TRIBUNALE	P.za V.E. Orlando, 44/45	091	6118225	552172
90138	**PALERMO**	LIBRERIA S.F. FLACCOVIO	Piazza E. Orlando, 15/19	091	334323	6112750
90145	**PALERMO**	LIBRERIA COMMISSIONARIA G. CICALA INGUAGGIATO	Via Galileo Galilei, 9	091	6828169	6822577
90133	**PALERMO**	LIBRERIA FORENSE	Via Maqueda, 185	091	6168475	6177342
43100	**PARMA**	LIBRERIA MAIOLI	Via Farini, 34/D	0521	286226	284922
06087	**PERUGIA**	CALZETTI & MARIUCCI	Via della Valtiera, 229	075	5997736	5990120
29100	**PIACENZA**	NUOVA TIPOGRAFIA DEL MAINO	Via Quattro Novembre, 160	0523	452342	461203
59100	**PRATO**	LIBRERIA CARTOLERIA GORI	Via Ricasoli, 26	0574	22061	610353
00192	**ROMA**	LIBRERIA DE MIRANDA	Viale G. Cesare, 51/E/F/G	06	3213303	3216695
00195	**ROMA**	COMMISSIONARIA CIAMPI	Viale Carso, 55-57	06	37514396	37353442
00161	**ROMA**	L'UNIVERSITARIA	Viale Ippocrate, 99	06	4441229	4450613
00187	**ROMA**	LIBRERIA GODEL	Via Poli, 46	06	6798716	6790331
00187	**ROMA**	STAMPERIA REALE DI ROMA	Via Due Macelli, 12	06	6793268	69940034
45100	**ROVIGO**	CARTOLIBRERIA PAVANELLO	Piazza Vittorio Emanuele, 2	0425	24056	24056
63039	**SAN BENEDETTO D/T (AP)**	LIBRERIA LA BIBLIOFILA	Via Ugo Bassi, 38	0735	587513	576134
07100	**SASSARI**	MESSAGGERIE SARDE LIBRI & COSE	Piazza Castello, 11	079	230028	238183
10122	**TORINO**	LIBRERIA GIURIDICA	Via S. Agostino, 8	011	4367076	4367076
21100	**VARESE**	LIBRERIA PIROLA	Via Albuzzi, 8	0332	231386	830762
36100	**VICENZA**	LIBRERIA GALLA 1880	Viale Roma, 14	0444	225225	225238

MODALITÀ PER LA VENDITA

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni dell'Istituto sono in vendita al pubblico:

- **presso l'Agenzia dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato S.p.A. in ROMA, piazza G. Verdi, 10 - ☎ 06 85082147;**
- **presso le librerie concessionarie indicate (elenco consultabile sul sito www.ipzs.it)**

L'Istituto conserva per la vendita le Gazzette degli ultimi 4 anni fino ad esaurimento. Le richieste per corrispondenza potranno essere inviate a:

Funzione Editoria - U.O. DISTRIBUZIONE
Attività Librerie concessionarie, Vendita diretta e Abbonamenti a periodici
Piazza Verdi 10, 00198 Roma
fax: 06-8508-4117
e-mail: editoriale@ipzs.it

avendo cura di specificare nell'ordine, oltre al fascicolo di GU richiesto, l'indirizzo di spedizione e di fatturazione (se diverso) ed indicando il codice fiscale per i privati. L'importo della fornitura, maggiorato di un contributo per le spese di spedizione, sarà versato in contanti alla ricezione.

Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono con pagamento anticipato, presso le agenzie in Roma e presso le librerie concessionarie.

Per informazioni, prenotazioni o reclami attinenti agli abbonamenti oppure alla vendita della *Gazzetta Ufficiale* bisogna rivolgersi direttamente all'Amministrazione, presso l'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 ROMA

Gazzetta Ufficiale Abbonamenti	Vendite	Ufficio inserzioni	Numero verde
☎ 800-864035 - Fax 06-85082520	☎ 800-864035 - Fax 06-85084117	☎ 800-864035 - Fax 06-85082242	☎ 800-864035

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

CANONI DI ABBONAMENTO ANNO 2006 (salvo conguaglio) (*)

GAZZETTA UFFICIALE - PARTE I (legislativa)

			CANONE DI ABBONAMENTO	
Tipo A	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari:			
	(di cui spese di spedizione € 219,04)	- annuale	€	**400,00**
	(di cui spese di spedizione € 109,52)	- semestrale	€	**220,00**
Tipo A1	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i soli supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi:			
	(di cui spese di spedizione € 108,57)	- annuale	€	**285,00**
	(di cui spese di spedizione € 54,28)	- semestrale	€	**155,00**
Tipo B	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte Costituzionale:			
	(di cui spese di spedizione € 19,29)	- annuale	€	**68,00**
	(di cui spese di spedizione € 9,64)	- semestrale	€	**43,00**
Tipo C	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti della CE:			
	(di cui spese di spedizione € 41,27)	- annuale	€	**168,00**
	(di cui spese di spedizione € 20,63)	- semestrale	€	**91,00**
Tipo D	Abbonamento ai fascicoli della serie destinata alle leggi e regolamenti regionali:			
	(di cui spese di spedizione € 15,31)	- annuale	€	**65,00**
	(di cui spese di spedizione € 7,65)	- semestrale	€	**40,00**
Tipo E	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:			
	(di cui spese di spedizione € 50,02)	- annuale	€	**167,00**
	(di cui spese di spedizione € 25,01)	- semestrale	€	**90,00**
Tipo F	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari, ed ai fascicoli delle quattro serie speciali:			
	(di cui spese di spedizione € 344,93)	- annuale	€	**780,00**
	(di cui spese di spedizione € 172,46)	- semestrale	€	**412,00**
Tipo F1	Abbonamento ai fascicoli della serie generale inclusi i supplementi ordinari con i provvedimenti legislativi e ai fascicoli delle quattro serie speciali:			
	(di cui spese di spedizione € 234,45)	- annuale	€	**652,00**
	(di cui spese di spedizione € 117,22)	- semestrale	€	**342,00**

N.B.: L'abbonamento alla GURI tipo A, A1, F, F1 comprende gli indici mensili
Integrando con la somma di € **80,00** *il versamento relativo al tipo di abbonamento alla* Gazzetta Ufficiale *- parte prima - prescelto, si riceverà anche l'Indice Repertorio Annuale Cronologico per materie anno 2005.*

BOLLETTINO DELLE ESTRAZIONI

Abbonamento annuo (incluse spese di spedizione) € **88,00**

CONTO RIASSUNTIVO DEL TESORO

Abbonamento annuo (incluse spese di spedizione) € **56,00**

PREZZI DI VENDITA A FASCICOLI
(Oltre le spese di spedizione)

Prezzi di vendita:		
serie generale	€	1,00
serie speciali (escluso concorsi), ogni 16 pagine o frazione	€	1,00
fascicolo serie speciale, *concorsi*, prezzo unico	€	1,50
supplementi (ordinari e straordinari), ogni 16 pagine o frazione	€	1,00
fascicolo Bollettino Estrazioni, ogni 16 pagine o frazione	€	1,00
fascicolo Conto Riassuntivo del Tesoro, prezzo unico	€	6,00

I.V.A. 4% a carico dell'Editore

GAZZETTA UFFICIALE - PARTE II (inserzioni)

Abbonamento annuo	*(di cui spese di spedizione € 120,00)*		€ **320,00**
Abbonamento semestrale	*(di cui spese di spedizione € 60,00)*		€ **185,00**
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione (oltre le spese di spedizione)		€ 1,00	

I.V.A. 20% inclusa

RACCOLTA UFFICIALE DEGLI ATTI NORMATIVI

Abbonamento annuo		€ **190,00**
Abbonamento annuo per regioni, province e comuni		€ **180,00**
Volume separato (oltre le spese di spedizione)	€ 18,00	

I.V.A. 4% a carico dell'Editore

Per l'estero i prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, anche per le annate arretrate, compresi i fascicoli dei supplementi ordinari e straordinari, devono intendersi raddoppiati. Per il territorio nazionale i prezzi di vendita dei fascicoli separati, compresi i supplementi ordinari e straordinari, relativi ad anni precedenti, devono intendersi raddoppiati. Per intere annate è raddoppiato il prezzo dell'abbonamento in corso. Le spese di spedizione relative alle richieste di invio per corrispondenza di singoli fascicoli, vengono stabilite, di volta in volta, in base alle copie richieste.

N.B. - Gli abbonamenti annui decorrono dal 1° gennaio al 31 dicembre, i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno e dal 1° luglio al 31 dicembre.

Restano confermati gli sconti in uso applicati ai soli costi di abbonamento

ABBONAMENTI UFFICI STATALI
Resta confermata la riduzione del 52% applicata sul solo costo di abbonamento

* tariffe postali di cui al Decreto 13 novembre 2002 (G.U. n. 289/2002) e D.P.C.M. 27 novembre 2002 n. 294 (G.U. 1/2003) per soggetti iscritti al R.O.C.

* 4 5 - 4 1 0 1 0 0 0 6 0 3 1 3 *

€ 1,00